

APRÈS LE DOUBLE  
ATTENTAT DE BEYROUTH

- Le vice-président Bush s'est rendu au Liban.
  - Le général Cann apporte des précisions sur le déroulement de l'opération.
- LIRE PAGE 8

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,80 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 96 c. ; Grèce, 80 p. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 570 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 0,80 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 96 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 190 ml.

Tarif des abonnements page 22

5, RUE DES ITALIENS  
75437 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
C.C.P. 4387 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## Le débarquement américain sur l'île de la Grenade suscite une large réprobation dans le monde

### Gesticulation

La plus puissante nation du monde envahissant l'une des plus faibles... C'est sans doute cette image qui va symboliser, pour la postérité, la plus glorieuse intervention des « marines » à la Grenade. Et c'est pour cela que, toute morale mise à part, cette équipée constitue une faute politique grave.

Depuis longtemps, certes, les Etats-Unis s'inquiétaient de l'évolution du régime de la Grenade et de la construction dans cette île, avec l'aide d'une main-d'œuvre cubaine, d'un aéroport à capacité stratégique. Mais ce régime, avec lequel Washington avait refusé tout accommodement au printemps dernier, était en pleine décomposition depuis une quinzaine de jours. Dire qu'il présentait une menace sérieuse pour la sécurité des Etats-Unis n'est pas exagéré. De même, dire que les ressortissants étrangers vivant à la Grenade étaient menacés dans leur vie ne paraît pas non plus fondé, à en juger par les témoignages disponibles.

Non, c'est ailleurs qu'il faut rechercher les vraies raisons de l'intervention américaine. On peut en distinguer deux, et toutes les deux relèvent de ce qu'on appelle « gesticulation » dans le jargon des stratèges.

L'invasion de la Grenade est d'abord destinée à la consommation régionale, si l'on peut dire. Elle s'adresse à Cuba, au Nicaragua, aux guérilleros du Salvador et veut signifier que Washington ne tolérera plus d'exportation de la révolution, de contamination idéologique. Reste à savoir comment le message sera accueilli. Il est probable qu'il y aura pris comme une nouvelle preuve de l'impossibilité qu'il y a à négocier avec Washington et qu'il sonnera le glas des efforts pourtant modestes déployés par le groupe de Castaneda pour trouver une solution à la crise salvadorienne. En exacerbant les réflexes nationalistes et « anti-yankes » au Nicaragua, l'opération Grenade s'affaiblira pas, mais renforcera au contraire le régime sandiniste.

C'est sans doute cette analyse qu'a faite Mme Thatcher, pourtant peu suspecte de progressisme, pour déconseiller à M. Reagan sa démonstration de force. Elle n'a pas été davantage écoutée que le premier ministre, pourtant américain, de la Jamaïque, M. Seaga.

Car M. Reagan a voulu faire d'une pierre deux coups : non content d'utiliser les îles entre les dirigeants de la Grenade pour lancer un avertissement aux autres régimes de M. Fidel Castro dans la région, il a cru pouvoir envoyer aussi un message à Moscou. Tout indique en effet que c'est pour « renger » les « marines » morts à Beyrouth que le président américain a décidé de franchir le pas et de faire appliquer des plans prêts de longue date. Mais, là encore, le message est ambigu, car il revient à reconnaître que les Etats-Unis ne peuvent rien faire au Liban. Comme l'a fait remarquer un sénateur américain en apprenant l'invasion de la Grenade, « on gagne les guerres qu'on peut gagner ».

Les ennemis des Etats-Unis ne seront pas les seuls à exploiter l'équipée de la Grenade. Pour peu qu'il se confirme que les « marines » américains ont subi la même des pertes, le courant isolationniste sera renforcé aux Etats-Unis, et M. Reagan se heurtera à une opposition encore plus vive au Congrès pour poursuivre sa politique au Liban. Un beau gâchis, on le voit, même de son point de vue. La force au service de la paix, promettait M. Reagan pendant sa campagne électorale. Ce serait plutôt aujourd'hui la force au service du dérapage que ce genre de gesticulation implique.

### M. Reagan affirme que « les Etats-Unis n'avaient d'autre choix que d'agir fermement et de manière décidée »

Washington. — Le dessein, l'occasion et la nécessité ont tous trois contribué à la décision de M. Reagan de faire débarquer mardi 25 octobre quelque mille cinq cents fusiliers marins à la Grenade.

Le dessein, le président l'avait depuis qu'il a pris ses fonctions. Tout autant que ceux des sandinistes nicaraguayens et de M. Castro, le régime « progressiste » mis en place en 1979 par Maurice Bishop lui était insupportable. Il avait, à ses yeux, fait de la Grenade le troisième pion de l'Union soviétique dans la région. Pis, les dirigeants grenadiens avaient entrepris, avec l'aide de Cuba, de construire un aéroport doté de pistes considérées comme trop longues pour les seuls besoins des avions de tourisme. Loin derrière les sandinistes sur la liste des priorités, ce régime était pourtant à éliminer. Il ne fallait que l'occasion pour le faire : politique et non pas militaire, tant le rapport des forces se passe de commentaires, et Washington n'a même pas eu besoin de la susciter : elle lui a été offerte par le coup d'Etat qui a abouti, le 19 octobre dernier, après cinq jours de troubles, au meurtre du premier ministre, Maurice Bishop, et à la prise du pouvoir par une équipe militaire supposée plus pro-cubaine encore.

La base de ce nouveau pouvoir était fragile et sa légitimité au moins discutable. Plus d'un millier de résidents, dont des étudiants en médecine, vivaient dans l'île. Les Etats-Unis peuvent — comme l'a fait après coup, mardi, au cours d'une conférence de presse, le secrétaire d'Etat, M. Shultz — invoquer pour intervenir, la sécurité de leurs citoyens, « l'atmosphère de violence incertaine » et la « vide politique et

De notre correspondant  
l'absence totale d'autorité » marquant la situation dans l'île.

Dès le 20 octobre, a indiqué mardi M. Shultz devant les journalistes, M. Reagan décide, après avoir fait examiner la situation par le vice-président, M. George Bush, de débourner vers la Grenade des unités navales en route vers le Liban. Le lendemain, la situation est toujours suivie de près, et des contacts diplomatiques sont entrepris dans les pays des Caraïbes. Samedi, six des sept Etats de l'Organisation des pays des Caraïbes orientales (Grenade est le septième) demandent aux Etats-Unis de ne pas rester indifférents à l'évolution de la Grenade. Parallèlement, les chefs de gouvernement des pays membres de la Communauté économique des Caraïbes anglophones, réunis pendant le week-end à Port-of-Spain (Trinité), décident des sanctions économiques contre la Grenade et envisagent — sans conclure — une intervention militaire.

Tout est en place, mais la décision n'est peut-être pas encore totalement arrêtée quand survient, dimanche au milieu de la nuit, heure des Etats-Unis, la nécessité de trouver un moyen de laver l'affront de Beyrouth.

Sans hausser le ton et affirmer sa détermination de ne pas céder au terrorisme, M. Reagan ne peut rien faire au Liban pour éliminer le massacre (on en est maintenant, bilan toujours provisoire, à deux cent seize morts) de ses « marines ». Les Etats-Unis ont, en revanche, la possibilité, tout près de chez eux, par une opération déjà ébauchée, a priori sans grand risque et sans suite de longue date, de montrer qu'ils sont

décidés à ne rien céder à l'U.R.S.S. et qu'ils ne craignent pas de recourir à la force pure.

La seconde réunion, dimanche, du Conseil national de sécurité, indique M. Shultz, est consacrée non pas au Liban, comme on l'avait laissé croire, mais à la Grenade. L'intervention dans l'île est-elle destinée à envoyer un « message » au Kremlin ? demande-t-on au secrétaire d'Etat. Non, répond-il, avant d'ajouter : « Ceux qui voulaient recevoir un message l'ont reçu. »

Lundi, le Pentagone vérifie ses plans. A 18 heures (23 heures à Paris), le président signe les ordres nécessaires et l'opération se met en route.

M. Reagan s'était fait élire contre M. Carter en prônant « la paix par la force ». Ce n'était qu'un slogan électoral. Il y croit. Il considère que le meilleur moyen de contenir la puissance soviétique n'est pas le compromis mais la démonstration de forces militaires et politiques qui, seule, pourrait conduire Moscou à des accords dont le Kremlin ne serait pas le seul bénéficiaire.

Blessé et humilié au Liban, M. Reagan ne voit donc qu'avantages à répondre dans les Caraïbes et le fait — même si les risques sont nombreux.

Le premier bilan diffusé mardi soir ne faisait état que de deux morts et vingt-trois blessés parmi les soldats américains et d'un hélicoptère « immobilisé au sol ». Les pertes pourraient cependant être plus nombreuses et l'on verrait alors à la télévision pleurer deux groupes de familles, celles de « marines » de Beyrouth et celles des morts de la Grenade.

BERNARD GUETTA.  
(Lire la suite page 3.)

### Le dérapage

Le raisonnement par analogie n'est jamais satisfaisant et il lui arrive de déboucher sur des conclusions sans rapport avec la réalité. Aussi convient-il de se méfier des assimilations simplistes. L'intervention américaine dans l'île de la Grenade n'est pas exactement comparable à celle des Soviétiques en Tchecoslovaquie ou en Afghanistan. Les conditions de sa préparation, la conjoncture, le poids géographique, démographique et stratégique des Caraïbes, de l'Europe centrale et de l'Asie centrale, constituent autant, sinon plus, de traits distinctifs que de points de rapprochement entre ces différents types d'opérations déployées dans la région et dans l'Asie. La recherche systématique de similitudes devrait prendre en compte d'autres interventions militaires, en Afrique par exemple, qui ne s'inscrivent pas davantage dans un schéma commun.

Les Etats-Unis ont, avec le concours symbolique de plusieurs Etats des Caraïbes, déployé des troupes à la Grenade pour — disent-ils — protéger les ressortissants étrangers et « restaurer la démocratie » dans ce microcosme déchiré par une révolution locale et une surenchère à gauche. Or, les raisons invoquées n'apparaissent pas acceptables. La première ne correspond pas à la réalité des faits car si le changement de pouvoir a été sanglant il n'a pas menacé les ressortissants américains. Quant à la seconde, il est permis d'en douter, eu égard aux « démocraties » que les Etats-Unis admettent et protègent dans leur zone d'influence.

Plus simplement, le régime qui s'installait si près d'eux ne leur convenait pas et, du reste, il inquiétait, pour des raisons différentes, plusieurs Etats de la

région. A l'échelle de Gulliver et de Lilliput, il n'était pas menaçant en soi. Il aurait été porteur de plus graves menaces s'il avait dû servir de base militaire à un autre géant. Tel n'était pas le cas, et les Etats-Unis auraient eu les moyens de contrôler et de mettre un terme à cette tentative si elle était clairement apparue.

En choisissant d'intervenir par anticipation contre un risque présumé, ils laissent supposer qu'ils ont d'autres motivations qu'au demeurant ils ne cachent guère. Elles ne sont pas davantage acceptables.

L'intervention aux Caraïbes, si elle répond, comme on nous le dit, à l'attente de Beyrouth, semble confirmer une nouvelle théorie stratégique dans l'affrontement Est-Ouest. Une théorie suivant laquelle les Etats-Unis ne réprimeraient pas nécessairement au même endroit et de la même façon des coups qui leur sont portés.

Cette conception enlève de sa rationalité au mécanisme, déjà inquiétant, de l'escalade des sanctions entre les deux blocs. Si elle s'instaurait durablement, elle masquerait mal certaines faiblesses et servirait encore plus mal d'alibi. Elle jetterait une suspicion sur toutes les interventions américaines et compromettrait ceux qui s'y trouveraient associés. A terme, elle ruinerait toute confiance dans les engagements pris par les Etats-Unis.

La politique du président Reagan dérape de manière grave en oubliant que le progrès des sociétés démocratiques — bien des westerns nous l'ont naïvement montré — suppose que les shérifs ne soient pas des juges et que la justice ne sanctionne pas par personne interposée.

A. L.

## M. Mitterrand en Tunisie

« Il convient de passer à une nouvelle étape de la coopération » nous déclare M. Mzali, premier ministre

M. François Mitterrand se rend en Tunisie jeudi 27 octobre pour une visite officielle de trois jours. A la veille de son arrivée, le premier ministre tunisien, M. Mohamed Mzali, a défini pour le monde la conception qu'il se fait de ce que devrait être, vingt-sept ans après l'indépendance, la coopération entre Paris et Tunis à laquelle il souhaite donner « un plus large contenu et de plus solides assises ».

« En dépit de la multiplication des échanges de visites ministérielles entre Paris et Tunis depuis mai 1981, la coopération franco-tunisienne semble marquer le pas et les relations, tout en demeurant « exemplaires et privilégiées », selon l'expression

consacrée, suscitent dans votre pays un certain désenchantement. Qu'en est-il ?

« Les contacts se déroulent à tous les niveaux et sur tous les problèmes communs. Leur ton et leur qualité sont ceux qu'emploient des pays conscients de leurs responsabilités.

Propos recueillis par  
PAUL BALTA  
et MICHEL DEURE  
(Lire la suite page 11.)

### Avant le congrès du P.S.

LIRE PAGE 2

L'avant-garde et l'armée par MAURICE DUVERGER

Pour une autre rigueur par PIERRE URI

La crise : un défi pour les socialistes par JEAN-PIERRE WORMS et JOSEPH MENGA

### AU JOUR LE JOUR

#### Solutions

C'est le désordre dans votre localité, l'anarchie dans votre canton, l'autorité est bafouée, les voisins sont menacés ? N'ayez crainte : deux solutions s'offrent à vous.

Vous pouvez, au nom de l'internationalisme prolétarien, faire appel à l'armée rouge. Ou, au nom de la loi et de l'ordre, aux « marines ». Choisissez.

BRUNO FRAPPAT.



**Julia Kristeva**

**Histoires d'amour**

## Trois « chaînes » de plus à la télévision

Le gouvernement autorise Canal Plus et T.V. 5  
Des programmes supplémentaires seront réservés aux associations, aux professions et aux entreprises

« La France et son gouvernement ont la joie de vous faire part de la naissance de trois petites chaînes de la télévision. » Par ce faire-part groupé, le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication a voulu frapper l'opinion publique et démontrer à tous les détracteurs du gouvernement la cohérence politique et économique du développement qu'il veut favoriser dans ce secteur.

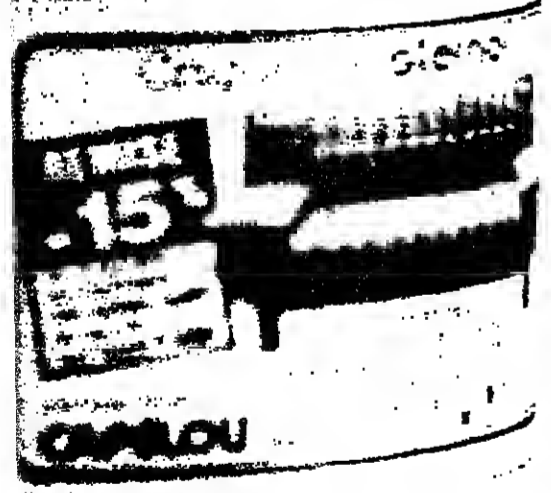
Plus de « neige » sur l'écran, plus de miroirs, plus de programmation parcimonieuse. Les réseaux hertzien vont déborder d'images, de messages. Canal Plus, d'abord, la super-chaîne, celle du marketing télévisuel, chargée de séduire en

permanence le téléspectateur, de lui en donner « toujours plus ». La Régie française des espaces (R.F.E.), ensuite, ou la télévision du droit à l'expression, le canal de la France institutionnelle et associative, des affinités et des réseaux professionnels. T.V. 5, enfin, première étape de la contre-offensive francophone sur le marché européen, la télévision de la présence française, du rayonnement culturel, de l'exportation.

Séduisant, certes. Mais cette cohérence résistera-t-elle à l'épreuve des faits ? A ceux qui s'inquiétaient de voir un gouvernement socialiste lancer une télévision payante, fac-

teur de discrimination sociale. M. Filloux répond par la création de R.F.E. Le projet reprend une bonne part du rapport Dahan sur la quatrième chaîne et répond à la volonté exprimée par le président de la République de voir naître une télévision éducative et culturelle. Gageons qu'il ne s'agit pas seulement de calmer le C.E.R.E.S. à quelques jours du congrès de Bourg-en-Bresse. Mais, confinée dans les créneaux de faible écoute, cette « chaîne » de communication sociale trouvera-t-elle son public ?

JEAN-FRANÇOIS LACAN.  
(Lire la suite page 32.)



## L'avant-garde et l'armée

par MAURICE DUVERGER

Le congrès de Bourg-en-Bresse sera-t-il centré sur les militants du parti socialiste ou sur ses électeurs ? L'avenir de la gauche dépend probablement de la réponse à cette question. En théorie, les premiers reflètent les aspirations des seconds. En pratique, le gros de l'armée traîne les pieds d'ordinaire et ne suit l'avant-garde qu'avec prudence, voire réticence. Tous les pays connaissent ce décalage. Mais il est plus grand dans le nôtre qu'ailleurs, pour deux raisons : nos socialistes sont à la fois moins nombreux et plus doctrinaires.

Avec 250 000 adhérents pour 9 400 000 électeurs, le P.S. se situe loin derrière ses grands congénères européens. Chez nous, seulement 1 électeur socialiste sur 38 est membre du parti, contre 1 sur 16 en République fédérale, 1 sur 3 à Vienne et 1 sur 2 à Stockholm. Par rapport à la population, les écarts sont aussi sensibles. On trouve 1 adhérent socialiste sur 215 Français, 62 Allemands, 11 Autrichiens et 7 Suédois.

Jamais dans son histoire le parti n'a été aussi réduit en France par rapport à la masse qui vote pour lui. Avec 200 000 adhérents pour 1 950 000 électeurs, la S.F.I.O. comptait en 1936 plus de 1 adhérent pour 10 électeurs. La proportion était la même lors des premières législatives de la Quatrième République, avec 350 000 adhérents pour 3 400 000 électeurs en 1946. Deux ans après la victoire du Front populaire, c'est-à-dire dans le même délai qui nous sépare de la victoire de François Mitterrand, les socialistes avaient profité d'une forte augmentation de leur effectif, le portant à

275 000 adhérents, soit 1 pour 7 électeurs. Depuis 1984, le P.S. est resté stable au contraire, et ses militants sont plus de cinq fois moins nombreux qu'en 1938 par rapport à ses électeurs. Même si l'on tient compte du vote des femmes, qui faussent un peu la comparaison, cette baisse est considérable.

L'exiguïté du noyau socialiste français explique en partie sa deuxième différence avec les grands partis frères : l'importance de l'idéologie. L'empirisme des social-démocrates nordiques ne tient pas aux tempéraments nationaux, comme on le croit trop souvent. Les principes doctrinaires du socialisme, dont Marx et Engels, n'étaient pas des Méridionaux. Plus une organisation est réduite, plus elle tend à s'éloigner des problèmes quotidiens et à développer des projets théoriques. L'isolement par rapport aux syndicats joue également un rôle notable dans ce domaine.

Étroitement liés à des mouvements ouvriers très puissants, les partis socialistes suédois, allemands, autrichiens, anglais, sont obligés de s'occuper de réformes concrètes, même lorsqu'ils restent dans l'opposition. Coupés des travailleurs, le parti socialiste français est forcé de privilégier les luttes électorales et les combats doctrinaires. La concurrence avec les communistes le pousse également à chasser sur les terrains des systèmes de pensée.

Son aptitude à la construction doctrinale pourrait devenir un avantage si elle s'exerçait en fonction de la société présente au lieu de rester

empêtrée dans les discours du passé, qui apparaissent de plus en plus irrésolus. La dénonciation rituelle du capitalisme ne fait plus recette quand la crise qu'il subit le montre nettement supérieur au collectivisme, malgré tout. La référence à Marx n'impressionne plus personne quand ceux qui se réclament de lui démentent enlisés dans des morales dictatoriales. Les chansons les plus vieilles sont encore plus dévalorisées : les histoires de laïcité font tout à fait rétro, et n'intéressent plus que quelques groupes de pression. A travers ces rabâchages, le mot de socialisme ne signifie plus grand-chose aujourd'hui.

L'idéologie socialiste est à réinventer. Une tâche si grande ne peut s'accomplir dans les discussions d'un congrès. Du moins pourraient-elles commencer à débayer le terrain, si les militants prenaient conscience de la nécessité d'une telle entreprise. Elle les obligerait à réinventer de fond en comble leur vocabulaire et leur pensée.

A Bourg-en-Bresse, on proclamera sans doute que la politique de rigueur actuelle est seulement un moyen de traverser une phase difficile et inféctable, et qu'elle devra être suivie par une politique proprement socialiste. On aura raison. Mais on passerait à l'après les projets anciens ou certaines réformes en cours. De telles perspectives réduiraient peut-être la majorité des congressistes. Elles les conduiraient sûrement à la majorité des électeurs qui ont porté le P.S. au pouvoir. Les avant-gardes qui oublient le gros de la troupe condamnent les armées à la défaite.

## La crise : un défi pour les socialistes

par JEAN-PIERRE WORMS et JOSEPH MENGES (\*)

UNE « crise » ? Plutôt, une mutation. Tout indique qu'il s'agit d'un véritable bouleversement historique. Un autre monde naît dont on discerne mal les contours. La seule certitude : rien ne sera comme avant. Nouvelles technologies qui bouleverseront les processus de production et de communication sociale ; épuisement des produits et des marchés qui ont tiré la croissance depuis la seconde révolution industrielle ; explosion de la démographie mondiale ; déplacement du centre du monde de la zone atlantique à la zone pacifique.

Tous les principes régulateurs de nos sociétés et de l'ordre du monde sont atteints : les échanges commerciaux et monétaires ; les modèles d'organisation du travail et de la vie collective ; notamment de l'habitat, de l'éducation et de la protection sociale ; les rapports humains les plus quotidiens comme les plus fondamentaux. Bref, le système de valeurs qui fonde ce qu'on appelle une civilisation.

De tels bouleversements sont lourds de péchés. Surtout quand ils s'accompagnent de l'accroissement des écarts de développement et des risques de famine, de la prolifération des armements et des technologies nucléaires, de la montée de l'irrationnel et des messianismes religieux.

Ces enjeux devraient être au centre du débat politique. Parce qu'ils échappent au champ des décisions nationales, ils en sont pratiquement absents. Chacun le sent et s'en inquiète. Cette inquiétude aussi est porteuse de graves dangers pour la démocratie : perte de crédibilité, voire légitimité, du discours politique ; replis nationalistes et corporatistes ; refus des solidarités ; et révoltes contre l'impôt ; montée de l'intolérance et du racisme.

Tel est le contexte dans lequel les socialistes exercent le pouvoir, avec une garantie de durée, pour la première fois de leur histoire.

A mi-mandat, il est temps de faire la part. Sans complaisance, lucidement, franchement, courageusement. Le congrès de Bourg-en-Bresse sera la seule occasion d'un débat approfondi. Le pays, désespéré, attend. Il ne se contentera pas de fausses certitudes,

d'habiletés de langage, de consensus d'opportunité. Mieux vaut, en ce débat, faire écarter les anciennes solidarités d'origine, il les traverse toutes. En ce pour cela que les dirigeants des trois « courants » majoritaires se sont réunis pour l'éclaircir ?

Ce débat est pourtant nécessaire pour situer les choix que le prochain congrès socialiste doit faire pour les deux années à venir. Dans ce contexte d'incertitudes et de périls, les priorités gouvernementales nous semblent incontournables : échapper aux risques de dépendance économique, préserver une marge d'autonomie suffisante pour maîtriser le devenir national, et cela sans recourir aux facilités trompeuses du protectionnisme. Cela impose des disciplines. Elles ont nom le rigueur.

Une politique de rigueur ne peut réussir si elle n'est assumée par l'ensemble du corps social. L'effort demandé doit donc être justement réparti, mais surtout ses objectifs et ses moyens doivent être lisibles et mobilisateurs.

Il aura fallu l'intervention du président de la République à la télévision pour qu'enfin certaines vérités premières deviennent vérités officielles pour tous les socialistes, pour ceux qui, comme nous, répètent depuis des mois qu'il faut savoir assumer la rigueur ne soient plus traités de masochistes droitières ou d'idéologues à la recherche de l'innocence.

Mais assumer la rigueur ne définit pas une politique. Y a-t-il, pour les socialistes, un bon usage de la rigueur ?

Nous le pensons, et c'est le sens de notre démarche, d'autant plus que nous voyons se multiplier les initiatives pour animer une transformation sociale profonde, adaptée à la nouvelle « donne » : partage du travail, développement local autonome, économie sociale, nouvelles solidarités, insertion sociale et professionnelle des jeunes, ouverture de l'école.

(\*) MM. Jean-Pierre Worms, député socialiste de Seine-et-Marne, et Joseph Menges, député socialiste de Seine-Maritime, ont signé, sous la direction de la rédaction, le 30 septembre, dans la perspective du congrès du P.S.

## Pour une autre rigueur

par PIERRE URI

Un petit groupe d'économistes appartenant à toutes les anciennes tendances du parti socialiste se sont réunis autour de l'auteur pour tenter d'offrir au parti et au gouvernement une ligne d'action. On trouvera ici sous sa signature le résumé du document qui traduit un effort collectif.

A rigueur ne devrait pas définir une forme particulière de politique. Elle est inséparable de toute gestion : il faut ajuster les moyens aux fins, et les objectifs aux contraintes. Même les réformes ne s'en passent pas. Appliquées dès le départ, elles évitent le renversement d'une reprise par le pouvoir d'achat à une reprise sur le pouvoir d'achat. Que la hausse des prix et le déficit extérieur appellent une action résolue de rééquilibre, nul ne le conteste. En ce sens, aucune autre politique n'est possible : soit, le débat socialiste doit se ramener à l'alternative de poursuivre les méthodes actuelles, en fondant sur de fragiles indices l'attente d'un rééquilibre et l'espoir qu'il débouche un jour sur la réexpansion, ou de prôner, à la faveur d'une dévaluation plus profonde et de protections suffisamment étendues, un retour à la croissance ? Il y a une troisième voie : non pas une autre politique, mais une autre rigueur.

Le déficit extérieur se réduit. Encore faut-il se demander comment. Les exportations se sont nettement accrues : les ajustements monétaires ont fini par réussir. Ça qui a contracté à l'importation, ce sont moins les biens de consommation que les équipements : symptôme de la baisse de l'investissement qui

compromet l'avenir. Une stratégie offensive comporte deux directions.

Des regroupements d'entreprises pour l'exportation et l'appui du réseau largement internationalisé des banques françaises élargissent le nombre des exportateurs. La France doit prendre l'initiative d'une attaque contre les protectionnismes des autres. Le libre-échange ne doit pas être la propagation de la déflation et le vol des emplois.

L'équilibre extérieur ne tiendra que si l'inflation peut être rapidement arrêtée. Les échecs se sont succédés faute d'une explication claire sur ce qui fonde le pouvoir d'achat : il est constitué par la production, l'excédent des importations qui s'y ajoute n'est pas longtemps tenable. On ne peut compenser par des hausses de revenus nominaux ni celles des prix d'importation, ni celles des impôts, ni celles des cotisations sociales. Ce qui va à l'étranger, aux dépenses publiques, aux bénéficiaires de prestations ne peut être distribué deux fois.

Faute de cette distinction il ne reste, comme dans d'autres pays, que les restrictions qui ne limitent la hausse des prix que par la stagnation. L'autre méthode, c'est la politique de la répartition annoncée par le président de la République dans sa conférence de presse de 1982 : elle est autre chose qu'une politique des revenus qui n'a jamais été qu'une politique déguisée des salaires. Elle confronte en termes réels les ressources disponibles, les besoins considérés comme prioritaires, les demandes sur lesquelles peut être repris ce qui excède les ressources. Ses

instruments, c'est une information des consommateurs sur les écarts de prix d'un point à un autre ou d'un stade à un autre, le dialogue avec les organisations syndicales ou agricoles sur la base du tableau d'ensemble, la maîtrise des dépenses et des recettes publiques.

L'austérité rendue nécessaire par l'endettement et par l'environnement défavorable peut être d'autant moins sévère que la balance sera redressée vers la haut, d'autant plus efficace qu'elle sera mieux expliquée, d'autant mieux acceptée qu'elle sera mieux répartie.

## Du côté du fisc

Ce n'est pas la pression fiscale globale, c'est la mauvaise distribution de la charge qui fait problème. Les prélèvements ne doivent pas être rapportés au seul produit national : les revenus de transfert, quand ils sont dépensés, participent aussi aux impôts indirects et aux cotisations sociales répercutées dans les prix. Mais faute de lutte efficace contre les privilèges et la fraude, il ne restait qu'à accroître sur les seuls revenus connus des taux qui peuvent devenir insupportables. C'est une erreur à la fois économique et politique.

S'il est trop tard pour appliquer l'ensemble de la réforme fiscale qui avait été préparée, de vastes ressources peuvent encore être trouvées. Le salaire fiscal a été éliminé pour l'impôt sur le revenu la différence entre le travail et les autres activités professionnelles ; l'impôt sur la fortune pouvait constituer une autre

méthode de différenciation comme dans beaucoup de pays industrialisés. L'exonération de l'outil de travail, les bénéfices traités comme salaires à l'impôt d'Etat et non à la taxe professionnelle aboutissent à ce que les salariés soient moins taxés que leurs travailleurs. La lutte contre la fraude, ça doit être l'incitation donnée à tous les clients de réclamer des factures, par des dispositions concernant l'aménagement du logement et les garanties dont devraient s'accompagner toute réparation ou toute vente de biens durables.

Le discours sur les charges doit être clarifié. Globalement, ça que verse le secteur public constitue aussi les moyens d'acheter ses produits. Mais l'industrie est surchargée, à la taxe professionnelle en faveur du petit commerce et au régime général pour subventionner les indépendants et l'agriculture. La concentration des cotisations sociales sur les petites salaires écrase les industries de base de gamme, entrave l'emploi de jeunes, réclame aux cadres moins qu'ils reçoivent du fait d'une plus longue espérance de vie. C'est là qu'il faut leur réclamer leur dû, non à l'impôt plus que leur dû. Et la fiscalité aggrave les écarts dans la concurrence en réservant aux entreprises bénéficiaires les incitations à l'investissement et les dégrèvements sur les taux de déductibilité.

Le fossé entre la ligne directe et les autres aux droits de succession, le niveau prohibitif des droits de mutation à titre onéreux empêchent la reprise des entreprises par les plus capables. La dotation de fonctionnement aux collectivités locales continue de favoriser les plus prospères et condamne les plus pauvres aux taux d'impôt les plus élevés qui les appauvrissent encore. Le régime du crédit par l'encadrement et le recours au marché monétaire entraînent des discriminations et un renchérissement. L'agriculture ne gagne d'argent que sur les produits en excédent. Les différences dans les obligations imposées aux modes de transport en concurrence creusent le déficit des chemins de fer.

L'Etat a emprunté pour le financement de l'UNEDIC ou de la retraite à soixante ans : il alourdit par le service de cette dette des charges qui d'elles-mêmes croissent. Il voudrait mieux qu'il use de son pouvoir de transformer des fonds d'emprunt en fonds propres pour les entreprises qui relèvent de lui.

De nouvelles politiques appellent de nouvelles techniques. La contraction entre les orientations choisies et la poursuite de procédés hérités d'une administration conservatrice est à l'origine des difficultés où le pays se débat. Il est temps de mettre en jeu les outils qui concilieraient la productivité avec l'emploi, la croissance avec la stabilité, l'efficacité avec la justice.

## L'être et l'esprit

Par Claude Bruaie

L'ÊTRE ne fait plus question quand l'on s'oublie l'esprit, l'être de l'esprit. L'enjeu de la question, cependant, est immense : si l'esprit n'a pas d'être, l'homme n'est qu'objet naturel surchargé d'artifices techniques. Enjeu perdu dans une régression de notre civilisation qui a nom décadence et qui passe sur les tombes de l'éthique, du politique, de l'art et de la religion. Mais la décadence peut être refusée si l'esprit est reconnu dans son être impérissable.

Collection "Epiméthée" fondée par Jean Hippolyte et dirigée par Jean-Luc Marion, 206 pages - 145 F.

puf



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

## « LES PRÉTENDANTS », d'Alain Duhamel

## « Sans préjugé conscient »

LES Français demandent trop à leurs hommes politiques. De cette réflexion sur un métier qui, plus que d'autres, impose d'assumer des risques, M. Jean Seris avait tiré l'idée — à contre-courant de la pensée dominante volontiers antipoliticienne — que les hommes politiques méritent indulgence et compréhension. Nul doute qu'Alain Duhamel soit de ceux qui éprouvent indulgence et compréhension pour les prétendants. Curieux titre, au demeurant, pour un ouvrage qui ne se limite pas à « ceux qui ne tentent », mais qui passe en revue l'ensemble du personnel politique français, du moins les cinquante qui comptent.

Cinquante portraits donc, plaisants, alertes, qui justifient le succès de ce livre écrit, selon l'auteur, « sans préjugé conscient ». Le classement retenu facilite la lecture. On trouve d'abord les bonapartistes, traduisant les chimériques, puis les orléanistes, c'est-à-dire les giscardiens, selon un schéma cher à M. René Rémond ; puis viennent les « rieurs », catégorie qui regroupe les franc-tireurs de l'opposition (M. Veil et Garaud, MM. Chaban-Delmas et Peyrefitte) ou d'ailleurs (M. Jobert) ; les communistes ; pour Alain Duhamel, les « protestataires ».

Les socialistes sont fort logiquement classés en plusieurs camps. C'est des héritiers comprend MM. Mauroy, Bérégovoy, Fabius, Jospin et... curieusement M. Cresson.

Viennent alors les « jacobins », espèce dont la gauche n'a pas le monopole, mais qui est fortement représentée dans un pouvoir qui se flatte pourtant d'avoir accompli, avec la décentralisation, la plus grande réforme institutionnelle depuis 1875 ! De leurs rangs, rappelle Alain Duhamel, sont venues les critiques les plus vives contre la ligne Mauroy-Delors.

Cette simple notation permet de cerner les qualités — le respect des faits — mais aussi les défauts de l'ouvrage, ou plutôt les frustrations qu'il engendre. Car on aimerait qu'à ce stade Alain Duhamel aille plus loin et se demande pourquoi les critiques, non peu-être les plus vives mais les plus déstabilisatrices, sont venues de ce côté-là, pourtant réputé mitterrandiste.

On ne trouvera que rarement la réponse dans le tempérament de ces jacobins qui se montrent si volontiers intransigeants. Peut-être faudrait-il, ce qu'Alain Duhamel ne fait pas, chercher cette réponse du côté de la « méthode Mitterrand » elle-même. Cette méthode qui consiste à répartir les rôles, à envoyer tel ou tel sur tel ou tel terrain ; ainsi M. Mauroy est-il préposé à la dénonciation des « jacobins » en tout genre. Cette même méthode qui a toujours consisté, pour le premier secrétaire, à tenir les généraux du parti socialiste en respect en jouant de leurs divisions. Ces derniers ont cru pouvoir, au moins pendant un temps, reproduire en toute impunité des comportements qui prévalaient avant mai 1981.

Alain Duhamel pêche-t-il par excès de précaution ? Corrélativement, d'une part, parce que son propos était, au départ, limité précisément à la personnalité de ces cobayes ; d'autre part, parce que l'auteur n'hésite pas à ramener à contre-courant, comme en témoignent le portrait qu'il fait de M. Pierre Mauroy. Il fait justice d'une légende, trop longtemps entretenue dans les rangs des « mitterrandistes », et que reprend aujourd'hui l'opposition, selon laquelle le maire de Lille serait un homme « un peu trop simple, dépourvu d'envergure et de caractère ». Il ne devient pas pour autant, sous la plume d'Alain Duhamel, une sorte de surhomme méconnu.

Ces jugements pondérés, bien dans la ligne du « balancement chronométré » cher aux élèves et aux professeurs (dont il fait partie) de Sciences-Po, traduisent certes un jugement globalement positif sur la classe politique mais ne sont pas exempts de poivre. Mine de rien, il en a mis pas mal dans le portrait de M. Michel Rocard, cet « espoir perpétuel » classé avec MM. Delors, Badinter, et Cot parmi les « sociaux-démocrates ».

Mais ce style « à ses vers » celle, par exemple, de nous faire saisir en deux phrases l'enjeu de toute une vie : « En attendant qu'un pouvoir suprême, François Mitterrand a réussi son destin, écrit-il ; il lui sera plus difficile d'accomplir son dessein ».

JEAN-MARIE COLOMBANI.

« Les Prétendants », Gallimard, 274 pages, 68 F.

af 21 10 1320

550 مائة

# étranger

## L'INTERVENTION AMÉRICAINE DANS L'ILE DE LA GRENADE

### La résistance a été plus forte que prévu

### La révolution a dévoré ses propres enfants

La situation dans l'île antillaise anglophone de la Grenade, où mille cinq cents soldats américains ont débarqué mardi, était encore assez confuse ce mercredi 26 octobre en fin de matinée. Les communications téléphoniques demeuraient suspendues et les journalistes n'avaient toujours pas reçu l'autorisation de se rendre sur place, tandis que le Pentagone se refusait à dresser un bilan des pertes des deux côtés. Il semble que les forces américaines aient rencontré une résistance plus forte que prévue et que les combats continuent.

Selon la chaîne de télévision N.B.C., il y aurait déjà eu deux tués et vingt-trois blessés chez les Américains, alors que les Cubains auraient eu six à douze tués, et deux cents prisonniers. Ce sont les techniciens cubains, au nombre de plusieurs centaines, occupés à la construction de l'aéroport de Pointe-Saline, qui ont apparemment opposé la plus vive résistance. M. Reagan a reconnu, sans donner de chiffres, qu'il y avait des pertes en vies humaines du côté américain. Le bilan de sept cents morts parmi la population civile, avancé par le représentant adjoint de la Grenade à l'ONU, et répété par le porte-parole de l'ambassade de la Grenade à Moscou, n'est corroboré par aucune autre source.

Le débarquement a commencé mardi vers 6 heures du matin (11 heures à Paris). Cinq cents « marines » ont été déposés par hélicoptère dans le nord de l'île, où ils ont pris le contrôle du petit aéroport

de Pearls. Mille parascandistes ont été largués au même moment dans le sud pour s'emparer de l'aéroport en construction de Pointe-Saline, où se trouvaient la plupart des Cubains, dont un certain nombre étaient armés.

Les trois cents soldats venant de la Barbade, de la Jamaïque, de la Dominique, d'Antigua, de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent sont arrivés plus tard et ont été disséminés sur plusieurs théâtres d'opération. Une flottille de onze navires américains a participé aux opérations au large de la Grenade, a indiqué le Pentagone. Au porte-avions *Independence*, avec soixante-dix appareils à bord et ses cinq bâtiments d'escorte, est venu s'ajouter une unité navale amphibie de cinq navires.

Selon la radio Caracol de Bogota (Colombie), le général Hudson Austin, qui avait pris le pouvoir à la Grenade après l'assassinat le 19 octobre du premier ministre, M. Maurice Bishop, aurait été arrêté par des soldats de la force d'intervention américano-caribéenne. D'autre part, selon un haut responsable militaire américain qui a désigné l'anonymat, trente conseillers soviétiques seraient également entre les mains de la force d'intervention. Les Cubains prisonniers pourraient être autorisés à quitter les lieux à bord d'un navire cubain actuellement mouillé près de l'île. En revanche, les moyens d'évacuation pour les trente Soviétiques seraient encore à l'étude.

La « révolution grenadienne », à laquelle M. Ronald Reagan vient de mettre fin brutalement, n'aura duré que quatre ans et demi. Cette période trop brève ne permet pas de porter un jugement définitif sur une expérience sans précédent dans les Antilles anglophones. Mais est amplement suffisant pour vérifier l'axiome selon lequel les révolutions dévorent leurs propres enfants.

Maurice Bishop se rejoindra, dans le panthéon révolutionnaire de la région, la haute figure de César Augusto Sandino, dont se réclament les actuels dirigeants du Nicaragua. Il est pourtant tombé, il y a tout juste une semaine, sous les balles de ses camarades les plus intrinsèques.

Tout avait commencé le 13 mars 1979 à l'aube. Une poignée de jeunes gens, armés de vieux fusils, partent à l'assaut de l'unique caserne de l'île, où ils défont les soldats encore endormis. A leur tête, Maurice Bishop, un avocat de trente-cinq ans formé à Londres, à l'imposante carrure athlétique et dont le visage s'orne d'une barbe à la Castro. Le coup d'Etat ne fait qu'une seule victime, un policier. Le premier ministre, Sir Eric Gairy, personnage excentrique et corrompu, surtout connu en raison de son intérêt pour les soucoupes volantes, apprend à New-York, où il se trouve pour la session des Nations unies, qu'il a été renversé.

Le groupe qui accède au pouvoir est disparate, et son idéologie pour le moins confuse. Bishop lui-même, sous son romantisme révolutionnaire,

## M. Reagan : les Etats-Unis n'avaient pas d'autre choix...

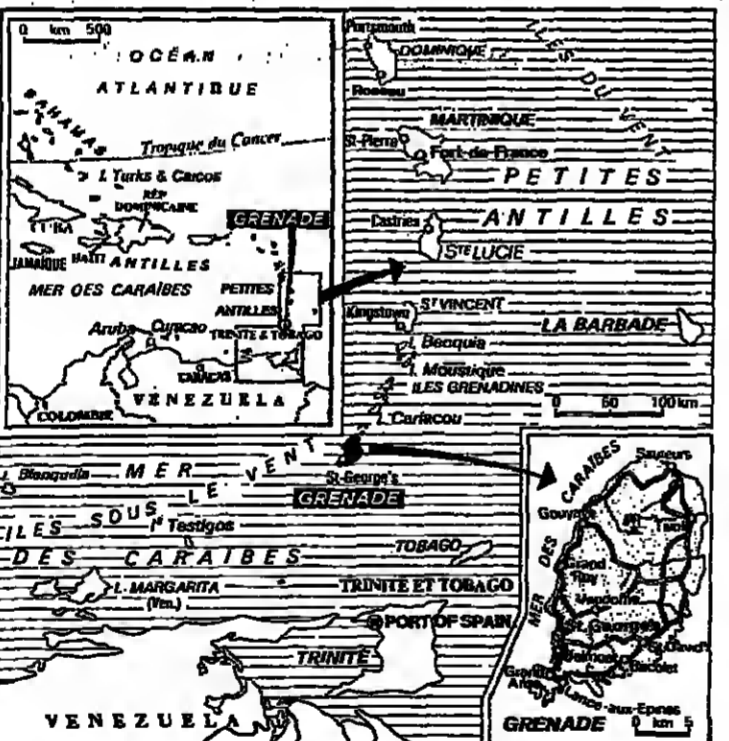
(Suite de la première page.)

La désapprobation, quand ce n'est pas la condamnation, par de nombreuses capitales, d'une indiscutable violation du droit international, est ensuite, comme on le voit déjà, certaine. Une intervention militaire ouverte des Etats-Unis risque aussi d'engendrer les réflexes anti-américains que l'histoire a créés en Amérique latine et centrale. L'opération a toutes les chances d'aggraver encore la tension internationale

déjà dangereusement forte. L'image de « va-t-en-guerre », enfin, de M. Reagan, qu'il s'efforçait, depuis deux mois, de corriger dans la perspective de l'élection présidentielle de décembre 1984, s'en trouvera renforcée.

On peut imaginer que le président américain a considéré que le risque militaire était assez faible pour pouvoir être couru ; que la désapprobation internationale serait formelle en regard à la petitesse de l'île et au

sang que ses nouveaux dirigeants avaient sur les mains ; que l'U.R.S.S. ne comprend que le langage de la force et que, à tout prendre, il vaut mieux pour se faire reconnaître savoir se montrer fort que rester impuissant. Si les soldats américains s'assurent le contrôle de l'île et, comme prévu, et annoncé à Washington, repartent rapidement en laissant les trois cents hommes des six pays des Caraïbes intervenus à leurs côtés assurer la police le temps que le gouvernement britannique organise des élections, M. Reagan aura probablement joué à son avantage. Mais que le moindre accroissement de la force des troupes américaines aient à combattre plus durement qu'ils ne s'y attendaient, et il aura alors ajouté au sable libanais un bourbier grenadien.



Petit Etat anglophone de 344 kilomètres carrés, la Grenade est située dans les Petites Antilles, entre Saint-Vincent et les Grenadines, d'un côté, et l'archipel de Trinité-et-Tobago de l'autre, à environ 300 kilomètres au nord-est des côtes vénézuéliennes.

Le montagnonne, peuplée de 110 000 habitants, principalement des Noirs, l'île de la Grenade, dont la capitale est Saint-George's, a été découverte par Christophe Colomb en 1498, puis elle a successivement connu la loi des Français et des Anglais, jusqu'à ce que le traité de Versailles de 1763 en fasse définitivement une colonie britannique.

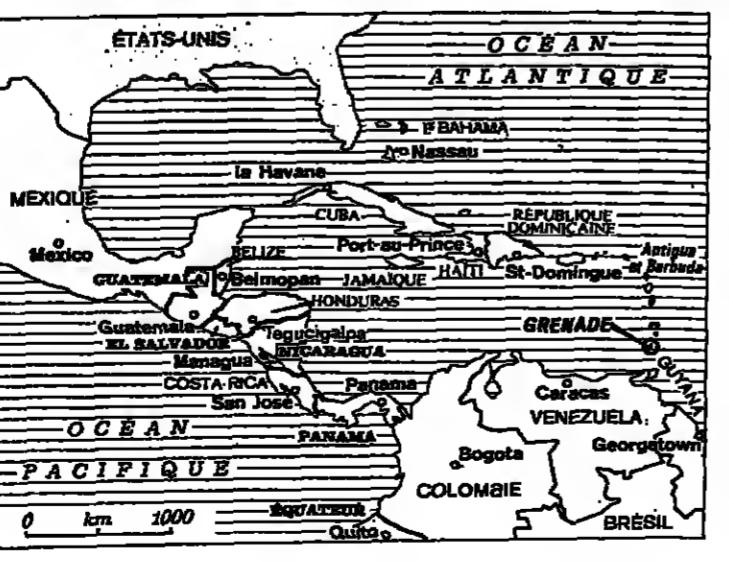
Indépendant en 1974, le pays a une économie qui repose principalement sur l'agriculture : noix de muscade, dont la Grenade est le second producteur mondial, cacao, banane, sucre, café et épices. La Grenade tire aussi d'importantes ressources du tourisme.

« Gangsters gauchistes »

Neuf heures du matin, mardi, à la Maison Blanche. Un carrousel de voitures de personnalités politiques encombreait les allées. Officiellement, les porte-parole ne savent encore rien de ce que le monde entier sait déjà. Le président prend la parole pour une conférence de presse

« Monsieur le président, demandez un journaliste, votre porte-parole disait, lundi, que les Américains n'étaient pas en danger à la Grenade. Les choses ont-elles changé ? » Il ne fallait pas attendre, répond M. Reagan, que quelque chose finisse par leur arriver.

« Monsieur le président, pensez-vous que les Etats-Unis ont le droit d'envahir un pays pour changer son gouvernement ? » M. Charles répond à la place de M. Reagan : « Ce n'est pas une invasion (...). Nous avons demandé un soutien. » M. Reagan invoque encore le traité de défense mutuelle liant les Etats des Caraïbes orientales et qui, en fait, ne s'applique qu'en cas d'agression « extérieure ». Comme cette journée n'est pas, en vérité, celle du début de l'opération et des plans américains, auxquels il se sent opposé avec vigueur en exigeant que les troupes des Etats-Unis veillent à la sécurité de leurs citoyens.



### LES PAYS ANTILLAIS QUI SONT INTERVENUS

Les six pays des Caraïbes dont les forces armées sont intervenues aux côtés des troupes américaines dans l'île de la Grenade sont les îles des Petites Antilles (du nord au sud : Antigua, Dominique, Sainte-Lucie, la Barbade et Saint-Vincent), les Grenadines, situées dans les Grandes Antilles.

Tous font partie du Commonwealth et sont de langue anglaise.

- ANTIGUA : De principale de 280 kilomètres carrés d'un groupe de trois îles (avec Barbade et Redonda), 80 000 habitants. Capitale : Saint-John's. Indépendante depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1981.
- LA DOMINIQUE : 750 kilomètres carrés, 85 000 habitants. Capitale : Roseau. Indépendante depuis le 23 février 1979. Forces de police : 250 hommes.
- SAINTE-LUCIE : 612 kilomètres carrés, 120 000 habitants. Capitale : Castries. Indépendante depuis le 22 février 1979. Forces de police : 300 hommes.
- L'ILE DE LA BARBADE : 430 kilomètres carrés, 250 000 habitants (80 % de Noirs). Capitale : Bridgetown. Lender de la communauté anglophone des Caraïbes. Indépendante depuis le 30 novembre 1966.
- SAINT-VINCENT : De des Antilles dont dépendent certaines Grenadines : 380 kilomètres carrés, dont Saint-Vincent (344 kilomètres carrés), 124 000 habitants (65 % de Noirs). Capitale : Kingstown. Indépendante depuis le 27 octobre 1979. Forces de police : près de 500 hommes.
- LA JAMAÏQUE : 10 900 kilomètres carrés. Située dans les Grandes Antilles, habitants au sud de Cuba, 2 223 000 habitants. Capitale : Kingston. Membre du Commonwealth, indépendante depuis le 6 août 1962. Troisième producteur mondial de bauxite. Armée : 1 700 hommes. - (A.F.P.)

### LE TRAITE DES CARAIBES ORIENTALES INVOQUE PAR M. REAGAN

Washington (A.F.P.). - Le traité créant en 1981 l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales, invoqué par le président Reagan et le premier ministre de Dominique, M. Eugénie Charles, pour justifier l'intervention de la Grenade, ne prévoit des mécanismes de sécurité collective qu'en cas d'agression extérieure. En fait, le traité signé par les sept petits Etats de l'archipel des Caraïbes orientales a créé un comité de défense et de sécurité formé des ministres de la défense des pays membres, et appelé à formuler des recommandations pour la défense externe ou pour la sécurité collective « contre des agressions extérieures, y compris les agressions par des mercenaires avec ou sans appui intérieur ou d'éléments nationaux ».

Le traité a été signé en juin 1981 par Saint-Vincent et les Grenadines, Antigua, Dominique, Grenade, Montserrat, Saint-Cristobal-Nièves, Sainte-Lucie.

D'autre part, le traité international d'assistance réciproque, qui n'a pas été invoqué dans le cas présent, envisage aussi des mécanismes de sécurité collective, exclusivement en cas d'attaque extérieure.

En même temps, l'article 18 de la charte de l'Organisation des Etats d'Amérique, signée par toutes les parties concernées, l'invasion de Grenade, stipule expressément qu'« aucun Etat ou groupe d'Etats n'a le droit d'intervenir, directement ou indirectement, et quel que soit le motif, dans les affaires intérieures ou extérieures de quelque autre Etat ».

BERNARD GUETTA. DOMINIQUE DHOMBRES.

## Non, le déclin n'est pas fatal!

# MICHEL CIGUREL

## La France quand même

Collection "LIBERTÉS 2000"

### ROBERT LAFFONT

# L'INTERVENTION AMÉRICAINE DANS L'ÎLE

## Les précédentes interventions militaires américaines dans la région

Les États-Unis sont intervenus militairement à de très nombreuses reprises, depuis le début de ce siècle, en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Voici un rappel de ces interventions militaires directes (ne sont pas prises en compte les actions indirectes, telles que le débarquement mené par des unités anti-aériennes à la baie des Cochons, en 1961, ou le renversement du gouvernement légal du Guatemala, en 1954).

De 1900 à 1902 : occupation de Cuba.

1903 : intervention à Panama.

1904 : brève intervention en République Dominicaine.

De 1906 à 1909 : interventions à Cuba.

1909 : brève intervention au Honduras.

1910, puis de 1912 à 1913 : diverses actions militaires au Nicaragua.

1911 : les forces américaines viennent exercer des pressions sur le Honduras, au Nicaragua et en République Dominicaine pour récupérer des avoirs financiers des États-Unis.

1912 à 1917 : nouvelle intervention à Cuba.

1914 : intervention en République Dominicaine.

De 21 avril 1914 au 23 novembre de la même année : les « marines » occupent Vera-Cruz au Mexique.

1914 : des forces militaires américaines débarquent en Haïti. Elles y resteront jusqu'en 1934.

1916 : le général Pershing pénètre sur le territoire mexicain pour « punir » Pancho Villa.

De 1916 à 1924 : des « marines » stationnent en République Dominicaine.

De 1922 à 1924, puis de 1926 à 1933 : les « marines » sont au Nicaragua.

1965 : en avril, le président Johnson décide une intervention armée massive en République Dominicaine, où un soulèvement militaire et civil réclame le retour au pouvoir de l'ancien président Juan Bosch. À la mi-mai, il y a près de quarante mille soldats américains à Saint-Domingue, où les forces de colonel Cassiano affrontent celles d'une jeune unité en place par les États-Unis. Le soulèvement est finalement écrasé.

Condamnations violentes de la part des adversaires déclarés des États-Unis (Cuba, Nicaragua, Libye), réprobation plus ou moins nette de la plupart des pays d'Amérique latine, surprise et réserves en Europe occidentale ; les réactions à l'intervention des États-Unis à la Grenade traduisent une assez grande incertitude, y compris parmi les alliés traditionnels de Washington — en particulier à Londres.

• A CUBA, où la radio nationale est restée longtemps très discrète sur le déroulement de l'opération, le ministre des affaires étrangères a dénoncé « l'intervention agressive et fasciste » des États-Unis. Selon l'agence officielle Prensa Latina, M. Fidel Castro a félicité les quelques centaines de Cubains présents à la Grenade pour leur « héroïque résistance » et les a invités à « ne se rendre sous aucun prétexte ».

Ce mercredi matin, M. Castro a donné lecture devant la presse des

notes adressées par Cuba aux États-Unis depuis le début de la crise. La dernière, qui date de mardi soir, invitait Washington à « chercher une formule digne pour mettre fin à une bataille qui ne fait pas honneur aux États-Unis ».

La note ajoute qu'il n'y a pas de soldats cubains dans l'île, « excepté quelques dizaines de conseillers militaires qui travaillent avec l'armée de sécurité avant la mort de Bishop ». Le personnel cubain avait ordre de ne combattre que s'il était attaqué, et il « a subi un nombre indéterminé de morts et de blessés dans les combats de lundi », indique la note.

M. Castro a ajouté qu'il avait répondu deux demandes d'aide émanant de la jeune militaire de la Grenade (qui avait renversé le premier ministre Maurice Bishop).

• AU NICARAGUA, le gouvernement a condamné « de la façon la

## AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

**La force multinationale est une plaisanterie  
99 % de ses effectifs sont américains  
affirme le représentant de l'île**

De notre correspondante

New-York. — Malgré les efforts des diplomates américains pour reporter la réunion après celle de l'Organisation des États américains prévue pour le mercredi 26 octobre, le Conseil de sécurité a commencé, mardi 23 heures (heure de New-York), le débat sur la double plainte déposée contre les États-Unis par le Nicaragua et la Libye. Aux cinq orateurs initialement prévus — Nicaragua, Mexique, la Grenade, Cuba, Yémen démocratique — sont venus se joindre un nombre de pays tel que le débat risque de se prolonger plusieurs jours.

Ouvrant le débat, le Mexique a pris sans nuance le parti de la Grenade, accusant les États-Unis de « menacer l'intégrité de son territoire et la sécurité de ses habitants ». « Les arguments employés par les Américains sont totalement inacceptables... Il s'agit d'un acte flagrant d'agression », a dit

M. Muñoz Ledo, représentant permanent, qui a demandé le retrait immédiat de toutes les forces étrangères de la Grenade. Le ministre des affaires étrangères adjoint du Nicaragua, M. Victor Hugo Tinoco, a dressé un long catalogue des infractions américaines aux traités de non-agression et de non-intervention signés par les États de la région.

Répondant à bâtons rompus, avec détermination et comme avec lassitude, l'ambassadeur américain, M. Kirkpatrick, a accusé le représentant de Managua de recourir à une « distorsion systématique de l'histoire de l'hémisphère », alors que les États-Unis, a-t-il souligné, respectent « méticuleusement les droits à la souveraineté et à l'indépendance de leurs voisins, même lorsqu'ils commettent des erreurs en choisissant leur gouvernement, comme le Nicaragua ». Et M. Kirkpatrick a ren-

voyé le représentant de Managua à l'instance propre, selon elle, à entendre ses plaintes : l'Organisation des États américains.

## Dans quatorze jours, un gouvernement civil

C'est par un plaidoyer passionné, prononcé pratiquement sans notes, que le représentant permanent adjoint de la Grenade, M. Ian Jacobs, parlant au nom du gouvernement militaire révolutionnaire, instauré le 19 octobre, a répondu à l'ambassadeur américain.

La loi et l'ordre sont respectés dans notre pays, les vies et les biens de tous les Américains et des étrangers n'ont jamais été menacés. Les intéressés peuvent quitter le pays quand ils le veulent et y revenir s'ils le désirent. Nous ne comprenons pas

les réactions des Américains et de certains de nos voisins, a dit M. Jacobs. Il a assuré que les parents des étudiants américains résidents à la Grenade avaient pressé les autorités de Washington de ne pas « prendre de décision précipitée ». Selon M. Jacobs, 2 % seulement de ces étudiants ont demandé à quitter la Grenade (ces étudiants font partie des quelques milliers de jeunes Américains qui, faute d'avoir pu satisfaire aux difficultés exagérées d'entrée dans les écoles de médecine des États-Unis, ont choisi de s'expatrier dans des universités étrangères).

M. Jacobs a annoncé que son gouvernement avait l'intention d'installer, dans les quatorze jours, un gouvernement civil « qui représentera toutes les couches de la population du pays » et d'instaurer une économie mixte dans laquelle l'entreprise privée aura une part importante. Ayant ainsi tenté de rassurer Washington, le représentant de la Grenade a poursuivi : « La force multinationale est une plaisanterie : 99 % de ses effectifs sont américains ». Contrairement à ce qu'affirment les Américains, il y a eu de nombreuses victimes : « Sept cents », a affirmé M. Jacobs, parmi lesquels de nombreux civils.

Répétant que la crise politique de la Grenade était une affaire strictement intérieure, M. Jacobs, très ému, a lancé un long appel à la conscience des Nations unies et de la communauté internationale : « Si les États-Unis sont laissés libres d'enrichir notre petit pays, la loi internationale est bafouée, et ce qui nous arrive aujourd'hui peut arriver demain à tous les autres représentants de petites nations sans défense réunies dans cet hémisphère... Il faut que toutes les troupes étrangères quittent notre territoire : c'est la seule solution, et notre seule chance ».

Le discours de M. Jacobs a visiblement touché l'auditoire, malgré l'heure tardive. Il a été suivi par les violentes interventions des représentants de Cuba et de la Syrie.

NICOLE BERNHEIM.

## La C.E.E. suspend son aide économique

(De notre correspondant)

Bruxelles (Communauté européenne). — Dans l'attente d'informations complémentaires sur « l'évolution de la situation politique interne », la Commission européenne a décidé, le mardi 25 octobre, de suspendre les aides communautaires à la Grenade. Bruxelles souhaite, en effet, connaître les intentions du nouveau régime à l'égard de la C.E.E. à laquelle ce pays est lié depuis 1976 au titre de la convention de Lomé.

Dans le cadre de l'arrangement outre la Communauté et les soixante-trois pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.T.P.), la Grenade doit bénéficier d'une aide financière de 3,5 millions d'ECU (un ECU = 6,87 F) — dont 1,3 million a été déjà engagé — pour la période 1981-1984. Le mécanisme de stabilisation des recettes d'exportation contenu dans l'accord de coopération joue également pour la Grenade. Pour les pertes subies en 1982 (surtout les ventes de cacao), la Commission était sur le point d'accorder le transfert de 1,7 million d'ECU.

La Communauté a, en outre, consenti en 1980 une aide d'urgence de 450 000 ECU pour contribuer à la réparation des dégâts subis à la suite du passage du cyclone et elle avait prévu de livrer cette année 500 tonnes de céréales et 250 tonnes de poudre de lait au titre du programme alimentaire des D.C. De son côté, la Banque européenne d'investissement a octroyé un prêt de 2,4 millions d'ECU pour financer un projet d'électrification.

M. S.

## Définition d'une nouvelle profession.

# ALUMINIER® [aluminje]

n.m. (1981; de aluminium) ♦ Personne ou entreprise qualifiée qui réalise sur mesure tous les produits en aluminium Technal® pour la maison (vérandas, fenêtres, portes, volets, clôtures, balcons...) SYN: spécialiste de l'aluminium Technal. Qualités: rapidité et qualité d'exécution, disponibilité, conseils et études chiffrées.



**Aluminier®  
Technal**

Le conseil aluminium près de chez vous.

**TECHNAL**

Aluminier est une marque exclusive déposée par Technal France S.A. Ne peuvent prétendre à la dénomination d'Aluminier Technal que les entreprises habilitées par Technal France.

Les informations mentionnées sur ce coupon seront utilisées conformément à la loi 78/17 du 06.01.78.

Pour recevoir une information sur les Aluminiers® Technal et les produits qu'ils mettent en œuvre, découpez le bulletin et adressez-le à Technal France, B.P. 1209, 31037 Toulouse Cedex.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Tél. ( ) \_\_\_\_\_

MODE 43

10/10/1983

150 1150

LINE DANS L'...

... la sécurité ...

est une plaisanterie  
la sont américains

... la sécurité ...

... la sécurité ...

# DE LA GRENADE ET SES RÉPERCUSSIONS

\*\*\* LE MONDE - Jeudi 27 octobre 1983 - Page 5

plus catégorique qu'il soit. L'intervention des Etats-Unis. En revanche, un dirigeant des universitaires anti-sandinistes de la force démocratique nicaraguayenne a salué depuis le Honduras une intervention qui « marque la fin de la politique américaine de l'Amérique centrale et d'indépendance en Amérique centrale ».

• L'EQUATEUR estime que l'opération « aggrave une situation déjà conflictuelle dans les Caraïbes ». La Bolivie exprime sa « préoccupation », devant une intervention que le Costa-Rica estime « regrettable », tout en ajoutant que « les démocrates doivent être prêts à réagir lorsque des risques réels menacent leurs intérêts et leur sécurité ».

Réaction également nuancée en Colombie, tandis que le Venezuela condamne le principe d'une intervention armée. Les seules réactions officielles franchement favorables en Amérique latine viennent du Guatemala et du Chili.

• EN LIBYE, le colonel Kadhafi appelle à une « coalition mondiale » pour « réintégrer les Etats-Unis », et estime que « le danger d'une troisième guerre mondiale est plus facile à accepter » que le « déclenchement de dissensions internationales contre ce qui subsiste des valeurs humaines, assassinées aujourd'hui dans la petite île de la Grenade ».

• LA CHINE exige un retrait immédiat des troupes américaines de la Grenade.

• EN EUROPE, les réactions vont de la « condamnation la plus ferme » contre une opération « totalement incompatible avec les principes du droit international », selon les termes d'un communiqué de l'Internationale socialiste, à la « préoccupation devant la récente évolution de la situation dans l'île de la Grenade » exprimée par M. Genscher, ministre ouest-

allemand des affaires étrangères, alors que l'opposition social-démocrate fait part de sa « consternation ».

• A PARIS, le Quai d'Orsay a fait savoir que le gouvernement français « n'avait pas été informé des derniers événements de la Grenade ne peut donc apprécier les raisons qui ont provoqué une action aussi surprise ». La France réaffirme son attachement au « principe de non-intervention », et rappelle qu'« aucun Etat ou groupe d'Etats n'a le droit d'intervenir militairement sur le territoire d'un autre Etat sans y avoir été invité expressément par les autorités légitimes de ce dernier, ou sans que le Conseil de sécurité l'y ait formellement et explicitement autorisé ». Paris souligne que la Grenade est « liée à la Communauté européenne par la convention de Lomé », et ajoute que « le peuple grenadéen doit sans délai recouvrer le droit de déterminer son destin dans l'indépendance et la souveraineté ».

## LONDRES : un camouflet pour la Grande-Bretagne

Londres. — Les Etats-Unis, « le plus ancien allié » de la Grande-Bretagne, n'ont tenu aucun compte des objections du gouvernement de Londres, envahissant un pays indépendant, membre du Commonwealth, dont la reine d'Angleterre est toujours le chef et où réside encore un gouverneur britannique.

C'est ainsi que l'initiative américaine a été présentée, tant par la presse que dans les milieux politiques de Westminster. Quelle qu'elle soit, l'iniquité de la situation à la Grenade, le déferlement des « marines », est généralement considéré comme inadmissible ou injustifié, parce que, dit-on dans l'entourage du premier ministre, il ne peut qu'aggraver les problèmes dans l'île et dans l'ensemble des Caraïbes. Mais surtout, la décision américaine est ressentie comme un camouflet envers la Grande-Bretagne. Il vise tout particulièrement le gouvernement de M<sup>me</sup> Thatcher, qui donne l'impression d'avoir fait figure en se montrant incapable de coopérer avec les Américains. Les explications pour le moins confuses données devant une Chambre des communes en émoi ont confirmé ce sentiment. Le président Reagan a porté un coup au prestige de la « dame de fer ».

De notre correspondant

Large de l'île, c'était uniquement pour assurer l'éventuelle évacuation de quelques deux cents ressortissants britanniques. Lundi, peu avant minuit, Mme Thatcher a téléphoné au président Reagan pour essayer de le dissuader. Mais l'opération était alors pratiquement lancée. La tentative de Mme Thatcher intervenait trop tard. Le premier ministre n'était pas au courant des intentions américaines ? De nombreux députés pensent le contraire depuis que le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a reconnu avoir maintenu un contact permanent avec le gouvernement de Washington durant tout le week-end. L'attitude du cabinet de Mme Thatcher n'est pas claire, et le chef de la diplomatie britannique n'a rien fait pour dissiper les malentendus, voire les soupçons d'incompétence, émis par plusieurs députés de l'opposition. Sir Geoffrey a été la risée d'une grande partie des Communes pour avoir assuré péremptoirement, lundi encore, qu'il n'était pas question d'une intervention américaine.

venait de faire « la preuve pitoyable de son impuissance » face aux Etats-Unis en subissant une véritable « humiliation ». Il devait ajouter plus tard que le comportement « cavalier » de Washington envers Londres suffisait à indiquer que Mme Thatcher ne possédait pas l'influence qu'elle prétendait avoir outre-Atlantique. Pour M. Healey, dont le parti dénonce le déploiement des missiles de croisière américains en Grande-Bretagne, le gouvernement de Mme Thatcher devrait tirer la leçon de cette nouvelle marque de mépris. « Les Américains, a-t-il dit, se sont engagés à nous consulter sur l'usage éventuel des nouveaux missiles, mais nous venons de voir comme ils font grand cas de notre avis... ».

Dans les couloirs du Parlement, certains députés estiment que le président Reagan n'avait fait que rendre la monnaie de sa pièce à Mme Thatcher. Ils rappellent qu'à la décharge de la guerre des Malouines, le gouvernement américain désapprouvait en partie la conduite britannique, mais il ne s'en était pas moins comporté ensuite en fidèle allié.

### Désaccord sans désaveu

Le secrétaire au Foreign Office a voulu prendre ses distances à l'égard de l'initiative américaine, sans la désapprouver nettement, comme on le pressait de le faire, pour ne pas remettre en cause les relations étroites entre Mme Thatcher et M. Reagan. Mais de nombreux députés ont relevé la contradiction et ont fait observer que la volonté d'entretenir de très bons rapports avec Washington devait précisément servir à faire entendre le point de vue britannique. Or, soit le président Reagan a fait fi de la position de Londres, soit celle-ci n'a pas été présentée avec assez de fermeté ou de conviction. Plusieurs députés conservateurs n'ont pas dissimulé leur gêne.

M. Denis Healey, porte-parole de l'opposition travailliste pour les affaires étrangères, s'est montré particulièrement virulent en déclarant que le gouvernement britannique

Impassable, Mme Thatcher s'est contentée de déclarer aux députés qu'elle avait très clairement fait part au gouvernement américain de ses « doutes » quant aux conséquences d'une intervention armée. Cette réaction a été jugée tout à fait insuffisante, non seulement par les membres de l'opposition mais aussi par beaucoup de députés conservateurs. Le parti travailliste n'a pas eu de mal à obtenir un débat extraordinaire pour ce mercredi. Le gouvernement tentera de dissiper le profond embarras qu'il vient de manifester.

Sollicités à la fin de la semaine dernière par plusieurs Etats voisins de la Grenade membres du Commonwealth, les dirigeants britanniques ont refusé de se joindre à une opération militaire. Si un bâtiment de la Royal Navy a été envoyé au

## Le Mexique exprime sa « profonde préoccupation »

Mexico. — Le gouvernement, la Chambre des députés et la plupart des partis politiques et des moyens d'information ont énergiquement condamné l'invasion de Grenade. Personne ne pleure les assassins de l'ancien premier ministre Maurice Bishop, mais beaucoup ont peur que l'opération lancée par les Etats-Unis, ne soit le prélude à une intervention en Amérique centrale, et qu'elle ne porte un coup décisif aux efforts du groupe de Contadora (1).

Le gouvernement mexicain a exprimé, mardi soir, sa « profonde préoccupation » concernant la présence de troupes étrangères à Grenade, action qui aggrave la situation dans les Caraïbes et en

Amérique centrale, et crée de nouveaux dangers pour la coexistence pacifique entre les Etats de la région. Le Mexique condamne toute violation des « normes essentielles » que sont la non-recours à la force, la non-intervention, le respect de l'intégrité territoriale et l'autodétermination, et rappelle que tous les membres de la communauté internationale sont tenus de les respecter. Il estime que c'est « au peuple de Grenade et à lui seul » de choisir la forme de gouvernement qui lui convient. Il invite le Conseil de sécurité à adopter « les mesures nécessaires pour que se retirent les troupes étrangères de Grenade ». Enfin, « le gouvernement mexicain lance un appel à tous les Etats du continent pour qu'ils s'abstiennent de recourir à la force dans leurs relations internationales et pour qu'ils joignent leurs efforts afin de renforcer les mécanismes de solution pacifique des différends ».

Les commentateurs mexicains insistent sur les condamnations prononcées sur le continent, dans le monde et aux Etats-Unis mêmes. Ils remarquent que la première déclaration de soutien est venue de l'Assemblée législative guatémaltèque, qui n'a pas renoncé à l'annexion d'un autre membre du Commonwealth : Belize.

La Chambre des députés a demandé le retrait des soldats américains. Les partis de gauche, et notamment le parti socialiste unifié, qui ont appelé à une manifestation devant l'ambassade des Etats-Unis, sont encore plus clairs dans leur condamnation. Ils estiment que l'attaque contre Grenade est un bon d'essai, et que, si tout se passe bien pour le président Reagan, il ne manquera pas d'être tenté de recommencer en Amérique centrale.

### LE P.C.F. : un crime contre le droit international

M. Pierre Juquin, membre du bureau politique, porte-parole du P.C.F., a déclaré, mardi 25 octobre, au sujet des événements de la Grenade que, « à la faveur d'une tragédie interne, la superpuissance américaine prétend imposer son régime à un peuple plus faible. Elle lui dénie, a-t-il dit, le droit inaliénable de choisir son gouvernement. Elle se comporte en propriétaire de l'Amérique centrale. Elle veut mettre à genoux dans cette région quiconque ne se plie pas à sa loi. C'est un crime contre le droit international, contre l'indépendance des peuples ».

Le parti communiste a appelé à l'envoi de délégations, mercredi, à 18 h 30, devant l'ambassade des Etats-Unis à Paris.

• **Attention contre une société américaine à Toulouse.** — La filiale de la société américaine d'ordinateurs Sperry-Univac a été la cible d'un incendie criminel, mercredi matin 26 octobre, à Toulouse. Les auteurs de l'incendie ont peint à l'inscription suivante : « Reagan attaque Grenade. Sperry multinationale complice », suivie du sigle « CLODO ». Le dégât est estimé à plusieurs dizaines de milliers de francs.

(1) Le groupe de Contadora, qui comprend le Mexique, le Venezuela, Panama et la Colombie, s'est donné pour but de trouver une solution négociée aux conflits en Amérique centrale.

## Moscou demande le « retrait immédiat » des troupes américaines

Moscou (A.F.P., U.P.I., Reuter, A.P.). — En attendant une déclaration officielle des autorités, Tass a donné, dès mardi, le ton des réactions soviétiques. « Le but de cette intervention impérialiste est d'arrêter le processus révolutionnaire engagé à la Grenade et de soumettre à nouveau le pays à un régime néo-colonialiste », écrit l'agence officielle, qui fait retomber « toute la responsabilité de cette action criminelle » sur le président Reagan.

Le chef de l'exécutif américain est accusé « d'hypocrisie, de pharisaïsme et de démagogie » : « Il semble croire, poursuit Tass, que les Etats-Unis ont le droit d'imposer leur ordre dans tout pays pour servir leur politique indépendante de Washington ».

Le ministère soviétique des affaires étrangères a pris contact par voie diplomatique « avec la Maison Blanche, par l'intermédiaire de l'ambassade américaine à Mos-

cou, pour demander le « retrait immédiat des troupes américaines et de leurs marionnettes ».

L'appréciation portée par les Soviétiques sur le régime de Maurice Bishop, renversé par un coup d'Etat, et sur les militaires qui avaient pris le pouvoir à St-George's apparaît assez fine comme en témoignent les déclarations faites, à Londres, par M. Arbatov, directeur de l'Institut des Etats-Unis et du Canada auprès de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. M. Arbatov a en effet admis que « la population de la Grenade n'est peut-être pas exempte de tout reproche », tout en stigmatisant « la petite guerre glorieuse » recherchée par les Etats-Unis.

Les diplomates occidentaux en poste à Moscou estiment que l'U.R.S.S. ne prendra aucune mesure coercitive pour protester contre l'intervention des forces

américaines dans l'île de la Grenade, laissant éventuellement ce soin aux Cubains. Mais les Soviétiques vont profiter de la décision de M. Reagan pour marquer des points dans leur propagande anti-américaine. Ils ne manqueront pas de réaffirmer qu'ils sont intervenus en Afghanistan à la demande du gouvernement de ce pays (même si ce gouvernement a été installé après l'arrivée des forces soviétiques à Kaboul) et ils pourront aussi tenter d'effacer les conséquences, fâcheuses pour leur image, de la destruction du Boeing sud-coréen.

L'aubaine est trop belle pour qu'ils n'essaient pas d'élargir leur campagne à la sécurité en Europe et de convaincre les Européens que les Pershing-2 et les missiles de croisière sont d'autant plus dangereux que les Etats-Unis viennent de manifester, à la Grenade, la persistance de leur « bellicisme ».

« Ce livre précieux entre tous est un bijou. Son prix de souscription plus que raisonnable est une véritable aubaine pour les amateurs... » J.-P. Pugnaire

le plus exquis des chefs-d'œuvre somptueusement édité par Jean de Bonnot pour quelques bibliophiles éclairés

## Les Fables de La Fontaine

Les Fables de La Fontaine comptent parmi les plus purs joyaux de la littérature universelle. Chateaubriand, érudits, spirituels, pittoresques et riches de sagesse, elles ont gardé intact leur pouvoir d'enchantement.

Jean de Bonnot, dont on connaît la passion pour nos grands auteurs, qu'il sert avec respect depuis toujours, a voulu donner une édition des Fables pouvant rivaliser avec les mieux venus des livres anciens quand le papier chiffon, le cuir des reliures, les encres et les colles ancestrales fleurissent bon la tradition.

Il s'est aussi employé à donner à ses lecteurs un texte impeccable soutenu par une illustration prestigieuse. Le texte est celui établi à l'époque par M. de Montenuit et l'illustrateur n'est rien moins que Jean-Baptiste Oudry, peintre officiel du Roi, dont cette suite prestigieuse de 275 figures fut la dernière et la plus brillante réalisation.



mouton taillé d'une seule pièce. Le décor des plats et du dos est poussé sur feuille d'or fin à 22 carats. La tranche supérieure est également dorée à l'or véritable. Les plats « aux armes de la Marquise de Pompadour » sont encadrés d'un motif gaufré à froid. Le papier est un superbe vergé chiffon filigrané « aux canons ». Des gardes « cordouannes » rehaussées de dorure, les coins remplis à l'os, tout témoigne des soins particuliers apportés à cette édition qui complétera avec bonheur Les Contes du même La Fontaine que nous avons donnés dans la fameuse édition dite des « Fermiers Généraux ».

avec les 275 célèbres illustrations de J.-B. Oudry

peintre attitré des « Chasses de Louis XV »

**Garantie à vie.**

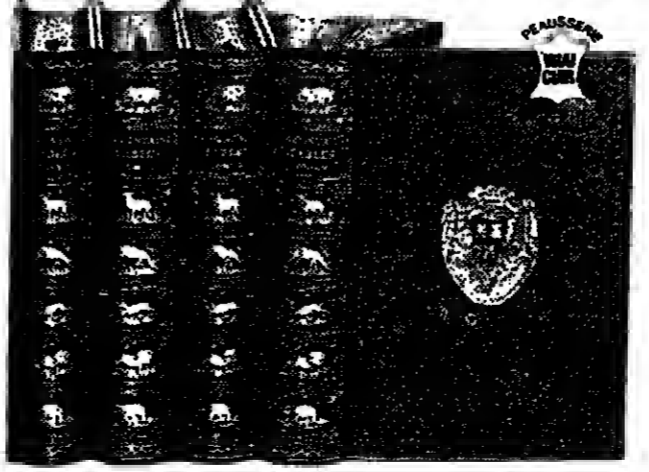
Il vaut mieux avoir peu de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Jean de Bonnot ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails. Elles prennent de la valeur chaque année car l'art véritable et le cuir embellissent en se patinant avec le temps. C'est pourquoi Jean de Bonnot s'engage à racheter ses ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

**CADEAU**

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront en plus une superbe gravure d'art, une véritable petite œuvre d'art. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot



**BON** pour recevoir le tome I en prêt gratuit

à expédier à JEAN DE BONNOT  
7, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Veuillez m'envoyer gratuitement pour huit jours le tome premier des Fables de La Fontaine. Si je vous le retourne dans les 8 jours, je ne devrai rien. Si je décide de le garder, j'en réglerai le montant, soit 146F (+ 10,70F de port). Les trois volumes suivants me parviendront ensuite au rythme d'un par mois que je réglerai chaque fois au même prix garanti.

Nom..... Prénom.....  
Adresse complète.....  
Code postal..... Ville.....  
Signature indispensable.....

Prix de souscription exceptionnel

# LE NUMERO UN DE LA PRESSE INFORMATIQUE.

Déjà indispensable à 150 000 lecteurs.

## 01 HEBDO

Chaque semaine, le bilan complet de l'actualité professionnelle.

Les événements commentés, les nouveaux produits, la vie des sociétés, les manifestations, les hommes, etc. En vente également chez les marchands de journaux dès le samedi.

## 01 MENSUEL

Le magazine technique de l'informatique dans l'entreprise.

Toute l'information de fond nécessaire aux services informatiques : études sur l'évolution des techniques & méthodes, synthèses comparatives de produits, description critique d'applications, etc.

## 01 DIGEST

Tous les fournisseurs dans le seul annuaire de l'informatique.

Le recensement complet des constructeurs, distributeurs, sociétés de services, etc., avec la description des produits commercialisés en France. 516 pages et plus de 6 000 adresses.

# INFORMATIQUE

BULLETIN D'ABONNEMENT à retourner accompagné du règlement correspondant à : 01 Informatique, 5, place du Colonel-Fabert, 75481 Paris Cedex 10.

☐ Je m'abonne à 01 Informatique pour 1 an. Pour 640 FF. Je recevrai 01 Hebdo (52 fois) 01 Mensuel (10 fois) et l'annuaire 01 Digest. Tarifs étrangers sur demande.

☐ Je m'abonne à 01 Hebdo seul pendant 6 mois pour 120 FF seulement (abonnement d'essai).

Nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

Chèque bancaire ou postal

العدد 1 من 1983

150

## DIPLOMATIE

### De « Barberousse » aux euromissiles

#### II. - A quoi servent les SS-20 ?

par ANDRÉ FONTAINE

A partir du moment où, dans un monde coupé en deux, personne n'a le moyen d'imposer son arbitrage, les champs de bataille ne peuvent que se multiplier (le Monde du 26 octobre).

Ces champs de bataille comptent moins dans le rapport général des forces, et donc dans la recherche de la décision, que le continent où nous vivons, et dont un millénaire de guerres civiles et étrangères a fait le plus grand cimetière militaire du monde. Que se passe-t-il aujourd'hui, où se trouvent concentrées des populations, une puissance industrielle et agricole, des ressources intellectuelles égales ou supérieures à celles de chacune des superpuissances, s'en remette aujourd'hui encore, pour l'essentiel, aux Etats-Unis du soin de la défendre, qu'elle prenne si aisément son parti de sa séparation d'avec ces pays de l'Est qui ne sont, Dieu sait, pas moins « européens » qu'elle, donne la mesure sinon de sa décadence, du moins de l'érosion de sa volonté.

Il est arrivé à M. Andropov, lorsqu'il était à la tête du K.G.B., de confier à des interlocuteurs du tiers-monde la peur de considération qu'il avait pour une Europe occidentale tombée, selon lui, aux mains des « marchands ».

Il serait surprenant qu'il ait changé d'avis. Reste qu'il préférerait infiniment que cet énorme bloc de richesse présentement ancré à la forteresse du capitalisme mondial, l'Amérique, contribue plutôt au développement de la forteresse de la Révolution.

#### Le découplage

L'ambition n'est pas nouvelle : le Reich était à peine parvenu que ses vainqueurs commencent à se disputer les faveurs des Allemands. On a parlé tout à l'heure des efforts de Krouchtchev, à partir de 1957, pour liquider la « tumeur cancéreuse » de Berlin-Ouest.

Aujourd'hui beaucoup plus qu'en 1957, l'U.R.S.S. dispose, grâce aux SS-20, d'une supériorité qu'elle cherche à transformer en avantage politique durable, ne sachant pas si les Etats-Unis ne parviendront pas, avec l'avance économique et technique dont ils disposent, à reprendre quelque jour l'avantage.

D'où la pression qu'elle exerce, comme en 1957, sur les membres européens de l'alliance, pour les convaincre de refuser l'installation

des fusées américaines, destinées précisément à annuler la supériorité dont elle dispose maintenant : l'espoir étant qu'un refus européen convaincant enflammerait les Américains de rentrer chez eux. Le « découplage » de l'Europe par rapport aux Etats-Unis serait enfin réalisé.

La réassurance s'enfuit. En 1957, l'installation de fusées américaines en Europe visait à réduire la vulnérabilité du territoire européen qu'il s'agit. Car la menace provenait, en 1957, de l'avance prise par les Soviétiques dans le domaine intercontinental, alors qu'elle provient aujourd'hui de l'existence de quelque deux cent cinquante fusées SS-20 pointées sur l'Europe, pour ne pas parler des cent huit qui sont pointées sur la Chine et le Japon, sans qu'il existe de réponse à cette menace, puisque, on l'a dit et répété, les Etats-Unis ne peuvent recourir à leur force de dissuasion sans s'exposer à des représailles d'une ampleur insupportable.

En 1957, il était clair, en tout état de cause, que le retard américain serait vite rattrapé. Cette fois, si rien n'est fait pour équilibrer les SS-20, il faudrait vraiment que les Etats-Unis opèrent une « percée » technique spectaculaire pour empêcher l'U.R.S.S. de satelliser progressivement le continent.

C'est bien pourquoi, alors que l'initiative du déploiement des Thor et des Jupiter, en 1957, était venue des Etats-Unis, celle du déploiement des euromissiles est venue d'Europe, et plus précisément de M. Helmut Schmidt.

Celui-ci, qui avait été longtemps le spécialiste des questions de défense au parti social-démocrate, a été en effet l'un des premiers à bien saisir la portée réelle du déploiement des SS-20, le premier en tout cas à tirer la sonnette d'alarme.

Mais Jimmy Carter, qui occupait alors la Maison Blanche, s'imaginait qu'en réduisant l'effort d'armement américain il amènerait l'U.R.S.S. à en faire autant, et il envoyait promener le chancelier. « Nous avons combattu le feu par le feu, déclarait-il, sans jamais perdre de vue que c'est avec de l'eau qu'on lutte le mieux contre le feu (1). »

#### L'erreur de Kennedy

On n'avait pas bien mesuré à l'époque l'erreur commise par Kennedy lorsque, une fois rétablie l'évidence américaine dans le domaine des fusées à long rayon d'action, il retira d'Europe, comme désormais superflues, et afin d'aider Krouchtchev à sauver la face après la crise de Cuba, les fusées intermédiaires déployées pour compenser le retard pris par rapport à l'U.R.S.S. S'enfuit-elles restées, qu'il aurait été possible de les remplacer progressivement, sans tambour ni trompette, par des engins plus modernes, de la

même manière que les Soviétiques ont substitué petit à petit à leurs cinq cent quatre-vingt-dix SS-4 et SS-5 à carburant liquide, sans demander la permission à personne ni provoquer l'indignation de qui que ce soit, non seulement les SS-20 à carburant solide, mais des armes de portée plus courte, mais de précision comparable, SS-21, 22 et 23.

Il fallut que M. Schmidt utilise toutes les ressources de sa célèbre « grande gueule », lance un appel public aux Etats-Unis, en octobre 1977, devant l'assistance particulièrement avertie de l'Institut d'études stratégiques de Londres, et mobilise ses amis des deux côtés de l'Atlantique, dont Kissinger, pour que Carter se laisse convaincre et que le conseil atlantique, en décembre 1978, adopte la « double décision » qui demeure sa doctrine officielle.

Autrement dit, qu'il prévienne de déployer, à partir de la fin de cette année, cent huit Pershing-2 (supersoniques) en R.F.A. et quatre cent soixante-quatre missiles de croisière (subsoniques) également en R.F.A., mais aussi en Grande-Bretagne, en Belgique, aux Pays-Bas et en Italie, sauf conclusion entre-temps avec Moscou d'un accord limitant ce déploiement ou le rendant inutile.

#### La concession de M. Reagan

Une négociation s'est bien engagée, il y a maintenant près de deux ans, en vue de parvenir à un tel accord. Une formule de compromis, dite de la « promenade en forêt » (2), a même été élaborée l'autre été par les chefs des deux délégations, américaine et soviétique, mais ils ont été désemparés, et aucune solution n'est actuellement en vue.

Pour le moment, comme lors de tant de négociations entre les superpuissances, on en est à la bataille d'opinion, la Kramlin comptant sur le développement du mouvement pacifiste pour amener les Occidentaux à réduire la portée de leur engagement, voire pour braver complètement les cartes entre les Etats-Unis et leurs partenaires européens. Après tout, pour 75 %, la population de la R.F.A., si l'on en croit un récent sondage, est hostile au déploiement des euromissiles.

Le fait qu'à un an de l'élection présidentielle le parti démocrate américain se soit rallié à l'idée, écartée de justesse par la commission des affaires étrangères du Sénat, d'un « gel » nucléaire, qui consacrerait la prédominance soviétique en Europe, ne peut que l'encourager. Reagan lui-même ne vient-il pas, pour la première fois, de faire une grosse concession au point de vue soviétique en acceptant de prendre en compte dans la négociation les bombardiers à moyen rayon d'action et en renonçant à faire figurer les SS-20 dirigés contre l'Asie dans le total qu'il s'agit d'équilibrer ?

Moscou, comme on pouvait s'y attendre, affecta de croire qu'il n'y a là aucun changement substantiel. Certes, pour montrer qu'il n'est pas homme à se dégonfler, le président des Etats-Unis a en même temps décidé de transférer la P.C. volant dont il disposerait en cas de guerre nucléaire du hangar proche de la Maison Blanche, où il était jusqu'à présent rangé, vers une base située dans l'Indiana, à 700 kilomètres de là, et considérée comme plus sûre. Mais le vieux renard qui, après quinze ans à la tête du K.G.B., est devenu le maître de toutes les Russes n'est pas homme à se laisser impressionner par d'aussi touchantes astuces.

Quelle leçon tirer de cette trop longue histoire, sinon qu'il faudrait une sorte de miracle pour qu'un nouvel accord de limitation des armements arrache durablement les deux superpuissances au cercle vicieux du rattrapage et du dépassement ? D'autant plus qu'aux difficultés politiques s'ajoutent la complexité et la miniaturisation croissante des armements, qui rendent chaque jour plus problématique la tâche de ceux qui seraient chargés de vérifier l'application d'un accord.

Dans l'hypothèse, déjà optimiste, où il finirait par intervenir, il y a donc toutes chances que la course aux armements, après un instant d'euphorie, ne tarde pas à repartir de plus belle.

C'est seulement une entente sur des finalités communes, de nature politique et économique, à l'échelle mondiale, qui pourrait rétablir entre les superpuissances le minimum de confiance, sans lequel les compromis qu'elles parviennent à conclure sont voués à être éphémères.

FIN

(1) Cité dans *Situation stratégique mondiale 1979*, Berger-Levrault, 1980, p. 10.

(2) La formule envisagée impliquait la renonciation des Etats-Unis au déploiement des Pershing-2, dont la rapidité en fait une arme particulièrement redoutable, et une limitation entre 50 et 100 des lanceurs de missiles de croisière, avec 300 têtes nucléaires, tandis que les Soviétiques accepteraient de ramener le nombre des SS-20 en Europe à 75 (soit 225 têtes nucléaires) et de bloquer leur nombre en Asie au niveau atteint à l'époque, soit 90 (le Monde du 20 janvier 1983).

# Kafka: la traduction événement.



Traduction et introduction de Bernard Lortholary.

Une nouvelle traduction du chef-d'œuvre de Kafka qui restitue le texte original dans toute sa force, toute sa limpidité et sa vigueur, et qui, enfin, fait droit au comique du Procès.

320 pages. 20 F

Poche GF Flammarion.

## Le meilleur de chaque siècle est dans la GF

### VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois

(région parisienne)

VENTE DEPUIS 298 F/mois

(sans apport ni caution)

Livr. gratuite dans tte la France

26 MARQUES REPRÉSENTÉES

Garantie jusqu'à dix ans

Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h.



75 bis, AV. DE WAGRAM, 17-  
227-88-54/763-34-17

### Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

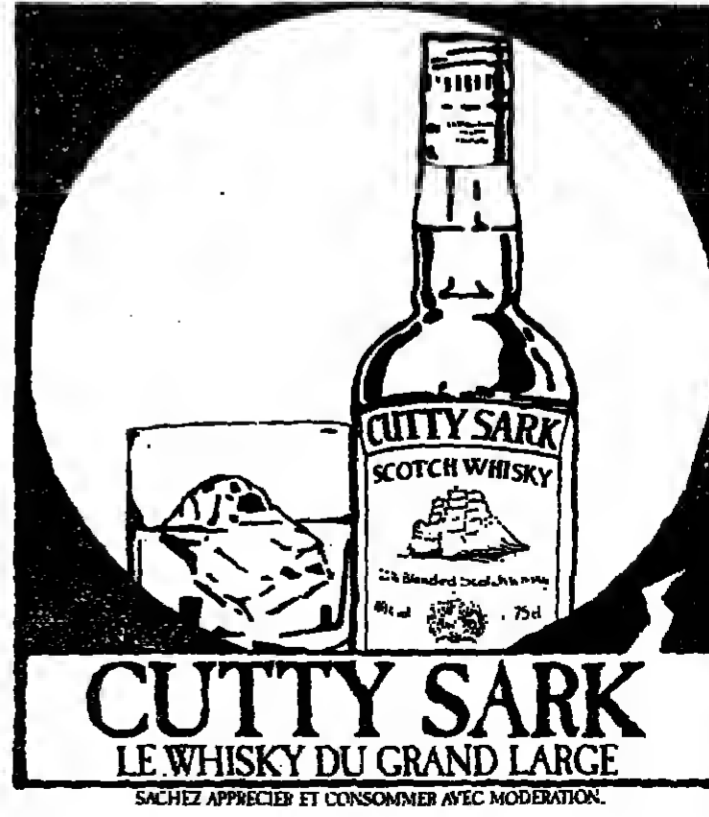
Depuis 39 ans, le journal spécialisé

"Les Annonces" est le n° 1 pour la vente des fonds de commerce

En vente partout 3 F et 30, rue de Metz, 75011 PARIS - Tél. (1) 805-30-30

## AGIR EN CONNAISSANCE DE CAUSE.

Lamy s.a.  
LE DROIT DE L'ENTREPRISE



# LE DOUBLE ATTENTAT DE BEYROUTH

## Le vice-président américain George Bush fait une brève visite à Beyrouth

Les ministres des affaires étrangères des quatre pays associés au sein de la force multinationale d'interposition - France, Grande-Bretagne, États-Unis et Italie - doivent se réunir jeudi 27 octobre à Paris. Cette réunion n'est pas la première du genre : une entrevue à quatre avait déjà eu lieu en septembre dernier, en marge de la session des Nations unies, à New-York. Elle a été précédée, mardi, d'un entretien entre M. Claude Cheysson et son collègue britannique, Sir Geoffrey Howe, à Londres (où le ministre des relations extérieures s'était rendu pour prononcer une conférence à Chatham House sur la politique étrangère de la France).

La réunion de jeudi, dont le principe avait été arrêté peu après l'annonce du double attentat de dimanche, aura notamment pour objet de permettre à MM. Cheysson, Howe, Shultz et Spadolini d'examiner les moyens de réduire l'insécurité des troupes stationnées à Beyrouth, mais aussi de définir ensemble, de façon plus précise, le contenu du mandat donné à la force multinationale.

Le vice-président américain, M. George Bush, est arrivé ce mercredi matin à Beyrouth pour une visite de quelques heures au cours de laquelle il devait inspecter les lieux de l'attentat et s'entretenir avec le président libanais, M. Amine Gemayel. M. Bush avait été précédé dans la capitale libanaise par le général Paul Kelly, commandant en chef du corps des « marines ». Ce dernier a réaffirmé, mardi soir, que les forces américaines étaient « là pour rester » et a jugé que les conditions de sécurité des « marines » étaient « satisfaisantes ». On apprend, d'autre part, que le quartier général américain détruit abritait un centre de télécommunications et un laser de détection extrêmement perfectionné, qui en faisaient le centre nerveux de toute l'infrastructure militaire américaine au Liban. Au troisième étage notamment, à l'angle sud-est du bâtiment, se trouvait un central téléphonique et un complexe radio qui permettaient au quartier général de communiquer avec toutes les positions américaines sur le terrain et avec les bâtiments de guerre qui mouillaient au large de Beyrouth. Le système laser, qui permettait aux « marines » de détecter et d'identifier toutes les sources de feu, était installé sur le toit.

### Le parquet iranien félicite les auteurs des attentats

À TÉHÉRAN, le parquet de la révolution islamique iranienne a adressé ses félicitations aux « musulmans et déshérités » du Liban pour les attentats à la bombe de Beyrouth contre les contingents français et américains de la force multinationale. « Grâce à Dieu, les bases de la tyrannie de l'Amérique et de la France ou Liban se sont effondrées, et un nombre important de mercenaires de l'impérialisme et du sionisme sont morts sous les décombres de leurs palais de la tyrannie », ajoute le parquet. De son côté, le président de la Cour suprême iranienne, l'ayatollah Mousavi Ardebili, a déclaré : « Depuis que les Libanais ont appris la leçon de

révolution des Iraniens, ils portent leurs coups aux Américains et aux Français ». L'Iran avait démenti lundi avoir joué un rôle dans les attentats meurtriers de Beyrouth.

À MOSCOU, dans un commentaire sur les attentats de Beyrouth, la Pravda et les Izvestia s'étaient élevés contre la « colonne perfide qui cherche à établir un lien entre l'Union soviétique et les auteurs non identifiés de cette opération terroriste ». La Pravda écrit, d'autre part, que « l'insinuation que l'Iran est impliqué n'est pas fortuite si l'on songe que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont déployé d'importants contingents navals près de ses côtes. De même, les accusations lancées contre la Syrie indiquent qu'une grande provocation militaire est en préparation contre ce pays ».

À PARIS, le ministère de la défense a annoncé mardi que l'état de santé de l'ensemble des onze blessés évacués du Beyrouth était satisfaisant. Cinq d'entre eux se trouvent à l'hôpital du Val-de-Grâce, deux autres sont soignés à l'hôpital d'instruction des armées Bégin (Saint-Mandé), dans les services d'orthopédie et de stomatologie, et

les quatre derniers, à l'hôpital d'instruction des armées Dominique Larrey, à Versailles.

### Deux soldats israéliens tués au Sud-Liban

AU SUD-LIBAN, la population, à majorité chiite, a largement suivi mardi, dans une ambiance tendue, le mot d'ordre de grève générale lancé par le mouvement politico-militaire Amal, malgré une campagne d'arrestations et de perquisitions lancée à l'annonce dans plusieurs localités. La Radio-Liban (officielle) a qualifié cette grève générale d'événement « sans précédent ». Les manifestations les plus violentes se sont déroulées dans le village de Sarafand, à 20 kilomètres au sud de Sakla, où des dizaines de milliers de chiites, venus des villages environnants, ont défilé derrière les drapeaux religieux, les ulémas, les membres de la direction d'Amal et les dirigeants de la municipalité.

Selon Jérusalem, deux soldats israéliens ont été tués mardi soir dans une embuscade au nord de Tyr. (A.F.P.-Reuter)

## La situation au Liban est beaucoup plus dangereuse que celle qui prévalait au Vietnam

estime M. George Ball

De notre correspondant

New-York. — Les polémiques sur le massacre des « marines » au Liban prennent de l'ampleur dans les milieux politiques, divisant brutalement conservateurs et libéraux, mais faisant aussi maître de nouvelles interrogations sur la candidature éventuelle de M. Reagan à un second mandat.

Tandis que le Wall Street Journal estimait qu'il est grand temps de prendre des mesures de rétorsion contre les responsables des derniers attentats de Beyrouth et suggère de bombarder la ville de Baalbek « où sont retranchés des gardes de la révolution iranienne et une milice chiite libanaise favorable à l'ayatollah Khomeini », M. George Ball lançait, mardi 25 octobre, une violente attaque contre la politique étrangère de l'administration Reagan.

L'ancien secrétaire d'État adjoint du président Kennedy, qui fut aussi l'ambassadeur à l'ONU du président Johnson, est sorti à plusieurs reprises de sa retraite ces derniers mois, en particulier pour protester contre la politique américaine au Proche-Orient.

Prenant la parole à l'occasion du sixième anniversaire de l'Association de la presse étrangère de New-York, il a dénoncé les dirigeants qui « simplifient l'histoire parce qu'ils ne l'ont pas lue ». Évoquant le manque d'expérience internationale d'hommes comme les présidents Carter et Reagan, ou le secrétaire à la défense, M. Weinberger, et l'ancien conseiller pour les affaires de sécurité, M. Clark M. Ball a déclaré : « Nous payons très cher cette habitude que nous avons de

former nos hommes politiques sur le terrain. La pire est que l'expérience des autres ne les informe pas. M. Reagan, par exemple, a rien appris des erreurs du président Johnson au Vietnam. Sinon, ce qui vient de se passer à Beyrouth ne serait jamais arrivé. Pourtant, estime M. Ball, la situation au Liban est beaucoup plus dangereuse que celle qui prévalait au Vietnam parce que ses implications internationales sont beaucoup plus évidentes et qu'elle porte les germes d'une grave confrontation Est-Ouest. Au mieux, le Liban se transformera en une sorte d'Irlande du Nord dans laquelle les Occidentaux joueront le rôle des Britanniques.

### L'ambassadeur d'Iran à l'ONU évoque Sabra et Chatila

Aux Nations unies, où pour la première fois des consultations ont eu lieu entre tous les membres du Conseil de sécurité sur la guerre irako-iranienne, l'ambassadeur de Téhéran, M. Rajaie-Khorassani, a démenti que son pays soit responsable des attaques contre les contingents américain et français à Beyrouth : « Les Américains essaient de trouver un bouc émissaire pour se faire pardonner, par la population, de faire tuer leurs jeunes hommes. » M. Khorassani a ajouté d'une façon quelque peu sibylline : « Il y a, parmi les membres des familles des victimes de Sabra et de Chatila, au moins deux personnes prêtes à se faire tuer pour venger leurs morts. » N. B.

## COMMANDANT DU CONTINGENT FRANÇAIS

## Le général Cann apporte des précisions sur le déroulement de l'attentat

Beyrouth. — Ironie du sort, l'avenue qui mène à l'immeuble qui fut, jusqu'au dimanche 23 octobre, un cantonnement de parachutistes français porte le nom des « Nations unies ». Mardi 25 octobre, tôt dans la matinée, les journalistes présents dans la capitale libanaise, depuis la veille seulement pour la plupart d'entre eux, ont été admis sur le lieu de l'attentat, dont le dernier bilan fait état de quarante-buit tués, quinze blessés et dix disparus.

Dans le fracas des engins de terrassement et le va-et-vient continu des véhicules et des ambulances militaires, le général de brigade François Cann, commandant le contingent français, a réuni une conférence de presse en plein vent. Après avoir rappelé les circonstances dans lesquelles survint l'attentat, moins d'une minute vingt secondes après celui qui venait de détruire de façon tout aussi radicale le Q.G. des « marines », le général Cann a apporté quelques précisions jusqu'alors inédites et fondées toutes sur les rares témoignages qui ont pu être recueillis. Pour ce qui concerne, notamment, la manière — de prime abord quelque peu surprenante s'agissant d'un cantonnement militaire — dont le conducteur du camion chargé d'explosifs a pu tromper la vigilance des hommes assurant la garde à l'entrée de l'immeuble. Selon le général Cann, il semble à présent établi que le terroriste qui était au volant aurait d'abord très fortement ralenti, de façon à ne pas éveiller aucune méfiance de la part des hommes en faction à l'approche de la première des trois chicanes disposées à l'entrée du cantonnement. Après avoir ainsi fait mine de stopper, il aurait lancé son véhicule au maximum de sa puissance, renversant les chevaux de frise pour aller, moins de quatre à cinq secondes plus tard, s'écraser et exploser contre l'un des angles du bâtiment. Selon les mêmes témoins, des coups de feu auraient été perçus quelques secondes avant l'explosion, vraisemblablement tirés en direction du camion par l'une des trois sentinelles.

Cependant, une autre version des faits, encore difficilement contrôlable, circulait dans l'après-midi de mardi à Beyrouth. Elle voudrait que le camion rouge utilisé par les terroristes ait été depuis quelques jours remarqué comme venant chaque matin, à peu près à la même heure, livrer des légumes destinés à l'ordinaire des parachutistes. De même source, on affirme que le conducteur habituel de ce véhicule aurait mystérieusement disparu depuis l'attentat. Mais, répète-t-il, il s'agit là d'une thèse que les porte-parole militaires n'ont en aucun cas évoquée.

Le général Cann devait indiquer ensuite que, d'après les premières constatations des spécialistes, il a fallu utiliser une charge explosive de l'ordre d'une demi-tonne environ

### De notre envoyé spécial

pour provoquer la destruction instantanée de l'immeuble. Il y avait là soixante-treize militaires, répartis dans les différents étages, sur un effectif total de quatre-vingt-dix-sept que comptait la compagnie. Seuls, quelques parachutistes logés dans des pièces orientées au sud ont en la vie sauve pour avoir couru aux balcons après qu'eut retenti l'explosion survenue au quartier général des « marines », les balcons s'étant décollés et ayant précipité au sol leurs occupants.

### « Sans ennemis connus »

« Notre mission, a encore déclaré le général Cann, consiste à aider au mieux les populations civiles déjà si éprouvées, et surtout à leur apporter la paix. Nous sommes essentiellement des agents de la circulation de la paix, des soldats français sans ennemis connus. » Rien ne pourra ébranler notre détermination, a-t-il encore le commandant des forces d'intervention françaises, et nous persisterons dans notre mission, qui reste inchangée.

Interrogé sur l'éventualité d'apporter, en regard aux événements, des modifications tactiques ou techniques au dispositif tel qu'actuellement mis en place, le général s'est borné à indiquer que « si la surveillance générale avait, d'ores et déjà, fait l'objet d'un renforcement très important, il ne saurait être, toutefois question de barrer les rues et de risquer de paralyser la vie déjà difficile des beyrouthins ».

En conclusion, le général Cann a indiqué que le contingent français avait été « très profondément touché par la venue à Beyrouth de M. Mitterrand ». « Grâce à cette présence, a-t-il dit, nous nous sommes sentis moins seuls dans notre malheur et, pour sa part, la population libanaise a été également sensible à ce geste exceptionnel. » Le colonel Urwald, sous le commandement duquel était placée la compagnie massacrée, a déclaré qu'« aucun des survivants n'avait exprimé le désir d'être rapatrié, en dépit du profond état de choc dans lequel se trouvaient ces hommes soudain devenus « orphelins » de leurs copains ».

Partout dans les décombres, les sauveteurs poursuivaient leur travail, les visages couverts d'un masque, une odeur caractéristique ayant commencé à se faire sentir. À 9 h 15, mardi, un corps a été retiré des décombres sous nos yeux, puis, une demi-heure plus tard, ce fut un second, que des ambulances allaient aussitôt conduire à la chapelle ardente installée dans le parc de la résidence des Pins. Un instant immobilisés, les engins reprenaient leur travail, dégageant des blocs de béton de plus en plus lourds tandis

qu'on approchait des couches inférieures des décombres, et alors que des hommes veillaient encore et toujours avec le secret et l'espoir de découvrir des emmurés vivants.

An Q.G. américain, dont l'accès est strictement interdit aux journalistes, le dernier bilan des victimes qui ont été retrouvées s'élevait, ce mercredi matin à deux cent quarante morts. Arrivé vers midi à Beyrouth, où il précédait un rassemblement sur les lieux de l'attentat, il y a trouvé une garnison en état d'« alerte numéro un », jumelles braquées sur tout ce qui bouge et armes automatiques en batterie, toutes autres activités habituelles étant totalement suspendues.

A l'origine de la mise en place de ce dispositif « exceptionnel » qui allait être maintenu plus de six heures durant, une rumeur, à encore difficilement contrôlable, faisait état de la présence à proximité des installations américaines de trois camions jugés « suspects ». Dans le même temps, on procédait à l'évacuation totale de l'ambassade de Grande-Bretagne, située en bord de mer, à un jet de pierre de l'ambassade des États-Unis, qu'un attentat avait très gravement endommagé le 18 avril dernier. Le bruit avait couru qu'une voiture piégée avait été signalée. Mais pour être, tant d'autres, ce qui pour l'heure semble relever plus d'une certaine psychose de la violence piégée.

Si tous les commandements militaires présents ici — français, américain, britannique, italien, libanais — ont renforcé de manière parfaitement visible toutes les mesures de sécurité, multipliant les sentinelles, les patrouilles blindées et les postes de contrôle à proximité de leurs installations respectives, les civils libanais se montrent presque indifférents à ce regain d'agitation. S'ils déplorent très sincèrement et unanimement les deux attentats du 23 octobre, ils avouent cependant, comme ce commerçant, « avoir vécu tant de drames et de souffrances que plus rien d'important ne saurait les émouvoir ».

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(Publicité)

### CONFÉRENCE

« PACIFISME ET ANTISÉMITISME »  
JEUDI 27 OCTOBRE À 20 H 30  
par M. Alain GLUKSMAN  
CENTRE RACHI  
30, Bd De Port-Royal, 75005 Paris

Entre elle et vous  
il ne sera pas  
question d'argent

1500

# DE BEYROUTH

Le rôle des précisions  
moment de l'attentat

Longtemps réfractaire ou, simplement, méfiant envers les opérations de maintien de la paix internationale parce qu'elles lui paraissent portées, à terme, des dangers d'une supranationalité dont elle ne voulait pas, la France est aujourd'hui l'une des puissances militaires, dans le monde, qui prêtent, avec la moins de réserve, ses forces armées au profit de missions de sécurité ou d'interposition dans les zones troubles.

Au Tchad, à Beyrouth et dans le sud du Liban, les armées françaises sont présentes, certes selon des modalités, ou des mandats différents, mais toujours avec ce souci de séparer des combattants, empêcher des populations de se déchirer.

Cette nouvelle fonction des armées nationales françaises est, du reste, officiellement reconnue, voire préconisée, dans un texte qui est, en quelque sorte, la « charte » de défense passée entre le gouvernement et la nation. Quoi de plus solennel, en effet, sur ce sujet que la déclaration de la loi de programmation 1984-1988, approuvée, au printemps dernier par le Parlement ? Il est dit dans ce texte que les armées françaises ont, entre autres, pour mission de participer à la sécurité des pays avec lesquels la France est liée par des accords ou par une solidarité de fait, économique ou culturelle, et d'assurer des missions de service public ou d'intérêt général pour le maintien de la paix, l'assistance humanitaire et le respect des règlements internationaux.

**Le rôle des grandes puissances**

Le cadre de l'action militaire de la France, en compagnie ou non d'autres puissances, en accord ou non avec les instances internationales, est donc clairement précisé.

Autrefois dévouées aux armées de pays neutres ou moins engagés que d'autres dans les deux blocs militaires qui se partagent le monde, ces missions de maintien de la paix internationale — qu'elles soient régionales ou parrainées par le Conseil de sécurité des Nations unies — reviennent de plus en plus fréquemment aux armées des grandes puissances, y compris les puissances nucléaires. A l'exception de l'Union soviétique, qui a souvent montré, en la circonstance, son hostilité par son refus de financer les opérations ou d'envoyer des détachements importants hormis quelques observateurs sur une ligne de cessez-le-feu.

Il serait exagéré de croire que, dans les armées françaises, beaucoup d'officiers et de sous-officiers manifestent un enthousiasme débordant à la perspective d'une telle expédition. Mais il

## ET SES RÉPERCUSSIONS

L'APPRENTISSAGE DU MÉTIER DE « SOLDAT DE LA PAIX »

### Du baroudeur au gendarme

Longtemps réfractaire ou, simplement, méfiant envers les opérations de maintien de la paix internationale parce qu'elles lui paraissent portées, à terme, des dangers d'une supranationalité dont elle ne voulait pas, la France est aujourd'hui l'une des puissances militaires, dans le monde, qui prêtent, avec la moins de réserve, ses forces armées au profit de missions de sécurité ou d'interposition dans les zones troubles.

est juste d'observer que le gouvernement français n'a aucune difficulté pour trouver, à chaque opération, le contingent de cadres de métier, d'engagés, voire d'appelés volontaires, requis pour la mission. L'appât de quelques primes ne suffit pas pour expliquer ce recrutement de « soldats de la paix », et pas davantage l'attrait éventuel de l'aventure à risque.

Les difficultés du métier seraient, au contraire, là pour dissuader plutôt les candidats, ou tout au moins pour modérer leurs ardeurs, de s'offrir en victimes expiatoires, dans les quelques « feux de brousse » locaux qu'il faut tenter d'éteindre.

#### Des difficultés

Car des difficultés il y en a. Des missions de ce type exigent beaucoup de disponibilité immédiate des hommes auxquels elles sont confiées, puisqu'elles impliquent qu'une force puisse être envoyée sur place dans les délais les plus brefs, s'y installer avec toute l'autonomie logistique nécessaire, en particulier pour tout ce qui touche aux transmissions entre les unités et leur état-major et entre l'état-major et son gouvernement. La sûreté et la rapidité de ces communications sont essentielles.

La préparation psychologique des hommes n'est pas moins importante : leur expliquer le pourquoi de leur mission, leur donner un minimum de connaissances du pays, de la langue et du style de vie des communautés dont ils auront à assurer la protection.

Mais cela serait-il fait, au préalable, avec tact et objectivité qu'il resterait encore l'essentiel à accomplir. Les « soldats de la paix » se recrutent généralement dans des troupes dites d'élite, très entraînées, les plus soudées, les mieux encadrées. Ils devront apprendre à s'accommoder des situations les plus imprévisibles, les plus changeantes, les plus ambiguës et les plus brutales aussi. Ces troupes aguerries, mais dont l'instruction au combat s'évertue à développer d'abord le sens de l'agressivité, doivent acquérir le sang-froid du gendarme, le réflexe de rendre compte avant d'ouvrir le feu, le sens de la négociation et le goût de la persuasion, l'initiative, la nécessité de limiter l'emploi des armes au strict cas de légitime défense.

Rien n'est probablement plus délicat à obtenir que cette transformation d'un soldat, instruit à tirer le premier, en un gendarme, stoïque sous les provocations et contrôlant sa peur ou ses réflexes face au danger. Mais, paradoxalement, ce sont ces troupes aguerries et disciplinées qui, sur le terrain, se font le plus vite aux dures contraintes du métier de « soldat de la paix ».

JACQUES ISNARD.

Selon le P.C.F. la politique française est dans une impasse

Le bureau politique du P.C.F. s'est réuni, le 25 octobre, comme chaque mardi, en l'absence de M. Georges Marchais, qui fait une visite au Congo, mais non sans que « le téléphone ait fonctionné », selon la formule de M. Pierre Juquin. Le porte-parole du parti communiste a donné lecture d'une déclaration dont le texte avait été approuvé par le bureau politique (voir ci-dessous).

Les communistes prennent acte des propos du président de la République, selon lesquels la France ne défend pas, au Liban, « autre chose que la paix ». Ils estiment que cet engagement doit se traduire par un appui aux initiatives susceptibles de rétablir l'unité nationale dans ce pays et par un appel à l'ONU.

Les communistes s'ignorent pas que l'attitude des Soviétiques aux Nations unies rend improbable que l'organisation internationale puisse intervenir au Liban et assurer « le départ de toutes les troupes étrangères ». Avancer ces propositions, c'est souligner que la situation est bloquée.

Lors de leur journée d'étude parlementaire, le 28 septembre dernier, les communistes avaient admis que la politique du gouvernement au Liban ne devait pas donner lieu à des divergences entre eux et lui. M. Pierre Mauroy avait pu se prévaloir, le 6 octobre, lors du débat de politique étrangère à l'Assemblée nationale de cet accord. Celui-ci n'est pas vraiment mis en cause par la déclaration de M. Juquin.

Le P.C.F. ne borne à mettre en évidence que la politique française, dont il approuve les objectifs déclarés, est dans une impasse.

Les communistes s'ont pas éprouvé le besoin de saluer le geste de M. Mitterrand se rendant, lundi, à Beyrouth (excepté une déclaration de M. Claude Poperna, membre du bureau politique, au micro d'une radio locale). C'était, soulignent-ils, un geste politique réussi, qui n'appelle pas d'autres commentaires.

**« NOUS RESTONS PRÉOCCUPÉS PAR LE RISQUE D'UN ENGRENAGE », déclare M. Juquin**

M. Pierre Juquin, membre du bureau politique, porte-parole du P.C.F., a donné lecture, mardi 25 octobre, d'une déclaration, exprimant la « consternation » des communistes après l'attentat qui a frappé l'armée française à Beyrouth et formulant des condamnations « aux familles françaises et américaines touchées ».

« Le président de la République, a continué M. Juquin, a réaffirmé que, au Liban, la France ne défend pas autre chose que la paix ».

« Aujourd'hui, la sécurité de nos troupes est en cause : nous conservons toutes nos inquiétudes à ce sujet. Nous restons profondément préoccupés du risque d'un engrenage, qui pourrait poser la question du maintien de nos forces au Liban ».

« Rien ne s'impose donc avec plus d'urgence qu'une solution politique du problème libanais. La France peut faire entendre la voix de la raison en agissant pour le succès du congrès libanais de réconciliation nationale qui doit s'ouvrir le 31 octobre à Genève, et en proposant que l'ONU joue le rôle qui lui revient pour permettre le désengagement de la force multinationale et le départ de toutes les troupes étrangères. C'est ainsi que notre pays peut contribuer à la paix ».

La dénonciation évidente de l'intervention américaine à la Grande — le P.C.F. appelle à manifester, mercredi, devant l'ambassade des Etats-Unis à Paris — doit montrer de quel côté se situe, aux yeux des communistes, le danger principal. Ils peuvent dire, dans ce cas, ce que l'habileté du chef de l'Etat les empêche de formuler trop clairement à propos du Liban.

PATRICK JARREAU.

**LE R.P.R. DEMANDE QUE LA MISSION DE LA FORCE FRANÇAISE SOIT « CLAIEMENT DÉFINIE »**

Le conseil politique du R.P.R. réuni mardi 25 octobre, sous la présidence de M. Jacques Chirac estime que « la France et sa position dans le monde ont été atteintes. La présence du contingent français à Beyrouth a une valeur de symbole, comme celle des contingents américain, britannique et italien (...) La passivité des démocrates occidentaux est un encouragement permanent à l'action terroriste au Liban comme ailleurs ».

« Le drapeau de Beyrouth a montré qu'il n'y a pas d'opération de paix sans opération de force. Les soldats français et américains tués ont été les victimes de l'imprécision de leur mission ».

« Le maintien du contingent français au Liban qui est une nécessité impérieuse, n'est pas seulement pour l'image de la France mais pour l'unité et l'indépendance du Liban, exige que la mission de nos soldats soit clairement définie en accord non seulement avec les Etats-Unis mais aussi avec tous les pays de la Communauté européenne. C'est l'équilibre des forces dans le monde qui est en cause au Liban ».

### Une visite au pire moment

Atmosphère glaciale au Petit Palais, mardi 25 octobre, pour l'inauguration officielle de la splendide exposition « Dix mille ans d'art en Syrie », à l'occasion de laquelle sont présentées jusqu'au 8 janvier les pièces les plus rares des musées de Syrie. M<sup>me</sup> Najah Attar, ministre syrien de la culture et de l'orientation, était là, mais les personnalités françaises ayant lancé les invitations — MM. Chirac, Lang et Chirac — n'étaient pas représentées par des collaborateurs. De plus, le déjeuner ministériel prévu le même jour en l'honneur du ministre syrien avait été annulé. M<sup>me</sup> Attar n'était pas contente.

On peut se féliciter que, malgré l'état des relations entre Paris et Damas, l'exposition ait bien eu lieu, ce qui — pour une fois — est une prise en considération du caractère non politique des manifestations culturelles. D'un autre côté, M<sup>me</sup> Attar doit

bien avoir eu quelque écho des forts soupçons existant parmi les responsables français à l'égard des services secrets syriens à propos des récents attentats de Beyrouth, sans parler d'affaires plus anciennes. M<sup>me</sup> Attar n'est certes pas responsable d'une « brigade spéciale », mais depuis quelque temps, à travers des éditoriaux de presse d'une violence remarquable, elle a tout de même pris, à Damas, la tête du courant le plus intransigent du gouvernement baassite. Reconnaissances quand même, sur ce dernier point, des circonstances atténuantes à M<sup>me</sup> Attar : elle est la sœur du cheikh Issam El Attar, qui, d'Aix-la-Chapelle, anime l'une des principales tendances des Frères musulmans, organisation engagée dans une lutte à mort contre le régime du général Assad. Le cheikh Issam, de langue dets, maudit sa sœur... J.-P. P.-H.

### LE CONFLIT DU GOLFE

**Bagdad admet l'importance de l'offensive iranienne au Kurdistan**

Il paraît se confirmer que les forces iraniennes, qui ont déclenché, lundi 24 octobre, la deuxième phase de leur nouvelle offensive contre l'Irak, se sont emparées de plusieurs hauteurs stratégiques dans les montagnes du Kurdistan irakien.

Selon l'agence iranienne IRNA, l'avance a eu lieu dans les secteurs situés au sud de Baneh et au nord-ouest de Marivan, deux villes iraniennes de l'extrême nord du front. Elle impliquait notamment une attaque en tenaille contre la ville irakienne de Penjwin, que les Iraniens ont affirmé avoir prise la semaine dernière. « Les forces islamiques avancent maintenant vers les positions ennemies au sud, à l'est et au nord de Penjwin », a précisé l'agence, qui a également annoncé que les positions irakiennes installées sur les hauteurs de Kalu ont été conquises après de durs combats qui

« ont fait de nombreux morts et blessés dans les rangs adverses ». Ces batailles sont situées juste en face de Marivan, en territoire irakien. L'agence IRNA a affirmé qu'une contre-attaque lancée par les Irakiens a été repoussée avec de lourdes pertes.

Toutefois, Radio-Bagdad a soutenu de son côté que l'offensive iranienne n'a pu être contenue et repoussée, mais n'a pas démenti les précisions fournies par Téhéran sur la prise par les Iraniens de positions frontalières irakiennes. Bagdad a malgré tout reconnu l'importance de l'offensive ennemie.

« L'ampleur de cette nouvelle attaque, qui s'est déroulée sur treize axes différents, est comparable à celle ayant eu lieu à l'est de Basra », a affirmé ce responsable irakien. — (A.F.P., A.F.P.)

## AGIR EN CONNAISSANCE DE CAUSE.

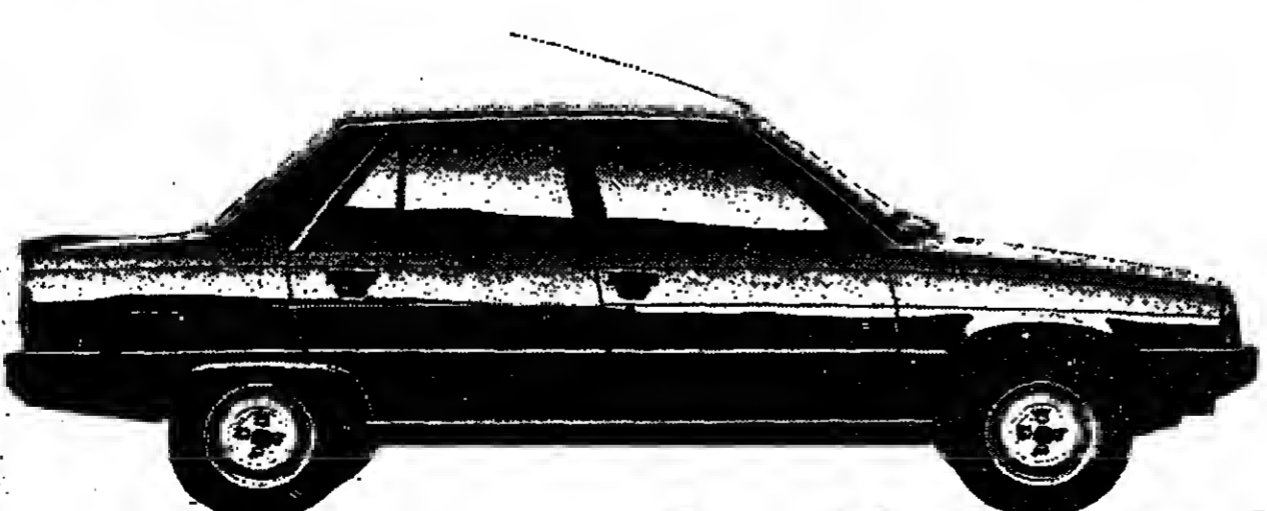
- NÉGOCIATION ANNUELLE DANS L'ENTREPRISE - TRAVAIL PRÉCAIRE - AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL...
- PRESSION FISCALE ACCRUE - TRANSMISSION DE L'ENTREPRISE MOYENS DE FINANCEMENT - TAXE PROFESSIONNELLE...
- RÉGLEMENTATION DES PRODUITS - PROTECTION DES CONSOMMATEURS...

• FACE A UNE LÉGISLATION COMPLEXE...

**Lamy s.a.**

**LE DROIT DE L'ENTREPRISE**

## RENAULT VOUS OFFRE LES 3 PREMIERS LOYERS.



Aux Etats-Unis, en Europe et jusqu'à Taiwan, la Renault 9 a remporté, à l'unanimité, un incomparable succès. Découvrez à votre tour cette star internationale. Pour vous faire connaître ses qualités exceptionnelles, Renault Bail vous offre les trois premiers mois de loyer d'un bail avec option d'achat, sur 48 ou 60 mois. Passez les fêtes, vous ne commencerez à payer le quatrième loyer qu'en 1984. Offre valable sur toute la gamme Renault 9 jusqu'à 30.718,33, sous réserve d'acceptation du dossier.

Découvrez la Renault 9 et accédez au star système international. Renault Bail, SA au capital de 150 000 000 F, 51-53 Champs-Élysées, 75008 Paris. RC Paris 870202721.

**RENAULT 9**  
LA STAR INTERNATIONALE

pendant 3 mois.



# L'AVENIR NE S'IMPROVISE PAS LA RÉFORME DE L'UNIVERSITÉ NON PLUS

## ● NOTRE PAYS A BESOIN D'UNE UNIVERSITÉ RESPONSABLE

Or, par l'uniformisation des tâches de tous les universitaires, quelles que soient leurs qualifications,

Par l'attribution des pouvoirs de décision à des assemblées où l'expression des compétences scientifiques ne pourra prévaloir,

**la réforme actuellement proposée institue une « communauté universitaire » irresponsable.**

## ● NOTRE PAYS A BESOIN D'UNE UNIVERSITÉ COMPÉTITIVE

Or, en réduisant la place de la recherche dans l'activité des universitaires,

En introduisant des critères autres que scientifiques dans le choix et la promotion des enseignants,

En réservant aux établissements privés les véritables moyens d'une formation professionnelle de qualité,

**la réforme actuellement proposée fait perdre à l'Université son rôle dans la nation et son rang dans le monde.**

## ● NOTRE PAYS A BESOIN D'UNE UNIVERSITÉ TOLÉRANTE

Or, par une composition et des modes d'élection des conseils universitaires qui privilégient la représentation syndicale et politique,

Par un renforcement des contrôles du pouvoir central sur l'activité des universitaires,

**la réforme actuellement proposée fonde la gestion des universités sur l'affrontement des idéologies et des intérêts, et fait reculer la liberté de l'enseignement supérieur.**

## ● NOTRE PAYS A BESOIN D'UNE UNIVERSITÉ DÉMOCRATIQUE

Or, en n'accordant pas la priorité à l'exigence de qualité dans l'organisation des enseignements supérieurs publics,

**la réforme actuellement proposée, loin de réduire les inégalités sociales, réservera les meilleurs emplois aux privilégiés des formations privées ou des universités étrangères. Elle ne donne pas sa chance à tous.**

**Aujourd'hui encore, la France peut faire confiance à son Université. Le gouvernement devrait faire confiance aux professeurs des universités. Pourquoi ne pas les entendre, eux aussi ?**

## 700 PROFESSEURS D'UNIVERSITÉ

En Droit et en Sciences Politiques, en Économie et en Gestion  
de toutes tendances politiques et syndicales.  
A.P.U.S.E. : 15, rue des Ursulines, 75005 Paris

15 OCT 1983

Jeudi 27 1983

LE PAS

PLUS

LES

QUESTIONS

DE

LA

COOPÉRATION

FRANCO-TUNISIENNE

ET

DES

BIENS

IMMOBILIERS

FRANÇAIS

ET

DES

FONDS

FRANÇAIS

EN

TUNISIE

CONTINUENT

À

SE

POSER

DE

FAÇON

IRRITANTE.

L'heure n'est

pas venue

de liquider

ce dernier

héritage de la

colonisation ?

Quelles solutions

proposées-vous ?

Voilà le type même de dossier

qui traîne depuis des années et qui

ne peut qu'affecter nos relations. Il y

a deux solutions. La première, pas-

séiste, consiste à négocier sans fin

sur les coefficients qu'il convient

d'appliquer aux estimations de ces

biens et sur l'importance et le

rythme des transferts des capitaux à

opérer.

La seconde, audacieusement et

résolument tournée vers l'avenir,

consisterait à tourner définitivement

la page par un geste historique

d'équité. C'est celle que je préfère,

car elle constituerait un renouveau

moral et politique, le meilleur

que l'on puisse concevoir entre

peuples et États.

■ An d'ailleurs, je rappelle que

les fonds français en Tunisie ne sont

pas bloqués. L'accord d'octobre

1980 prévoit des transferts annuels

se situant entre 2 et 3 millions de

dinars. Il est appliqué à la lettre. C'est

ainsi que 2,6 millions ont été trans-

férés en 1981, 2,2 millions en 1982.

■ A ce jour, 1,4 million l'ont été et

2 millions le seront avant la fin de

l'année malgré l'année difficile que

nous vivons connue. Évidemment, le

volume de ces transferts peut être

revu en fonction de la conjoncture et

des flux financiers entre les deux

pays.

■ La mise en service au début

de l'été de la deuxième chaîne de

la télévision tunisienne, à voca-

tion francophone, est le projet

franco-tunisien qui a suscité le

plus de remous et de critiques

dans le pays. Vous-même, que

l'on présente souvent comme le

plus chaud défenseur de la

culture et de la langue arabes,

êtes-vous, dit-on, réservé. Est-ce

exact ?

■ Je suis, en effet, un défenseur

de la culture et de la langue arabes,

parce que je suis convaincu que tout

peuple doit être enraciné dans sa

civilisation, garante de son authenti-

cité. Mais je suis aussi partisan de

l'ouverture sur le monde, et je ne

vois pas ce qui permet de penser que

j'ai pu être réservé à l'égard de la

chaîne internationale. En fait, celle-

ci permet de décongestionner la

chaîne arabe et d'augmenter les pro-

grammes, en particulier en français,

diffusés auparavant par cette même

chaîne.

■ Cette nouvelle chaîne est une

fenêtre sur le monde en général et

sur la France en particulier. Partisan

du dialogue entre les civilisations, je

ne peux qu'encourager les réalisa-

tions de ce genre, à condition

qu'elles ne donnent lieu à aucune

ambiguïté.

■ Il convient de passer

à une nouvelle étape

de la coopération :

■ Après vingt-sept ans d'in-

dépendance, le cadre de la coo-

pération franco-tunisienne a fi-

nalement peu évolué : aide

économique, financière, techni-

que et culturelle, contrats divers,

concertations diplomatiques ne

débouchant guère sur des initia-

tives notables... Vous souhaitez à

l'évidence donner une autre di-

mension à cette coopération.

Comment la concevez-vous ?

■ La coopération bilatérale est

bien rodée, de sorte que nombre de

questions peuvent être réglées au ni-

veau des administrations et des

commissions mixtes afin d'alléger la

charge des gouvernements. La

coopération classique ayant atteint

sa vitesse de croisière, il convient de

passer à une nouvelle étape. Le

temps des actions ponctuelles est ré-

volu. Il faut que nos gouvernements

s'attachent désormais à l'essentiel,

aux grands desseins communs qui

rejoignent nos desseins nationaux.

Tunisiens et Français ne doivent

plus se contenter de se comporter en

représentants-placiers. C'est pénible

et agaçant.

■ Je vois deux semaines où nos

desseins pourraient se rejoindre : en

premier lieu, le modèle de dévelop-

pement pour les pays auxquels la

France s'intéresse. La tolérance poli-

tique et sociale, la libéralisation des

structures mentales, le développe-

ment simultané des secteurs public

et privé, la priorité accordée à la

formation et à l'infrastructure, l'irra-

diation des secteurs de production

que nous pratiquons et qui a donné

des résultats probants, font que la

Tunisie, sans se poser en modèle par-

fait, est un modèle relativement

réussi. Notre expérience peut avoir

un effet d'entraînement pour cer-

tains pays en voie de développe-

ment.

■ Dans cette perspective, déve-

lopper la coopération tuniso-

francophone, est le projet

franco-tunisien qui a suscité le

plus de remous et de critiques

dans le pays. Vous-même, que

l'on présente souvent comme le

plus chaud défenseur de la

culture et de la langue arabes,

êtes-vous, dit-on, réservé. Est-ce

exact ?

■ Je suis, en effet, un défenseur

de la culture et de la langue arabes,

parce que je suis convaincu que tout

peuple doit être enraciné dans sa

civilisation, garante de son authenti-

cité. Mais je suis aussi partisan de

l'ouverture sur le monde, et je ne

vois pas ce qui permet de penser que

j'ai pu être réservé à l'égard de la

chaîne internationale. En fait, celle-

ci permet de décongestionner la

chaîne arabe et d'augmenter les pro-

grammes, en particulier en français,

diffusés auparavant par cette même

chaîne.

■ Cette nouvelle chaîne est une

fenêtre sur le monde en général et

sur la France en particulier. Partisan

du dialogue entre les civilisations, je

ne peux qu'encourager les réalisa-

tions de ce genre, à condition

qu'elles ne donnent lieu à aucune

ambiguïté.

■ Il convient de passer

à une nouvelle étape

de la coopération :

■ Après vingt-sept ans d'in-

dépendance, le cadre de la coo-

pération franco-tunisienne a fi-

nalement peu évolué : aide

économique, financière, techni-

que et culturelle, contrats divers,

concertations diplomatiques ne

débouchant guère sur des initia-

tives notables... Vous souhaitez à

l'évidence donner une autre di-

mension à cette coopération.

Comment la concevez-vous ?

■ La coopération bilatérale est

bien rodée, de sorte que nombre de

questions peuvent être réglées au ni-

veau des administrations et des

commissions mixtes afin d'alléger la

charge des gouvernements. La

coopération classique ayant atteint

sa vitesse de croisière, il convient de

passer à une nouvelle étape. Le

temps des actions ponctuelles est ré-

volu. Il faut que nos gouvernements

s'attachent désormais à l'essentiel,

aux grands desseins communs qui

rejoignent nos desseins nationaux.

Tunisiens et Français ne doivent

plus se contenter de se comporter en

représentants-placiers. C'est pénible

et agaçant.

■ Je vois deux semaines où nos

desseins pourraient se rejoindre : en

premier lieu, le modèle de dévelop-

pement pour les pays auxquels la

France s'intéresse. La tolérance poli-

tique et sociale, la libéralisation des

structures mentales, le développe-

ment simultané des secteurs public

et privé, la priorité accordée à la

formation et à l'infrastructure, l'irra-

diation des secteurs de production

que nous pratiquons et qui a donné

des résultats probants, font que la

Tunisie, sans se poser en modèle par-

fait, est un modèle relativement

réussi. Notre expérience peut avoir

un effet d'entraînement pour cer-

tains pays en voie de développe-

ment.

■ Dans cette perspective, déve-

lopper la coopération tuniso-

francophone, est le projet

franco-tunisien qui a suscité le

plus de remous et de critiques

dans le pays. Vous-même, que

l'on présente souvent comme le

plus chaud défenseur de la

culture et de la langue arabes,

êtes-vous, dit-on, réservé. Est-ce

exact ?

■ Je suis, en effet, un défenseur

de la culture et de la langue arabes,

parce que je suis convaincu que tout

peuple doit être enraciné dans sa

civilisation, garante de son authenti-

cité. Mais je suis aussi partisan de

l'ouverture sur le monde, et je ne

vois pas ce qui permet de penser que

j'ai pu être réservé à l'égard de la

chaîne internationale. En fait, celle-

ci permet de décongestionner la

chaîne arabe et d'augmenter les pro-

grammes, en particulier en français,

diffusés auparavant par cette même

chaîne.

■ Cette nouvelle chaîne est une

fenêtre sur le monde en général et

sur la France en particulier. Partisan

du dialogue entre les civilisations, je

ne peux qu'encourager les réalisa-

tions de ce genre, à condition

qu'elles ne donnent lieu à aucune

ambiguïté.

■ Il convient de passer

à une nouvelle étape

de la coopération :

■ Après vingt-sept ans d'in-

dépendance, le cadre de la coo-

pération franco-tunisienne a fi-

nalement peu évolué : aide

économique, financière, techni-

que et culturelle, contrats divers,

concertations diplomatiques ne

débouchant guère sur des initia-

tives notables... Vous souhaitez à

l'évidence donner une autre di-

mension à cette coopération.

Comment la concevez-vous ?

■ La coopération bilatérale est

bien rodée, de sorte que nombre de

questions peuvent être réglées au ni-

veau des administrations et des

commissions mixtes afin d'alléger la

charge des gouvernements. La

coopération classique ayant atteint

sa vitesse de croisière, il convient de

passer à une nouvelle étape. Le

temps des actions ponctuelles est ré-

volu. Il faut que nos gouvernements

s'attachent désormais à l'essentiel,

aux grands desseins communs qui

rejoignent nos desseins nationaux.

Tunisiens et Français ne doivent

plus se contenter de se comporter en

représentants-placiers. C'est pénible

et agaçant.

■ Je vois deux semaines où nos

## LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DU P.S.

## Assemblée nationale : les socialistes font la loi

« Ce que décident les députés socialistes, c'est la loi », aime à souligner M. Pierre Joxe. Les deux cent quatre-vingt-six députés socialistes et apparentés ont, en effet, amérifié, plus de pouvoir, même, qu'il n'en faut, pour faire la loi. Cette donnée, ajoutée au fait que le parti socialiste s'est toujours prononcé pour un réajustement de la pratique institutionnelle en faveur du Parlement, assure au groupe de l'Assemblée nationale un rôle déterminant dans la mise en œuvre du programme de la gauche.

Ce constat, que chacun pouvait faire au soir des élections législatives de juin 1981, ne pouvait suffire à définir ce qu'il fallait être la place et l'autorité des députés socialistes dans le dispositif du « échange ». Celles-ci devaient dépendre, pour une large part, des procédures de décision qui seraient établies au sein du groupe et de la façon dont celui-ci parviendrait à les faire respecter par le gouvernement. Elu président du groupe, sa candidature ayant été préférée à celle de M. Jean Popere, M. Pierre Joxe avait, sur ces deux points, des idées précises.

Le groupe socialiste, qui emploie directement, grâce aux cotisations des députés, dix-sept collaborateurs et une dizaine de secrétaires, est organisé en fonction de la répartition de ses membres entre les six commissions permanentes de l'Assemblée. Cinq de ces commissions sont présidées par un socialiste (la sixième par un communiste), et, au sein de chacune d'entre elles, les commissaires socialistes ont, à leur tête, un responsable du groupe. C'est que le projet de loi est suivi par celui qui en est le rapporteur, évidemment, et par un responsable, qui assure la coordination du travail au

sein du groupe en commission et en séance publique.

Le choix des députés responsables du travail sur un texte est arrêté, de même que les autres décisions, lors des réunions du bureau des groupes, qui empiètent sur une quarantaine de membres, ou de celles du groupe lui-même. La prise en charge d'un projet au niveau du groupe est annoncée à l'ensemble de ses membres et donne lieu à la création d'une cellule de travail, qui assure les rapports avec les organisations socio-professionnelles intéressées, la concertation avec le ministère, l'élaboration des amendements. Tous les amendements présentés, en commission ou en séance publique, par des députés socialistes doivent avoir l'aval du groupe, que ce soit au niveau de la cellule de travail, ou que le bureau ou le groupe lui-même aient été amenés à trancher en cas de désaccord.

## Le poids de M. Joxe

Cette discipline repose sur le principe qui veut que le groupe assure, collectivement, la responsabilité de l'application du programme du parti, sur lequel chaque député a été élu. Il est, ainsi, exclu qu'un député intervienne de façon individuelle dans le travail législatif, en défendant le point de vue particulier d'un groupe de pression ou de ses électeurs, ou encore du ministre responsable du projet examiné. Cette discipline n'interdit pas, en revanche, que les divers sensibilités internes au groupe puissent s'exprimer, à travers la répartition des responsabilités dans la commission et celle du rapport sur les textes.

La procédure mise en place s'est avérée, dans un premier temps, en

rythme du travail parlementaire, imposé par le gouvernement. Ce problème a entraîné, au-delà d'une incompatibilité d'humeur trop évidente entre M. Joxe et M. Pierre Mauroy, des conflits entre les deux hommes, le président du groupe insistait pour que les projets de loi soient déposés à l'Assemblée en tenant compte du délai nécessaire afin que le groupe puisse les examiner comme il l'entend.

Lorsqu'il l'estime nécessaire, M. Joxe soumet au bureau exécutif du P.S., dont il est membre, les questions susceptibles de donner lieu à des divergences. L'autorité du parti sur le groupe est, ainsi, confirmée, loin des errements qui avaient marqué, autrefois, à cet égard, la tradition socialiste. Il reste que, dans certains cas, l'impression a pu être donnée que le président du groupe mettait le poids de sa fonction au sein du parti. Voir de ses choix personnels dans l'affaire de la « reconstruction de carrière » des généraux putschistes de 1961.

Les critiques formulées par M. Joxe et par son ami, M. Christian Goux, président de la commission des finances, à l'encontre du plan de rigueur de mars dernier, avaient amené certains députés à s'émouvoir d'un écart entre les orientations gouvernementales et celles des porte-parole de leur groupe. Mais une majorité, au sein de celui-ci, ne partageait-elle pas les appréhensions de MM. Joxe et Goux ? Ceux-ci ont répliqué de la sorte : Comment douter qu'ils n'en pensent pas moins ?

PATRICK JARREAU.

## Au Sénat : en vase clos

Il y a soixante-dix et font peu de bruit. Est-ce dû à leur position minoritaire dans une Haute Assemblée où l'opposition est toute-puissante ? Pas seulement. Le groupe socialiste du Sénat constitue une entité bien particulière, à la fois par son mode d'organisation interne et dans ses relations avec l'extérieur, ceci expliquant peut-être cela.

L'un d'eux confie : « Le vent du changement n'a pas encore soufflé parmi nous ». Un autre ajoute : « L'esprit d'Épinoys n'est pas encore passé par ici ». Le poids de la tradition y est pour quelque chose : les élus socialistes n'échappent guère à la règle « maison » qui veut que tout nouvel arrivant au Sénat se doive d'effectuer une période de « noviciat » avant de retourner à l'exercice de responsabilité. Le loi du plus fort est bien souvent celle des précédents. Exemple : il avait été convenu que la formule du tourniquet prévaudrait pour pourvoir, après chaque renouvellement triennal, les postes au bureau du Sénat. Il en a été ainsi pour M. Laurent Lauricourt (Haute-Vienne), questeur sortant, qui a dû laisser la place à M. Jacques Bialski (Nord). En revanche, le poste de secrétaire, que

le P.S. réservait traditionnellement à un représentant d'outre-mer, a été enserré par M. Georges Dagonia (Guadeloupe), ce dernier s'étant « entendu » avec celui qui aurait pu — dit, diraient certains — occuper cette fonction, le nouvel élu de la Réunion, M. Albert Ramassamy. Ce genre d'exception à la règle justifie pour quelques-uns la contestation de ce type de règle.

Le fonctionnement du groupe ne satisfait pas tous ses membres, qui s'en sont ouverts à leur président, M. André Mérie. Les critiques émises, y compris sur les aspects les plus matériels et les plus concrets de la vie du groupe, ont été sans doute trop directes pour conduire à un bouleversement des habitudes. Elles sont apparues, en tout cas, trop maladroites pour empêcher la réélection de M. Mérie à une large majorité. Elu depuis 1948, M. Mérie incarne, à la tête du groupe, une certaine tradition. Mais comme il est de ceux qui valent voté, en 1959 — au moment de l'affaire de l'Observatoire — la levée de l'immunité parlementaire de M. François Mitterrand, cela a laissé quelques traces... Et l'on murmure que le président de

la République dialogue, plus volontiers avec le président du Sénat qu'avec celui du groupe socialiste, dont l'un des membres, M. Michel Charrasse (Puy-de-Dôme) est aussi l'un de ses conseillers techniques à l'Élysée.

Avec leurs collègues de l'Assemblée nationale, les sénateurs socialistes n'ont guère de rapports. La dernière journée d'études des députés n'a-t-elle pas eu lieu, en même temps que la première réunion du groupe des sénateurs ? Une rencontre prévue entre M. Mérie et son homologue du Palais-Bourbon, M. Pierre Joxe, a été annulée au dernier moment, les sénateurs socialistes recevant ce jour-là (jeudi 20 octobre) MM. Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale, et Laurent Schwartz au sujet du projet de loi sur l'enseignement supérieur.

Avec leurs collègues de gauche, leurs rapports ne sont qu'informels. Au sein de quelques-uns, les contacts se font plus volontiers en séance qu'à l'intérieur d'une structure particulière. En vivant ainsi en vase clos, le groupe socialiste du Sénat s'enferme mal à contribuer à l'exercice du pouvoir.

ANNE CHAUSSEBOURG.

## Le sillon de M. Mauroy

A l'entendre dire que « le temps n'est pas aux enthousiasmes » et que « les socialistes ne doivent pas succéder des formes d'illusions collectives », on pourrait avoir l'impression qu'en deux ans M. Pierre Mauroy a connu une étonnante métamorphose, depuis cet automne 1981 qui le vit, après le congrès de Valence, parcourir la France, multipliant les envoies pour galvaniser les énergies et faire partager sa conviction de lendemain meilleur. Il n'en est rien. Malgré les contraintes de la rigueur et ses effets négatifs pour la majorité, le premier ministre demeure convaincu, en son for intérieur, que, pour les socialistes, « le temps de la moisson reviendra ». Mais — c'est toute la différence — il ne jure plus que cette saison-là est pour demain et donne de lui-même l'image du laboureur courbé obstinément sur un sillon dont il ne voit pas la fin.

Ce qu'il dira à ses camarades réunis en congrès samedi matin 29 octobre, à Bourg-en-Bresse, c'est justement ceci : le sillon de la politique gouvernementale est maintenant bien orienté.

En tant que chef du gouvernement, M. Mauroy entend veiller surtout à ce que le congrès du P.S. ne donne pas lieu à des controverses qui seraient de nature à aggraver la défiance de l'opinion publique à l'égard de la politique suivie. Il prend les devants pour faire savoir qu'il

espère un débat clarificateur : « Ce congrès doit être celui de la clarté et de la sincérité », dit-il en effet.

Cette invitation, en forme d'exhortation, s'adresse évidemment à M. Jean-Pierre Chevènement et à ses amis. M. Mauroy leur demande de se « déterminer clairement » pour ou contre la politique gouvernementale : « La grande question est que le CERES décide nettement s'il est d'accord ou non avec la politique du gouvernement et du président de la République. Si le CERES exprime son désaccord, eh bien, le parti socialiste est habilité à vivre avec une majorité et une minorité. Mais, dans les deux cas, il y a un seul à ne pas désemparer, c'est le parti socialiste. Si la critique est systématique, le mieux est de se situer clairement dans l'opposition ». Bref, M. Mauroy souhaite que le discours du CERES soit dénué d'ambiguïté, afin qu'il n'y ait pas d'« ombre portée » sur le congrès.

Pour le chef du gouvernement, il est impératif, en revanche, que ce congrès soit offensif sur le terrain idéologique, soit un « congrès d'idées », afin de donner un « souffle nouveau » à la majorité.

En plaçant ces baïlles dans le langage du rassemblement qui lui est cher, et qu'il défendait même quand il appartenait à la minorité, M. Mauroy pense aussi à l'avenir de son sillon personnel à l'intérieur du parti.

A. R.

## LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## Commerce extérieur

## M. Chomat (P.C.) souligne « l'inadaptation d'une large part de notre appareil productif »

L'Assemblée nationale a examiné, mardi 25 octobre, le budget du ministère du commerce extérieur et du tourisme. Pour la partie commerce extérieur, les crédits de l'expansion économique à l'étranger s'élevaient à 1 098 milliards de francs, en augmentation de 17,3 % par rapport à 1982. Pour 1983, le coût budgétaire et extra-budgétaire de toutes les formes d'aide financière à l'exportation s'est élevé à 19,7 milliards de francs, soit une augmentation de 25 % par rapport à 1982.

Les crédits du ministère du commerce extérieur et du tourisme, pour la partie commerce extérieur, seront soumis au vote lors de l'examen des crédits des services financiers.

La précarité, réelle ou supposée, de l'amélioration de la balance commerciale de la France, et au-delà, de l'ensemble de nos échanges, concrétisée, notamment, par le solde positif de 323 millions de francs en données corrigées, constitué en septembre, a été au centre de la discussion du budget de la partie commerce extérieur du ministère de M. Edith Cresson.

M. Paul Chomat (P.C., Loire) a affirmé, certes, que les résultats de septembre « sont non seulement bons mais (...) démentent aussi les prévisions catastrophiques de la droite ». M. Chomat, rapporteur spécial de la commission des finances, a dressé, pourtant, dans son rapport un tableau sévère des faiblesses du commerce extérieur de la France. « L'analyse de nos résultats par grandes zones géographiques (...) met (...) en évidence les faiblesses structurelles de nos échanges extérieurs et confirme que la raison principale de nos difficultés doit bien être recherchée dans l'inadaptation d'une large part de notre appareil productif à l'évolution récente de la demande mondiale ». Il a ajouté : « Les mesures prises dans le cadre du plan du 25 mars 1983 ne sauraient avoir d'autre effet que de réduire à court terme le volume de nos importations ».

M. Alain Mayoud (U.D.F., Rhône), rapporteur pour avis de la commission de la production, a rétorqué, lui aussi : « La fièvre est retombée parce que le malade est entré en léthargie ». M. Mayoud a égrené la litane des faiblesses du commerce extérieur de la France.

## Tourisme

## 53 % DE CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES POUR LA PROMOTION À L'ÉTRANGER

L'Assemblée nationale a adopté, mardi 25 octobre, les crédits du secrétariat d'État au tourisme, qui s'élevaient à 247 millions de francs, en augmentation de 4,06 % par rapport à 1982.

M. Jean-Pierre Soisson (U.D.F., Yonne) a dénoncé « un budget de régression », tandis que M. Jean de Prémaux (R.P.R., Paris), rapporteur de la commission des finances, a souligné que ce budget connaît une diminution en francs constants. Il a ajouté : « Cette évolution correspond au désengagement de l'État et à un transfert aux régions, qui résulte, surtout, de la politique de débudgétisation des prêts à l'équipement touristique. (...) Le secrétariat d'État a peu de crédits et peu de pouvoirs ».

M. Roland Carraz, a nié, bien sûr, que son secrétariat d'État soit une coquille vide. Défendant un budget « d'efficacité et de cohérence », il a souligné, notamment, la constitution d'un outil statistique, qui fait cruellement défaut au tourisme. Les crédits affectés à la statistique et à l'analyse augmentent de 18 %. M. Carraz a annoncé que les efforts de son secrétariat d'État porteront, particulièrement, sur la promotion du tourisme fluvial et du tourisme vert.

Après un solde positif de 12 milliards de francs en 1983, M. Carraz prévoit, pour 1984, un excédent pour les échanges touristiques en progrès, « avec l'objectif d'un doublement par rapport à 1982 ». M. Cresson, ministre de tutelle du tourisme, a souligné à cet égard que « le rattachement du tourisme au commerce extérieur s'accompagnera d'un effort exceptionnel de promotion à l'étranger, avec des crédits, pour ce poste, en augmentation de plus de 53 %, pour atteindre 33,5 millions ».

J.-L. A.

que la majorité ne saurait guère contester : rigidités excessives, spécialisation insuffisante dans les secteurs « porteurs » à haute technologie, courants d'exportation insuffisants dans les pays industriels et trop axés sur les marchés traditionnels des pays en développement.

Dans sa réponse, M. Cresson a admis l'existence de « faiblesses de notre commerce extérieur ». Elle a indiqué, notamment, que la France est confrontée à une baisse de volume des « grands contrats » de 30 % en un an. Le ministre a affirmé que le budget de son ministère « traduit (...) la priorité que le gouvernement accorde au redressement de nos échanges extérieurs et qu'il permettra de poursuivre, en 1984, le redressement

du dernier semestre de 1983 ». Elle a ajouté : « Il n'est pas possible d'être fort à l'étranger sans tenir solidement un marché intérieur. Il ne saurait y avoir de situation solide sur le marché intérieur sans confrontation avec la compétition internationale ».

L'augmentation, par M. Cresson, d'une série de mesures ponctuelles ou d'actions précises, n'aura sans doute pas été considérée par l'opposition comme une réponse satisfaisante, mais la discussion du budget du commerce extérieur aura au moins confirmé, s'il en était besoin, que la clé d'un redressement durable des échanges extérieurs de la France se trouve autant chez M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie, que chez M. Cresson.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

## Commerce et artisanat

## Les choses ne sont pas si simples

L'Assemblée nationale a adopté, dans la nuit du mardi 25 octobre au mercredi 26, le budget du ministère du commerce et de l'artisanat. Les crédits de celui-ci sont de 471,9 millions de francs, en augmentation de 4,8 % sur ceux de 1982.

Et voilà ! Tous les intervenants, quelle que soit leur étiquette politique, insistent sur l'importance du commerce et de l'artisanat dans la vie du pays, sur la nécessité de lui apporter le soutien dont il a besoin. Pourtant, le ministère qui en a la charge est faiblement doté en moyens d'action.

Est-ce, simplement, parce que « les choses ne vont pas si mal que cela », comme le pense le ministre, M. Michel Crépeau, puisque ces secteurs « ont su se développer sans une tutelle trop pesante de l'État » ? Pas seulement. D'abord parce que, pour l'opposition, l'administration se préoccupe encore trop des commerçants et des artisans : « Faites-les vivre ! », lance M. Jean-Paul Chéri (R.P.R., Loiret) : « L'État étouffe les commerçants et les artisans par ses contrôles, ses taxes, ses taxes, ses taxes... ». Les « accusations perfides », qui mettent en cause une profession après une autre. Ensuite, parce que chacun veut bien convenir que l'action de soutien à mener doit surtout être de la responsabilité des régions, même si M. Louis Bouvard (U.D.F., Morbihan) craint que celles-ci n'aient pas les moyens financiers nécessaires pour faire face aux besoins. Enfin et surtout, parce que le développement du commerce et de l'artisanat est plus affaire d'environnement qu'autre chose.

Ainsi, M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur pour avis de la commission de la production, a souligné que ces secteurs « ont mieux et plus longtemps résisté que d'autres », mais que le recensement de la consommation des ménages avait « déjà quelque peu affecté leur acti-

on ». De même, M. Paul Balmigère (P.C., Hérault) a pu se féliciter des nombreuses mesures législatives ou réglementaires prises depuis deux ans en faveur des commerçants et artisans, qui vont pouvoir, aussi, bénéficier des mesures d'aide aux petites et moyennes entreprises prévues dans le projet de budget pour 1984, comme l'a souligné M. Veronique Neiertz (P.S., Seine-Saint-Denis). Elle a, toutefois, souligné une difficulté : la totalité des crédits prévus en 1983 (7,2 millions de francs) pour accorder à ces entreprises des prêts bonifiés n'est pas, en réalité, selon M. Neiertz, la responsabilité en revient aux banques, qui ne font pas l'effort suffisant d'information.

M. Crépeau en est convaincu : il a prévu que, si les deux organismes bancaires qui ont le monopole de la distribution de ces prêts bonifiés — Banques populaires et caisses de Crédit agricole mutuel — ne faisaient pas l'effort nécessaire, ce prêt-à-vie pourrait leur être retiré. Cela étant, il a expliqué que son budget s'articule autour de trois axes prioritaires : la formation des hommes (des crédits augmentent de 17 % pour l'artisanat et de 34 % pour le commerce) ; l'adaptation de ce secteur à l'information, par la mise en place de micro-ordinateurs, dans les centres de formation, en 1984, et dans les « chambres de métiers » en 1985 ; enfin, le soutien au commerce et à l'artisanat dans les zones sensibles : montagne, campagnes en voie de désertification, mais aussi certaines des villes : en ce qui concerne cette dernière action, les crédits pour l'artisanat augmentent de 29,3 % et ceux pour le commerce de 13 %.

L'Assemblée a voté, à la demande du ministre et de la commission de la production, une augmentation du plafond de la taxe payée par les artisans aux chambres de métiers, de 325 francs à 355 francs.

Th. B.

## Droits de la femme

## « La meilleure dot d'une fille c'est le métier »

L'Assemblée nationale a examiné, mardi 25 octobre, le budget du ministère des droits de la femme. Les crédits de ce ministère s'élevaient à 109,6 millions de francs, en augmentation de 8,2 % par rapport à 1982. Ces crédits, inscrits dans les services du premier ministre — services généraux —, seront soumis au vote en même temps qu'eux.

Le budget des droits de la femme a vu l'opposition se joindre à la majorité pour rendre hommage à M. Yvette Roudy, qui a été chargé de ce ministère. M. Emmanuel Hamel (U.D.F., Rhône), rapporteur spécial de la commission des finances et seul membre de l'opposition inscrit dans la discussion, observant que le montant des crédits de ce ministère ne représente « qu'un dixième des dépenses nettes de l'État », a déclaré, à l'adresse du ministre : « Vous compensez leur faiblesse relative par votre dynamisme ».

On pourrait ajouter que M. Roudy a de son rôle une vision qui ne se limite pas, à des idées désormais reconnues, au moins en paroles, sur l'égalité des sexes, notamment sur le statut professionnel. Dans les couloirs de l'Assemblée, M. Roudy affirmait crânement : « La meilleure dot d'une fille, c'est le métier ». Au fil du débat, les députés ont aligné des chiffres, qui

justifient la priorité donnée par le ministre, en 1984 encore, à la formation professionnelle et à l'emploi. Michel Berson (P.S., Essonne) a rappelé que les femmes représentent environ 40 % de la population active, mais 60 % des demandeurs d'emploi. M. Eliane Provost (P.S., Calvados) a précisé qu'elles constituent aussi 64 % du monde des salariés. M. Gbislaine Toutain (P.S., Paris), rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, a ajouté que la proportion de femmes bénéficiaires des stages de l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) est passée de 18 % en 1981 à 22 % en 1982. M. Roudy a ajouté qu'un objectif de 25 % avait été fixé pour 1984.

Second volet de l'action du ministère de M. Roudy, l'aide aux « femmes marginales », selon l'expression de M. Martine Fraillon (P.S., Yvelines), qui désignait ainsi les femmes seules, les prostituées, les anciennes prisonnières, les femmes battues, auxquelles M. Roudy a ajouté les immigrées. Le ministre a observé à cet égard que, depuis 1975, le nombre de mères célibataires a augmenté de 84 % et celui des mères divorcées de 140 %. Trois centres d'aide et d'information sur le recouvrement des pensions alimentaires devraient ouvrir au début de 1984 à Créteil, à Lille et à Paris, dans des locaux dépendant des municipalités.

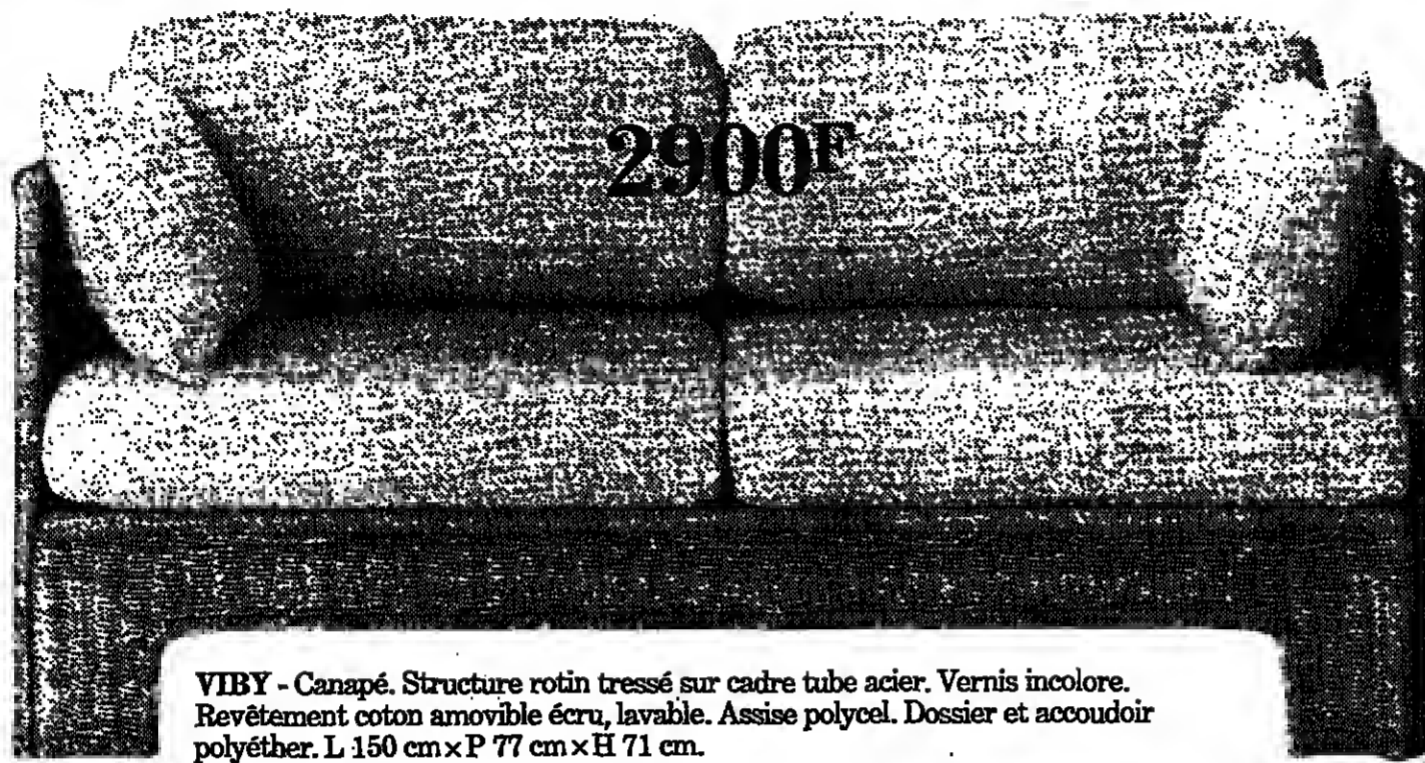
J.-L. A.

**EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI**  
documentation sans engagement  
**COURS LE FRAL**  
387 25 00  
30, rue des Dames Paris 17<sup>ème</sup>

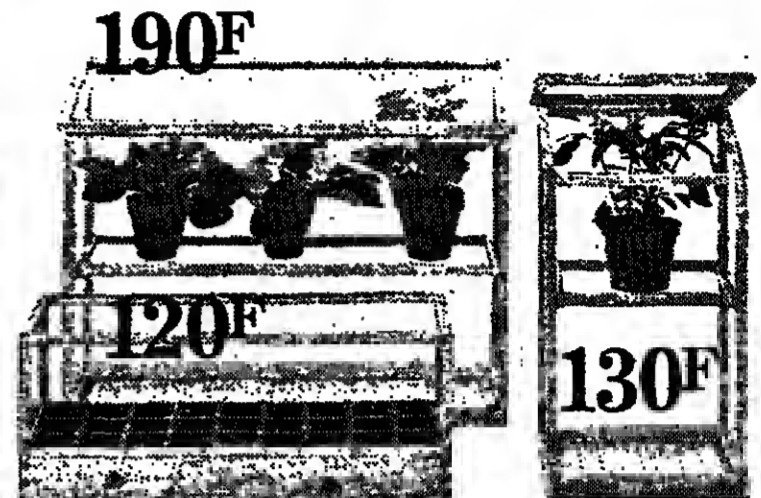
MECANIQUE + ELECTRONIQUE  
PROTECTION RENFORCEE  
PICARD PROPOSE

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

# La crise? Quelle crise?



**VIBY** - Canapé. Structure rotin tressé sur cadre tube acier. Vernis incolore. Revêtement coton amovible écru, lavable. Assise polyce. Dossier et accoudoir polyéther. L 150 cm x P 77 cm x H 71 cm.



**FRÖJD** - Mini-serres. Pin massif naturel non traité. Verre synthétique. H 47x25 Lx21 P. H 47x60 Lx21 P. H 20x53 Lx21 P.



**RICKARD** - Chaise. Pin massif naturel, vernis incolore. L 44 cm x P 49 cm x H 93 cm x assise 45 cm.

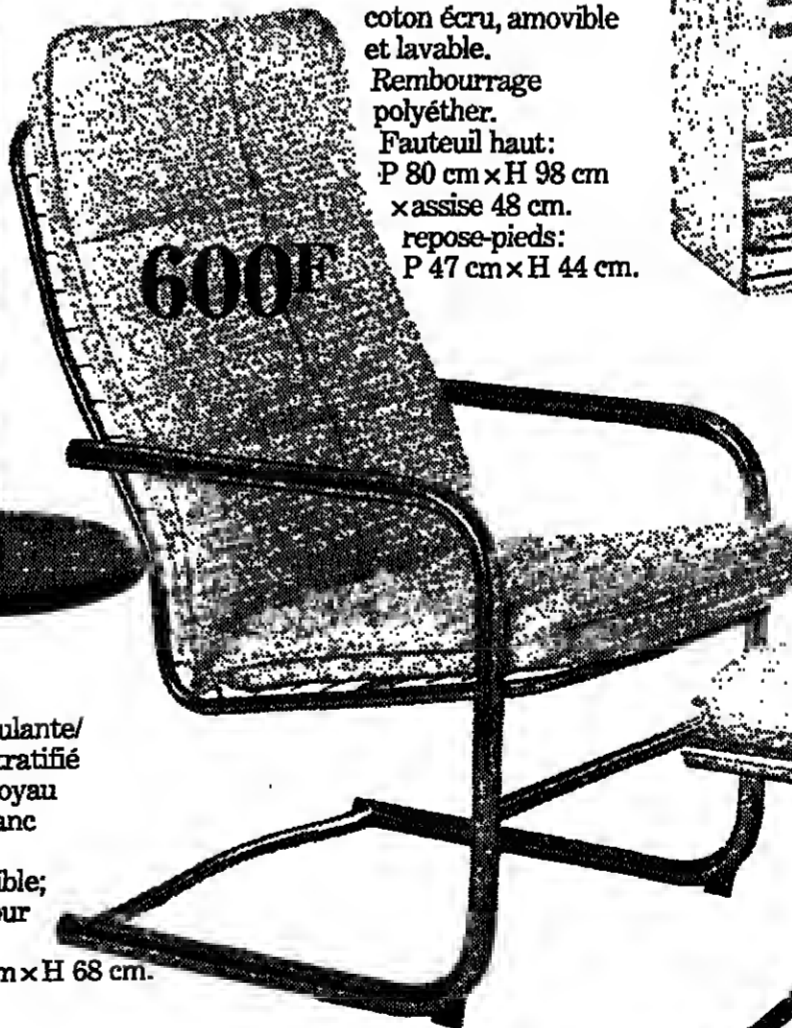
**PORTE-COUTEAUX** Pin massif non traité. (hors couteaux) **49F**



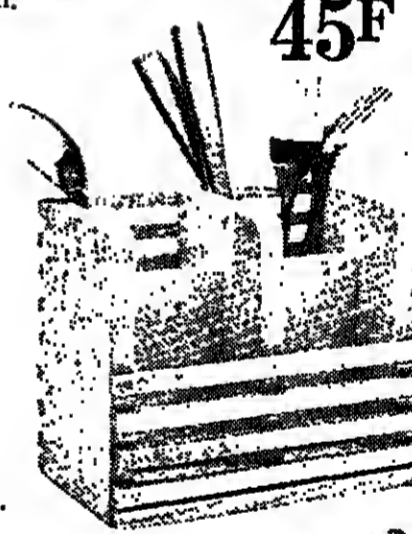
**BRUTTO** Lampadaire. Métal laqué, rouge. Intérieur abat-jour blanc. H 112 cm. Abat-jour 14x19 cm.

**ARIA/ACKORD** Lampe de table. Tube acier chromé H 22 cm. Abat-jour plastique blanc, rouge ou noir. Intérieur blanc Ø 33 cm.

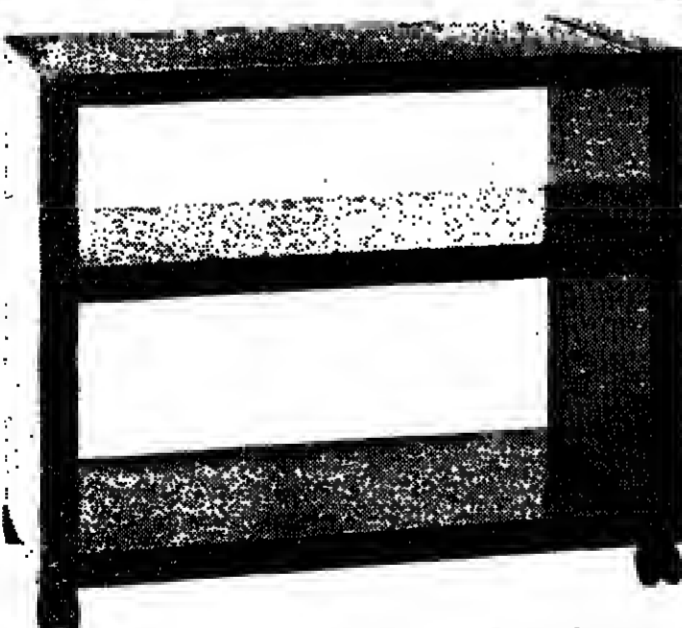
**LIMA/IDEAL** - Fauteuil. Structure tube acier chromé. Revêtement coton écru, amovible et lavable. Rembourrage polyéther. Fauteuil haut: P 80 cm x H 98 cm x assise 48 cm. repose-pieds: P 47 cm x H 44 cm.



**EGOUTTOIR A COUVERTS** Pin non traité. (hors couverts) **45F**



**SMED** Porte-manteaux. Tube métal laqué époxy noir. Crochets: 4 grands et 4 petits. H 174 cm. **280F**



**LACK** - Table roulante/ meuble stéréo. Stratifié sur aggloméré, noyau dufalite, laqué blanc ou rouge. 1 étagère extensible; trous perforés pour range-disques. L 79 cm x P 45 cm x H 68 cm.

C'est la crise! les prix montent à des hauteurs vertigineuses. Sauf chez IKEA. Chez IKEA on cherche les symptômes de la crise. En vain. Consultez notre catalogue (gratuit bien évidemment). Les prix ne bougeront

pas pendant un an (c'est juré), et certains ont même diminué depuis l'année dernière. Pourtant la qualité de nos meubles reste immuable. Nous avons des principes et nous les respectons. Un de nos

principes c'est aussi d'inventer. Alors venez voir nos nouveautés, nos nouvelles lignes, nos nouveaux tissus, nos nouvelles couleurs. La crise? chez IKEA quelle crise de rire!

IKEA EVRY - AUTOROUTE DU SUD  
SORTIE AIRE DE LISSES TEL. (6) 497.65.65.  
Lun., Mar., Mer., Ven.: 11-20 h - Jeu.: 11-22 h  
Sam.: 9-20 h - Dim.: 11-19 h  
RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS

Ils sont fous ces Suédois



IKEA BOBIGNY. CENTRE COMMERCIAL  
BOBIGNY 2 - TEL. (1) 632.92.95  
à 5 mn de la Porte de Pantin  
Lun., Mar., Mer.: 11-20 h - Jeu. et Ven.: 11-22 h  
Samedi: 9-20 h  
IKEA LYON. CENTRE COMMERCIAL  
DU GRAND VIRE VAULX-EN-VELIN

## POLITIQUE

### Le Sénat veut doter les membres des juridictions administratives d'un statut législatif

Titre I, le plus important; titre II, le plus moderne; titre III, le plus novateur. C'est ainsi que leur auteur, M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des réformes administratives, qualifie chacun des trois volets du nouveau statut de la fonction publique. Examiné par le Sénat mardi 25 octobre, le titre II, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (*le Monde* du 11 mai), prend appui sur les textes de 1946 et de 1959 et intègre des dispositions législatives approuvées depuis mai 1981, comme la titularisation des auxiliaires, la suppression des discriminations fondées sur le sexe, l'accès des handicapés de la fonction publique, la réforme de l'ENA, la nouvelle définition du « service fait » en cas de grève, ou encore le congé pour formation syndicale. M. Le Pors relève que la concertation, qui a précédé l'élaboration du texte examiné, « a permis de transformer un climat de scepticisme en une adhésion quasi générale ».

Pour le rapporteur de la commission des lois, M. Raymond Bouvier (U.R., Haute-Savoie), la réforme « n'a pas l'urgence qu'on lui prête » en raison du renvoi, trop souvent prévu, à des décrets qui ne seraient peut-être, dit-il, jamais publiés. Se faisant l'interprète de la majorité sénatoriale, le rapporteur se montre moins sensible à la modernité globale du projet qu'à l'actualité de certains de ses points. Pour lui comme pour ses collègues, l'actualité en ce domaine touche, d'une part, aux juridictions administratives et, de l'autre, à l'ouverture de la troisième voie d'accès à l'ENA.

Sur le premier point, M. Pierre Lacour (Un. cent., Charente) s'est fait l'interprète des arguments du syndicat de la juridiction administrative, dont le statut est réglementaire, alors que celui des magistrats judiciaires relève d'une loi organique et que celui des membres des chambres régionales des comptes est législatif. Pour M. Lacour, la « mauvaise querelle » faite aux juridictions administratives, à propos des décisions prises sur le contentieux électoral rend d'autant plus nécessaire la fixation, par la loi, du statut de leurs membres. M. Félix Ciccolini (P.S., Bouches-du-Rhône) estime, également, que les statuts particuliers des juridictions qui n'appartiennent pas à l'ordre judiciaire ne peuvent être réglés que par la loi.

Rappelant que le gouvernement « ne s'est jamais départi de sa confiance » dans la « compétence » et l'« indépendance » des juridictions administratives, M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, compétent en matière de tribunaux administratifs, plaide pour le statu quo. Son engagement de créer un haut conseil des tribunaux administratifs et ses démonstrations techniques s'ont pas convaincus les sénateurs, qui ont voté un amendement de la commission des lois insérant un article additionnel, selon lequel « les membres du Conseil d'Etat et les tribunaux administratifs relèvent d'un statut particulier fixé par la loi ».

Sur le second point abordé égale-

ment par M. Lacour, mais évoqué notamment par deux anciens élèves de l'ENA, MM. Josselin de Rohan (R.P.R., Morbihan) et Jacques Larché (R.L., Seine-et-Marne), président de la commission des lois, les sénateurs ne veulent pas se déjuger. Aussi, par un amendement de suppression, ils ont maintenu leur hostilité aux conditions mises à l'ouverture d'une troisième voie d'accès à l'école.

Outre un certain nombre de modifications de coordination adoptées, sur proposition du gouvernement ou de la commission, la Haute Assemblée a décidé de supprimer la douzaine d'articles (65 à 77) qui reprenaient les dispositions transitoires de la loi du 11 juin 1983 relative à l'intégration des agents non titulaires de l'Etat et qui, selon la commission, n'apportaient aucune garantie supplémentaire.

Avec l'accord de M. Le Pors, a été rétablie une disposition de l'ordonnance de 1959 stipulant qu'un fonctionnaire bénéficiant d'un avancement de grade est tenu d'accepter l'emploi qui lui est assigné dans son nouveau grade, sous peine, en cas de refus, de se voir radié du tableau d'avancement ou de la liste de classement.

Les modifications apportées au texte ont conduit les sénateurs socialistes et communistes à s'abstenir dans le vote d'ensemble.

ANNE CHAUSSEBOURG.

● Pour connaître le Sénat. — Une nouvelle édition du livre *Pour connaître le Sénat*, publiée pour la première fois en 1975, lors de la célébration du centième anniversaire de la création du Sénat, vient d'être mise au point par un groupe de fauconniers de la Haute Assemblée. L'ouvrage, actualisé et complété, qui ne se veut pas un manuel, mais un traité pratique de droit et de techniques parlementaires, paraît à l'occasion du récent renouvellement triennal. Edité par la Documentation française (29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07), ce livre est en vente au prix de 80 francs.

### Une mise au point de M. Romain Marie

Nous avons reçu de M. Romain Marie, fondateur et animateur des comités *Chrétien-Solidarité*, la lettre suivante en réponse à deux articles d'Alain Rollat et d'Edwy Plenel consacrés à l'extrême droite.

Mis en cause personnellement dans deux articles parus dans *le Monde* des 7 et 19 octobre, je tiens à utiliser mon droit de réponse pour vous préciser les points suivants.

— Sur l'article d'Alain Rollat :

1) Celui-ci contient une grave inexactitude. Je n'ai en effet jamais appartenu à Jeune Nation et si je me définis volontiers comme un homme de la droite chrétienne et nationale, je n'accepte pas l'épithète d'extrême droite.

2) Le dessin de Plantu entouré par l'article me concernant me désigne tout particulièrement et me porte préjudice. Il est tout à fait inadmissible. Je n'ai jamais porté un casque, sinon pendant mon service militaire, et encore moins en aurais-je porté un frappé d'un emblème qui n'est pas le mien.

Je n'ai par ailleurs jamais exercé de violence à l'égard de qui que ce soit. J'ai eu par contre à en souffrir lorsque j'étais secrétaire général de la fédération des étudiants de Toulouse. J'ai notamment été matraqué en 1966, car j'apportais mon soutien à la cause israélienne.

— Sur l'article d'Edwy Plenel :

L'article déforme gravement et mes propos et ma pensée.

Edwy Plenel sait que j'ai été indigné que l'on puisse me demander si j'étais antisémite et je lui ai dit combien je trouvais odieux que l'on puisse taxer les hommes de droite d'antisémitisme.

Je lui ai fait remarquer qu'avec ce genre de raisonnement on pourrait accuser les juifs de communisme sous le prétexte par exemple que nombre de juifs russes se sont engagés dans la révolution bolchevique, dont ils formaient l'essentiel de l'encadrement; ce qui est une vérité parfaitement indiscutable et parfaitement admise par tous les historiens.

J'ai rappelé à M. Plenel que Boris Souvarine, toujours vivant, un des principaux artisans du congrès de Tours, en 1920, Français d'origine russe et juif, a écrit un monument de la pensée contemporaine : *Staline*. La lecture de cet ouvrage apprendrait à M. Plenel que plus de 70 % des membres du comité central bolchevique, au moment de la révolution d'Octobre, étaient d'origine juive.

Pour autant, si beaucoup de juifs étaient à cette époque et dans ce pays membres du parti communiste, je n'en conclus évidemment pas que tous les juifs sont communistes en tout temps et en tout lieu.

Quant aux hommes de droite, ils ont été rarement antisémites, et en tout cas bien moins que les prophètes socialistes du dix-neuvième siècle! On trouvera sur ce sujet dans le récent livre d'Arthur Comte consacré à Marx toutes les abominations proférées sur ce sujet par Proudhon, Bakounine et, bien que juif, par Marx lui-même!

M. Plenel n'a pas rappelé non plus que, dans les années 65, j'accueillais dans mon local du 11, rue des Gestes à Toulouse les juifs d'Afrique du Nord, parmi lesquels je comptais depuis de nombreux amis. Je discute effectivement avec eux très librement des problèmes juifs comme je discute des problèmes basques avec mes amis basques.

Ma pensée s'articule d'ailleurs dans les deux cas selon une doctrine décentralisatrice, régionaliste et communautaire.

Je me désole en effet avec mes amis juifs de ce que certains extrémistes de leur communauté puissent en venir à poser des affiches telles que celles qui fleurissent dans certains quartiers de Paris et qui portent notamment la phrase suivante : « L'assimilation nous détruit ». Cela dit, je crois par contre effectivement que chaque communauté religieuse, ethnique ou régionale, devrait, en France, bénéficier de droits communautaires reconnus.

Je tiens à vous préciser au passage que, sur ce sujet, mes positions fédéralistes n'engagent que moi, et aucun cas le CNIP.

Je tiens enfin à rappeler que j'écrivais après l'attentat de la rue Copernic une « Lettre à mes amis juifs » que ceux-ci firent circuler en grand nombre : j'invitais les juifs à ne pas tomber dans la provocation, à ne pas se laisser entraîner et à ne pas se laisser entraîner par le MKAP, courtoisie de transmission du parti communiste français, dont on sait la sympathie pour les terroristes palestiniens.

[Nous remercions acte de fait que M. Romain Marie affirme n'avoir jamais appartenu au mouvement Jeune Nation. En réalité, M. Marie a adhéré dans les années 70 au sein des Groupes d'action jeunesse (GAJ), héritiers, par d'autres organisations, de Jeune Nation. Quant au dessin de Plantu, il ne s'agit pas d'un portrait de M. Marie mais d'une caricature de cet « homme aux idées de sabotage » à laquelle M. Marie appartient en effet. — A. R.]

Nous remercions nos lecteurs à nos éditions de 19 octobre qui rendaient compte de la Journée d'amitié française, tenue à Paris le 16 octobre et organisée par les comités *Chrétien-Solidarité* animés par M. Romain Marie. Ses propos et sa pensée s'y sont bien exprimés. Nous tenons à dire que M. Marie reconnaît le qualificatif d'antisémite, voulait discuter du « problème juif » comme de problèmes basques, affirmant que « l'internationalisme communiste était composé essentiellement de juifs » et qu'il n'avait pas « conscience (...) pour laquelle les intérêts de la justice sont supérieurs à ceux de la société française ». Il n'écrit pas autre chose aujourd'hui. De même, le 16 octobre, il s'est à préciser politiquement, après notre entrée à la tribune de la Journée d'amitié française : « J'ai dit à ce qui a été dit... » Il insistait, déjà, sur le fait qu'il avait des « amis juifs ». — E. P.]

Par ailleurs, M. André Figueras nous prie de préciser que le titre exact de son ouvrage, mentionné dans notre compte rendu de la Journée d'amitié française (*le Monde* du 19 octobre), n'est pas « Ce canal de Dreyfus » mais « Ce canal de Dreyfus » (60 F, édité par l'auteur).

**Pour l'autogestion**  
ici et maintenant  
désarmement unilatéral !

démantèlement des forces françaises  
arrêt de la recherche que le régime à assumer  
démantèlement des sous-marins nucléaires  
arrêt de la production de plutonium  
arrêt des essais atomiques dans le pacifique

Mensuel de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire  
en vente 3 F dans les librairies parisiennes, auprès  
des militants et au siège du journal :  
42, rue d'Avron, 75020 Paris  
SPÉCIMEN GRATUIT SUR DEMANDE

## INGÉNIERIE-ARCHITECTURE

# HALTE AU PROGRÈS ?

Un projet de loi traitant de l'architecture et des missions d'ingénierie est annoncé comme imminent. Les orientations de ce projet s'inspirent d'une conception dépassée de ces professions. Sur un tel enjeu national, les sociétés d'ingénierie françaises (qui se sont placées au 3<sup>e</sup> rang mondial) proposent, avant qu'il ne soit trop tard, des solutions de progrès au service de l'intérêt général.

### PEUT-ON CONSTRUIRE SANS SE SOUCIER DES COÛTS ?

L'argent facile? Plus personne, aujourd'hui, ne peut construire sans une rigueur absolue.

Qu'il s'agisse de logements, d'un hôpital, d'une usine ou d'un barrage, celui qui commande l'ouvrage doit — pour être vraiment « maître de l'ouvrage » — contrôler les coûts à chaque stade de son projet. D'autant plus s'il est organisme d'Etat ou collectivité locale et donc comptable de l'argent public.

Comment accepter dès lors que les textes en préparation abandonnent le souci de construire au moindre coût et favorisent des missions incomplètes qui dilueront les responsabilités?

### ... SANS TIRER PARTI DE L'INNOVATION ?

Comment peut-on envisager de définir les missions d'ingénierie et d'architecture à partir d'habitudes héritées du passé? Sans tenir compte du développement de l'informatique, du recours progressif à la conception assistée par ordinateur (CAO), sans intégrer les nouvelles méthodes et les progrès des techniques?

Les nouvelles technologies bousculent la chronologie et le découpage traditionnel des tâches d'études et de chantier. Alors évitons d'accentuer ces découpages, ce qui ferait prendre dix ans de retard à la France.

La solution de progrès? Rejeter tout éclatement de la conception entre les intervenants. Constituer, dès le départ, une équipe de conception complète et cohérente, chargée de mener le projet à son terme.

### ... SANS CHERCHER A EXPORTER ?

La compétition internationale n'a que faire des séparations traditionnelles qui se perpétuent en France entre les métiers de conception: architectes, ingénieurs, économistes...

Et le maintien des structures françaises est souvent un frein à l'exportation. N'est-ce pas le moment d'alléger enfin ce handicap en rassemblant toutes les compétences nécessaires au sein d'une véritable équipe de conception? Ce pourrait être le levier d'un bond fantastique de notre industrie à l'étranger.

Un chiffre pour préciser: chaque heure de travail d'un professionnel de l'ingénierie entraîne 7 à 12 heures de travail dans les entreprises françaises.

### SANS AMÉLIORER LA QUALITÉ DE NOTRE CADRE DE VIE ?

Qui est responsable de la qualité? Lorsqu'un ouvrage est achevé, plusieurs compétences ont joué. Et la qualité est le résultat de ce travail de conception qui rassemble architectes, ingénieurs, économistes en une équipe où s'effectuent des choix et des arbitrages.

Par exemple la qualité d'un logement dépendra aussi du confort qu'il apporte à la famille qui va l'habiter (bruit, économies de chauffage, qualité des matériaux...). La qualité d'un barrage se mesure aussi à sa sécurité. Et pour une usine, la qualité devra également signifier qu'elle peut atteindre ses objectifs de production à un prix de revient compétitif sans négliger les conditions de travail, la qualité... Il serait temps d'y penser.

LA LOI EN PREPARATION NE DOIT PAS IGNORER CES OBJECTIFS DE PROGRÈS.



Chambre Syndicale des Sociétés d'Etudes et de Conseil - 3, rue Léon-Bonnat - 75016 PARIS - Tél. 524.43.53

02/10/1983

Jeudi 150

Le Monde

# société

## LE PROCÈS DES « GRACES MÉDICALES »

### Une mauvaise journée pour le docteur Solange Troisier

M<sup>me</sup> Solange Troisier, ancien médecin-inspecteur de l'administration pénitentiaire, a passé une mauvaise journée, mardi 25 octobre, devant le tribunal correctionnel de Versailles. Titulaire d'une chaire de médecine pénitentiaire, membre du conseil central du R.P.R., cette descendante du bailli de Suffren, aujourd'hui âgée de soixante-quatre ans, a perdu pied sur les questions précises de la présidence. M<sup>me</sup> Jacqueline Cochard et les attaques de son ancien allié M. André Fraticelli.

An cours d'un interrogatoire serré — au cours duquel elle n'a cessé de clamer qu'elle avait entièrement consacré vingt années de sa vie aux détenus — elle s'est exclamée, à bout : « Je crois que je n'ai jamais rien fait de mal. Il n'y a eu aucune malice de ma part. Il n'y a que du cœur et de la rigueur. Je suis une Française et une citoyenne ».

Pourtant, les explications que cet ancien député a fournies sur son attitude lors du processus de libération du trafiquant de drogue, Robert Kéchichian, suscitent de nombreuses questions. Son comportement n'a pas été des plus rationnels et sa complicité avec M. Fraticelli et le docteur Alain Colombani ne fait guère de doute à l'issue des débats. Le

docteur Troisier a constamment oscillé entre les demi-vérités, les contre-vérités et un clair-obscur, qui a laissé perplexes la présidence. A tel point que le procureur de la République, M. Robert Barbat, lui a fait remarquer : « Ce n'est pas votre culpabilité, mais votre honneur professionnel qui est en cause ».

M<sup>me</sup> Troisier a beaucoup varié dans ses déclarations et son audition n'a pas contribué à éclaircir sa position pour le moins étrange dans cette affaire. En premier lieu, pour ce qui concerne ses relations très amicales avec M. Fraticelli. Ensuite, avec le docteur Colombani : elle est en contradiction complète avec lui sur les raisons qui ont motivé la rédaction de sa lettre du 4 juillet 1981, dans laquelle elle affirmait que « les jours de Kéchichian étaient en danger ». Enfin, vis-à-vis de Kéchichian, « qu'elle recommande très chaudement », une fois libre, à un confrère, précisant dans une correspondance, qu'elle « vient de le faire sortir des Baumettes ». « Un loprus », dirait-elle, pour se justifier. Mais un loprus qui s'ajoute à une série d'incohérences qu'elle n'explique que très imparfaitement.

Ses interventions par téléphone, par courrier étaient à chaque fois,

selon ses déclarations, motivées par l'aggravation de l'état de santé de Kéchichian. Un malade qu'elle n'avait jamais vu. Elle a fait confiance au docteur Colombani qui, d'ailleurs, bien maladroitement, avait formulé un pronostic très défavorable sur lequel elle s'est appuyée. On ne saura même pas qui des deux a eu l'initiative du coup de téléphone ; on ne saura pas davantage à qui la lettre a été adressée. Colombani ou Fraticelli ? Là encore, on reste dans le flou. Mais M. Fraticelli a été un intermédiaire discret, actif.

#### Les banderilles de M. Fraticelli

M<sup>me</sup> Troisier le ménage. Il est trop tard pour changer de tactique. En revanche, M. Fraticelli se comporte comme un muflin. Il s'écartera, au terme d'une envolée : « M<sup>me</sup> Troisier est une diva ! Il faut toujours qu'elle chante, qu'elle soit la plus belle, la plus écoutée. Mais c'est comme La Callas, cela n'a qu'un temps ».

L'ancien avocat, qui fait front commun avec le docteur Colombani, a placé ses banderilles. Une nuance cependant : il n'est plus en robe mais

● Deux chauffeurs de cars sco-Jaltes en état d'ivresse. — MM. Claude Chagnon, quarante-trois ans, et Guy Lacote, trente-sept ans, qui assuraient le transport, respectivement, de trente-neuf et de vingt-trois enfants du lycée de La Châtre (Indre), ont subi un contrôle sanguin à l'heure de sortie des écoles : le premier avait 1,40 gramme d'alcool dans le sang et le second 2,62 grammes. Sur trois cents automobilistes contrôlés, précise la gendarmerie, seuls les deux chauffeurs présentaient un taux d'alcoolémie supérieur à la limite admise (0,80 gramme par litre de sang). Ils ont été inculpés, mardi 25 octobre, à Châteauroux (Indre), de « conduite sous l'empire d'un état alcoolique ».

Rennes a condamné, le mardi 25 octobre, un inconnu breton, M. Jean-François Bideault, à vingt mois de prison pour insoumission et refus d'obéissance. Après avoir refusé aux témoins la possibilité de s'exprimer en breton, le président, M. Hugues de Laporte-Many, a ordonné l'expulsion d'un témoin, puis de l'ensemble du public. M. Bideault a alors tourné le dos au tribunal.

Au cours de la même audience, M. Gilles Hervé, vingt-cinq ans, militant libertaire, a été condamné à quinze mois de prison pour refus d'obéissance. Le tribunal permanent des forces armées de Rennes lui avait infligé la même peine en mars 1982, mais son jugement avait été cassé par la Cour de cassation. — (Corresp.)

Le Rosier, trente-trois ans, a été inculpé de violence illégitime per M. Yves Cornéloup, juge d'instruction à Paris, le 25 octobre. Les faits en cause remontent au 10 mai 1983, vers 2 heures du matin.

La présence d'un cambrioleur avait été signalée au 143, rue Saint-Manr, à Paris (11<sup>e</sup>). Une brigade s'était rendue aussitôt sur les lieux. A la lumière de leur lampe-torche, les gardiens de la paix aperçurent la silhouette d'une personne qui avait un objet métallique à la main. L'un des gardiens, M. Le Rosier, fit alors feu avec son arme administrative. L'homme, M. Philippe Barre, vingt-trois ans, fut blessé au thorax et subit une incapacité de travail de trente jours. Ce n'était pas un cambrioleur mais un locataire de l'immeuble. Il ne parvenait pas à introduire la clé de son appartement dans la serrure de la porte.

● Un inconnu breton condamné. — La chambre spécialisée des affaires militaires du tribunal de

● « Bavière policière » et inculpation. — Le gardien de la paix Jacky

### L'UN DES AUTEURS DE « SUICIDE MODE D'EMPLOI » A ÉTÉ INculpé D'HOMICIDE INVOLONTAIRE

#### « J'ai peur de me rater »

M<sup>me</sup> Nida Bertolini, premier juge d'instruction à Paris, a inculpé, le 25 octobre, M. Yves Le Bonniec coauteur avec M. Claude Guillon du livre *Suicide mode d'emploi* (éditions Albin Moreau) d'homicide involontaire par fourniture de moyens et de non-assistance à personne en danger. Cette inculpation résulte d'une plainte déposée par le bâtonnier Fernand Guizard, du barreau de Montpellier, au nom des parents de Michel Bonnel, ancien administrateur, qui s'est donné la mort à trente-neuf ans, le 6 mars, au domicile parisien de son frère.

de recourir à l'une ou l'autre de ces méthodes non chimiques ».

Michel Bonnel retardera la décision de se suicider jusqu'au 6 mars 1983. Entre-temps, son médecin lui a prescrit, pour soigner sa dépression, un neuroleptique sous forme de comprimés. Le 6 janvier, Michel Bonnel écrit à nouveau aux deux auteurs. Ce neuroleptique est mentionné dans leur livre, mais sous forme de gouttes. « A raison de combien de comprimés », leur demande-t-il, peut-on « aboutir au suicide ? ».

A deux reprises, Michel Bonnel, qui souffrait de dépression nerveuse, avait écrit aux auteurs de *Suicide mode d'emploi* pour leur demander des conseils pour se supprimer. La première de ses lettres date du 11 novembre 1982. Il y explique qu'il n'arrive pas à se procurer « les médicaments nécessaires » et interroge les auteurs sur des méthodes plus « classiques ». « J'ai pensé plusieurs fois à la pendaison, écrit-il, mais j'ai peur de me rater, ne sachant pas bien faire les nœuds ». Il insiste sur son « désespoir » et ajoute qu'il « pense très profondément à [se] faire disparaître ».

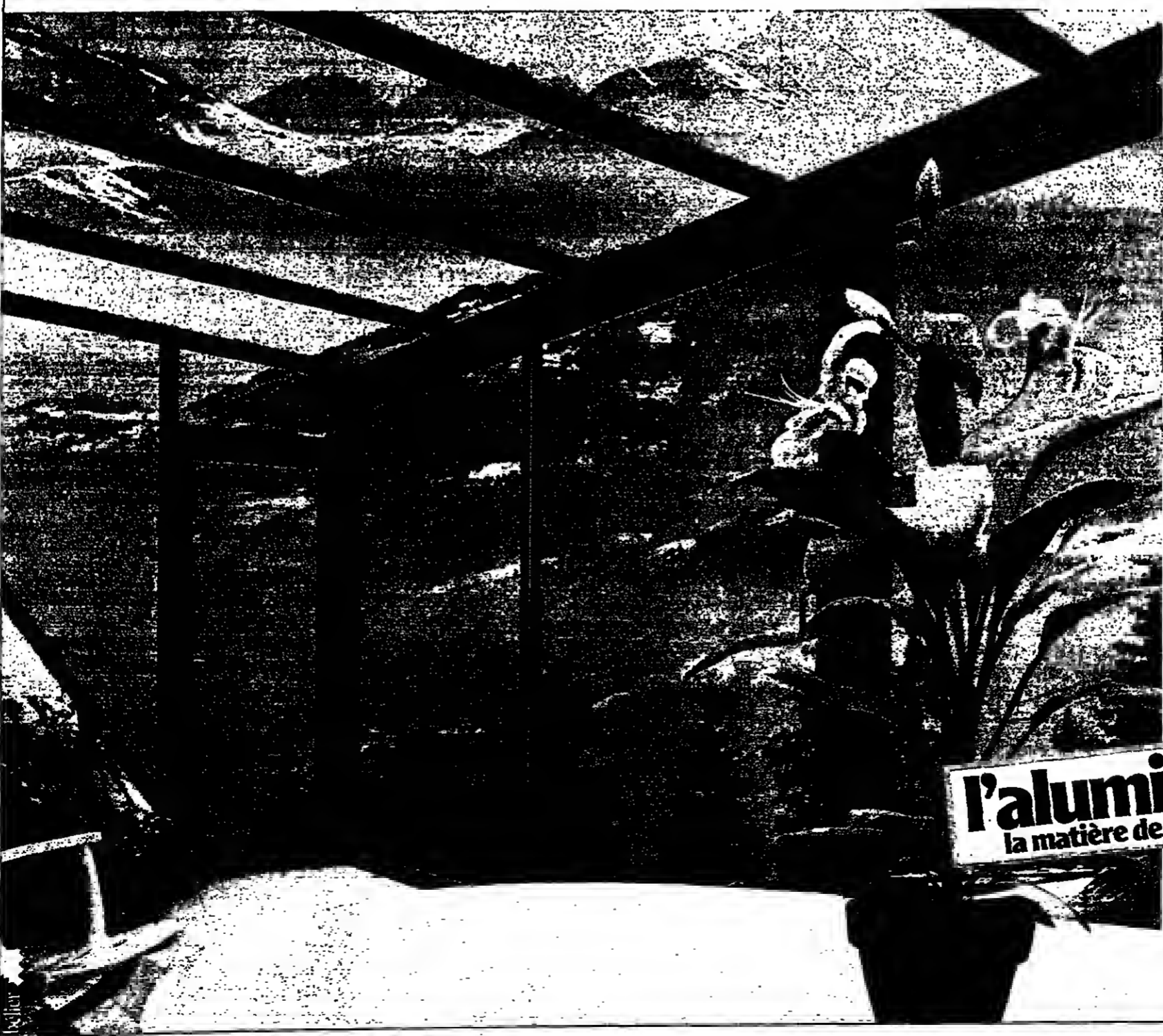
C'est le répanee de M. Le Bonniec à cette lettre qui lui vaut aujourd'hui d'être inculpé, sa première missive n'ayant pas été retenue à charge par le juge d'instruction. Dans cette réponse, du 28 janvier, M. Le Bonniec fournit à Michel Bonnel la précision demandée : il faut « cent cinquante comprimés ».

Dans sa réponse, M. Le Bonniec insiste sur le fait que lui-même et M. Guillon ne sauraient « conseiller à quiconque » aucune des techniques « traditionnelles » mentionnées par Michel Bonnel. Il rappelle que leur préférence va à « l'intoxication médicamenteuse, comme étant, en l'état actuel des connaissances la plus susceptible de procurer une « mort douce » et espère que les précisions qu'il apporte à son correspondant « le dissuaderont

Pour leur défense, MM. Le Bonniec et Guillon ont publié, le 25 octobre, un communiqué : à tous ceux qui nous demandent des « éclaircissements et précisions » sur notre livre, écrivains, nous faisons des réponses consistant à « paraphraser » celui-ci. Soulignent que « rien dans la législation française actuelle ne permet de faire disparaître [leur livre] des librairies », ils déclarent encore : « Le mensonge de nos adversaires est clair : ils tentent d'occultier l'idée selon laquelle les auteurs de *Suicide mode d'emploi* seraient passibles de poursuites dès lors qu'ils reproduisent dans une correspondance privée le contenu d'un livre vendu en librairie. C'est absurde, mais ça porte un nom : détournement de procédure. »

MICHEL BOLE-RICHARD.

## L'aluminium crée des micro-climats.



De mémoire de grenouille, jamais on n'a vu cela : en plein hiver, des micro-climats très doux fleurissent aux quatre coins de la France. Origine du phénomène : l'aluminium. Un baromètre en chute ne fait aucun mal. Oubliées les gelées. Finis les coups de vent. Moral au zénith. L'aluminium offre un maximum de surface vitrée : c'est parfait pour récolter le soleil et entourer les plantes de toute la chaleur qu'elles méritent. Insensible aux écarts de température, au temps qu'il fait comme au temps qui passe, l'aluminium assure une étanchéité sans faille. C'est la matière de la lumière, légère et résistante, idéale pour créer de nouveaux espaces : vérandas, serres, verrières. Avec l'aluminium, élargissez vos horizons, et apprivoisez les saisons.

**l'aluminium**  
la matière de la lumière.

ALUMINIUM CONSEIL  
Tél. 720.31.33

# GRÈS?

SANS AMÉLIORER  
LA QUALITÉ DE  
NOTRE CADRE DE VIE

PROGRES

## ÉDUCATION

## LE DÉBAT SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

## La FEN et le S.N.I. critiquent les propositions de M. Savary

Les représentants de l'enseignement public ont décidé de ne pas répondre favorablement, pour l'instant, à l'invitation à négocier contenue dans les propositions du ministre de l'éducation nationale sur les rapports entre l'Etat et l'enseignement privé, connues depuis le 19 octobre.

Dans des déclarations publiées le 25 octobre, le Syndicat national des instituteurs et des professeurs de collège (S.N.I.-P.E.G.C.) et la Fédération de l'éducation nationale (FEN), deux composantes majeures du Comité national d'action laïque (CNAL), condamnent, dans les propositions ministérielles, l'absence de toute référence à la construction de « service public unifié et laïc de l'éducation nationale », pour autant annoncée dans l'une des cent dix propositions du candidat François Mitterrand. « Nous refusons de nous engager dans des négociations sur la perspective tracée par le gouvernement », a déclaré M. Jean-Claude Barbarant, secrétaire national du S.N.I.-P.E.G.C.

## « Rien n'est encore perdu »

Mais la FEN et le SNI ne souhaitent dire aujourd'hui clairement « ni oui ni non » au texte du 19 octobre,

dans lequel ils voient « une stratégie visant à pérenniser le dualisme scolaire subventionné » et le danger d'un « emiettement », voire d'une « privatisation de l'enseignement public ».

Pourtant, M. Barbarant veut croire que « rien n'est encore perdu. C'est parce que nous pensons avoir les moyens d'infléchir les perspectives tracées par le gouvernement, affirme-t-il, que nous ne disons pas non ».

L'entrevue que doit avoir M. Jacques Pommat, secrétaire général de la FEN, avec le président de la République, le 3 novembre, « pour lui rappeler ses engagements », le congrès du P.S. et les manifestations prévues par le CNAL, constituent pour les laïcs autant d'occasions avouées d'engager « le grand débat nécessaire », excluant tout statu quo. Les dirigeants de la FEN et du SNI admettent qu'ils ne se sentent pas tenus de répondre au ministre dans un délai d'un mois, puisque M. Savary lui-même a publié son texte avec retard. M. Barbarant a précisé, pour sa part, que les manifestations du CNAL, programmées pour la fin novembre, « apporteraient une réponse ».

## LE MINISTRE SE TROMPE D'OBJECTIF estime le président du CNAL

M. Jean Andrieu, président du Comité national d'action laïque (CNAL) et de la Fédération des conseils de parents d'élèves (F.C.P.E.) a fait part au journal la Croix de son mécontentement à l'égard de la façon dont le gouvernement envisage le rapprochement entre l'enseignement public et l'enseignement privé : « Nous avons l'impression d'être confrontés à une erreur politique du gouvernement. Il veut nous engager dans une sorte de match privé-public qu'il arbitrerait. Je n'accepte pas d'être considéré comme le partenaire « de gauche » du partenaire privé « de droite ». Le gouvernement n'a pas à arbitrer, mais à prendre ses responsabilités ».

M. Savary se trompe également d'objectif. Nous ne retrouvons dans les propositions aucune de nos revendications, ni aucun des engagements de M. Mitterrand sur l'unification laïque, même à terme. On va vers la pérennisation du système contractuel entre l'Etat et l'enseignement privé.

Nous ne discuterons les propositions que si elles se placent dans la perspective de l'unification, de la réduction du dualisme.

## La réforme universitaire au Sénat

## M. PELLETIER PREND LA DÉFENSE DES PROFESSEURS

Les sénateurs membres du groupe de la gauche démocratique ont décidé de déposer une dizaine d'amendements au projet de loi sur l'enseignement supérieur, dont l'examen par la Haute assemblée devait commencer ce vendredi 26 octobre. Selon M. Jacques Pelletier, président du groupe, le projet comporte « un certain nombre de qualités », mais il aborde peu des questions aussi importantes que la recherche universitaire. Refusant « l'affrontement droite-gauche » et les batailles de procédure, le sénateur de l'Aisne, ancien secrétaire d'Etat à l'éducation nationale, estime, cependant, que le projet risque de « politiser les conseils, qui devraient être d'abord des lieux où s'expriment les opinions scientifiques ».

Critiquant le scrutin de liste et le collège unique, M. Pelletier explique que « les professeurs ont une responsabilité pédagogique particulière, il est donc néfaste de vouloir aligner à tous prix leurs obligations de service, leurs honoraires d'enseignement sur ceux d'autres catégories d'enseignants ». Le groupe de la gauche démocratique doit déposer un amendement distinguant les fonctions des enseignants et leurs spécificités.

« Nous nous tournons vers le gouvernement, explique-t-il, pour qu'il entende la voix unanime des universitaires passionnés au-delà de tous les clivages idéologiques par le seul avenir de notre université ».

## LE MAUVAIS ŒIL

(De notre correspondant.)

Nancy. — M. Marc Sylvestre ne pourra pas être instituteur. A cause de son œil gauche. Selon un arrêté du 28 janvier 1980, l'acuité visuelle requise doit être au minimum, après correction, de huit dixièmes au total pour les deux yeux, celle de l'œil le plus faible ne devant pas être inférieure à dix dixièmes.

Existe une première fois, en mai, de l'école normale d'instituteurs de Nancy, M. Sylvestre, après plusieurs manifestations des normaliens, avait été admis, à continuer ses études à condition, nous indique notre correspondant, de suivre un traitement pour améliorer sa vision.

Mais si l'acuité visuelle de son œil droit est de dix dixièmes, son œil gauche reste au-dessous des dix dixièmes fatidiques.

A la veille de la rentrée au secondaire année, M. Sylvestre a été définitivement exclu de l'école normale et déclaré inapte aux fonctions d'instituteur.

Les élèves de l'école ont fait une grève de protestation et, entre-temps, M. Sylvestre a obtenu son permis de conduire sans difficulté.

(Publié)  
TRADUCTION  
FRANÇAIS-ANGLAIS-ARABE  
par des spécialistes  
de textes de  
MÉDECINE  
GESTION  
TECHNIQUES COMMERCIALES  
Renseignements, écrire :  
Société MECIS S.A.  
116, av. des Champs-Élysées, 75008 Paris  
Urgence, appeler 563-88-80

## DES ÉLÈVES HEUREUX

## « Ici, on nous aide »

Comme tout paraît simple parfois, quand on a dix-huit ans ! A les écouter, ces jeunes élèves du cours Edgar-Poe à Paris (9<sup>e</sup>) n'ont pas d'états d'âme. Du moins quand ils jugent leur école. L'incertitude ne les trouble pas. « Au lycée d'Etat, c'était l'usine, les profs s'en foutaient, ici, ils sont toujours prêts à nous aider. » Voilà ce qu'ils commentent et finissent tous par dire.

Mathilde, dix-huit ans, en terminale D, est plus précise : « J'ai été à Jean-Baptiste-Say dans le sudisme. En troisième ? C'est là qu'on nous faisait les déconneurs et les redoublants. La classe d'épaves, quoi ! Le destin de Mathilde, qui veut être éducatrice pour handicapés, a failli rater son rendez-vous. « A la fin de l'année, deux élèves sur vingt-cinq sont passés en seconde. Tous les autres : éjectés. » Ejectés, c'est-à-dire « orientés », comme « ils » disent. Ce qui signifie envoyés dans un lycée d'enseignement professionnel.

La plupart de ces élèves de première ou de terminale du cours Edgar-Poe sont passés par l'enseignement public. Quelques-uns avaient été dans d'autres établissements privés. Tous ont l'impression d'avoir trouvé le havre. Pourtant, Edgar-Poe n'est pas un palace : 250 mètres carrés au premier étage d'un vieil immeuble, derrière un porche de la rue du Faubourg-Poissonnière, à portée de klaxon des grands boulevards. Cent cinquante élèves : contrat d'association avec l'Etat. Des classes peu chargées (vingt-quatre à trente élèves) et qui se déboulent à l'envi.

Les parents, « aérés, dont aucun n'a de véritables problèmes d'argent, mais dont plusieurs font des sacrifices », explique le directeur, paient 800 à 900 francs de frais mensuels de scolarité. « C'est un luxe », reconnaissent les élèves en ajoutant, par la voix de Christophe : « On n'est là que parce qu'il y a trop de lacunes dans les lycées d'Etat ».

C'est un leitmotiv : la comparaison. Comme une obsession qui fait remonter les souvenirs d'une adolescence blessée. Marguerite, élève de première A : « J'ai un petit frère atteint d'une maladie grave depuis sa naissance. Deux fois, il a été hospitalisé en urgence. La première fois, j'étais au collège de Marly-le-Roi. A une exception près, aucun enseignement ni la directrice ne m'ont jamais demandé de ses nouvelles. La seconde fois, ici. La directrice et les profs en ont tenu compte. Ils m'ont comprise, que j'avais du mal à écouter en classe ».

L'enseignement public qu'ils ont connu, ils le décrivent toujours avec les mêmes mots. Chez Guillaume : « Les profs confondent enseignement et travail à l'usine. On aurait pu les faire pointer : ils l'auraient fait et ça n'aurait rien changé. » Chez Nathalie : « Au lycée, on disait : « On va à l'usine ». Ici, on dit qu'on va au bahut ».

Avant : l'usine. Maintenant : la famille. Comme tout paraît simple parfois, quand on a dix-huit ans... Valérie, en terminale D : « J'étais en seconde au lycée Turgot. Les profs venaient donner leurs cours et partaient. On faisait ce qu'on voulait, on arrivait en retard, et, à la fin de l'année, on nous virait. A Edgar-Poe, on a des super-contacts avec eux. C'est l'ambiance familiale. Ils nous donnent confiance ».

L'an dernier, leur cours a conduit 80 % d'entre eux au succès en séries A et B du baccalauréat, et 65 % en série D. Le menace qui pèserait sur la liberté scolaire ne les a pas vraiment atteints. S'il le fallait, peut-être bien qu'ils mobiliseraient et rempliraient la rue avec leurs camarades des écoles catholiques. Mais pourquoi s'inquiéter ? Tout paraît si simple ! A supposer même que le cours Edgar-Poe devienne lycée d'Etat, et si l'on garde les mêmes profs, que voulez-vous que ça change ?

CHARLES VIAL

## TOURISME

## PAR RAPPORT A 1982

## Moins de Français sont partis en vacances cette année

Pour le tourisme, 1983 ne sera pas l'année catastrophique que certains avaient pu craindre au moment. En revanche le « boom » annoncé pour l'été n'a pas eu lieu. Malgré un mois de juillet exceptionnellement beau et, en dépit du contrôle des changes, l'affluence attendue sur les plages de France ne s'est pas produite. Au total, une année médiocre qui fait suite à une année 1982 déjà médiocre. Tel est le constat réalisé par la COFIT (Confédération française des industries du tourisme) qui groupe les principales sociétés opérant dans ce secteur, dans une étude rendue publique le 25 octobre.

Comment les Français ont-ils passé leurs vacances en 1983 par rapport à l'année précédente ? Pour répondre à la question, la COFIT a demandé à IPSOS de réaliser, du 3 au 8 octobre, un sondage portant sur

un échantillon national représentatif de 1 005 personnes de plus de 15 ans, résidant dans les villes de 20 000 habitants et plus. Il ressort notamment de ce sondage que 17,4 % de ceux qui étaient partis en vacances d'été en 1982 ne sont pas partis en 1983 (il s'agit principalement d'ouvriers et d'artisans) et que si le contrôle des changes a été efficace (il y a eu moins de départs à l'étranger), la clientèle française ne s'est pas reportée sur l'hôtellerie mais plutôt sur la location meublée, les logements sociaux et surtout le camping-caravaning.

Les Français sont partis moins loin et moins longtemps et nombre d'entre eux ont eu recours à l'hébergement chez les parents ou des amis. Selon la COFIT, la saison d'hiver, ne sera pas supérieure à la précédente.

# Bon air

# Il y a le 19 en E

Le 27 Octobre 1983, Pan Am fête le 25<sup>ème</sup> anniversaire de cet événement en recréant dans les moindres détails ce premier vol historique.

Un Boeing 707 Pan Am, vol clipper 114, décolle le 26 Octobre de Kennedy Airport à 19 h 20.

Après une courte escale de ravitaillement à Gander, Terre Neuve (comme le faisaient tous les vols transatlantiques à l'époque), le vol 114 va atterrir au Bourget à 9 h 01, exactement comme en 1958.

## EN 1958, PAN AM ETAIT DÉJÀ EN PREMIÈRE LIGNE.

L'inauguration du service Jet n'était qu'une grande première de Pan Am parmi de nombreuses autres.

1927 Pan Am est la première compagnie aérienne à offrir des vols réguliers sur l'Amérique Latine.

1935 Pan Am est la première compagnie aérienne à traverser le Pacifique.

1939 Pan Am est la première compagnie aérienne dans le monde à offrir un service passagers transatlantique.

1970 Pan Am est la première compagnie aérienne dans le monde à offrir des vols 747 réguliers.

## PAN AM EST TOUJOURS A L'AVANT-GARDE.

1983 Pan Am possède la plus grande flotte de 747 dans le monde.

Pan Am dessert 119 villes dans 50 pays, sur 6 continents.

Pan Am est la compagnie qui dessert le plus grand nombre de villes Europe-USA.

Pan Am dessert quotidiennement 53 villes américaines au départ de Paris-Orly.

Avec le Worldport® Pan Am à Kennedy, pas de transit fastidieux, ni fatigue inutile.

Pan Am est la seule compagnie aérienne à offrir son propre service hélicoptère gratuit à New York pour les passagers de 1<sup>ère</sup> et Clipper® Class.

Fidèle à sa vocation de pionnier, Pan Am est aujourd'hui à la pointe de l'avant-garde, tant pour la qualité de son service à bord que pour l'importance et la puissance de son réseau.

Pan Am : 56 ans d'expérience Avion, au service du présent et du futur.

Pan Am : à votre service dès aujourd'hui au 266.45.45 ou chez votre Agence de voyages.

155 000 000

1554/1555

Bo

# anniversaire. Pan Am.

## Ilya 25 ans, Pan Am inaugurerait le 1<sup>er</sup> vol transatlantique en Boeing 707.

Treize. - LE MONDE - 28 octobre 1958.

Cet avion est celui qui a effectué le premier vol commercial New York-Paris. C'est un Boeing 707. Il a été construit dans les installations ultra-modernes de l'usine Boeing.



### Le premier vol commercial New York-Paris en Boeing 707 "Jet".

#### SERVICE QUOTIDIEN

Départ	Arrivée
Paris 19 h	New York 22 h 25
heures locales	

Le Jet Boeing 707 de Pan American est l'appareil transatlantique le plus rapide du monde. C'est un Jet authentique qui représente un progrès considérable sur les appareils à hélices.

4 moteurs à réaction nichés dans les coses des ailes permettent un vol confortable et silencieux sans vibrations.

jusqu'à 960 km/h. En quelques minutes, le Boeing 707 de Pan American atteint son altitude de croisière, entre 8000 et 12000 mètres.

Pas de supplément de tarif pour les vols de Pan American en Jet. Réservez vos places dès maintenant ! Appelez votre Agence de Voyages ou Pan American. 800 bureaux dans le monde.

**PAN AMERICAN**  
LA COMPAGNIE AÉRIENNE LA PLUS EXPÉRIMENTÉE DU MONDE

**Le Monde**

APPART. (en const.) 450 fr.	APPART. (Vente) 450 fr.	PROPRIÉTÉS DOM. 450 fr.	LOCATIONS MEUBLÉES 450 fr.	LOCATIONS DIVERSES 450 fr.	OFFRES D'EMPLOI 400 fr.
BUTTE MONTMARTRE	PLACE VALENTIENNES (18 <sup>e</sup> ) 300 m. Parc Montceau, ds l'imp.	LA FRETTE-S/SEINE	LE BUREAU DE VÉRIFICATION	PEREIRE	Société Française d'Ingénierie et de Conseil



## Pan Am. L'Expérience Avion.

## MÉDECINE

## STATUTS, FINANCES, DÉPARTEMENTALISATION

## Les médecins hospitaliers sont très mécontents des projets gouvernementaux

Les organisations de médecins des hôpitaux - généraux et universitaires - groupées dans une « intersyndicale nationale des médecins hospitaliers » (1), viennent de réagir très défavorablement aux deux projets de gouvernement : la loi actuellement soumise au Parlement et les projets de décrets réformant leur statut. Dans une déclaration, l'intersyndicale souligne qu'elle s'oppose à renouer M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la Santé, « pour lui faire part de son profond mécontentement devant la future loi hospitalière et les projets de statut des médecins hospitaliers et hospitalo-universitaires, et pour exiger des réponses précises susceptibles d'apaiser l'indignation croissante de l'ensemble du corps médical hospitalier ».

L'entretien avec M. Edmond Hervé, que l'intersyndicale qualifie d'« entrevue de la dernière chance », aura lieu le vendredi 28 octobre. Il sera suivi d'une assemblée générale de l'organisation, qui devrait décider des suites à donner à la protestation, c'est-à-dire éventuellement le recours à la grève.

Pourquoi la majorité des praticiens hospitaliers protestent-ils avec tant de véhémence, alors qu'ils s'étaient déclarés favorables à la départementalisation dans les hôpitaux et à la simplification de leurs statuts ?

En premier lieu, le projet de loi hospitalière les inquiète dans sa formulation actuelle, parce qu'il subordonne l'attribution des ressources hospitalières aux « hypothèses économiques générales », et non pas à des objectifs de santé publique. Pour beaucoup de praticiens hospitaliers, il s'agit là d'un carcan financier qui portera atteinte à la liberté thérapeutique des médecins, donc à leur mobilisation professionnelle. Ils s'insurgent également contre la mainmise des directeurs d'éta-

blissement sur leurs activités. La formulation nuancée retenue par le gouvernement, suivi en cela par le député, ne les apaise nullement. Ils demandent que les attributions administratives des directeurs soient expressément mentionnées dans la loi.

Sur la « départementalisation » des hôpitaux, les médecins protestent contre leur sous-représentation au sein des futurs « conseils de département », et contre l'obligation de soumettre aux « comités techniques paritaires » - où siègent notamment des représentants des syndicats - les rapports annuels d'évaluation de l'activité médicale.

Quant aux projets de statut des praticiens hospitaliers, ils inquiètent également les intéressés. D'une part, parce que les prévisions sur les grilles salariales, les mesures transitoires, la couverture sociale leur semblent insuffisantes ; d'autre part, parce que les projets de statut leur paraissent, eux aussi, mettre en place l'asservissement des médecins à l'autorité administrative et à des objectifs financiers, au détriment, disent-ils, de l'intérêt des malades.

La mécontentement est particulièrement net chez certaines catégories de praticiens hospitaliers, tels que les chefs de travaux, les anesthésistes réanimateurs (dont les gardes à tour de rôle restent fixées à un niveau dérisoire), et dans les hôpitaux généraux, où la protestation est particulièrement active.

(1) C'est la nouvelle dénomination de l'« intersyndicale du 12 février », qui groupe vingt-deux organisations de praticiens hospitaliers, c'est-à-dire la très grande majorité d'entre eux. Elle est présidée par le docteur Francis Peigné (hôpital Cochin, Paris).

C. B.

## LA LIBRAIRIE JULLIARD

vous invite  
le jeudi 27 octobre 1983, à partir de 17 heures  
à rencontrer

GEORGES BLOND

qui signera son livre

LES CENT JOURS

paru aux EDITIONS JULLIARD

LIBRAIRIE JULLIARD

229, boulevard Saint-Germain

75007 Paris

Tél. : 705.10.24

## ÉCOLE SPÉCIALE D'ARCHITECTURE

Établissement Privé d'Enseignement Supérieur, fondé en 1896  
Reconnu d'Utilité Publique en 1970, et par l'Etat (Décret du 9-1-84)

FORMATION

POST-DIPLOME 1983/1984

## TECHNOLOGIE ET ÉCONOMIE DU BATIMENT

- les procédés de construction de gros œuvre
- la fabrication et la mise en œuvre des composants
- les matériaux de construction
- l'environnement de l'entreprise
- les prix et les coûts de construction
- les différentes filières de construction

Date limite d'inscription : le 14 novembre 1983

E.S.A. 254, boulevard Raspail, 75014 PARIS  
Tél. (1) 322-83-70.

## TRANSPORTS

## SUR LA PROPOSITION D'AIR FRANCE

## Les compagnies aériennes sont décidées à lutter contre l'anarchie des tarifs

New-Delhi. - On ne sait trop encore quelle dominante il faudra retenir de la trente-neuvième assemblée générale de l'Association du transport aérien international (IATA), lundi 24 et mardi 25 octobre à New-Delhi. Elle fut, en effet, fertile en interrogations et en surprises.

Ce fut d'abord la prise de position des compagnies aériennes arabes à l'occasion de la discussion d'une résolution soutenant l'Organisation civile internationale (OACI), qui veut renforcer les garanties offertes aux avions commerciaux par la convention de Chicago, après la destruction d'un Boeing-747 de Korean Air Lines, en septembre dernier par la chasse soviétique. En demandant de joindre au souvenir de cette tragédie ceux de l'attaque de l'aéroport de Beyrouth en 1968 et de la destruction d'un avion civil libyen au-dessus du Sinaï en 1973, Libyan Arab Airlines n'entendait pas seulement raviver la mémoire par tout sélective des responsables du transport aérien.

Au nom des compagnies arabes, et peut-être de toutes celles du tiers-monde, Libyan Arab Airlines prenait date. Elle faisait savoir que, désormais, les décisions concernant la politique de l'IATA ne se prendront plus forcément au sein du club très fermé que constituent quelques compagnies occidentales influentes, mais que tout le monde peut avoir droit au chapitre, quels que soient sa flotte, son réseau ou le montant de sa cotisation à l'association.

## A la hussarde

Le deuxième temps fort de cette assemblée générale fut moins géopolitique, mais plus terre à terre, déterminant pour la santé financière des compagnies. L'assemblée générale, en effet, adopta, dans son avant-dernière séance, une résolution, qu'elle avait repoussée l'an dernier à Genève, concernant des sanctions contre les transporteurs adhérents qui pratiquent des tarifs non raisonnables. L'affaire fut enlevée en peu à la hussarde par M. Jean-Didier Blanchet, directeur général adjoint d'Air France, chargé des affaires commerciales, au nez et à la barbe

## De notre envoyé spécial

de quelques « libéraux » bon teint qui réussissent, depuis des années, à bloquer toute décision en ce domaine.

De fort digne, il y a encore une dizaine d'années, la vieille dame qu'est l'IATA était devenue peu à peu très laxiste. A l'origine, après la dernière guerre, elle avait conçu un système rigide de pénalités s'appliquant aux compagnies membres ne respectant pas la règle du jeu tarifaire. Ce qui se concevait fort bien lorsque l'IATA incarnait la quasi-totalité du transport aérien civil devenait, cependant, une source de contraintes - voire de pertes - dès lors que, dans les années 60, apparaissent un peu partout de nouvelles compagnies qui n'adhèrent pas à l'IATA et qui, grâce à des coûts de production souvent inférieurs, taillaient des croupières aux grandes compagnies traditionnelles. Celles-ci ripostèrent en cassant certains prix, n'hésitant pas à se mettre en fraude vis-à-vis de l'association.

L'IATA y gagna beaucoup d'argent : chaque acte de fraude constaté valait facilement une amende de 5 000 dollars jusqu'en 1978, où certains contrevenants cessèrent de payer. Jusqu'au jour où, surtout en 1978, le Parlement américain vota une loi démantelant les transports aériens intérieurs qui rendait illégales les ententes tarifaires.

Le « tribunal » de l'IATA tomba dans les oubliettes, et les compagnies glissèrent - dans le rouge -, les guerres tarifaires les épuisant plutôt que de les stimuler. Depuis deux ou trois ans, des voix de plus en plus nombreuses réclament donc le retour à un certain réalisme tarifaire. Lors d'une précédente assemblée générale de l'IATA, une proposition de rétablissement des sanctions contre les « pirates », soutenue par les compagnies francophones, échoua à l'issue d'un débat curieusement « orienté ». On dit que l'exaspération de l'IATA était hostile à la réintroduction de sanctions, craignant les foudres de la justice américaine devant ce qu'elle pouvait assimiler à une entente illégale.

L'année passée, Air France a mené une action très énergique au

sein du groupe de recherches sur les pratiques tarifaires de l'IATA, réduit à un rôle caduc depuis la fin des années 70. La compagnie française n'y obtint qu'un succès mitigé, puisque la direction de l'IATA ne jugea pas utile de proposer aux suffrages de l'assemblée générale une motion souhaitant le rétablissement de sanctions pour les contrevenants tarifaires.

## A la surprise générale

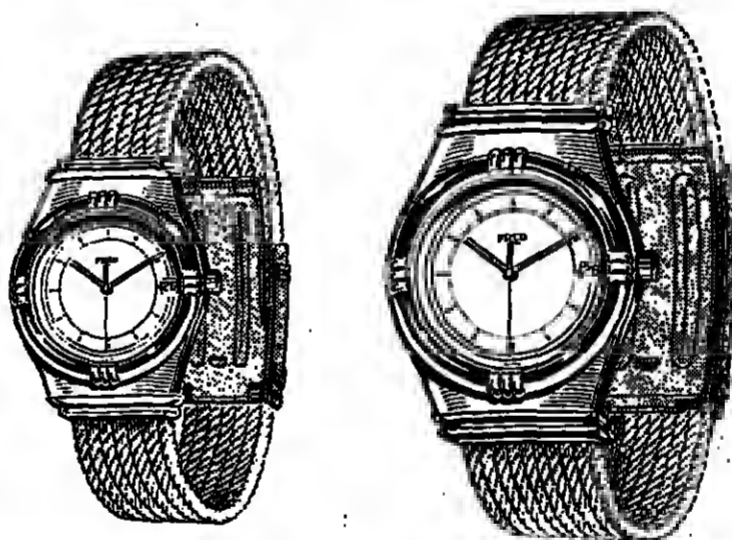
C'est donc à la surprise générale que, profitant de la discussion du rapport des conférences de trafic, et se saisissant d'un avis du rapporteur qui constatait qu'en un an, 18 % des cas frauduleux les plus évidents avaient été résorbés, M. Blanchet monta à la tribune pour déclarer qu'à son avis, il n'y avait dans ce résultat aucune raison de se réjouir, et que des moyens plus radicaux étaient nécessaires pour extirper le mal. Deuxième surprise : la proposition d'Air France de « mettre à l'étude » un système de sanctions reçut aussitôt l'agrément de la compagnie américaine T.W.A., en bien mauvaise posture dans la patrie de la déréglementation. En revanche, British Caledonian, qui travaille beaucoup dans les bas tarifs, s'opposait au projet, tandis que la compagnie jordanienne ALIA, elle aussi spécialiste des rabais, demandait que le rôle de gendarme revienne non pas aux transporteurs eux-mêmes, mais aux Etats. Le vent de l'histoire avait, là encore, tourné, et la proposition d'Air France fut adoptée.

Un pas décisif vers le redressement de la situation du transport aérien a donc peut-être été franchi à New-Delhi. Il en faudra pourtant d'autres pour arriver à un redressement complet. La souplesse même du système mis en place laisse augurer que les mauvaises pratiques ne sont pas près de disparaître totalement. Elles ne le seront que lorsque la surcapacité des avions aura elle-même été résorbée sur les grosses lignes où elle sévit encore. D'ici là, il se trouvera toujours des compagnies prêtes à remplir leurs appareils à n'importe quel prix.

JAMES SARAZIN.

## Force 10. Précision Fred.

Quand un homme de la mer devient joaillier, il transforme un câble marin en une montre d'or et d'acier.



FRED

JOAILLIER

6, rue Royale, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. 260.30.65 • Le Claridge, 74, Champs-Élysées • Hôtel Méridien, Paris.  
21, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Loews, Monte-Carlo • Aéroport d'Orly  
20, rue du Marché, Genève • New York • Beverly Hills • Houston • Dallas.

## CARNET

## Naissances

- M. et M<sup>me</sup> Sébastien de La Sella, Delphine, Aurélien, Marie, ont la joie d'annoncer la naissance d'Elise.  
Paris, le 25 octobre 1983.

- M. Laurent Weizel et M<sup>me</sup> Marie-Hélène de Massin ont la joie d'annoncer la naissance de Gaëlle.  
à Paris, le 24 octobre 1983.

## Décès

- On nous prie de faire part du décès à l'âge de quatre-vingt ans de

M. Gaston FOUQUET, chevalier de la Légion d'honneur, de la République italienne, fondateur et administrateur de « Connaissances du monde »,

vice-président de la Fédération internationale des journalistes et écrivains du tourisme.

Les obsèques, selon le désir du défunt, ont eu lieu le 26 octobre 1983 à Soaux (Hauts-de-Seine) dans la plus stricte intimité.

- M<sup>me</sup> Charles Lancelle son époux, M. et M<sup>me</sup> Lucien Coste, M<sup>me</sup> Gabrielle Lafocelle, M. et M<sup>me</sup> Jean Pierson ses sœurs et beaux-frères, Les familles Leroy, Leroux, Alazard et Cipollone, ses neveux, nièces, cousins, cousines, Ses amis, ont la douleur de vous informer du décès de

Charles LANCELLE, survenu le 17 octobre 1983. Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité à Roberval (Oise), le 21 octobre 1983.

- Ruyon, Paris. M<sup>me</sup> Marthe Sureau, et les amis proches de M<sup>me</sup> Pierre WINKLER, née Simone Verrier, ancien chef de service à l'Assemblée nationale, ont le regret de faire part du décès de leur cher et ami, survenu à Suresnes le 19 octobre 1983.

La cérémonie religieuse à Suresnes et l'inhumation dans le cimetière de la famille à Ruyon ont eu lieu le 21 octobre dans l'intimité.  
48, boulevard Garnier, 17200 Ruyon.  
8, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris.

## Remerciements

- M. et M<sup>me</sup> J.-R. Singier, El Stéphane, remercient ceux qui ont pris part à leur grande peine.

## Anniversaires

- Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de René NAVARRE, François-Pierre et Dominique Navarre, Jean-Jacques et Christine Navarre, Yves Navarre, remercient ses amis de bien vouloir lui accorder une pensée fervente et fidèle.

## Communications diverses

- En raison du cas de force majeure constitué par les retards considérables dans la distribution du courrier, l'Assemblée générale de l'Association des anciens élèves de l'École normale supérieure (rue d'Ulm) a décidé de reporter la clôture du scrutin pour l'élection de son conseil d'administration au vendredi 18 novembre 1983 à 19 heures. Les adhérents qui auraient reçu tardivement les documents nécessaires sont instamment invités à profiter de ce délai.

## GALERIE JEAN PEYROLÉ

l'Œil Sévigné

14, rue de Sévigné (4<sup>e</sup>) 271-74-59

WOLF

Peintures

Jusqu'au 19 novembre

T.L. 14/19 h - Sam. 10 h 30/12 h30 et

14 h/19 h - Fermé dim. et lundi

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION

HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs

résident à l'étranger

Exemplaires spécimen sur demande



## 8 jours au cœur de New York : 4895 F.\*

Vol transatlantique aller-retour et 7 nuits d'hôtel  
en chambre double en plein Manhattan.

\* Prix par personne - Départs Mercredi et Samedi.

Paris 1<sup>er</sup> : 19 bis rue du Mont-Thabor Tél. 260-39-85. Province : Loisirs S.A. : Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Strasbourg.

Vous plaire nous plaît

TWA Flâneries Américaines

TWA

الجمهورية العربية السورية

1550

CARNET



## La Tunisie ou l'art de rester soi-même

### I. - Les quatre dimensions

Le président de la République, qui effectue une visite officielle du 27 au 29 octobre en Tunisie, ne reconnaît sans doute pas ce pays dans lequel il s'est rendu il y a un quart de siècle. Avec ses 6,5 millions d'habitants et ses 164 500 kilomètres carrés — un peu plus du quart de la France — c'est le plus petit des Etats du Maghreb, mais ce n'est pas le moins prestigieux. Creuset de la civilisation bien avant Carthage, la Tunisie a su garder son esprit d'ouverture sur le monde extérieur tout en demeurant fidèle à son authenticité arabo-islamique forgée depuis le septième siècle.

Aujourd'hui, malgré ses ressources limitées par rapport à celles des autres Etats de la région, elle a réussi, grâce à l'action et au prestige de son chef, M. Habib Bourguiba, à demeurer un pôle d'intérêt sans véritable proportion avec ses faibles dimensions. Elle se veut un trait d'union idéal entre le Maghreb et le Machrek, entre le Sud et le Nord, en raison de ses positions géographiques et bien sûr aussi de sa position géographique.

Bien qu'appartenant au mouvement des non-alignés, elle n'a jamais cessé, depuis son accession à l'indépendance en 1956, ses sympathies pour l'Occident et elle assume, sans complexe, les quatre dimensions dont elle se réclame : arabe, musulmane, africaine et méditerranéenne. Illustration de cette politique et de la considération qu'elle suscite, la Tunisie est le siège de la Ligue arabe depuis 1979 et du Conseil permanent consultatif maghrébin depuis sa création en 1986. Elle héberge depuis son évacuation de Beyrouth, il y a un an, la direction de l'O.L.P., et c'est un Tunisien qui a été désigné comme secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique.

Sur le plan intérieur, la Tunisie présente aussi plus d'une originalité. C'est le seul pays du tiers-monde qui, après vingt-sept ans d'indépendance, continue à être gouverné par le même homme et le même parti qui avaient conduit pendant autant d'années le combat nationaliste. De grandes festivités sont d'ailleurs prévues pour la célébration, en mars 1984, du cinquantième anniversaire de la création par M. Bourguiba du Néo-Destour, devenu le parti socialiste destourien en 1984.

Cette commémoration pourrait, pense-t-on, être l'occasion d'un nouveau pas — qui dépendra en dernier ressort du chef de l'Etat — dans la voie de la démocratisation amorcée voici trois ans. En effet, après vingt-quatre ans d'un autoritarisme absolu du P.S.D. monopolisant tous les pouvoirs de décision, le Combatant suprême a tiré la leçon des sanglants événements syndicaux de janvier 1978 et de l'attaque de Gafsa, deux ans plus tard, par un commando tunisien venu de Libye pour déstabiliser le régime. Il avait alors entouvé la porte du multipartisme en levant la suspension qui frappait depuis vingt ans le parti communiste tunisien. Parallèlement, des journaux indépendants ou d'opposition se sont multipliés malgré des suspensions et des traques sans toujours justifiées. Il est vrai que la classe politique a du mal à renoncer aux prérogatives dont elle a bénéficié sans partage pendant si longtemps.

Il n'en demeure pas moins que les différents courants d'opposition, principalement le Mouvement des démocrates socialistes (réformateur) et les deux tendances du Mouvement de l'unité populaire (socialiste), sont tolérés de facto et qu'ils partagent d'impatience devant le retard apporté à leur reconnaissance officielle. Le M.D.S., créé en 1978, annonce même qu'il tiendra son premier congrès à Tunis en décembre. Seul le Mouvement de la tendance islamique, qui jouit de sympathies actives dans les différents couches de la société, a vu ses activités stoppées voici deux ans avec l'arrestation de ses principaux animateurs. Cette répression anti-intégriste a néanmoins été dénoncée par tous les courants d'opposition ainsi que par la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme, l'une des très rares sections de la F.I.D.H. à être autorisées dans les pays arabes.

Si dans cette première partie nous avons privilégié quelques thèmes touchant plus spécialement la politique étrangère de la Tunisie, nous établirons entre autres, dans un second numéro, à paraître demain, un bilan économique et social depuis l'indépendance.

P. B.

## Paris-Tunis : du désenchantement aux grandes espérances

LES sourires et l'affabilité affichés en public par les dirigeants tunisiens, autant par amitié, courtoisie, sens de l'hospitalité que par diplomatie, ne sauraient totalement masquer le climat de désenchantement qui entoure les relations bilatérales depuis mai 1981. Certes, ce n'est un secret pour personne que Tunis aurait préféré la réélection de M. Giscard d'Estaing, premier chef d'Etat français à avoir effectué, en 1975, une visite officielle dans la Tunisie indépendante. Mais, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, les Tunisiens ont mis l'accent sur les options socialistes communes et se sont souvenus que nombre d'entre eux entretenaient de longue date de bons rapports personnels avec les nouveaux dirigeants français, même si leurs partis respectifs se boudaient depuis longtemps.

Et puis ils furent particulièrement sensibles au fait que M. Claude Cheysson ait réservé à Tunis sa première visite de ministre des relations extérieures dans le monde arabe et africain. Certes, ils virent aussi dans la visite de M. Pierre Mauroy — la première à l'étranger du premier ministre — en février 1982, un signe de considération. Mais la déception ne fut que plus grande quand ils constatèrent que, bien que la coopération demeurât banale, étroite, rançonnée, sans imagination et de surcroît souvent intéressée.

Alors qu'ils espéraient donner à leurs rapports avec Paris une nouvelle dimension, définir une politique de coopération globale plus originale et plus ambitieuse, ils ne trouvèrent en face d'eux que des partenaires de bonne volonté, sans doute, mais qui s'accommodaient de la routine, n'envisageaient que des actions au coup par coup, et dont la démarche ne correspondait pas toujours aux proclamations, faites à Cancun ou ailleurs, sur l'instauration d'un nouvel ordre international.

Au lendemain de l'accord sur le gaz entre Paris et Alger, les Tunisiens ne comprirent pas, par exemple, que la France ait posé un préalable aux accords bancaires alors envisagés, mais qui ne virent jamais le jour : celui du débloquant des comptes bancaires français en Tunisie. « Il ne faudrait pas que le dialogue Nord-Sud dont se réclame la France consiste en une prime aux plus nantis », nous déclarait à ce propos un responsable tunisien. Estimant qu'ils étaient des partenaires sûrs, conciliants, ouverts — entre

autres à la francophonie, — les Tunisiens ont eu alors le sentiment d'être traités en parents pauvres par rapport à d'autres, moins compréhensifs, plus exigeants, quelquefois versatiles.

### Vouloir entendre, savoir comprendre

Aujourd'hui, ils voudraient voir dans la venue — trop longtemps attendue à leurs yeux — de M. Mitterrand l'occasion d'une clarification et, espérons-le, une réelle relance pour sortir des sentiers battus. Encore faudrait-il que leurs interlocuteurs veuillent les entendre et sachent les comprendre.

Les conversations devraient comporter deux volets et se dérouler sur un double plan. Dès son arrivée, le chef de l'Etat s'entretiendrait à Carthage avec le président Bourguiba et aura, par la suite, un tête-à-tête avec le chef du gouvernement, M. Mohamed Mzali, tandis que les six ministres (1) qui l'accompagneront tiendront parallèlement des réunions avec leurs collègues tunisiens pour « mieux cadrer » les différents dossiers bilatéraux et « réfléchir sur les perspectives d'avenir ». M. Mitterrand dégagera avec ses hôtes les grandes orientations des rapports franco-tunisiens avant d'aborder les questions internationales en privilégiant trois chapitres :

— l'évolution des rapports intermaghrébains. La France considère avec « sympathie et intérêt » le rapprochement qui s'est dessiné depuis quelques mois entre les Etats de la région, et auquel la Tunisie a largement contribué ;

— les problèmes de l'Afrique. L'affaire tchadienne, sur laquelle les deux pays ont déjà eu diverses concertations, devrait être examinée à nouveau. Paris et Tunis s'accordent à considérer que l'O.U.A. doit désormais prendre le relais politique et diplomatique ;

— la Proche-Orient. Le Liban ne pourra évidemment être ignoré, les deux pays s'inquiétant des risques de partition. De même, les difficultés internes et externes auxquelles est confrontée l'O.L.P. devraient retenir leur attention. Ces questions ainsi que le conflit irano-irakien, seront également abordés par le président de la République avec M. Cheddi Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe, qui doit lui rendre visite. En revanche, l'idée d'un moment envisagé d'une rencontre avec M. Yasser Arafat semble avoir été abandonnée bien avant que celui-ci ne se trouve bloqué au Nord-Liban.

Même si l'esprit dans lequel elle s'exerce et sa portée ont pour les Tunisiens des aspects décevants, la coopération franco-tunisienne n'en est pas moins appréciable et appréciée. C'est ainsi que la France a toujours participé au financement des investissements tunisiens en faveur du développement par une enveloppe annuelle de crédits. En 1983, celle-ci s'élève à 500 millions de francs, répartis approximativement pour moitié entre crédits publics (remboursables en vingt-cinq ans, à 3 % d'intérêt) et crédits privés garantis.

La visite présidentielle pourrait, entre autres, donner un coup de pouce aux efforts déjà entrepris depuis quelques années en faveur des petites et moyennes entreprises tunisiennes. Des firmes françaises pourraient s'associer à elles pour la production et l'exportation, principalement dans les secteurs mécanique et électronique. Ces initiatives

entraîneraient ultérieurement la création d'une banque mixte qui serait le moteur et l'instrument de cette promotion. Parallèlement, des entreprises françaises investissent directement en Tunisie. C'est le cas notamment de Renault, près de Bizerte, de Peugeot, dans la région de Sousse, et des sociétés pétrolières C.F.P.-Total et Elf Aquitaine, implantées depuis longtemps dans le pays.

MICHEL DEURÉ.

(1) MM. Claude Cheysson (relations extérieures), Jacques Delors (finances), Pierre Bérégovoy (affaires sociales), Alain Savary (éducation nationale), Christian Nucci (coopération) et M. Georges Dufoux (travaux sociaux).

(Lire la suite page 20.)

## « Nous sommes arabes, musulmans africains et méditerranéens » nous déclare le ministre des affaires étrangères

« Le Maghreb est une nécessité vitale », considère le ministre tunisien des affaires étrangères, M. Beji Caïd Essebsi. C'est la raison pour laquelle, depuis un an, les dirigeants tunisiens s'emploient à ramener le rêve vieux de plus d'un demi-siècle du Grand Maghreb arabe. Nécessité politique, économique, géographique, fondée sur la communauté de langue, de culture, d'histoire, dont est également consciente l'Algérie. Mais aussi nécessité d'intérêt pour la Tunisie, prise en tenaille entre deux puissants et riches voisins, qui se sentiraient plus en sécurité dans un ensemble fédéral ou confédéral. M. Caïd Essebsi veut ignorer cet aspect. Pour lui, « l'heure, partout, est d'être régionaliste, y compris dans le monde arabe ».

En effet, remarque-t-il, les pays du Golfe ont constitué un conseil de coopération, et l'Egypte, suspendue de la Ligue arabe, s'efforce à être un point de rencontre, aujourd'hui avec le Soudan, demain avec d'autres.

C'est aussi la raison pour laquelle la Libye du colonel Kadhafi se réclame désormais d'un Maghreb auquel elle avait tourné le dos, estimant que l'entreprise n'était qu'une « manœuvre impérialiste » pour diviser le monde arabe. « La Libye doit bien se renouer quelque part, et son milieu naturel est le Maghreb », note le chef de la diplomatie tunisienne, qui s'abstient de préciser si son imprévisible voisin y adhère « par tactique ou par conviction ».

Pour la Tunisie, il importe dans l'étape actuelle de « dépasser les méfiances », de tourner la page de l'héritage colonial — notamment celui des frontières, qu'elle a, pour sa part, définitivement réglé avec l'Algérie en mars 1983 — et d'avancer progressivement par la mise sur pied d'un programme de coopération tendant à une complémentarité économique. « C'est d'ailleurs, souligne-t-il, ce que nous avons fait avec la Libye. Avec le Maroc nous relations sont parfaites, et nous n'avons pas eu de problème avec le Mauritania ». Autrement dit, pour Tunis, tout milite en faveur d'un « Maghreb à six ».

### Un « Maghreb à six » ?

Et un « Maghreb à six », demain, avec le Sahara occidental, ne paraît le souhaiter Alger ? Le ministre rappelle que la Tunisie n'a reconnu ni le Front Polisario ni, a fortiori, la République arabe sahraouie démocratique. Mais il n'oublie pas que le président Bourguiba avait été le premier chef d'Etat arabe à reconnaître la Mauritanie et même à parrainer son entrée à l'ONU au prix d'une crise avec Rabat. Prudent, il déclare : « S'il y a un jour un Etat sahraoui, il aura vacation à faire partie du Maghreb ». En attendant, il souligne que cette pierre d'achoppement a été « prise en charge par l'O.U.A. », qui a voté des résolutions que Tunis « respecte scrupuleusement ».

Se voulant « rationnellement apaisée », M. Caïd Essebsi reconnaît, néanmoins, que des obstacles subsistent encore sur la voie de l'édification maghrébine, que le conflit saharien constitue un « point noir » et qu'un « climat général de clarté et de compréhension » est nécessaire pour aller de l'avant.

La volonté maghrébine de la Tunisie, son souci de ménager ses partenaires, ne l'empêchent nullement de s'en tenir à la ligne et aux options qu'elle a toujours suivies. « La Tunisie n'est pas neutre », explique le ministre. Sa politique « a quatre dimensions : arabe, musulmane, africaine et méditerranéenne. Nous ne quittons jamais une de ces « casquettes » pour en privilégier une autre et nous demeurons fidèles aux positions définies de tout temps par le président Bourguiba : fermeté sur les principes, souplesse dans leur application ».

Cette démarche a été illustrée récemment lorsque les dirigeants tunisiens, refusant de céder aux sollicitations du colonel Kadhafi, se sont abstenus de l'appuyer dans ses ambitions tchadiennes, comme ils n'ont, d'ailleurs, pas condamné l'intervention française. Sur la question, le ministre se montre réservé et se retranche derrière l'O.U.A. : « Nous estimons que le conflit tchadien doit trouver sa solution dans le seul cadre de l'organisation et nous avons d'ailleurs approuvé sa déclaration à ce sujet ».

Si la Tunisie se réfère constamment à l'O.U.A., dont elle est un membre fondateur, c'est que, n'ayant pas de frontières communes avec les pays d'Afrique noire, elle voit dans cette institution à la fois un trait d'union, un forum et un lieu de rencontres qui ne peut que favoriser ses échanges avec le sud du continent. N'oubliant pas sa « casquette » arabe, elle cherche à favoriser la coopération entre l'Afrique blanche et l'Afrique noire et, actuellement, à infléchir la tendance de quelques capitales à renouer leurs relations avec Israël au moment où les Palestiniens sont particulièrement en difficulté.

Propos recueillis par PAUL BALTA.

(Lire la suite page 21.)



# Groupe BNP

## en TUNISIE



### UNION BANCAIRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

Filiale BNP «I»

SIEGE SOCIAL, 7 et 9, rue Gamal Abdel Nasser - TUNIS  
Tél. : 245.877 - Téléc. : 12441 - U.B.C.I. - TUNIS

#### TUNIS

- 7 et 9, rue Gamal Abdel Nasser
- 74, avenue Habib Bourguiba
- 1, place Pasteur
- 39, avenue de Carthage
- Cité Commerciale d'El Menzah VI

#### BIZERTE

- 13, rue Ibn Khaldoun

#### GABES

- 155, avenue Habib Bourguiba

#### GAFSA

- 9, Cité Beyache

#### MAHARES

- Avenue Habib Bourguiba

#### MEGRINE

- 64, avenue Habib Bourguiba

#### NABEUL

- 30, avenue Habib Bourguiba

#### SFAX

- 19, avenue Hédi Chaker

- 12, rue Aboul Kacem Echhebbi

- 79, rue Sidi Belhessen

#### SIDI BOU ZID

- Rue Houcine Bouzaïne

#### SOUSSE

- 1, place Ferhat Hached



### BANQUE NATIONALE DE PARIS

Siège Social 16, boulevard des Italiens 75009 PARIS  
Tél. : 244.45.46 - Téléc. : 280 805.



### BANQUE NATIONALE DE PARIS

«INTERCONTINENTALE»

20, Boulevard des Italiens, 75009 PARIS.  
Tél. : 244.22.11. Tlx : 64 1419

I décideux  
e tarifs

La presse pour...

Fred.

WOLF

4895 F.

## Les Djerbiens, providence des écrivains qui rentrent tard

PEU à peu, ils sont devenus, qu'on le veuille ou non, la providence des gens qui rentrent tard chez eux, des écrivains qui ont toujours oublié quelque chose en faisant leurs achats et de tous ceux qui débarquent à l'improviste le cousin de province ou l'inévitable copain de régiment que l'on attendait évidemment pas.

« Ils », ce sont ces écrivains maghrébins (Marocains, Algériens et Tunisiens), devenus désormais indispensables dans tous les quartiers de la capitale sans exception et dans la plupart de nos banlieues, depuis qu'ils ont pris la relève des nombreux commerçants français que l'arrivée des supermarchés avait découragés au point de leur faire mettre la clé sous le paillasson.

L'Association des commerçants tunisiens en France, dont le siège est à Paris, estime à six mille le nombre des seuls commerçants de nationalité tunisienne, où les musulmans l'emportent en nombre sur les israéliens, installés partout en France, et dont trois mille cinq cents tiennent boutique dans la capitale et dans sa banlieue.

Fait remarquable, 90 % de ces exilés volontaires sont originaires du sud de la Tunisie. Si l'île de Djerba fournit une large part de leur effec-

tif total, les villes de Tataouine, Ghomrasen, Matmata, Gabès et bien d'autres bourgs encore sont représentées dans les cours des Halles, les boucheries et les magasins d'alimentation installés de ce côté-ci de la Méditerranée. Autre fait qui doit être noté : les pionniers ont franchi la mer pour venir acquiescer pignon sur nos rues dès le lendemain de la première guerre mondiale. Toutefois, c'est au cours des vingt ou vingt-cinq dernières années que la multiplication s'est opérée.

### Une « affaire de famille »

« Deux boîtes de petits pois, une laitue, un paquet de biscuits, une carafe de lait, cela fera... ». Dans sa boutique de la rue Didot, dans le quatorzième arrondissement de Paris, organisée en libre-service, exception faite pour les fruits et légumes, M. X., trente-trois ans, blouse bleu roi et sourire aux lèvres, règne en bienveillant patron sur les quatre commis, tous des hommes jeunes, et non moins souriants, qu'il emploie. Toute l'équipe est originaire de Djerba, et chacun est plus ou moins le parent de l'autre — frère, cousin, neveu ou gendre. Lui-même compte dans sa famille d'au-

tres commerçants établis en Tunisie ou en France. Tous ont renoncé à leur soleil, à leurs palmiers et à la vie sans à-coups de leur île bienheureuse pour venir chercher fortune ici.

Il y a maintenant six ans qu'il a créé cette affaire sur un fonds que le précédent propriétaire avait renoncé à exploiter. C'est une « affaire de famille », comme le sont presque toujours ces petits commerces qui, pour la plupart d'entre eux, finissent très souvent par s'éteindre, et là, en l'absence d'occasions, et, dans certains cas, deviennent, sans pour autant que leur enseigne en témoigne jamais, ce qu'il est convenu d'appeler de « petites chaînes ». Notre interlocuteur, dont la discrétion n'est pas la moindre des vertus, nous confessa d'ailleurs qu'il possédait lui-même « d'autres commerces à Paris et dans la banlieue ».

### Le labyrinthe administratif

Une fois franchi le cap des nombreuses tracasseries administratives voulant que, une fois en possession d'une carte de séjour, toujours difficile à obtenir la première fois, l'aspirant commerçant reçoive la « carte

d'identité de commerçant étranger » sans laquelle il ne saurait prétendre s'inscrire au registre du commerce, les choses sont relativement aisées. Mais, toutefois, notre épicier nous fera observer qu'« il faut avoir avant de cartes que de magasins », ce qui, en cas de nouvelle ouverture, contraint un commerçant pourtant déjà agréé à reprendre à la case départ le labyrinthe administratif. L'idéal, c'est de se procurer le titre de séjour valable dix ans dont rêvent tous ces étrangers qui ont choisi la France. Une affaire de patience...

An-delà du simple service rendu au consommateur qu'assument ces petits commerçants, dont aucun ne ferme jamais boutique avant 21 heures et qui ouvrent rarement leurs portes passé 7 h 30 le matin, il serait injuste de ne pas rendre hommage au rôle d'animation qu'ils jouent dans leurs quartiers respectifs.

Comme nous le disait ce vieil habitant du quatorzième, « les grandes surfaces, c'est peut-être pratique, mais cela ne vaut pas ces boutiques de la mode d'autrefois où l'on peut discuter le coup avec le patron, où on est chez soi, où on est connu par son nom et par ses habitudes... même si c'est souvent un petit peu plus cher, la différence, croyez-moi, est justifiée ». N'en déplaise aux « super-grands » des centres sous cellophane, un tel compliment ne saurait leur être décerné.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

## La cinquième communauté étrangère en France

Quelque 200 000 Tunisiens résident actuellement en France, où ils constituent la cinquième communauté étrangère par l'importance numérique, après les Algériens, les Portugais, les Italiens et les Espagnols. Il s'agit d'une immigration relativement récente, qui n'a démarré que très lentement après la deuxième guerre mondiale : on recense seulement 3 200 Tunisiens dans l'Hexagone en 1945 et 4 800 en 1954, mais 139 735 en 1975.

Un premier contingent d'environ 10 000 « travailleurs coloniaux » avait été recruté d'office en 1916 : il n'en restait plus un seul en 1935. De 1946 à 1956, la moyenne des départs vers la France n'a pas excédé 2 000 travailleurs par an, malgré la paupérisation croissante des paysans. C'est sans doute parce que la Tunisie n'a pas connu un choc colonial aussi brutal que celui subi par l'Algérie voisine, ni les transferts massifs, les regroupements de population ou les confiscations systématiques de terres qui ont presque désintégré la société algérienne après les répressions de 1871 et de 1945, et pendant la guerre d'indépendance. En soixante-quinze ans de présence française officielle, la concentration des pouvoirs dans la capitale tunisienne avait rompu dépendant

définitivement l'équilibre précaire des rapports traditionnels entre les villes et les campagnes, évolution précipitée par l'accroissement démographique. Rien d'étonnant, dès lors, que le courant spontané vers la France se soit renforcé après la proclamation de l'indépendance, amenant la conclusion d'accords de main-d'œuvre avec la gouvernement tunisien en 1963.

### Des « travailleurs dociles »

Les migrants tunisiens sont souvent réputés « travailleurs dociles », s'adaptant facilement. Cela tient en grande partie à des causes socio-historiques spécifiques : espace migratoire polarisé par Tunis, vieille tradition commerciale, meilleure connaissance de la langue française — allant souvent jusqu'au parfait bilinguisme. Tels sont les facteurs d'une meilleure insertion des travailleurs tunisiens dans l'industrie et surtout dans les services et le commerce, où ils trouvent plus facilement de l'emploi, notamment chez les employeurs d'origine israélienne qui ont quitté la Tunisie au moment de l'indépendance.

C'est surtout depuis 1966 que la communauté tunisienne de

France s'est développée, conséquence non seulement de son propre taux de natalité mais encore du nouvel exode rural provoqué en Tunisie par le regroupement agricole opéré par M. Ahmed Ben Salah, alors ministre de l'économie.

Leur communauté reste en même temps imperméable aux organisations semi-officielles, telles que l'Amicale des Tunisiens en France, sans toutefois s'intégrer véritablement aux luttes ouvrières du pays d'accueil : la taux de syndicalisation ne dépasse guère 10 %. Pourtant, les communautés tunisiennes les plus importantes se situent dans la région parisienne, dans la région lyonnaise et sur le littoral méditerranéen, et dans des secteurs de production typiquement industriels, surtout dans le bâtiment et dans la métallurgie. Les O.S. (ouvriers spécialisés) y représentent 40 % des actifs, les ouvriers qualifiés 30 %, les cadres et techniciens 5 %, le reste étant des ouvriers agricoles, des manoeuvres ou des travailleurs sans formation. Peu d'entre eux se fixent définitivement en France, car les deux tiers de cette communauté sont des hommes, dont plus de 50 % célibataires.

JEAN BENOIT.

## Paris-Tunis : du désenchantement aux grandes espérances

(Suite de la page 19)

Sur le plan des échanges commerciaux, qui préoccupent les Tunisiens, la France a importé, en 1982, des produits (notamment des textiles, des phosphates et du pétrole) d'une valeur de 2,5 milliards de francs, alors que la Tunisie lui a acheté, principalement en biens d'équipement, pour 6 milliards de francs. Ce déficit est partiellement compensé par les transferts des travailleurs immigrés (1,2 milliard de francs en 1981) et l'apport de quelque 370 000 touristes français (850 millions de francs en 1983).

Fleur des relations bilatérales, la coopération culturelle, scientifique et technique s'exerce sans problème majeur. Sur 800 coopérations françaises, quelque 550 sont affectées dans l'enseignement supérieur et secondaire, les autres travaillant dans le domaine de la santé publique et dans divers départements techniques. Plus de 8 000 jeunes Tunisiens — dont 500 par un bénéficiaire de bourses françaises — étudient en France.

Cette année a été, en outre, marquée par deux réalisations originales : la mise en service, en juin, d'une deuxième chaîne française de la télévision tunisienne, financée à concurrence de 110 millions de francs par Paris (le Monde du 15 juin) et le transfert aux autorités tunisiennes du lycée Carnot (le Monde du 23 juillet), devenu depuis la rentrée scolaire lycée Bourguiba. Avant une vocation biculturelle, cet établissement préparait les jeunes Tunisiens aux concours d'entrée aux grandes écoles françaises, principalement scientifiques.

### Liquider l'héritage colonial

Autre chapitre important et qui tient à cœur aux deux pays : les problèmes de personnes. Paris a le souci d'améliorer les conditions de vie des quelque 219 000 travailleurs tunisiens et de leur famille vivant en France, dont 21 500 en fraction ont vu régulariser récemment leur situation. Mais cela suppose, évidemment, qu'il soit mis fin aux entrées clandestines, ce que devrait faciliter la mise en place du système des « diptyques » actuellement en cours. Mais Paris souhaiterait aussi une plus large réciprocité en faveur des 12 500 Français installés en Tunisie et qui sont trop souvent en butte à d'inutiles complications, sinon à des tracasseries administratives.

Dernier point non négligeable : le désir des deux pays de liquider un héritage colonial qui stagne depuis longtemps et qui jette une ombre disproportionnée sur les rela-

tions bilatérales. Il s'agit des biens immobiliers français construits ou acquis avant l'indépendance (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet) et de l'accolation du déblocage des quelque 200 millions de francs appartenant à des Français ayant quitté la Tunisie (le Monde du 15 juin). C'est le contentieux concernant environ douze mille biens immobiliers qui demeure le plus épineux.

La Tunisie souhaiterait que l'opération de rachat s'effectue dans le cadre de la coopération, c'est-à-dire par l'octroi de crédits spéciaux français à long terme. Les deux parties sont d'accord pour évaluer ce patrimoine à environ 120 millions de francs, sur la base de 1956, mais elles divergent sur l'accolation de cette somme. A condition d'obtenir satisfaction sur les conditions de crédit, Tunis accepterait d'appliquer le coefficient 2, alors que Paris insiste pour obtenir au minimum le coefficient 3. Les multiples contacts de ces derniers mois n'ont pas permis de faire avancer le problème.

Il est bien évident que la solution de ces deux questions, dont on ne saurait ignorer le caractère humain, contribuerait à lever les derniers obstacles freinant encore la nouvelle impulsion que Paris et Tunis souhaitent donner à leurs futures relations.

MICHEL DEURÉ.

## 12 500 Français : la deuxième communauté étrangère

Fort de 181 000 personnes, en 1956, lors de l'indépendance, la colonie française de Tunisie est allée en s'amenuisant au fil des années, pour ne plus en compter que 12 500 en 1983. Elle demeure cependant la seconde colonie française, après celle de l'Algérie (40 000 personnes) et avant celles de l'Italie, de la Belgique et de la R.F.A.

Les femmes françaises de Tunisie et leurs enfants (deux en moyenne par couple, qui pourront opter, à leur majorité, pour l'une ou pour l'autre nationalité) représentent 40 % de cette colonie, dont les autres membres se répartissent ainsi :

- 25 % dans le secteur public, coopérateurs civils et militaires, enseignants, fonctionnaires des services français, etc. ;
- 20 % de cadres, techniciens et employés dans le secteur privé ;
- 15 % de personnes installées dans le pays avant l'indépendance, des retraités pour la plupart.

M.D.

## La Tunisie a toujours les vacances et les prix que vous cherchez !...

Pays de la variété et des contrastes, la Tunisie vous offre à 2 heures ou moins de chez vous, la méditerranée, le désert, 1300 kms de sable fin, des palmeraies immenses et un peuple riche de 3000 ans d'histoire... à des prix exceptionnels.

Liaisons aériennes et maritimes régulières.

Renseignez-vous auprès de :  
L'Office National du Tourisme Tunisien  
32 avenue de l'Opéra 75002 Paris  
Tél. (1) 742.72.67  
et 12 rue de Sèze - 69006 Lyon  
Tél. (7) 852.35.86



## BANQUE DE TUNISIE



La banque Tunisienne la plus ancienne

affiliée aux Groupes

C.I.C.

Société Générale



et



البنك التونسي

## La voie étroite de l'avenir maghrébin

Depuis le début de l'année, de Nouakchott à Tripoli, en passant par Alger, Rabat et Tunis, la relance du processus d'édification maghrébine est au centre de grands espoirs. Les gouvernements mettent l'accent sur la nécessité d'une complémentarité économique en tant que première étape dans la voie unitaire. Responsable du C.P.C.M. depuis sa création en 1966, M. Mustapha Filali met en garde contre un optimisme excessif.

L'édification, par les Etats du Maghreb, d'un avenir partagé est devenue le fleuron indispensable du discours politique. Cette constance dans la référence à un projet tenace arrive à peine à cacher la crise qui sévit au Maghreb, crise doublement vécue sur le plan de la coexistence pacifique comme sur le plan de la vision concertée d'un avenir commun. Il n'est que partiellement exact d'imputer au conflit du Sahara occidental l'origine et le développement de cette crise. Ce conflit a seulement contribué à donner une tournure plus dramatique à une ambiguïté plus ancienne, antérieure au divorce algéro-marocain de 1975.

Cinq pays maghrébains forment une aire de continuité géographique et d'homogénéité sociale et culturelle, faisant également face aux multiples défis d'une société en mutation profonde, s'avèrent incapables de valoriser des potentialités réelles pour l'édification d'un avenir solidaire et de donner la priorité, sur les facteurs de dissemblance et de discord, aux facteurs de concordie et d'homogénéité. Les vingt ans de leur jeunesse nationale ont été pourtant suffisants, en d'autres lieux, à la réalisation d'objectifs non moins ambitieux. Des institutions à caractère communautaire mises en œuvre dès 1964 ont inutilement accumulé un stock de projets régionaux et d'études maghrébines propres à faire passer dans la réalité des constructions nationales l'ébauche de cet avenir solidaire. Les uns et les autres semblent désormais voués à témoigner du passé.

### La responsabilité des nationalismes

Un blocage semble verrouiller les voies d'accès vers l'avenir maghrébin et rendre inopérants la bonne dizaine d'accords de coopération et de bon voisinage conclus depuis la conférence manquée de Tunis en octobre 1957. Il est vrai qu'il s'agit seulement d'accords bilatéraux qui ont vite fait de refroidir l'enthousiasme soulevé par la conférence de Tanger en 1958 et de rendre à l'évidence des réalités quotidiennes des volontés pourtant sincères dans leur désir de transformer cette réalité. Le blocage d'une situation connue à un ensemble régional est rarement un phénomène monofactoriel explicable par une série de raisons simples ou de données immédiates. Des facteurs internes propres aux Maghrébins sont décelables, au premier rang desquels il faut évidemment mentionner l'impératif de la construction nationale. Les sacrifices, souvent lourds, endurés durant

les guerres de libération habitent encore le présent maghrébin, et leur souvenir est encore trop vivace pour qu'il soit facile d'invoquer la génération actuelle au dépassement du national.

Les voies étroites empruntées par les uns et les autres pour l'édification des Etats ont été — comme à dessein — semées d'obstacles sérieux à l'avenir communautaire. Nul doute que la voie écartée d'une industrialisation de puissance à caractère plus politique qu'économique, l'absence totale de concertation dans la conception et la mise en œuvre des plans de développement, le retard accumulé dans la promotion d'une agriculture d'abord vouée à la satisfaction des besoins alimentaires de la région, la vaine hésitation entre les options de développement et la référence constante à tel modèle idéologique ou à tel autre, ne comptent parmi les facteurs internes de l'échec du projet maghrébin. Leur évidence souligne la responsabilité des nationalismes maghrébains qui ont péché par imprévoyance et manque d'imagination davantage que par carence de la volonté communautaire, ou duplicité politique.

Des facteurs externes ont exercé une influence profonde dans les effets continus à marquer le présent et à épaissir le brouillard d'incertitude quant à l'avenir. Bon nombre des difficultés auxquelles les pays maghrébains ne cessent d'être confrontés depuis l'indépendance sont le prolongement de décisions prises, en son temps, par l'administration coloniale.

tracés des frontières entre les Etats de la région et les tentatives faites auprès du Maroc et de la Tunisie au lendemain de leur indépendance, et en pleine guerre d'Algérie, de corriger ces manipulations ont de les aggraver. C'est aujourd'hui un fait d'évidence que les frontières héritées de la géographie d'occupation constituent la pomme de discorde de présent maghrébin. Ce contentieux éclipse tout autre aspect des relations entre les Etats de la région. Il est aujourd'hui considéré, dans son chapitre saharien, comme l'obstacle majeur à la normalisation des relations présentes et à l'édification de l'avenir commun.

Dernier exemple, et non des moindres, quant à l'effet de rémanence des décisions prises par l'administration coloniale : la façon insuffisamment préparée de la transition entre l'administration coloniale et l'administration nationale. A des degrés divers, tous les pays de la région ont été surpris par l'avènement de l'indépendance et largement abandonnés à l'improvisation face aux embarras de la gestion de leur souveraineté retrouvée.

Malgré la pesanteur réelle des initiatives d'hier sur les décisions et les performances d'aujourd'hui, il y a pour les pays de la région un avenir commun. En même temps qu'attachement aux valeurs d'une civilisation partagée, cet avenir est une certitude profondément vécue par les habitants du Maghreb. Il est d'abord et aussi impératif de réconciliation et de concorde entre les

### Les frontières : pomme de discorde

Citons quelques exemples : l'insuffisance alimentaire et le déficit de la balance agricole sont le résultat indirect de choix faits dans les pays maghrébains en faveur de spéculations agricoles plus commercialisables et davantage vouées à la satisfaction des besoins « métropolitains ». Cela est vrai surtout pour le vignoble à raison de cuve l'arboriculture fruitière et le maraîchage. La polarisation des échanges maghrébains par l'économie métropolitaine et leur inscription dans la zone monétaire dominante expliquent largement la lourde dépendance des économies maghrébines à l'égard de la C.E.E. et plus particulièrement à l'égard de la France. Trois chiffres suffisent à illustrer cette dépendance : le rapport en valeur des échanges au P.N.B. culmine au Maghreb à 25 % alors que le ratio tolérable doit être inférieur à 10 %. La part du commerce maghrébin avec la C.E.E. atteint 70 % du total des échanges alors que la part du Maghreb dans les échanges totaux de la Communauté ne dépasse pas le chiffre dérisoire de 3 %. Point n'est besoin de rappeler la dépendance maghrébine à l'égard du marché européen du travail, où un million et demi d'émigrés servent de monnaie d'échange, sinon de bous émissaires.

Une autre séquelle, majeure celle-là, des décisions de l'époque coloniale est constituée par les manipulations commises par les autorités militaires et administratives sur le



## Un entretien avec le ministre des affaires étrangères

(Suite de la page 19.)

Les dirigeants tunisiens, qui ont accueilli l'an dernier à son départ de Beyrouth la direction de l'O.L.P., suivent avec une grande inquiétude la crise qui divise l'organisation palestinienne et qui oppose Damas à M. Yasser Arafat. Ils s'abstiennent toutefois de prendre parti dans ces querelles. « Nous avons toujours soutenu les mouvements de libération dans leurs justes causes comme nous nous sommes toujours refusés à interférer dans leurs affaires. Pour nous, c'est fondamental », explique M. Calé Essebsi, qui ajoute : « Nous coopérons avec les directions que se donnent les mouvements. Nous sommes avec M. Yasser Arafat, puisqu'il a été librement désigné comme chef de l'O.L.P. S'il plait aux Palestiniens de choisir d'autres dirigeants, nous collaborerons de la même façon avec eux. Si d'autres pays arabes ont une approche différente, c'est leur affaire. »

### Dix-sept ans après l'appel de Jéricho

Tunis se sent, au même titre, concernée et préoccupée par la dégradation de la situation au Liban et les risques de partition du pays. M. Calé Essebsi insiste à ce propos sur la responsabilité d'Israël. « Le Liban était le seul Etat arabe à

n'avoir pas de problème de frontière avec Israël à la suite de la signature, il y a bien longtemps, d'une convention d'armistice, souligne-t-il. Maintenant on nous parle de la Syrie qui a sa conception nationaliste arabe, ses arguments, ses territoires occupés et donc la présence de ses forces au Liban est d'une nature différente de celle des troupes israéliennes. Mais plus personne ne parle d'Israël, qui est pourtant le premier responsable. »

Face aux divisions du monde arabe et à son incapacité à régler les problèmes, la Tunisie semble s'accommoder de cette passivité. Ce n'est pas qu'elle bégoise la Ligue arabe depuis son départ du Caire en 1979 et se sente tenue à une certaine réserve ou simplement parce qu'il lui est plus facile de suivre le courant général ? Le ministre s'inscrit en faux. Pour lui son pays doit plutôt avoir un rôle d'arbitre et demeurer un lieu de rencontres.

Pourtant la Tunisie paraît muette, alors qu'en 1965, dix-sept ans après la création de l'Etat d'Israël, le président Bourguiba a hésité pas, alors qu'il visitait le camp palestinien de Jéricho, à provoquer un tollé dans le monde arabe en préconisant une solution négociée fondée sur le respect de la légalité internationale. Il recommandait en fait d'appliquer la résolution des Nations unies de 1947 sur le plan de partage de la Palestine prévoyant la coexistence de deux Etats, palestiniens et israéliens. A l'époque, il avait dénoncé « la politique du tout ou rien » et préconisé des solutions de compromis en précisant le 11 mars 1965 à Beyrouth que, si le monde arabe ne s'engageait pas dans cette voie, il risquait de se trouver « au même point et dans la même situation dix-sept ans plus tard ». Et, effectivement, il a fallu attendre dix-sept ans pour que le sommet de Fès s'inspire largement de la proposition tunisienne formulée à Jéricho. « Le plan de paix de Fès a été accepté par tous les Arabes (sauf la Libye) et surtout par l'O.L.P., ce qui a constitué une révolution », constate, non sans satisfaction, le ministre.

La Tunisie, traditionnellement amie des Etats-Unis, reconnaît que le plan Reagan, qui a suivi celui de Fès, constitue « un pas en avant », mais n'en déplore pas moins le soutien continu de Washington à l'Etat bérebre en y voyant une « prime à l'agression ». Le président Bourguiba l'a répété le mois dernier au vice-président américain, M. George Bush, comme il lui a rappelé qu'aucune solution ne peut intervenir au Proche-Orient sans l'O.L.P.

« En effet, déclare M. Calé Essebsi, le plan Reagan fait l'impasse sur les Palestiniens et ignore leur droit à l'autodétermination. Or, après que les Palestiniens eurent accepté le plan de Fès, qui est un plan de paix supposant une négociation, mais et se sont heurtés à un mur. Et aujourd'hui, en laissant Israël faire ce qu'il veut, on donne raison aux extrémistes de tous bords. »

Propos recueillis par  
PAUL BALTA.

# investisseurs, industriels,

DEPUIS 1973 PLUS DE 340 ENTREPRISES EN MAJORITÉ EUROPÉENNES ONT CHOISI D'INVESTIR EN TUNISIE JOIGNEZ-VOUS A ELLES

VOUS BÉNÉFICIEZ COMME ELLES D'AVANTAGES PARTICULIERS SI VOUS DÉCIDEZ DE PRODUIRE EXCLUSIVEMENT POUR L'EXPORTATION :

- franchise douanière totale
- exonération de l'impôt sur les bénéfices pendant 10 ans
- liberté totale de transfert et de change

SI VOUS DÉCIDEZ DE PRODUIRE POUR LE MARCHÉ LOCAL ET PARTIELLEMENT POUR L'EXPORTATION DANS DES PROJETS DE JOINT-VENTURE VOUS BÉNÉFICIEZ DE :

- exonération des droits et taxes à l'importation des biens d'équipements
- exonération jusqu'à 90 % de l'impôt sur les bénéfices et sur 10 ans suivant le nombre d'emplois créés et la zone d'implantation
- subvention d'investissement pouvant atteindre 1 000 DT par emploi créé et suivant les zones d'implantation
- imposition des bénéfices résultant de l'exportation à un taux réduit de 20 % seulement

A tous ces avantages, bien d'autres peuvent être accordés aux projets dont le niveau technologique est élevé.

AGENCE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS  
7 R. du Royaume d'Arabie Saoudite - TUNIS - Tel. 282.155 Telex 12166

# السيرة العربية للسياسة

## maghreb tourisme

### une dimension internationale

49, Avenue Habib Bourguiba - TUNIS - ☎ 252.614 - 341.213

international unisia ntel

☎ 254.855  
Telex 12.198  
13.623

international zzahra ntel

☎ 290.523  
290.788  
Telex 12.449TN

**pour vos affaires**

**pour vos loisirs**

## INFORMATIONS « SERVICES »

## LA MAISON

## Stores et claustras

Comme dans une maison japonaise, des panneaux coulissants translucides ou ajourés et des stores déroulables font varier les espaces et séparent sans isoler.

Deux nouvelles boutiques se sont spécialisées dans ces types d'éléments, à la fois pratiques et décoratifs. Dans une rue longeant la ville suisse, Anne-Marie Loubeyre s'est installée à l'enseigne Les choses de la maison. Elle a réuni un grand nombre de claustras et parois qu'elle présente montés sur rails, ce qui permet de comparer leurs différents aspects en situation.

Pour camoufler une cuisine installée dans un studio ou aménager une chambre pour deux enfants, une paroi japonaise solide et montable en bois enserment un matériau plastique translucide (en 2 m de haut et 0,60 m de large, 560 F sans les rails). Une paroi coulissante légère, pour délimiter une entrée d'un séjour par exemple, est en bois tissé, naturel, tainté ou laqué de ton vif.

Montés également sur rail, les claustras permettent de créer des séparations mobiles très esthétiques. Ils sont soit en bois massif - à grands quadrillages ou à découpes rectangulaires, soit en panneaux de fibres de bois finement ajourés de divers motifs. Ces panneaux, bruts ou peints, sont encadrés à la mesure souhaitée et prêts à installer (en 130 x 250 cm, peints et encadrés, 1000 F environ). Les claustras Nobilis, conçus pour la décoration des murs, peuvent aussi être montés en parois coulissantes ou fixes; ils sont en bois, brut, tainté verni noir ou assé ou laqué blanc ou noir. Tous les types de cloisonnements exposés dans la boutique Les choses de la maison sont

vendus en dimensions standard ou réalisés sur mesure; ils peuvent être posés à domicile.

Promoteur du store à enrouleur automatique décoratif en France, Tony Burrows vient d'ouvrir, à Montpensier, une seconde boutique Tamise. Dans ce petit magasin, tout en vitrine, il présente ces stores qui renouvellent le décor de la fenêtre ou servent de séparation. Ils sont réalisés sur mesure dans une grande variété de tissus: faux unis blancs, unis de couleur ou imprimés (en 70 x 160 cm, 370 F environ, imprimé). Pour une chambre d'enfant, des stores-paysages représentant des moutons dans un pré ou des parcs sur une plage.

Tous les jeux de couleurs sont possibles avec les vingt-cinq colonis de stores vénitiens à petites lames. En combinant plusieurs tons, on obtient un store original à rayures horizontales bicolores, tricolores ou plus. A l'inverse, une sobriété très « naturelle » est apportée par un tout nouveau store denois, à lames de bois clair.

Pour l'habillage raffiné d'une fenêtre, Tony Burrows propose des stores américains, confectionnés dans son atelier. Coulissant en gros plis horizontaux, ces stores sont réalisés en tissu blanc à effets de motifs en transparence ou en percale imprimée; un store de 1,20 m de large et 2 m de haut vaut 650 F environ en imprimé. La nouvelle collection Tamise comprend des tissus à impressions de treillis, en gris, rose ou jaune, et des grands triangles imprimés, dans une harmonie très colorée.

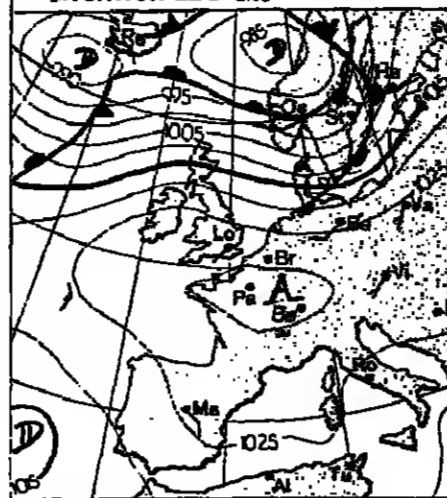
JANY AUJAME.

\* Les choses de la maison, 2 ter, rue Alsace, 75015 Paris. Tél. : 273-24-35.

\* Tamise, 86, rue de Valenciennes, 75006 Paris. Tél. : 548-51-57.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26/10/83 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 26 octobre à 6 heures et le jeudi 27 octobre à minuit.

La zone de hautes pressions qui protège la France se déplace vers le sud-est. Les conditions anticycloniques prédominent toujours sur le pays, cependant la zone d'instabilité située à l'ouest du Portugal remonte vers le nord-est, apportant jeudi soir une aggravation nuageuse près des côtes atlantiques.

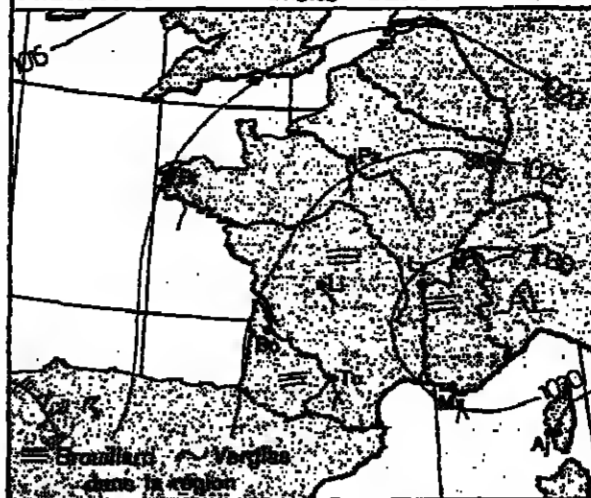
Jeudi matin, les nuages bas, brumes ou brouillards seront fréquents de la Bretagne au Nord, au Bassin parisien et au Jura. Plus au sud, de nombreux brouillards de rayonnement se formeront dans la nuit et se dissiperont au cours de la matinée. L'après-midi, le beau temps prédominera malgré quelques passages nuageux au nord de la Loire, et une aggravation nuageuse en soirée près des côtes atlantiques. Le soleil brillera près de la Méditerranée, malgré quelques stratus présents le matin sur le Roussillon.

Les vents, faibles en général, s'orienteront au sud du sud-ouest de l'Aquitaine à la Bretagne. Les températures, en hausse, seront voisines de 7 à 12 degrés le matin près des côtes, de 2 à 6 degrés dans l'intérieur. L'après-midi elles atteindront 12 à 22 degrés du nord au sud.

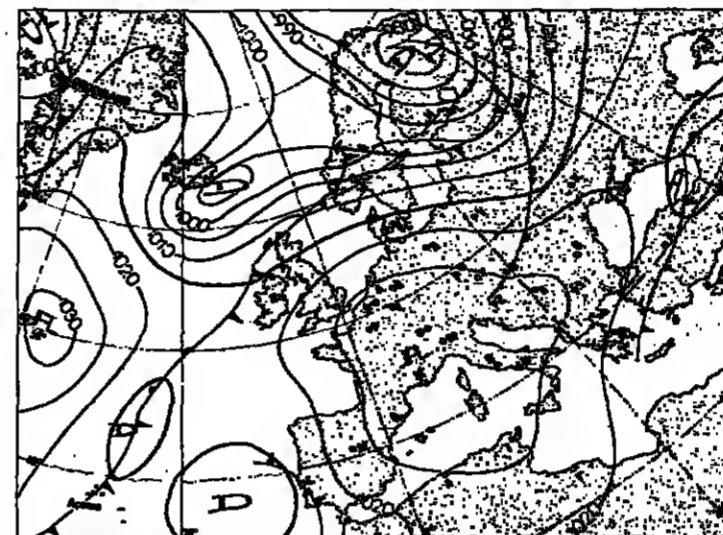
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, fait à Paris, le mercredi 26 octobre 1983, à 7 heures, de 1030,2 millibars, soit 772,7 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 25 octobre; le second, le minimum de la nuit du 25 octobre au 26 octobre): Ajaccio, 18 et 6 degrés; Biarritz, 17 et 5; Bordeaux, 16 et -1; Bourges, 11 et -1; Brest, 15 et 3; Caen, 13 et 3; Cherbourg, 14 et 5; Clermont-Ferrand, 12 et -3; Dijon, 11 et 3; Grenoble, 14 et 1; Lille, 9 et 5; Lyon, 7 et 4; Marseille-Margate, 18 et 5; Nancy, 10 et 2; Nantes, 10 et 2;

PRÉVISIONS POUR LE 27/10/83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 27 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Nice-Côte d'Azur, 18 et 10; Paris-Le Bourget, 8 et 2; Pau, 18 et 2; Perpignan, 20 et 3; Rennes, 9 et 1; Strasbourg, 6 et 2; Tours, 11 et 1; Toulouse, 18 et 0; Pointe-à-Pitre, 32 et 23.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 22 et 11 degrés; Amsterdam, 9 et 0; Athènes, 22 et 14; Berlin, 8 et 6; Bonn, 11 et 7; Bruxelles, 9 et 8; Le Caire, 26 et 15; Les Canaries, 25 et 18; Copenhague, 7 et 5; Dakar, 30 et

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

## EN BREF

## EXPOSITIONS

LES CHRYSANTHÈMES. - Dans la grande serre du fleuriste municipal, 3, avenue de la Porte-d'Auteuil à Paris, 16<sup>e</sup> arrondissement, plus de trois mille chrysanthèmes sont présentés tous les jours de 10 heures à 17 heures, jusqu'au 2 novembre. Le palmier et la serre tropicale attenants à la salle d'exposition renferment des plantes plus exubérantes. Cette manifestation a reçu l'an dernier dix mille visiteurs.

\* Direction des parcs et jardins de la Ville de Paris, tél. : 651-71-20, poste 483.

## AUTOUR DE LA NAISSANCE

Le Groupe de recherche et d'action pour la petite enfance (GRAPE) et la Fondation de France présentent, jusqu'au 8 novembre, au Centre Georges-Pompidou, à Paris, une exposition intitulée « Né(e) pour naître ». Cette exposition raconte en affiches la naissance d'une identité humaine, de l'enfant en germe dans le ventre maternel au jeune individu conscient de lui-même et des autres. Les vingt affiches sont, en tant que support de rencontres et matériel pédagogique, mises à la disposition des professionnels de l'enfance et des responsables locaux.

\* Centre Georges-Pompidou, Centre de création industrielle, salle de documentation, rez-de-chaussée.

## TRANSPORTS

CHAMPAGNE GRATUIT SUR LES LONG-COURRIERS D'AIR FRANCE. - A partir du 1<sup>er</sup> novembre, les passagers voyageant en classe économique sur les vols long-courriers d'Air France pourront écouter leur musique préférée et suivre le film projeté gratuitement. Toutes les boissons servies à bord seront gracieusement offertes, même le champagne.

## Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75421 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
341 F 554 F 767 F 980 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
661 F 1 194 F 1 727 F 2 266 F

ÉTRANGER  
(par messagerie)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
381 F 634 F 887 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE  
454 F 779 F 1 105 F 1 438 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse: définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus): nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les montants propres en capitaux d'impression.

## SCIENCES

## LE MÈTRE ÉTALON NOUS ÉCRIT...

L'article sur le mètre paru dans le Monde du 22 octobre nous a valu une vénémeuse protestation de « l'étalon de Sévres ».

Je vous serais obligé, en vertu de mon droit de réponse, de faire part à vos lecteurs de mon émotion à la lecture de votre information parue sous le titre « Le mètre est mort, vive le mètre ».

Vous me définissez comme étant « la langue du trajet parcouru dans le vide par la lumière en 1/299 792 458 seconde ».

Vous m'amputez ainsi de 90 % de ma longueur: est-ce cela le nouveau mètre? Je ne me croyais pas sujet à érosion comme le franc. Serai-je atteint par la contagion?

S'il ne s'agit pas d'une « coquille », il vous appartient de faire campagne pour que se réunisse à nouveau la Conférence internationale des poids et mesures, afin que me soit rendue ma véritable dimension, en supprimant le 2 final du dénominateur ou en le faisant précéder d'une virgule: 1/299 792 458 sera plus conforme à ce que je crois être.

L'ÉTALON DE SEVRE.  
P.P. AJOURDIER  
(Marly-le-Roi).

(Dont acte. Le 2 final était une coquille, ou plutôt une conséquence inattendue de l'équation « de 2 »... en téléphonie. Il fallait lire: « 1/299 792 458 de seconde ».)

## Circuit rapide pour anglais courant.

PROCHAINES COURS INTENSIFS le 31 octobre 1983

INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE

20 passage Dauphine

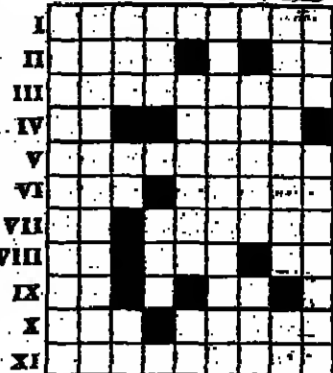
75006 Paris - Tél. 325-4131



## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3567

1 2 3 4 5 6 7 8 9



HORIZONTALEMENT

L A souvent un chat dans la gorge. - II. Boîte à idées. Évite une mise en boîte. - III. De nature à être doublée ou refaite. - IV. Symbole de puissance. N'est donc pas sûr de sauver sa peau. - V. Ne peut se permettre le moindre retard dans sa boîte. - VI. Point commun du Nigeria et des Pays-Bas. Il vaut évidemment mieux partir lorsqu'il s'annonce. - VII. Motif d'un tout. Boîtes au devant être ouvertes qu'avec d'innéfinies précautions. - VIII. Préfixe. Service à rendre. Communiqué. - IX. Petit raccourci. Souvent femme varie, la preuve. - X. Certains fréquentent ses cours pour danser. Un mélange de piquant et de doux. - XI. Ont toujours de la peine lorsqu'on les laisse tomber.

VERTICALEMENT

1. Ses moyens de communication sont assez restreints. - 2. Arrangement qui nous fait montrer les dents. - 3. Première nouvelle. Degré d'été de se mouiller. - 4. Envie à revenir. Se retire après la fermeture. - 5. Transmet son sentiment le meilleur. Note. - 6. Incorporation dans une unité. - 7. Un peu de grêle. Jamais avant. - 8. Évasions discrètes souvent très réussies. Démonstratif. - 9. Pronom. Aspires donc à des jours meilleurs.

Solution du problème n° 3566

Horizontalement

I. Banderole. - II. Adieu. Vis. - III. Ladrerie. - IV. Emir. Anus. - V. File. - VI. Née. II - VII. Interne. - VIII. Écréméras. - IX. R.L. Sèze. - X. Eu. Bie. - XI. Assiégée.

Verticalement

1. Balcinier. - 2. Adam. Oncles. - 3. Nidifier. Us. - 4. Derrière. - 5. Euc. Imèse. - 6. Ralliez. - 7. Ovine. Erbe. - 8. Licu. Le. - 9. Es. Solistes. GUY BROUTY.

## PARIS EN VISITES

VENDREDI 28 OCTOBRE

« Modes en dentelles », 10 h 10, avenue Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie, M<sup>me</sup> Legrégois.

« La Conciergerie présentée aux jeunes », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge, M<sup>me</sup> Hulot.

« Le nouveau Paris », 14 h 45, métro Rambuteau, M<sup>me</sup> Legrégois.

« L'église Sainte-Marguerite », 15 heures, 293, rue Saint-Bernard, M<sup>me</sup> Bouquet des Chaux (Caisse nationale des monuments historiques).

« Musée du Jeu de Paume », 14 h 30, entrée (Commissariat d'ici et d'ailleurs).

« L'hôpital Saint-Louis », 15 heures, 2, place du Docteur-Alfred-Fournier (P.Y. Jallat).

« Ancien Hôtel-Dieu », 14 h 30, entrée, parvis Notre-Dame (Paris-ailleurs).

## CONFÉRENCES

19 heures: Centre culturel du Mexique, 47 bis, avenue Bosquet, M. Alfredo Ruiz del Rio: « Panorama de la musique populaire du Mexique. » (En espagnol.)

21 heures: Centre Pompidou, salle d'activités, petite salle, MM. N. Bessid, M. D. Certeau, C. Davet, E. Fontenay, A. Jaquard, M. Ollender, A. Schnapp, D. Swartz: « Vérité: de la science à la société. »

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 26 octobre 1983:

## DES DÉCRETS

● Portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Fonds des Nations unies pour l'enfance concernant les administrateurs auxiliaires à titre temporaire mis à la disposition du Fonds, fait à New-York le 20 mai 1983.

● Instituant des taxes parafiscales au profit du Groupement national interprofessionnel des semenciers, graines et plants.

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant: André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs: Hubert Bouvet-Méry (1944-1968) Jacques Fauvet (1969-1982)

Impression: le Monde, 5, rue des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN: 0395 - 2037

1550 من المجلد

## Le Monde

# ARTS ET SPECTACLES

Hier, le Voleur de bicyclette ouvrait la voie au nouveau cinéma italien. Yves Saint-Laurent créait un nouveau new-look. Avant-hier la peintre Edvard Munch gravait ses obsessions sur bois et en eau-forte. Aujourd'hui, Zao Wou Ki expose ses toiles abstraites dans la Chine populaire, qui s'étonne, mais s'ouvre, et exporte son patrimoine-cinéma d'avant et après la révolution. Dans le treizième arrondissement, les Chinois de Paris dessinent au néon les idéogrammes de leurs enseignes. Vingt-cinq ans de mode Saint-Laurent vont être réunis à New-York. Le musée Munch réunit son œuvre presque complète en un livre. Et le Voleur revient, avec la même force émotionnelle. Il n'y a plus d'hier, seulement l'histoire qui ne s'arrête pas.

### RETOUR DU « VOLEUR DE BICYCLETTE »

## Rien de plus terrible que le soleil sur un visage triste

Le Voleur de bicyclette, réalisé en 1948 par Vittorio de Sica, ressort à Paris le 26 octobre dans cinq salles avec des copies neuves. Il n'avait pas été présenté dans un cinéma depuis quinze ans.

Il faut une bicyclette pour être colleur d'affiches, l'entreprise fournit l'échelle. Il faut devenir colleur d'affiches pour ne plus être chômeur. Parce qu'on est un chômeur depuis deux mois, on n'a plus sa bicyclette, on l'a déposée au mont-de-piété. La femme du chômeur arrache les draps du lit, les lave et va les porter au mont-de-piété ; derrière elle un vieil homme pose sur le guichet une paire de jumelles. On discute le prix : 7 500 francs pour tout le trousseau ; on couchera à même le matelas. Au guichet voisin, l'homme récupère sa bicyclette, contre 6 100 francs, un peu plus que ce qu'il avait emporté ; on a compté des intérêts. En attendant qu'on la retrouve, il s'est penché par la lucarne ; un employé tient les draps du ménage et grimpe à une échelle pour les déposer entre des milliers de draps qui ne vont plus servir à personne ; le regard qui s'apprête à retrouver la bicyclette doit abandonner les souvenirs repliés dans les draps. La femme qui monte sur le guidon demande à faire un détour pour aller voir une amie. Une amie ? L'homme l'attend à la porte, des jeunes gens jouent encadrant la bicyclette, mais il a l'œil sur elle. Trois veuves entrent sous le porche et lui demandent à quel étage se trouve la voyante ; il comprend que c'est aussi la voyante qu'est allée voir sa femme, il va la chercher, il demande à un des jeunes rieurs de garder la bicyclette. Comme le film s'appelle le Voleur de bicyclette, on commence à avoir peur pour la bicyclette : suspense.

C'est l'histoire qui nous raconte l'histoire : la grande fait des petites, qui deviennent grandes à leur tour. Les pitons se houpillent pour se

tasser dans les autobus, il y a plus de balayeurs que de trottoirs, les billets de banque sont gros comme des livres d'opéra, des accords allemands viennent cogner aux oreilles du dépossédé. On dirait un trajet fléché d'écolier, en images : guerre, crise économique, inflation, chômage, reconstruction, et les flèches peuvent se retourner. Il n'y a que la mort au bout qui ne soit pas réversible, dit le pauvre héros.

Une musique triste à mourir nous avertit que la porte qui va s'ouvrir dévoilera une misère crasse. Mais non, en fait de réalisme, la misère n'est indiquée que par un vilain fil de fer tordu qui pend dans le cadre, indésirable comme le miroir d'un preneur de son aux bras trop courts.

Sur le calendrier, il y a des anges. Sur les affiches de l'entreprise, il y a des déesses en déshabillé et des plongeurs olympiques. C'est en collant une affiche de Rita Hayworth dans Gilda que le héros se fait faucher sa bicyclette - cette fatalité est bien de celle qui porte faux et sablier. Hollywood est à sa place d'arrogance dans le cinéma italien de l'après-guerre, fauché lui aussi. Le soleil est gratuit, rien de plus terrible que le soleil sur un visage triste.

Notre homme a un même qui est bien forcé de se conduire comme un homme. Ce kid, c'est Enzo Staiola ; si Charlie Chaplin avait eu à choisir entre lui et Jackie Coogan, il aurait peut-être hésité. Forcément, maintenant, à celui qui le voit pour la première fois, le Voleur de bicyclette



fait penser à d'autres films, d'avant ou d'après : sur l'enfant qui pleure parce qu'on gifle son père peut se superposer un berceau qui dégringole d'un escalier ; sur la femme qui court après l'homme avec deux seaux à la main peut se superposer le même travelling de Sophia Loren qui court après Marcello Mastroianni ; sur l'interrogatoire crucial dissimulé parmi les rangs d'une messe peut se superposer le même interrogatoire crucial vu dans la chapelle de la prison de l'Argent, de Robert Bresson. Ce n'est pas de la cinéphilie : ce sont des renvois d'émotions. On a dix frissons à la minute, et, à ce degré, il ne s'agit plus de citations.

Les pauvres violent les pauvres, ceux qu'on épouille à l'église sont coquets, la voyante prend la voyante au pied de la lettre et dit à son client qu'il est très laid, le spectacle de l'opulence écoule l'enfant affamé. Est-ce bien cela — film-réa — le réalisme ? A l'enchevêtrement des éléments du scénario, comme un exercice de fatalité, succède l'enchaînement des décors, comme un exercice de diversion : mont-de-piété, église, bordel, trattoria... Vittorio de Sica ne cesse de les travestir : de les enfler lorsqu'ils sont minces, de les dépoiller lorsqu'ils sont imposants. Une scène de syndicat est filmée comme une pantalonade alors que la scène symétrique d'une répétition de cabaret est filmée comme un étiage. La soupe populaire est implantée dans l'église, qui ressemble alors à une gare ou à un hôpital : le bordel est montré sans mystère comme une scène familiale. Vittorio de Sica plaque une musique fanfaronne sur l'instinct de la plus extrême lamentation, du miracle qui s'adapte pas. Car la voyante a dit faux : le chômeur ne retrouve pas sa bicyclette et doit voler à son tour. La faute n'est rachetée que par la malice de l'enfant qui étire la sienne. On ne pourrait plus, aujourd'hui, faire tout un plat — tout un film — du vol d'une bicyclette.

HERVÉ GUIBERT.

★ Voir les grandes reprises.

### GRAVURES DE MUNCH

## Conquête du calme



JUSQU'AU 17 décembre, la galerie Berggruen présente des lithographies, eaux-fortes, gravures sur bois du peintre norvégien Edvard Munch, qui sont précieuses par le musée Munch à Oslo. Plusieurs de ces œuvres ont été réalisées chez des imprimeurs français, comme Clot ou Lemercier, pendant des séjours qu'Edvard Munch fit à Paris, surtout entre 1896 et 1914.

Avec les plaques de cuivre, les pierres à lithographier ou le bois, qu'il découpait comme un puzzle afin d'isoler nettement les zones de couleur, Munch reprend les images obsessionnelles de ses grandes toiles : la maladie et la mort de ses proches — sa sœur, sa mère, son père, — l'infirmité d'une plus jeune sœur handicapée, l'angoisse, la mélancolie, et tels ou tels aspects désoleants de l'union de la femme et de l'homme ; mésentente, jalousie délicate, violence, séparation.

Lorsque Munch, pincesaux ou plus immédiatement tubes de couleur en mains, tente d'approcher (d'éloigner) ces mouvements de conscience, pénibles, sinistres, il ne se préoccupe pas de la beauté de la chose. Hachures obliques, longues traînées verticales, visages livides masqués, délabements de sang, vides glacés, profils tout noirs découpés, salmigondis nauséux des ciels, des paysages, interminables chevelures de femme qui, traversant prairies ou bois, vont s'enrouler sur le cou de l'homme prostré à l'écart, toute cette souffrance-peinture ne va pas sans brutalité, grossièreté, parfois gaucherie, que Munch, volontairement, ne tempère pas du tout. Gaucherie n'est d'ailleurs pas le mot, il s'agit plutôt, parfois, d'un retour à la peinture d'enfant, avec une fraîcheur, une gaieté qui, par ce biais de l'enfance, échappent au peintre.



MAIS, lorsqu'il s'agit de lithographies, de bois gravés, etc., il y a comme une opacité, une résistance, une certaine force d'inertie qui intervient entre l'intention directe de Munch et l'expression en train de s'accomplir, il y a des stations intermédiaires, des freins, des pauses, avant l'apparition de l'épreuve sur la feuille de papier. L'image du deuil, de l'effort, du meurtre, apparaît un peu dans la même disposition que celle de la grande toile peinte originale, mais la crise semble moins aiguë, comme si le travail manuel, précis, de Munch graveur ou lithographe avait agi comme un calmant.

En même temps que l'exposition, la galerie Berggruen publie un superbe album sur Munch, comprenant 450 illustrations et l'histoire d'Edvard Munch racontée par Arne Eggum, le conservateur en chef du musée Munch à Oslo. Imprimé avec soin en Norvège, c'est le seul grand livre complet édité en langue française dont nous disposons jusqu'à présent.

MICHEL COURNOT.

★ Galerie Berggruen, 79, rue de l'Université.

### CRÉATION

## Le tapissier des rêves

A U temps où Christian Dior n'avait pas encore bouleversé la mode avec les insolences du new-look, il habitait déjà les rêves. Il costumait des films romanesques, souleva l'opposition dans les années de l'occupation. La cinématheque présente une exposition de ses dessins, avec photos correspondantes : qu'il était donc sage le futur révolutionnaire.

La libération a libéré sa fantaisie et les capotons pour les arts fantasques. Christian Dior a frappé fort : chevilles entravées dans des jupes longues — on trotte à tout petit pas à un moment où la météo est la première voiture. Kilomètres de volutueuses ténues en période de pénurie où, si l'on retourne sa veste, c'est que la doublure en est moins usée que le reste.

Audace, panache : « vertus françaises ». Alors que Christian Dior symbolise la France et son

chic à l'intérieur et au-dehors des frontières (aux États-Unis, bien sûr), arriva dans ses ateliers un jeune homme pâle avec de grandes lunettes. Il s'appelle Yves Saint-Laurent.

Aujourd'hui, les trois initiales enlaccées de son nom représen-



tent à leur tour une certaine idée de la France et de l'élégance, à laquelle les États-Unis, finalement traditionalistes, rendent hommage. Le 5 décembre s'ouvre à New-York l'exposition Saint-Laurent « Twenty-five years of design », organisée par Diana Vreeland, conservateur de l'Institut du costume au Metropolitan Museum. C'est la dou-

zième exposition de ce genre, mais, précédemment, les thèmes étaient la Russie, la Chine, les Habsbourg... Pour la première fois un artiste en activité est le vedette.

Jusqu'en septembre 1984, les visiteurs en jeans, les visiteurs en vestes épauletées à basques (copiées en Corée) laisseront dériver leurs désirs devant les dessins, les photos, les robes d'origine — conservées depuis qu'Yves Saint-Laurent a créé sa maison en 1958. L'exposition sera inaugurée en grande mondanité : souper, bal, Masure du ghetto intertemporal de la fortune, qui créa l'industrie internationale de la beauté.

YSL. Haute couture, prêt-à-porter, parfums... « Opium », du miel brun flétri d'or, des reflets de feu dans l'ombre. La

même couleur que les tailleurs de peau mordorée, glissante et stricte, présentée il y a deux ans. Et la dernière à Paris, qui tira ses senteurs de la rose, a été annoncée dans la nouvelle collection par un passage de robes et de manteaux souples aux douceurs pastel de Paris au printemps.

Les couleurs, c'est ce qui accroche, ce qui retient, ce qui séduit et varie. Les formes demeurent. D'une année sur l'autre et depuis vingt-cinq ans, Yves Saint-Laurent peint une fresque qui n'est pas sans rappeler ces longues tapisseries du Moyen Âge dont les personnages, saisis dans des attitudes étranges, regardent ailleurs et sourient des lèvres.

Yves Saint-Laurent est un peintre, il crée son univers et le peuple de femmes racées,

faites pour croiser les jambes sur un fauteuil anglais, et attendra. Le dessin des corps reste fidèle à une architecture rigide, dont les lignes s'affinent en hauteur, et sur laquelle se posent les multiples variations de redingotes, vestes cintrées qui caressent les hanches, jupes droites, pantalons à pinces. Carrure large, et



longue verticale. La panoplie du classicisme, mais déviée par des plongées d'angles aigus, des obliques, des courbes fluides qui se creusent sur les tailles de fées, manches envolées, amples an godole, et par les transparences des mousselines sur les aphares trop parfaites des seins assués, par les décalages

de matière, cuir-drap, flou-sec, brillant-mat.

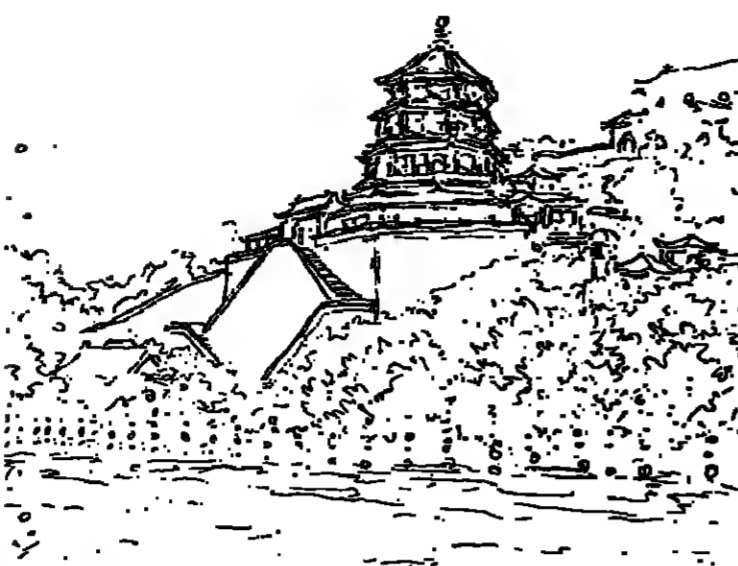
Les allages de matière et de couleur composent des volumes en trompe-l'œil, effets de plans d'ombre et de reflets instables. Il y a eu les tentes somptueuses des velours frappés en jupes évasées, il y a toujours la grain métallisé des smoking. La palette Saint-Laurent joue sur les contrastes de noirs et de gris, elle joue d'audaces aussi, avec les juxtapositions de couleurs non complémentaires, avec les grandes fleurs tissées sur du vert lumineux, du bleu glacé.

Ciel saharien sur un oiseau en technicolor, soleil mouillé d'Irlande sur des cuirs fauves, lumière halogène sur la soie d'une soirée intime, nuits orientales échevelées de strass... Inaccessibles splendeurs d'un artiste ancré vivant au panthéon du chic.

COLETTE GODARD.

# Chine, aller et retour

## Un cinéma sort



DEPUIS une dizaine d'années, le cinéma chinois, ce grand inconnu, a fait une percée à Paris, par deux fois (1972 et 1978), au Studio Saint-Séverin, puis, en France, à travers divers festivals, dont celui de Cannes où il figura, même, dans la compétition officielle de 1982, avec la Véritable Histoire de AH Q.

En 1981, deux importantes rétrospectives lui furent consacrées, à Londres et à Turin. Et, en 1982, soixante films (sur les cent quarante de la sélection turinoise) furent présentés, à Paris, au cinéma La Pagode.

La nouvelle manifestation « Voyage autour du cinéma chinois, Nuits de Chine », organisée au République Cinéma, du 2 au 29 novembre, apparaît plus modeste avec ses vingt-six films, dont quelques-uns ont déjà circulé dans les précédentes. Mais, rue du Faubourg-du-Temple, le cinéma dirigé par Paolo Branco, à la fois salle de quartier et lieu de rendez-vous des cinéphiles, se veut un carrefour entre la route culturelle (ce « Voyage » a reçu le concours du C.N.C., du ministère de la culture, du ministère des relations extérieures et de l'ambassade de Chine) et celle qui peut conduire à la distribution commerciale dans un circuit pour « grand public ». Autrement dit, ces quatre semaines, conçues, chacune, sur un thème particulier, avec des films allant des années 30 à nos jours, veulent éveiller la curiosité populaire et faire franchir un nouveau pas vers la connaissance du cinéma chinois. Entreprise exaltante qui, avec les risques qu'elle comporte, doit recevoir la plus grande attention.

EN 1955, à l'époque héroïque et novatrice du cinéma d'Art et d'Essai, on put voir à Paris un film venu de la Chine populaire, les Amours de Chu Ying Tai et de Liang Shan Po. C'était, à merveille ! un opéra en couleurs racontant une légende du quatrième siècle, tourné l'année précédente, mais les noms des réalisateurs, Sang Hsi et Huang Sba, ne disaient rien à personne, pas plus que ceux de ses interprètes, toutes des femmes, d'ailleurs, même pour les rôles masculins. C'était très beau par les décors et les costumes, très étrange par le mélange de sauterie et de musique traditionnelle. Apparemment « intemporelle », l'histoire de deux jeunes gens, qui, tels Roméo et Juliette, vivaient des amours malheureuses, renvoyait pourtant aux préjugés sociaux d'un régime féodal historiquement bonni et condamné. Le cinéma japonais (Kurosawa-Mizoguchi) était en train de conquérir l'Europe ; le cinéma chinois, lui, n'existait pas, sinon par cette curiosité esthétique qui semblait être tombée de la lune.

Peu après, la *Fille aux cheveux blancs*, de Wang Pin et Shui Hua, apparut en ciné-clubs, avant de trouver une sortie publique tardive au début de 1959. C'était déjà plus intéressant l'idée qu'on pouvait avoir du nouveau cinéma chinois. Une fille de paysans, vendue comme servante, violée puis condamnée à mort par son maître, s'était enfuie et réfugiée dans une grotte, où elle avait survécu pendant des années, retournée à l'état sauvage, les cheveux blancs par son martyre. Alors qu'elle n'avait jamais rien espéré, l'armée rouge victorieuse surgissait pour la délivrer. Ce film datant de 1950 avait été inspiré par un fait divers réel passé à l'état de légende — celle de la « déesse blanche » — et transformé en pièce de théâtre puis en opéra (1944-1945) dans la province du Yunnan, contrôlée par les communistes.

Après diverses modifications, la *Fille aux cheveux blancs* devint une œuvre cinématographique évoquant la dure condition féminine dans la Chine des années 30 et la fin de l'esclavage de tout un pays, grâce à la révolution populaire. Georges Sadoul y voyait un « opéra néo-réaliste ». En effet, le film, situé dans le contemporain, et témoignant

d'un changement de société, comprenait, aux instants de crise, des intermèdes chantés analogues, si l'on veut, aux « songs » du théâtre de Brecht. Avec son message idéologique porté par la puissance dramatique et lyrique de la mise en scène, la *Fille aux cheveux blancs*, dans cette version de 1950 (vingt-deux ans plus tard, l'histoire, modifiée, redevint un autre opéra révolutionnaire), fut, bien plus que les *Amours de Chu Ying Tai et de Liang Shan Po*, le premier film chinois révélant aux spectateurs

français (mais combien au juste ? pas le grand public) la manière dont se remodelait l'art cinématographique en Chine populaire.

Là se bornèrent, longtemps, nos connaissances. En 1966, la sortie quasi confidentielle de la *Guerre de l'opium*, de Zheng Junli et Cen Fan (réalisé en 1959), sous le titre *Guerre au trafic d'opium*, montra simplement comment on concevait, en Chine, le film historique. Au début des années 70 seulement, les choses allaient changer, des films allaient sortir de l'ombre.

### L'ouverture de la Grande Muraille

« La Chine est un monde à part », chantait-on dans le *Pays du sourire*, opérette romantique de Franz Lehár, composée en 1929 et fidèle à l'exotisme du monde asiatique alors en vogue. Cette citation peut paraître déplacée. En fait, elle s'accorde — sans que l'opérette ait été conçue pour cela ! — à la situation du cinéma chinois à partir de l'année 1949 où fut proclamée la République populaire de Chine. Il fallait reconstruire, par l'instauration du communisme, une immense nation, en proie, depuis la chute de la dynastie mandchoue en 1911, à des crises violentes, des émeutes, des guerres civiles, à l'opposition du Kuomintang de Tchang Kai-chek et du communisme, aux exactions des « seigneurs de la guerre » régnant sur certaines provinces, aux harcèlements et aux invasions du Japon (prise de la Mandchourie en 1931) qui allaient se transformer en un terrible conflit militaire, de 1937 à 1945. Après la victoire définitive de Mao Tse-toung, la Chine se trouve isolée, diplomatiquement, sauf du côté de l'U.R.S.S. et du bloc communiste. Elle le restera longtemps, et le nouveau régime entreprend une réunification qui exige l'éducation des masses, paysannes en particulier, un contrôle de l'état sur tous les moyens d'information, l'enseignement, l'industrie, le commerce, l'agriculture. Tâche gigantesque dans laquelle le cinéma va jouer forcément un rôle de propagande.

Les films réalisés en République populaire de Chine ne sont pas faits pour être exportés. Ceux des années 30, issus de la production pri-

vée, ne l'étaient guère, mais du moins avaient-ils un rapport avec l'extérieur à cause de l'influence d'Hollywood. Après 1949, le cinéma chinois est comme entouré par la fameuse Grande Muraille. Pour savoir un peu ce qu'il est, il faut fréquenter le Festival de Karlovy Vary en Tchécoslovaquie, où dominent l'U.R.S.S. et les pays de l'Est. Le cinéma soviétique soutient l'« ami chinois » et lui insufflé, sans doute, l'esprit du « réalisme socialiste » stalinien. Mais — autant qu'on pourra en juger plus tard — le « héros positif » n'est pas le même en Chine qu'en U.R.S.S. Il se fonde dans le groupe, le peuple tout entier, sous la bannière de l'armée rouge chinoise, il s'adresse à des millions d'êtres qu'il faut politiquement organiser, tirer de la misère, sauver de la faim et de l'analphabétisme.

On sourira, l'heure venue, de l'ouverture sur le monde étranger de l'Europe, de la naïveté de certaines images révolutionnaires. Leur simplisme et leur propagande s'adressaient à des spectateurs qui n'étaient pas en état de comprendre un langage cinématographique trop sophistiqué. Même si des techniciens et des acteurs d'avant l'ère Mao demeurent en place dans les studios de Shanghai (de tout temps le grand centre de la création) et de Pékin, ils ne doivent pas se livrer à des recherches formelles compliquées, ils doivent trouver un style directement efficace — ce sera le cas de la *Fille aux cheveux blancs*, — souvent à partir de romans ou de pièces de théâtre appartenant à une culture nationale qu'il s'agit d'adapter. Malgré les renseignements

réunis depuis, on est encore réduit aux conjectures. Du moins a-t-on pu relever, dans l'emploi de la couleur, un art du chromo qui peut être un particularisme du cinéma chinois. Ainsi le pourpre, le bleu ardent et le vert jade de la *Guerre de l'opium*.

A ce qu'il semble, le cinéma chinois a progressé en quantité et en qualité jusqu'à la nefaste année 1966, où la révolution culturelle, en partie dirigée par la femme de Mao, Jiang Qing, ancienne actrice qui n'avait pas réussi à l'écran, jadis, faillit le mener complètement. Il retrouva, heureusement, sa vitalité après la mort de Mao et l'arrestation de la « bande des quatre ». Ce qu'on en connaît aujourd'hui, grâce à l'ouverture de la Grande Muraille, n'est qu'une infime partie de ce qu'il représente. Du moins cette infime partie affirme-t-elle, et c'est important, des caractéristiques nationales impossibles à confondre avec les productions de Formose ou le cinéma-karaté de Hongkong, patrie d'une sous-culture défilée. Le temps n'est plus où l'on imaginait, du dehors, la Chine à travers des films d'aventures exotiques ou des adaptations de romans de Pearl Buck. Devenue une grande puissance mondiale, reconnue à la suite de revers diplomatiques, la République populaire de Chine pourrait, avec bonheur, exporter largement ses films. A condition que le terrain soit bien préparé.

Une manie tenace de la critique française est de vouloir recenser, dans le cinéma chinois — ce fut d'abord le cas avec le cinéma japonais — les influences assimilées de cinéastes européens ou américains. Selon les goûts et les humeurs, on trouve, dans les revues qui ont contribué à la découverte de ces dernières années, des comparaisons avec Eisenstein, Poudovkine, King Vidor, Douglas Sirk et bien d'autres. Comme on ne sait pas dans quelle mesure les cinéastes chinois ont été mis en contact avec le cinéma européen (sauf le soviétique de l'époque stalinienne) et américain, ce jeu nous paraît vain pour l'information des spectateurs français. Mieux vaut leur dire que la sélection de *Nuits de Chine* est d'une diversité assez étonnante par les sujets et les mises en scène. Quant à chercher les « grands

**GALERIE FRAMOND**  
17, rue St-Sulpice, 75006 Paris - 633-76-58

**ROHNER**

20 octobre  
20 décembre

3, rue des Saints-Pères, VII

**GALERIE SUISSE DE PARIS**  
17, rue St-Sulpice, 75006 Paris - 633-76-58

Théodore  
**STRAWINSKY**  
Pastels

Jusqu'au 17 décembre

*Galérie Crispin*  
7, rue de Verneuil - 75007 PARIS  
Tél. 260.26.36

**Rafael PENAGOS**  
dessins - sculptures

du 13 Octobre au 10 Novembre

Fold-paper - Affiches - Cartes postales

**CENTRE D'ART INTERNATIONAL**  
99, boulevard Raspail, 75006 Paris, 548-48-42

**G. BAUQUIER**  
peintures - dessins

8 octobre - 8 novembre

**GALERIE DU MESSAGER**  
17 octobre au 24 novembre

**jean effel**  
Tous les jours sauf Dimanche et Fêtes

MUSÉE DE LA POSTE 34 boulevard de Vaugirard - Paris 15e

MP

**FONDATION CALOUSTE GULBENKIAN**  
CENTRE CULTUREL PORTUGAIS

**PORTRAITS DE VIEIRA**  
par ARPAD SZENES

Jusqu'au 5 novembre

hundi à samedi, de 14 h à 18 h

31, AVENUE D'IVERNY, PARIS (18)

**SALON DU DIX AU QUINZE**  
de l'Amicale des Amateurs d'Art

Invitée d'honneur Dominique Lorsch

Mairie du IV<sup>e</sup> arr. Place Baudoyer

du 28 oct. au 13 nov. 1983

**CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE**  
47 bis, avenue Bosquet (7<sup>e</sup>) - 555-79-15

**Trois générations féminines**  
dans la photographie mexicaine

T.J.J. et dim., de 10 h à 18 h, sam. 14 h à 18 h - 27 OCTOBRE - 3 DÉCEMBRE

(Publié)

**LA PRESSE D'OR 1983**  
2<sup>e</sup> Grand prix international de la lithographie

La Presse d'Or a été créée par l'Association pour la Promotion de la Tradition Lithographique, qui s'est donné pour but de mieux faire connaître les techniques de l'art lithographique, d'encourager les vocations en ce domaine, de promouvoir des artistes montrant des dispositions certaines et qui n'ont jamais été commercialisés dans cette forme d'art.

Organisée cette année avec le concours du journal *Marie-France*, ce prix a récompensé un très grand succès. Plus de 2.000 candidatures, 341 projets admis à concourir selon le règlement, ont permis au jury de sélection (les peintres Yves Brayer, Jacques Despiere, Jean-David Salan et Jean-Baptiste Valadier, récents sous la présidence de Maurice Rheims) de retenir 5 œuvres, le 3 mai 1983.

Les lithographies réalisées à partir de ces œuvres ont été publiées dans le numéro de septembre du journal *Marie-France*, les lecteurs étant invités à voter en les classant par ordre de préférence. Sept mille bulletins de vote sont parvenus dans les conditions requises par le règlement.

**LES RÉSULTATS :**

- 1<sup>er</sup> prix (15.000 F. remis par LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES), Presse d'Or 1983, M. André BOURRIE, 24, chemin Bellevue, 91430 Vauhallan ; artiste professionnel, né le 4 mai 1936, pour son œuvre : *Lumière Toscane*.
- 2<sup>e</sup> prix (7.500 F. remis par l'ATELIER GOURDON), Presse de Verneuil 1983, M. Gilbert MICHAUD, Chevignot, 21200 Beaune ; artiste professionnel, né le 24 avril 1948, pour son œuvre : *Planerie en Bourgogne*.
- 3<sup>e</sup> prix (3.500 F. remis par LA MAISON DE LA LITHOGRAPHIE) Presse d'Argent 1983, M<sup>me</sup> Monique ARQUIZAN, parc de l'Écluse, 78290 Croissy-les-Neiges ; artiste professionnelle, née le 11 novembre 1940, pour son œuvre : *la Symphonie des marguerites*.

**Tribulations d'une star**

Le cinéma chinois a pratiqué la « star-system » à l'exemple d'Hollywood au cours des années 30 seulement. Pourtant, un Zhao Dan, vite devenu très populaire, peut être considéré comme une vedette. Né en 1914 et tenté par l'art dramatique, il se fait remarquer au théâtre, où il a pour partenaire, dans *Maison de poupée* d'Ibsen, Jiang Qing, qui deviendra, plus tard, la dernière et redoutable épouse de Mao. Au cinéma Zhao Dan « éclate » vers 1937, dans *Carrefour* et les *Anges du boulevard*. Lié aux communistes, il est arrêté, au cours d'une tournée théâtrale, par un « seigneur de la guerre » et emprisonné pendant plus de cinq ans. Il se retrouve libre en 1945 et reprend une carrière qui, dans les années 50-60, le place au sommet de la célébrité.

Après ses déjà nombreux rôles de jeunesse, il est, dans le cinéma chinois, l'acteur de composition par excellence, jouant avec virtuosité des personnages caractéristiques. Arrive la révolution culturelle. La vindicte de

Jiang Qing, dont il a le malheur de connaître le passé, lui vaut cinq années de réclusion pour « activités contre-révolutionnaires ». Il a tourné son dernier film en 1965. Lorsqu'il sort de prison, gravement malade, il ne trouve plus de travail. Il donne des conférences, écrit à ses amis. Lorsque lui reviennent des propositions pour le cinéma, en 1979, il est trop tard. Atteint d'un cancer, Zhao Dan meurt à Pékin, le 10 octobre 1980, âgé de soixante-six ans. Il laisse, en guise de testament, un article violemment polémique envers la politique culturelle du parti, publié, deux jours avant, dans le *Quotidien du Peuple*. On retrouvera cet article dans le n° 320 des *Cahiers du cinéma*.

Sept films, en hommage à Zhao Dan, vont être présentés à « Nuits de Chine ». Ce sont, outre *Carrefour* et les *Anges du boulevard*, ses premiers grands succès d'avant-guerre : *Corbeaux et moineaux* (1949), *Nie Er* (1958), *la Guerre de l'opium* (1959), *Li Shizhen* (1956) et *L'Ami de la mer* (1957).

J.S.

الشيخ محمد بن عبد الوهاب

## le voyage des images



## de l'ombre

## Zao Wou Ki : abstrait, trop abstrait

cinéastes, c'est affaire de rapports avec les images et de pouvoir de suggestion.

L'un est déjà célèbre auprès des critiques : Xie Jin. Il a réussi ce miracle d'être consacré à la fois par *Positif* et les *Cahiers du cinéma*, qui n'ont pourtant pas les mêmes critères de choix. Dans la *Basketteuse* N° 5 (1957), Xie Jin pratique avec brio l'art du chrono (des images en beige et brun, rappelant les couvertures de magazines chinois) et la technique du retour en arrière, pour opposer l'ancien et le nouveau dans un mélo sportif. Cet art du chrono est encore plus évident dans le *Détachement féminin* (1960), histoire d'une guérilla communiste dans l'île de Hainan en 1930. Une jeune fille, esclave d'un odieux propriétaire terrien, rejoint un bataillon de femmes combattantes, avec une armée d'hommes, pour la révolution. Sa plus grande récompense sera d'être admise au parti communiste.

Xie Jin n'acquiesce pas la propagande et l'exaltation du groupe populaire façon armée rouge. Mais le paroxysme de sa mise en scène en fait une épopée. Le cinéaste semble avoir une prédilection pour les personnages féminins et, à cet égard, *Sœurs de scène* (1964), histoire

d'actrices de théâtre de 1935 à 1950, est une superbe étude de caractère de femmes et de milieu social, jusqu'au moment où intervient l'inévitable prise de conscience politique. La beauté indéniable du style dans la première partie s'estompée lorsqu'il s'agit de faire passer le « message ». Ce film fut interdit pendant la révolution culturelle, dont Xie Jin, dans le *Gardien de chevaux* (1981), fit une critique de circonstance, avec des moments fort émouvants et un conflit médiocrement dramatique, bien dans sa manière.

On aime ce tempérament original, mais on peut lui préférer le romantisme et l'humanisme de Xie Tiedou, dont *Printemps précoce* (1963), situé dans la période troublée d'après 1911, est un pur chef-d'œuvre, avec ses personnages tourmentés, sa description d'une société hypocrite, son chant d'amour et de détresse et l'utilisation raffinée des couleurs en accord avec les états d'âme et le réalisme lyrique de certaines situations. Toutes qualités qu'on retrouve dans *Amis intimes* (1981), coréalisé par Cheo Hualai et Ba Hong, fresque historique en partie tournée dans la Cité interdite de Pékin.

JACQUES SICLIER.

## Repères bibliographiques

Pour savoir, ou plutôt, ce qu'est l'histoire du cinéma chinois, on peut se référer à quelques ouvrages et tracts de revues en langue française :

*Le Cinéma chinois*, par Régis Bergeron (période 1905-1949), éditions Alfred Abel, Lausanne 1977. De volume à *Cinéma chinois* (1949-1983). Trois volumes à paraître aux éditions L'Harmattan, Paris.

*Ouvrages édités, panorama du cinéma chinois 1925-1982*. C'est le catalogue de la reprise partielle du Festival de Turin, édité par le Centre de documentation sur le cinéma chinois, Paris.

*Les Cahiers du cinéma*, n° 321, février 1981, et n° 351, septembre 1983.

*Positif*, n° 242, mai 1981, n° 257-258, juillet 1982, et n° 260, octobre 1982.

*Les Cahiers de la cinématographie*, n° 37, été 1983. Cette revue d'histoire du cinéma, créée à Perpignan, y est désormais éditée par l'Institut Jean-Vigo, mais récemment en place pour coordonner les diverses activités qui en dépendent.

Enfin, la brochure *Nuits de Chine*, composée pour accompagner la rétrospective de République-Cinéma.

*Zao Wou Ki revient de Chine. En dix ans, c'est sa huitième visite au pays où il est né en 1921. Mais c'est la première fois qu'il est invité par le ministère de la culture à exposer officiellement. Pékin reçoit, dans son Musée des beaux-arts, un peintre abstrait. Zao Wou Ki parle ici de sa rencontre avec un nouveau public.*

EXPOSER à Pékin, dit Zao Wou Ki, était pour moi un bonheur, et la preuve que la Chine s'ouvre à l'art moderne. Mais j'étais inquiet. Les grands lavis que j'ai peints pour le hall de l'hôtel de la Montagne parfumée, récemment construits par I.M. Pei, n'ont pas plu à la direction de l'établissement. Heureusement, les artistes de Pékin ont pris ma défense et signé une pétition en ma faveur.

L'arrivée de trente-sept grands tableaux abstraits à Pékin est un événement, autant pour le grand public que pour les peintres, qui sont nombreux : ceux de l'association des artistes chinois, ceux de l'académie, les élèves des écoles des beaux-arts. Il y a beaucoup d'amateurs de peinture en Chine. Tout le monde peint ou voudrait peindre, les paysans, les pêcheurs, les ouvriers.

« Ah ! c'est donc ça, la peinture abstraite ? », disait-on dans le public. Jusqu'à présent, à part quelques tableaux de Jean Hélion et de quelques Américains du musée de Boston, d'abord refusés, car jugés « inconnus », puis acceptés, les Chinois ne voyaient des tableaux abstraits que dans les livres. Certains étudiants ont trouvé mes peintures dans la réalité moins belles que dans les reproductions. Lorsqu'il s'agit d'abstraction, le public chinois demande toujours des explications. Il veut qu'on lui dise ce que c'est et à quel ça ressemble. Les visiteurs essayaient toujours de scruter mes tableaux pour y déceler d'éventuelles images cachées. C'est une attitude ancrée dans le très lointain mythe de la montagne Jaue, du nom de l'empereur Jaune, le père fondateur de la Chine. Le monarque s'était rendu là-bas, en quête du secret de la vie. Il avait trouvé la plante magique, puis était monté au

ciel. Quand les Chinois vont en pèlerinage à la montagne Jaune (Huan-Hao-Sen) à 300 kilomètres de Hang-Tchéou, ils se mettent à « lire » dans les rochers, comme on lirait dans les ouages, pour y découvrir des images cachées. Et ils reconnaissent toujours le dragon, le Boudha, le singe, le chien, l'amarant... Ils voient des images de mythes dans le grand mythe.

Aussi le public tentait de décrypter mes tableaux. Naturellement, il n'y a rien d'autre que la peinture et le sentiment qui la traverse. Parfois, on découvre quelque chose, parfois rien. Un Zao Wou Ki d'est pas un « montagne Jaune ». Mais j'ai vu un

jeune peintre copier un tableau sur son petit carnet. Il notait les zones de couleurs : violet ici, bleu là, etc.

Le sujet du tableau est la grande question. Selon un article de Chine nouvelle, un jeune peintre qui venait de sortir de l'école des beaux-arts de l'armée de libération pensait devant un tableau intitulé *Le Vent* (1954) que même si on ne peut pas le définir on perçoit la profondeur du médium, la concentration de la sensibilité, la connaissance du caractère archaïque de la nature. Mais d'autres jeunes étudiants se disaient très déçus par l'art abstrait : il n'a pas de valeur collective et ne représente que le vide personnel de la vie de l'artiste en Occident.

## Peintures en boutique

Pour M. Wu, le président de l'Association des artistes chinois, l'art abstrait ne saurait avoir un large public : les images ne parlent pas aux masses, c'est une affaire d'initiation. Le plus grave, c'est que l'art abstrait ne peut donner aux Chinois une « sensation de beauté », ni un « sentiment de sérénité ». Il faut dire que le « sentiment de sérénité » est important dans la tradition esthétique chinoise. Cependant, a précisé M. Wu, l'art abstrait, ou un autre art contemporain, devrait avoir sa place dans le pays.

Alors qu'il se débrouille très mal avec la peinture à l'huile, technique qui lui est étrangère et qu'il doit apprendre à dominer.

On m'a demandé de venir enseigner. Je suis attaché à l'Ecole des arts décoratifs, à Paris, mais je leur ai répondu que je viendrais volontiers quelque temps si un professeur de Hang-Tchéou pouvait me remplacer, un merveilleux céramiste, par exemple, dont j'ai entendu parler, et qui pourrait enseigner les secrets de la porcelaine Song.

Les élèves des écoles des beaux-arts travaillent très dur pour tenir leur place. Un seul candidat est reçu sur quelque cinq mille postulants. Puis les élèves deviennent enseignants à leur tour, ou professeurs fonctionnaires... J'ignore quels sont les peintres qui font des tableaux « pour les musées », comme c'est l'usage en Occident. Il en existe qui font des tableaux destinés aux amateurs. Il ne s'agit pas de tableaux réalistes-socialistes — esthétique utilisée surtout dans les meetings, les usines, les fêtes populaires de l'armée — mais de peinture traditionnelle à l'encre. On les vend, ces peintures, en boutique.

Il faut être aisé, en Chine, pour s'offrir une œuvre d'art traditionnelle : 4 000 à 5 000 yuans, soit environ 2 500 dollars, alors que le Chinois moyen gagne à 30 yuans par mois. Les artistes, et surtout les

artistes de l'académie bien connus, qui, grâce à leur notoriété, peuvent vendre à titre privé dans ces galeries, vivent en plus leur salaire d'artistes-fonctionnaires, d'environ 400 à 500 yuans (salaires fondés sur les barèmes anciens d'avant la révolution culturelle, les nouveaux ont été réduits). Ils sont confortablement logés, et il arrive que des nobles aient leur *fontaine*, leur villa privée.

C'est la peinture traditionnelle à l'encre qui entre le plus naturellement dans le nouveau système libéral, la peinture à l'huile étant encore réservée à la propagande. Révolution ou pas, les anciennes valeurs fondamentales restent celles de la peinture qui donne la « sensation du beau » et le « sentiment de la sérénité ».

Les choses ne sont pas simples dans le monde de la peinture, en Chine. Mais les modernes d'inspiration réaliste-socialiste veulent évoluer. « Quand on voit votre peinture, m'a dit un jeune professeur, on a envie de changer ». Mais, il ne peut pas s'aventurer trop vite, trop loin : il serait critiqué. Un peintre traditionnel m'a fait observer que — ma peinture étant contraire à la tradition chinoise — puisque je dépeins ma propre subjectivité au lieu de me conformer aux règles établies, — elle ne peut lui être d'aucune utilité. Il parlait de la calligraphie traditionnelle, dont les codes esthétiques vous dictent comment peindre une montagne, un arbre, un lac... Moi, je ne me soumettais pas à ces règles. Je vis en France. J'invente mes propres signes. Mais en fin de compte ils se rattachent, inconsciemment, à la plus authentique des traditions chinoises.

Depuis fort longtemps, la peinture en Chine se répète et refuse la création au profit de la répétition. La décadence a commencé après la grande époque Song, dans la période Ming, c'est-à-dire dès le XVI<sup>e</sup> siècle. Les mêmes règles académiques de copie — et de copie de la copie — se sont perpétuées indéfiniment. Grâce à quoi, il y a en Chine des virtuoses inimitables aux yeux d'Occident. Mais l'essentiel, pour l'art moderne comme pour l'art de toujours, reste la création, les incertitudes de la création.

Propos recueillis par JACQUES MICHEL.

## La peau épaisse du canard

La Chine, voilà vingt ou vingt-cinq ans, c'était la rue Monsieur-le-Prince. On y comptait quatorze restaurants, qui servaient plutôt des choses indochinoises, d'ailleurs. Plus tard, nous devions découvrir les Chinois de la rue de Chalon et de la place Maubert.

C'est soit de petites Chinoises, pour qui à fait le voyage, inévitablement initiatique, vers la vraie, celle où les canards ont la peau plus épaisse que les os. Mais c'était déjà ça pour qui n'a, en fait de familiarité avec le pays, qu'un grand cheval de terre cuite, un thermos à fleurs et à café et un jeu de mah-jong, dont l'origine serait californienne, soit dit en passant.

« Chinatown », maintenant, est aussi à Paris, dans le treizième arrondissement (le Monde du 15 avril 1980). Une vraie grande. Chine, comme en Amérique, entre la place d'Italie et la porte de Choisy, autour de la malheureuse église Saint-Hippolyte, naine ingrate snobée par les loups. C'est une Chine pour reporters ou sociologues, pas pour touristes, car elle

n'a pas vraiment le visage de l'Orient : pas de cabines téléphoniques en forme de pagode, pas de toits à comiche, pas de réverbères dragons. Simplement des tours et des barres au concept dépassé qui, depuis vingt ans, sont venues, au nom de la salubrité, broyer sous leur mépris un quartier dont les charmes n'en demandaient pas tant.

C'est dans ce contexte sympathique que les « Chinois » se sont installés, réfugiés de Chine populaire, de Hongkong l'incertaine, du

Vietnam, du Cambodge, du Laos ou bien de Thaïlande, et le quartier s'accroît de chaque transfuge politique. Ils s'entassent comme ils peuvent dans les appartements des tours, prévus pour d'idéales familles, ou dans les vestiges de l'ancien treizième. Quelques-uns travaillent, et bien souvent au noir : dans le métro, place d'Italie, une jeune femme frêle, épuisée, traîne derrière elle d'énormes sacs de vêtements à coudre. Ils ne parlent que rarement le français, et n'ont guère les moyens pour l'apprendre.

## Une culture dilacérée

La couleur des gens, plus ou moins marquée selon les rues, car les Parisiens tiennent encore, et sans racisme trop manifeste, quelques blocs et centres commerciaux, indique Chinatown. Ou une lanterne, ou les motifs d'un rideau de soie artificielle, à travers les vitres d'une H.L.M. Surtout les commerces, rougeoyant, verdissant de toutes leurs enseignes : une myriade de restaurants, très bon marché (le service gratuit), annonce l'un d'eux, perdu dans une galerie marchande à dominante européenne, quelquefois jumelée avec leur blanchisserie, et

où les clients, penchés en avant, tirent de longs filaments blancs de bois à portée du menton.

Il y a aussi des cinémas, qui viennent en français : « version originale », signal destiné à on ne sait trop qui. Des magasins de vidéo. On y trouve *Kung Fu*, l'opéra de Pékin et des délices moins avouables pour être tout aussi orientales. Comme à Hongkong. Enfin ces établissements où l'on vend de tout : de mauvaises séries de porcelaine colorée et du gingembre sec, le canard à peau épaisse et les échafaudages de faitout en aluminium.

Des légumes bizarres, des boîtes de conserve anonymes, et de jolis paquets roses aux allures de cadeau, comme on en faisait ici au dix-neuvième siècle. Ils contiennent de la couronne dont le temps de conservation est fixé à un mois. Plusieurs de ces magasins ont la taille d'un supermarché.

Les idéogrammes, dont on distingue plusieurs catégories, ont quasiment chassé les caractères latins. Plusieurs magasins affichent de grandes feuilles rouges couvertes de signes noirs. Ils signifient peut-être : « Demandons aide-cuisinier expert dans l'art du porc ». Mais l'habitude télévisuelle nous leur fait prêter de plus terribles sens : poésies subversives, auto-critiques de condamnés, ou citations du camarade Deng.

Le quartier chinois a la taille d'une ville. On y vit dans une culture dilacérée entre dix nationalités, vingt dialectes : on y vit de provision et d'attente. Une très vieille femme avance lentement, aidée par une femme plus jeune. Elle a les pieds manuscrits d'une Chine désormais lointaine. Le repère cruel d'une culture, parmi d'autres.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

GALERIE REGARDS  
11, rue des Blancs-Manteaux, 4<sup>e</sup>  
de 14 h 30 à 18 h (cf lundi, 27-10-81)  
**MARC DEVADE**  
26 octobre - 26 novembre

THÉÂTRE NATIONAL  
DE L'OPÉRA  
EXPOSITION  
**WAGNER**  
ET LA FRANCE  
Tous les jours de 11 h à 17 h.  
Prix d'entrée : 15 F  
27 OCTOBRE - 26 JANVIER

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE  
55, rue de Richelieu 2<sup>e</sup> - 207.82.83  
**STENDHAL**  
ET L'EUROPE  
Tous les jours de 12 à 18 h  
28 OCTOBRE - 29 JANVIER

**JARO HILBERT**  
PAYSAGES DE FRANCE  
Du 15 octobre au 6 novembre 1983  
- tous les jours (sauf mardi)  
de 15 h à 19 h, dimanche de 11 h à 20 h  
« Orangerie » de Ville-d'Avray  
46, rue de Sèvres  
92410 VILLE-D'AVRAY  
Tél. 709.53.44

AMERICAN CENTER  
261, bd Raspail, 75014 Paris  
833-87-28

**AMERICAN**  
**IN V.O.**  
ENGLISH FOR EVERYBODY  
sessions intensives  
renouvelables  
tous les 15 jours  
inscriptions immédiates

DERNIÈRE SAMEDI 29

**SALLE**  
**ATHÉNÉE**  
**CHRISTIAN**  
**BERARD**  
Enzo Cornmann  
**CREDO**  
mise en scène  
Emmanuel Ostrovski  
avec  
Françoise Berle  
Le spectacle est comme le  
crime : partait.  
Gilles Costaz LE MATIN  
Elle, c'est Françoise Berle,  
comédienne. Les spectateurs  
surtout ce sont ceux qui leur  
manque, bouleversés par ce  
visage et ce corps, simples,  
sans artifice.  
Anns Laurent LIBÉRATION  
742.67.27 - FNAC-AGENCES

Tribulations  
d'une star

## SÉLECTION

## CINÉMA

## Rééditions

Les Cinq Mille Doigts du docteur T, de Roy Rowland: le diable évidemment; Laura, d'Otto Preminger, ensorceleuse Gene Tierney; le Voleur de bicyclette, de Vittorio de Sica, l'éternelle magie de la tendresse.

ET AUSSI: le Général de l'armée morte, (les cendres de nos pères); l'Amie, de Margarethe von Trotta (Hanna Schygulla, Angela Winkler et les hommes); le Retour du Jedi, de Richard Marquand (le souffle de l'espace); la Ballade de Narayana, de Shohei Imamura (la plus belle histoire d'amour); le Destin de Juliette, d'Alain Resnais (une vie de femme); Gertrude, de Carl Dreyer (un classique redécouvert et une rétrospective prolongée); Poussière d'empire, de Lam Lè (les déchirures), Paul Vecchiali au Studio 43 (un cinéaste en haut des marches).

## THÉÂTRE

## Les affaires sont les affaires au Rond-Point

Du théâtre comme on n'en fait plus. De la pierre de taille solide, confortable, pratique pour les acteurs qui peuvent se donner en toute subjectivité. Quand il s'agit de Lise Delamare et surtout de Pierre Dux, monstre attendrissant, c'est un régal. En alternance avec Savannah Bay, dont merveilleux de Marguerite Duras à Madeleine Renaud.

## Remondi et Caporossi à Beaubourg

Deux Italiens silencieux édifient un monde qui se défait. Jusqu'au 31 octobre pour le Festival d'automne.

ET AUSSI: Chacun sa vérité à la Comédie des Champs-Élysées (une top-distribution) Cyrano de Bergerac, à Mogador (la tendresse des braves); les Paravents, à Nanterre (une splendeur, jusqu'au 29 octobre).

## MUSIQUE

## L'Évangile du diable selon Kagel

Le diable fait de plus en plus recette et le Père éternel doit être jaloux. Kagel nous propose un Festival d'automne une « épopée musicale » tirée des Évangiles du diable, selon la tradition populaire. On y verra Satan et ses acolytes habituels, des chaînes et des squelettes, des croix, ostentatoires et foudroyés. Le récit des « hardes et des jouets » est soutenu par une partition inspirée du lied, tandis que les apparitions du diable sont « brutales, intenses et volontiers magiques ». Frisson assuré. (Gémeur, du 27 octobre au 13 novembre).

ET AUSSI: Exposition Rameau et le coloris instrumental, (Conservatoire de Paris, 14, rue de Madrid, jusqu'en janvier, de mercredi au samedi, de 14 h à 18 h); Tony Gilili et P. Barbizet (Gaveau, le 36); Le Kathakali du Kalamandalam (Festival de Lille, les 27 et 28); Orchestre national, dir. L. Maazel, avec I. Stern (Pleyel, le 27); le Trio Rouvier-Kantorow-Muller (Th. du Rond-Point, le 30, à 11 h); P. Domingo et l'Orchestre de l'Opéra (Champs-Élysées, le 1<sup>er</sup> novembre); Aldo Ciccolini (Champs-Élysées, le 2).

## JAZZ

## Festival de Paris

De Martial Solal à Sun Ra, du Gospel Song à Wynton Marsalis, de Larry Coryell à Chick Corea, du Workshop de Lyon au Modern Jazz Quartet, un programme fascinant pour la semaine du Festival de Jazz de Paris. En prime, des expositions, des animations et des conférences. Solal, Hodeir (26); George Lewis, Zaka percussions, Didier Lockwood (27); Gospel song, Antoine Hervé, Wynton Marsalis (28); Coryell, M.J.Q. (29); Vienna Art Orchestra, Gary Burton (30); Journée non-stop (31); Sun Ra (1<sup>er</sup>).

ET AUSSI: Miles Davis au Palais des Congrès (31, à 18 h et 21 h).

## DANSE

JEUNE DANSE: Voyage moderne, de Catherine Atlani au Théâtre 18 (du réel à l'abstrait), 25 au 30 octobre.

DANSE TRADITIONNELLE: Ballet national des Philippines au Théâtre de Paris (délicatesse et raffinement), à partir du 25 octobre; Compagnie nationale coréenne de danse, au musée Guimet (cérémonial de cour et danses populaires), 25, 26 et 27 octobre; Spectacle de Kathakali, par la troupe du Kalamandalam, au Carré Silvia Monfort, à partir du 31 octobre.

## EXPOSITIONS

## LES ÉCORCES D'AUSTRALIE

Les peintures traditionnelles sur écorce de la terre d'Arnhem, en Australie, présentées au musée des Arts américains et océaniques. Ces écorces, peintes par des artistes réputés dans leur région, sont présentées dans le contexte technique et social de leur aborigine. C'est une occasion de découvrir ou de redécouvrir le monde construit dans les années 1930 pour l'exposition coloniale. Il compte de très riches salles d'art de Mélanésie, d'Afrique noire et du Maghreb.

ET AUSSI: Turner, au Grand Palais; la sculpture des Cyclades au Grand Palais; Anne et Patrick Poirier à la chapelle de la Salpêtrière; l'Australie à l'ambassade d'Australie et à l'ARC du Musée d'Art moderne de la Ville de Paris; Le Salon d'automne, de Cézanne à Matisse, au Grand Palais.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

**« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »**

**281-26-20 +**

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

**FABRE**

DESIGNER D'INTÉRIEUR

THÉÂTRE DE LA BASTILLE

27/28/29 OCT. 18 H

HUIT HEURES SANS ENTRAÎNE DE THÉÂTRE TOUT CRU. ILS SE DÉSHABILLENT, S'EMBRASSENT, LÈCHENT DU YAOURT, PROMÈNENT DES PERRUCHES, ALLUMENT DES BOUGIES. ILS SONT BELLES, VIVENT A NIVERS, N'ONT PAS TRENTE ANS.

JEAN-PIERRE THIBAUDAT LIBÉRATION

LOCATION THÉÂTRE 357.42.14 ET FNAC 549.05.28

## EXPOSITIONS

## Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques: 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 20 h; sam. et dim., de 10 h à 18 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.

Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h; le samedi, à 11 h, en ordre du musée (prolongée jusqu'à 17 h, le dimanche).

RICHARD SERRA. - Jusqu'au 2 janvier.

FRANÇOIS ROUAN. - Jusqu'au 2 janvier.

CALDER. - Stables, Forum. Jusqu'au 2 janvier.

PHILIPPE DE CROIX. - Photographies. Jusqu'au 4 décembre.

ARCHITECTURE ET INDUSTRIE. - Peintures et objets d'art. Jusqu'au 30 octobre.

DESSINS TECHNIQUES DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE. - Jusqu'au 12 décembre.

LUCAS SAMARAS. Salle contemporaine et animation. Jusqu'au 27 novembre.

MÉCANIQUES À BOULES, de Pierre André. Atelier des enfants. Sauf dim. et mardi, de 14 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 14 janvier.

LES PETITES SCULPTURES D'ALICE. - Bibliothèque des enfants. Plaza. Jusqu'au 5 décembre.

VIDÉO DANSE. Tine Sjö, for Marco, installation de Charles Atlas. - Jusqu'au 6 novembre.

C.C.I. - Jusqu'au 21 novembre.

ACTUALITÉ DOCUMENTAIRE. - N° (1) pour enfants. Jusqu'au 8 novembre.

R.P.I. - Jusqu'au 28 novembre.

VISAGES D'ALICE. - Jusqu'au 28 novembre.

VOUS AVEZ DIT RURAL ? - Jusqu'au 9 janvier 1984.

LES PARVIS POÉTIQUES. - Du 27 au 31 octobre.

Musées

AU PAYS DE BAAL ET D'ASTARTE. Petit Palais, avenue Winston Churchill (256-57-11). Sauf lundi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 5 janvier.

GUSTAVE DORÉ. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-33). Sauf lundi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 5 janvier.

LA GUERRE D'AMÉRIQUE ET LA LIBERTÉ DES MERS. Salon d'automne, Théâtre de la Ville, 25, rue de Rivoli (278-66-72).

WAGNER ET LA FRANCE. Théâtre national de l'Opéra (266-50-22). Entrée place de l'Opéra. De 11 h à 17 h. Jusqu'au 15 février.

VALENTINO DI GIACCO (1897-1960). Les Ballets russes au théâtre. Galerie J. Damase, 61, rue de Valenciennes (705-55-04). Jusqu'au 15 novembre.

JOHN KACERE. - Galerie Jean-Pierre Lévigne, 15, rue Saint-Louis-en-l'Île (633-56-02). Jusqu'au 12 novembre.

YURI KUPER. Peintures, dessins, sculptures. Galerie C. Bernier, 9, rue des Beaux-Arts (326-97-07). Jusqu'au 26 novembre.

LE MARÉCHAL. Œuvre gravée 1960-1983, sculptures, peintures, dessins. - Galerie M. Bontas, 31, rue des Berges (577-99-79). Jusqu'au 26 novembre.

PIERRE LE CLERC. Peinture collage. Galerie Breton, 70, rue Bonaparte (326-40-90). De 25 octobre au 27 novembre.

PASCAL MAHOU. Peinture. Galerie 50, rue Rambuteau (278-41-07). Jusqu'au 12 novembre.

ANNE MOREAU. Peintures récentes. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (633-90-66). Jusqu'au 5 novembre.

GARCIA MULET. Galerie Jaeger, 85, rue Rambuteau (508-51-25). Jusqu'au 12 novembre.

TANIA MOURAUD. Art Paris. Galerie S. Samama, 2, impasse des Bonapartes (236-44-50). Jusqu'au 5 novembre.

MALCOLM T. PASKO. - Galerie Le Dessin, 27, rue Guédequand, jusqu'au 12 novembre.

A. R. PENCK. Galerie Gillespie, Laque-Salomon, 24, rue Bonaparte (278-11-71). Jusqu'au 23 novembre.

DANIEL FORTON. - Silencio. Galerie 10, rue Coquillière (508-58-96). Jusqu'au 4 décembre.

ROBELIN. - Galerie P. Lescot, 153, rue Saint-Martin (887-81-71). Jusqu'au 19 novembre.

ROHNER. Toiles récentes. - Galerie Emmanuel, 3, rue des Saints-Pères (260-74-77). Jusqu'au 20 décembre.

ROMBERG. Peintures 1983. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (326-91-10). Du 27 octobre au 26 novembre.

ROUGELOU. Découverte pour voir. - Galerie de 7, rue Fénéron (236-94-32). Jusqu'au 18 novembre.

JOSE LUIS SANCHEZ. Sculptures récentes. - Arcueil, 9, avenue Matignon (256-32-90). Jusqu'au 10 novembre.

ANDREA SANTARELLI. - Galerie L. Frappas, 15, rue de Seine (326-94-32). Jusqu'au 18 novembre.

SEGARD. Les Intérieurs d'Alphonse. - Galerie K. Plinker, 25, rue de Tournon (325-18-73). Jusqu'au 19 novembre.

BERNARD STERN. Galerie la Brèche, 35, rue Guédequand (354-22-40). Jusqu'au 3 décembre.

THEODORE STRAWSKY. Peinture. - Galerie musée de Paris, 17, rue Saint-Sulpice (633-76-58). Jusqu'au 17 décembre.

M. VANDEN ECKHOUDT. Zoologie. - Galerie P. Lescot, 153, rue Saint-Martin (887-81-71). Jusqu'au 19 novembre.

DEPTON. Peintures. - L'Œuvre Sévigné, 14, rue de Sévigné (277-14-59). Jusqu'au 19 novembre.

En région parisienne

CERGY-PONTOISE. Préhistoire de l'agriculture. Du Préhistorique à l'Époque Moderne. Bibliothèque centrale, place des Arts (01-93-60). Lundi, jeudi, ven., de 14 h 30 à 19 h; mer., sam., de 10 h à 17 h. Jusqu'au 5 novembre. - Musée départemental d'art contemporain. Acquisitions 62, Hôtel du département, avenue du Général-de-Gaulle (207-25-00, poste 2537). Sauf sam. et dim., de 9 h à 16 h. Jusqu'au 10 novembre. - Denis Paillet. Œuvres et le C.H. (autismes) - Alain Fournier. Peintures. Centre culturel A. Malraux. Du mar. au sam., de 15 h à 19 h. Jusqu'au 20 novembre.

COLOMBES. Les Hommes. M.J.C. Théâtre, 14, rue Thomas-d'Orléans (782-42-70). Jusqu'au 3 novembre.

CRÉTEIL. Mithras. Peintures, gravures. - Maison des arts, place S. Allende (899-94-50). Octobre-décembre.

GENNEVILLIERS. Erre. - Galerie municipale E. Manet, place J. Grunel (794-10-86). Sauf dim., de 14 h à 19 h. Jusqu'au 19 novembre.

MELUN. Hommage à Jack Chastria. - Musée. La Vierge, 5, rue du Grand-Mur (439-17-91). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30. Dim., de 15 h à 18 h 30. Jusqu'au 13 novembre.

MONTIGNY. A. Rostk. Musée de l'art russe contemporain, château de Malmaison de Stieglitz, Sam. et dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 11 décembre.

PONTAISE. Le tableau de Nacourt et l'écoulement de Saint-Quentin. - Musée Taver-Delaunay, 4, rue Lemerclier (01-92-00). Sauf mardi et jeudi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 6 novembre.

SANDRO CHIA. - Galerie Natalie Serrou, 34, rue de Seine (634-05-84). Jusqu'au 10 novembre.

JEAN COCTEAU. - Galerie Procon, 35, rue de la Seine (354-92-01). Jusqu'au 3 décembre.

DAVID CONNARD. Toileaux sur papier. - Galerie Martinelli Grel, 22, rue de Polon (271-60-06). Jusqu'au 10 novembre.

DANIEL CUEVA. Galerie Quinquante, 13, rue Quinquante (278-68-46). Jusqu'au 14 novembre.

DADO. Travaux récents. Galerie La Hase, 14, rue de l'Abbaye (325-54-06). Jusqu'au 15 novembre.

MICHEL DESJARDINS. Voyage en Italie. Librairie de photographes et d'artistes, 14, rue Saint-Sulpice (634-06-31). Jusqu'au 5 novembre.

JEAN DUBUFFET. - Galerie Baudouin-Labon, 36, rue des Archives (272-09-10). Jusqu'au 5 novembre.

FAUTRIER. Dessins, œuvres inédites. Galerie Heynard-Breton, 56, rue de l'Université (225-58-09). Jusqu'au 17 décembre.

FIEDLER. Peintures et gravures. Galerie A. Maugé, 42-46, rue du Bar (548-45-15). Jusqu'au 31 novembre.

SAM FRANCES. Œuvres récentes. Galerie Jean Fournier, 44, rue Quinquante (277-32-31). Jusqu'au 26 novembre.

THOMAS GIER. Peintures-collages. Hôtel Astra, 29, rue Camartin (266-15-15). Jusqu'au 18 novembre.

LINDA KELLER. Light, Space and Colour. - Galerie des Femmes, 74, rue de Seine (329-50-75). Jusqu'au 5 novembre.

JOHN HILLIARD. Galerie Durand-Dessert, 5, rue des Hautes-Études (277-63-00). Jusqu'au 3 décembre.

VALENTINO DI GIACCO (1897-1960). Les Ballets russes au théâtre. Galerie J. Damase, 61, rue de Valenciennes (705-55-04). Jusqu'au 15 novembre.

JOHN KACERE. - Galerie Jean-Pierre Lévigne, 15, rue Saint-Louis-en-l'Île (633-56-02). Jusqu'au 12 novembre.

YURI KUPER. Peintures, dessins, sculptures. Galerie C. Bernier, 9, rue des Beaux-Arts (326-97-07). Jusqu'au 26 novembre.

LE MARÉCHAL. Œuvre gravée 1960-1983, sculptures, peintures, dessins. - Galerie M. Bontas, 31, rue des Berges (577-99-79). Jusqu'au 26 novembre.

PIERRE LE CLERC. Peinture collage. Galerie Breton, 70, rue Bonaparte (326-40-90). De 25 octobre au 27 novembre.

PASCAL MAHOU. Peinture. Galerie 50, rue Rambuteau (278-41-07). Jusqu'au 12 novembre.

ANNE MOREAU. Peintures récentes. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (633-90-66). Jusqu'au 5 novembre.

GARCIA MULET. Galerie Jaeger, 85, rue Rambuteau (508-51-25). Jusqu'au 12 novembre.

TANIA MOURAUD. Art Paris. Galerie S. Samama, 2, impasse des Bonapartes (236-44-50). Jusqu'au 5 novembre.

MALCOLM T. PASKO. - Galerie Le Dessin, 27, rue Guédequand, jusqu'au 12 novembre.

A. R. PENCK. Galerie Gillespie, Laque-Salomon, 24, rue Bonaparte (278-11-71). Jusqu'au 23 novembre.

DANIEL FORTON. - Silencio. Galerie 10, rue Coquillière (508-58-96). Jusqu'au 4 décembre.

ROBELIN. - Galerie P. Lescot, 153, rue Saint-Martin (887-81-71). Jusqu'au 19 novembre.

ROHNER. Toiles récentes. - Galerie Emmanuel, 3, rue des Saints-Pères (260-74-77). Jusqu'au 20 décembre.

ROMBERG. Peintures 1983. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (326-91-10). Du 27 octobre au 26 novembre.

ROUGELOU. Découverte pour voir. - Galerie de 7, rue Fénéron (236-94-32). Jusqu'au 18 novembre.

JOSE LUIS SANCHEZ. Sculptures récentes. - Arcueil, 9, avenue Matignon (256-32-90). Jusqu'au 10 novembre.

ANDREA SANTARELLI. - Galerie L. Frappas, 15, rue de Seine (326-94-32). Jusqu'au 18 novembre.

SEGARD. Les Intérieurs d'Alphonse. - Galerie K. Plinker, 25, rue de Tournon (325-18-73). Jusqu'au 19 novembre.

BERNARD STERN. Galerie la Brèche, 35, rue Guédequand (354-22-40). Jusqu'au 3 décembre.

THEODORE STRAWSKY. Peinture. - Galerie musée de Paris, 17, rue Saint-Sulpice (633-76-58). Jusqu'au 17 décembre.

M. VANDEN ECKHOUDT. Zoologie. - Galerie P. Lescot, 153, rue Saint-Martin (887-81-71). Jusqu'au 19 novembre.

DEPTON. Peintures. - L'Œuvre Sévigné, 14, rue de Sévigné (277-14-59). Jusqu'au 19 novembre.

En région parisienne

CERGY-PONTOISE. Préhistoire de l'agriculture. Du Préhistorique à l'Époque Moderne. Bibliothèque centrale, place des Arts (01-93-60). Lundi, jeudi, ven., de 14 h 30 à 19 h; mer., sam., de 10 h à 17 h. Jusqu'au 5 novembre. - Musée départemental d'art contemporain. Acquisitions 62, Hôtel du département, avenue du Général-de-Gaulle (207-25-00, poste 2537). Sauf sam. et dim., de 9 h à 16 h. Jusqu'au 10 novembre. - Denis Paillet. Œuvres et le C.H. (autismes) - Alain Fournier. Peintures. Centre culturel A. Malraux. Du mar. au sam., de 15 h à 19 h. Jusqu'au 20 novembre.

COLOMBES. Les Hommes. M.J.C. Théâtre, 14, rue Thomas-d'Orléans (782-42-70). Jusqu'au 3 novembre.

CRÉTEIL. Mithras. Peintures, gravures. - Maison des arts, place S. Allende (899-94-50). Octobre-décembre.

GENNEVILLIERS. Erre. - Galerie municipale E. Manet, place J. Grunel (794-10-86). Sauf dim., de 14 h à 19 h. Jusqu'au 19 novembre.

MELUN. Hommage à Jack Chastria. - Musée. La Vierge, 5, rue du Grand-Mur (439-17-91). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30. Dim., de 15 h à 18 h 30. Jusqu'au 13 novembre.

MONTIGNY. A. Rostk. Musée de l'art russe contemporain, château de Malmaison de Stieglitz, Sam. et dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 11 décembre.

PONTAISE. Le tableau de Nacourt et l'écoulement de Saint-Quentin. - Musée Taver-Delaunay, 4, rue Lemerclier (01-92-00). Sauf mardi et jeudi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 6 novembre.

SANDRO CHIA. - Galerie Natalie Serrou, 34, rue de Polon (271-60-06). Jusqu'au 10 novembre.

JEAN COCTEAU. - Galerie Procon, 35, rue de la Seine (354-92-01). Jusqu'au 3 décembre.

DAVID CONNARD. Toileaux sur papier. - Galerie Martinelli Grel, 22, rue de Polon (271-60-06). Jusqu'au 10 novembre.

DANIEL CUEVA. Galerie Quinquante, 13, rue Quinquante (278-68-46). Jusqu'au 14 novembre.

DADO. Travaux récents. Galerie La Hase, 14, rue de l'Abbaye (325-54-06). Jusqu'au 15 novembre.

MICHEL DESJARDINS. Voyage en Italie. Librairie de photographes et d'artistes, 14, rue Saint-Sulpice (634-06-31). Jusqu'au 5 novembre.

JEAN DUBUFFET. - Galerie Baudouin-Labon, 36, rue des Archives (272-09-10). Jusqu'au 5 novembre.

FAUTRIER. Dessins, œuvres inédites. Galerie Heynard-Breton, 56, rue de l'Université (225-58-09). Jusqu'au 17 décembre.

FIEDLER. Peintures et gravures. Galerie A. Maugé, 42-46, rue du Bar (548-45-15). Jusqu'au 31 novembre.

SAM FRANCES. Œuvres récentes. Galerie Jean Fournier, 44, rue Quinquante (277-32-31). Jusqu'au 26 novembre.

THOMAS GIER. Peintures-collages. Hôtel Astra, 29, rue Camartin (266-15-15). Jusqu'au 18 novembre.

LINDA KELLER. Light, Space and Colour. - Galerie des Femmes, 74, rue de Seine (329-50-75). Jusqu'au 5 novembre.

JOHN HILLIARD. Galerie Durand-Dessert, 5, rue des Hautes-Études (277-63-00). Jusqu'au 3 décembre.

VALENTINO DI GIACCO (1897-1960). Les Ballets russes au théâtre. Galerie J. Damase, 61, rue de Valenciennes (705-55-04). Jusqu'au 15 novembre.

JOHN KACERE. - Galerie Jean-Pierre Lévigne, 15, rue Saint-Louis-en-l'Île (633-56-02). Jusqu'au 12 novembre.

YURI KUPER. Peintures, dessins, sculptures. Galerie C. Bernier, 9, rue des Beaux-Arts (326-97-07). Jusqu'au 26 novembre.

LE MARÉCHAL. Œuvre gravée 1960-1983, sculptures, peintures, dessins. - Galerie M. Bontas, 31, rue des Berges (577-99-79). Jusqu'au 26 novembre.

PIERRE LE CLERC. Peinture collage. Galerie Breton, 70, rue Bonaparte (326-40-90). De 25 octobre au 27 novembre.

PASCAL MAHOU. Peinture. Galerie 50, rue Rambuteau (278-41-07). Jusqu'au 12 novembre.

ANNE MOREAU. Peintures récentes. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (633-9

## THEATRE

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

## LES SPECTACLES NOUVEAUX

**TOMBEAUX DE POUPÉES** - Chaillet, Grand Foyer (727-81-15), 20 h 30 (les 26, 27, 28, 29).  
**LES SERPENTS DE PLUIE** - Médéline (262-07-09), 20 h 45, Sam., Dim., 15 h (26).  
**LA RITE DU PREMIER SOIR** - Édition (278-46-42), 21 h (26).  
**HERODE LE GRAND** - Petit Montparnasse (320-89-90), 21 h (1).  
**LYON** - Scène au bord de la mer, de Rainer Maria Rilke, par André Serri et le Théâtre Narration (7) (883-23-62), au local de l'association, rue des Charmettes, Villeurbanne. Jusqu'au 27 octobre. Du 8 au 10 novembre, Du 15 au 17 novembre.  
**MACON** - Quand valent les mûches, de Carl Valentin, par l'Éclaircie, belle (85) (38-51-49), les 28 et 29 octobre.

## Les salles subventionnées et municipales

**OPÉRA** (742-57-50), les 26, 28, 29, 30 à 19 h 30 : Madame Butterfly ; le 27 : Mose.  
**SALLE FAVART** (296-06-11) : le 26, 29, à 19 h 30 : Vive Offenbach ; le 28, à 20 h : Concert Mozart.  
**COMÉDIE-FRANÇAISE** (296-10-20) (J. V.), les 26, à 14 h 30 et 20 h 30 : L'Avare ; les 26, à 14 h 30 et 20 h 30 : L'Avare ; le 26, à 14 h 30 : Victor ou les enfants au pouvoir (dernière) ; les 29, 31 octobre, 1<sup>er</sup> novembre à 20 h 30 : Les Étrangers.  
**CHAILLOT** (727-81-15), Grand Foyer, le 31 : Rendez-vous de poésie, avec J. Cagot. Grand Théâtre, Relâche jusqu'au 23 novembre inclus.  
**TEP** (797-96-06) (L) : Relâche jusqu'au 7 novembre inclus.  
**PETIT TEP** (797-96-06) (L) : Théâtre, les 26, 27, 28, 29 octobre, 1<sup>er</sup> novembre, à 20 h 30 et le 30, à 15 h : Clair d'ouest.  
**BAUBOURG** (277-42-33) (mar.), De 18 h à 24 h : Cycle constant pour enfants ; 18 h : Architecture et construction ; 21 h : Jean Dupuy ; le 27, à 18 h 30 : Balhaus, sources et sources ; l'Académie, transmission et réception de l'information ; le 28, à 18 h 30 : Atout de l'expression Richard Serra ; 19 h : Un seul poème ; 21 h : Vénus, de la science à la société ; le 29, de 10 h à 18 h : Les parus politiques ; le 31, à 18 h 30 : Depuis « L'objet spécifique », jusqu'à la sculpture « Concret » le 27, à 18 h 30 : Une heure de musique de chambre de vingt-neuf élèves (R. Barak, A. Weber, M. Ravel, etc.). - C. Séamus/Vidéo : les 26, 27, 28, 29, 30, 31 : Nouveaux films B.F.L. : à 13 h : Prélude pour un théâtre des Dieux ; 16 h : Ph. Soupault et le surréalisme ; 19 h : Toute la mémoire du monde ; les 26, 27, 28, 29, 30, à 15 h : Productions vidéo du M.A.J. ; les 26, 27, 28, 29, 30, à 18 h : Richard Serra. Films et vidéos. - Théâtre : les 26, 27, 28, 29, 31, à 20 h 30 et 30, à 16 h : « Bouco ».  
**THEATRE MUSICAL DE PARIS** (261-19-53) : - Voir Festival de jazz de Paris.  
**THEATRE DE LA VILLE** (274-22-77) : les 26, 27, 28, 29 à 18 h 30 et 26, 27, à 20 h 30 : Jazz.  
**CARRÉ SILVIA-MONFORT** (531-28-54), les 26, 27, 28, 29 octobre (dernière), à 20 h 30 : Faut-il danser ; le 30, à 16 h : « Avec Lora » ; le 31, à 19 h 30 et le 1<sup>er</sup> novembre, à 15 h : « Nuits fabuleuses du Kathakali » (Troupe du Kathakali).

## Les autres salles

**A DEJAZET** (887-97-34) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 17 h : L'Amour en vistes (dern. le 30) ; (D. soir), 18 h 30 : Comédien cherche public pour mourir d'amour et plus si affinités (dern. le 29).  
**ANTOINE** (208-77-71) (L.), 20 h 30, dim. 15 h 30 : Comp de soleil.  
**ARTS-HEBERTOT** (387-23-23), le 30 à 15 h : Moi ; le 26 à 18 h 30 : La difficulté d'être ; les 28, 31 à 18 h 30 : Les Sincères ; le 27 à 21 h : le Misanthrope ; le 28 à 21 h : Au pays de Papouasie ; le 29 à 18 h 45 et 22 h, le 31 à 21 h : la Parodie.  
**ASTELLE-THÉATRE** (238-35-53), mer., mar., 20 h 30 : Les Bonnes ; jeu., ven., sam., 20 h 30, dim. 16 h : le Malentendu.  
**ATELIER** (606-49-24) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h : Comma-Mauris.  
**ATHÉNÉE** (742-67-27), mer., mar. 19 h, jeu., ven. 21 h, sam., 16 h : le Pélée ; mer., mar., jeu., 18 h 30, ven., sam., 20 h 30 : Credo.  
**BASTILLE** (357-42-14) (D. soir, L.), 19 h 30, dim. 17 h : l'Autre côté de la lune ; A. Lillan Gish.  
**BOUFFES - PARISIENS** (296-60-24) (D.), 21 h : les Trois Jeanne.  
**CALYPSO** (227-25-95) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 17 h : les Deux Fils de Pedro Neri de Beul.  
**CARREFOUR DE L'ESPRIT** (633-48-65), mer., jeu., ven. 20 h 30 : Zed Zed Zed.  
**CARTOUCHERIE**, Égée de Bois (808-39-74) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 16 h : la Maison de Bernarda Alba ; Tépépée (328-36-36) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h 30 : Victor Land. Th. de Soleil (574-24-88) le 29 à 18 h 30 : Richard II.  
**CITÉ INTERNATIONALE** (589-38-69) Grand Théâtre (D. L., mar.), 20 h 30 : la Parodie ; Reserve (D. L.), 20 h 30 : Donnez-moi qu'elle soit un peu ; Galerie (D. L., mar.), 20 h 30 : les Troyennes.  
**COMÉDIE-CAUMARTIN** (742-43-41) (mar., D. soir, mar. soir), 21 h, dim. mar., 15 h 30 : Reviens d'ailleurs à l'épave.  
**COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (723-37-21) (D. soir, L.), 20 h 45, sam. 18 h 45 et 21 h 45, dim. 15 h 30 : Chacun sa vie.  
**COMÉDIE ITALIENNE** (321-22-22) (D. L.), 20 h 30 : la Manie de la villeggiature.  
**CONSTANCE** (258-97-62), ven., sam., 20 h 45, dim. 17 h : L'histoire merveilleuse d'un gamin du Lot dont la fiancée se tua accidentellement le lendemain du mariage.  
**DAUNOU** (261-69-14) (mar., D. soir, mar. soir), 21 h, dim. mar. 15 h 30 : la Chénille.

**DÉCHARGEURS** (236-00-02) (D.), 20 h 30 : l'Écho du silence (dern. le 29) ; 22 h : Va en Terre quelle belle idée.  
**ELDORADO** (208-25-50) (D. soir, L.), 20 h 45, dim. 16 h : le Don Juan de la Croix.  
**ÉDOUARD-VII** (742-57-49) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h 30 : Mademoiselle Follie.  
**ESCALIER D'OR** (523-15-10) (D. soir, L.), 21 h, dim. 17 h : Louise-Emma.  
**ESPACE-GAÏTE** (327-13-54) (D. soir, L.), 20 h 15 : dim. 15 h 30 : la Boum ! Femme aux canelons.  
**ESPACE GIBAUD-PHARES** (233-55-77) (D. L.), 20 h 30 : Fantaisie mineur.  
**ESPACE-MARAI** (584-09-31) (D. L.), 20 h 30 : Transes-Hôtel (dern. le 29).  
**ESSAÏON** (278-46-42) (D. L.), 1, 20 h 30 : A. Violetta.  
**FONDATION DEUTSCHE DE LA MEURTRE** (340-36-35) (D. L., mar.), 21 h : Récit d'une passion envahissante.  
**FONTAINE** (874-74-00) (D. soir, L.), 20 h 15, sam. 18 h, dim. 17 h : Vive les femmes.  
**GAÏTE-MONT-PARNASSE** (322-16-19) (D. soir, L.), 20 h 15, dim. 14 h 30 : Comma-Mauris, une œuvre de dix leçons.  
**HUCHETTE** (326-38-99) (D.) 19 h 30 : le Cantarico chevre ; 20 h 30 : la Légende - Abracadabra ; 22 h 45 : Cabaret Dada.  
**LA BRUYÈRE** (874-76-99) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h : Mort accidentelle d'un anarchiste.  
**LIÈRE - THEATRE** (586-55-83) (D. soir, L., mar.), 20 h 30, dim. 17 h : la Colonne pénitente.  
**LUCERNAIRE** (544-57-34) (D.), 1, 18 h 30 : Cézanne ou le supplice de Pizarr ; 20 h 30 : l'Étonnement ; 22 h 30 : Bobby Lapointe ; IL 18 h 30 : la Voix humaine ; 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Village de Cocanha. Poésie, 19 h 45 : Montaigne vire ; (D. L.), 22 h 15 : Bandelino du mal.  
**LYCEE BUFFON** (307-85-80), les 26, 27, 28 h 30 : Shakespeare au lycée.  
**LYCEE TECHNIQUE**, 23, bd Raspail (mar., 307-45-80), les 26, 27 à 20 h 30 : les Ateliers particuliers.  
**MARAI** (278-03-53) (D.), 20 h 30 : Le roi se meurt.  
**MARIGNY**, salle Gabriel (225-30-74) (D.), 21 h, sam. 19 h et 22 h : les Sables Mous.  
**MICHEL** (265-35-02) (D. soir, L.), 21 h 15, sam. 21 h 30, dim. 15 h 30 : On dînait au lit.  
**MICHOUDÈRE** (742-95-22) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h et 18 h 30 : le Vieux voyageur.  
**MOGADOR** (285-45-30) (D. soir, L.), 20 h 30, sam. 16 h 30 et 21 h, dim. 16 h 30 : Cyrano de Bergerac.  
**MONT-PARNASSE** (320-89-90) (D. soir, L.), 21 h, sam. 19 h et 21 h 30, dim. 15 h : Marguerite et les autres ; Poésie (D. soir, L.), 21 h 15 : dim. 16 h : l'Académie (dern. le 30).  
**NOUVEAUTÉS** (770-52-76) (Mar. soir, L.), 20 h 30 : sam. 18 h 45 et 21 h 45, dim. 15 h 30 : l'Étonnement.  
**ŒUVRE** (874-42-52), (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 16 h : l'Étrange Minceur Wilde.  
**PALAIS-ROYAL** (297-94-81) (D. soir, L.), 20 h 45, sam. 18 h 45 et 21 h, dim. 15 h 30 : la Fille sur la banquette arrière.  
**PALAIS DES SPORTS** (828-40-90) (mar. soir, D. soir, L.), 20 h 30 ; mer., sam. 15 h, dim. 14 h 30 et 18 h 15 : Un homme nommé Jean.  
**PLAISANCE** (320-00-06) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h 30 : le Secondaire surprise de l'Amour.  
**POCHE-MONT-PARNASSE** (548-92-97) (D.), 20 h 15 : la Dernière Baudelaire ; 21 h 15 : l'Étrange Minceur Wilde.  
**POÏTE-SAINTE-MARTIN** (867-37-53) (D. soir, L.), 21 h, sam. 17 h, dim. 15 h : K2.  
**POITIÈRE** (261-44-16) (D. soir, L.), 20 h 45, dim. 15 h 30 : 11 Signor Pagano.  
**RENAISSANCE** (208-18-30) (D. L.), 21 h, dim. 15 h : Théâtre de Boulevard.  
**SAINT-GEORGES** (874-74-37) (D. soir, L.), 20 h 45, dim. 15 h : Ma vedette studieuse.  
**STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (723-35-10) (D. soir, L.), 20 h 45, sam. 19 h 30 et 22 h, dim. 15 h 30 : Cami (dern. le 29).  
**STUDIO FORTUNE**, le 28 à 21 h : Dans un siècle ou deux.  
**TAI THÉ D'ESSAI** (278-10-79) 1. Jeu., ven., sam. 20 h 30, dim. 15 h : Tarnoffe ; jeu., mar. 20 h 30, sam. 22 h, dim. 17 h : l'Écume des jours ; IL. Jeu., ven., sam. 20 h 30, dim. 15 h : Fando et Lys ; mer., jeu., mar. 20 h 30, sam. 22 h, dim. 17 h : Huis clos.  
**THEATRE D'EDGAR** (322-11-02) (D.), 20 h 15 : les Deux faces ; 22 h 30 : Remontez-moi pour hommes en défilé.  
**TEMPLETS** (278-91-15) (D. soir, L., Mar.), 20 h 30, dim. 18 h 30 : Cinquante-neuf minutes d'attente.  
**THEATRE A-BOURVIL** (373-47-84) (D.), 21 h : les Deux faces de fer.  
**THEATRE DE DIX-HEURES** (606-07-48) (D.), mer., ven., jeu., 18 h 30 : le Grand Écart ; jeu., sam., mar. : A la rencontre de M. Prost ; 20 h 30 : l'Étrange Minceur Wilde ; 22 h 30 : l'Étrange Minceur Wilde ; 22 h 30 : la Propriétaire.  
**THEATRE NOIR** (346-91-93) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 17 h : les Crocodiles.  
**THEATRE DE PARIS** (280-09-30) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h : Sorcières.  
**THEATRE DE LA PLAINE** (842-32-25), (dim. soir, L., mar.), 20 h 30, dim. 17 h : le Dîner bourgeois (dern. le 30).  
**THEATRE DU QUAI DE LA GARE** (842-07-53), les 26, 27, 28, 29, 30, 31 : 21 h : Dis-moi si tu veux dire.  
**THEATRE DU ROND-POINT** (256-70-80), les 26, 29, à 20 h 30, le 30 à 15 h : les Affaires sont les affaires ; le 27, 28, le 30 à 20 h : Savannah Bay ; IL (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h : les Exilés.  
**THEATRE 13** (589-16-30) (D. soir, mar.), 21 h, dim. 15 h : la Femme indolente.  
**THEATRE 14** (545-49-77) (D. L.), 20 h 30 : Goodbye paradis carcéral.  
**THEATRE 18** (226-47-07) (D. soir, L.), 22 h, dim. 18 h : Bruits de nuit.  
**TOURTOUR** (887-82-48) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h : Le soleil n'est plus aussi chaud qu'avant ; (Dim. soir, L.), 22 h, dim. 18 h : le Bel Indifférent, l'Amour toujours.  
**TRISTAN-BERNARD** (522-08-40) (D. L.), 18 h 30 : les Mous ; (D. soir, L.), 21 h, sam., dim. 15 h : la Nuit du 16 janvier.

**UNION** (246-20-83) (D.), 20 h 30, jours pairs : le Chant général ; jours impairs : l'As 2000 n'a pas lieu.  
**VARIÉTÉS** (233-09-92) (D. soir, L.), 20 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30 : l'Étrange Minceur Wilde.

## Les cafés-théâtres

**AU REC FIN** (286-29-35) (D.), 20 h 30 : Toin-Bahut ; 22 h : le Président.  
**BLANCS-MANTEAUX** (887-15-84) (D. L.), 1, 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sables Mous ; D : 20 h 15 : les Cade ; (D.), 22 h 30 : Follies.  
**BEAUBOURGEOIS** (272-06-51) (D.), 19 h 30 : la Spécialité.  
**CAFÉ DE LA GARE** (278-52-51) (L., M.), 18 h 15 : Welcome Fingouille ; (D. L.), 20 h : Chant d'espérance ; 22 h 15 : l'Avenir du pavillon 4.  
**CAFÉ D'EDGAR** (322-11-02) (L.), 1, 20 h 15 : sam. 23 h 30 : Tien, voilà deux bonheurs ; 21 h 30 : Manguettes d'homme ; D : 20 h 15 : Dieu m'importe ; 21 h 30 : le Chronomètre chateauloux ; 22 h 30 : Fais voir ton Cupidon.  
**DIX HEURES** (606-07-48) (D.), 22 h : The double show.  
**L'ÉCLUSE** (542-71-16), (D. L., M.), 20 h 30 : Toupie or not Toupie ; (D. L., M.), 22 h : J. Gaido Danis ; 23 h : D. Boni.  
**LE PETIT CASINO** (278-36-30), (D. L.), 21 h : Je veux être pingouin ; 22 h 15 : Attention belles-mères méchantes.  
**POINT-VIRGULE** (278-67-03) (D.), 20 h 15 : Tranches de vie ; 21 h 30 : le Vieux.  
**RESTOSHOW** (508-00-41) (D. L.), 20 h 30 : Hubert Ferti ; 22 h : G. Dahan.  
**SENTIER DES HALLES** (236-37-27) (D. L.), 20 h 15 : On est pas des pigeons ; 22 h : Village de Cocanha.  
**SPLENDID SAINT-MARTIN** (208-21-93) (D. L.), 20 h 30 : Un peu, c'est un peu ; 22 h : les Burlingues.  
**LE TINTAMARRE** (887-33-42) (D. L.), 20 h 15 : sam. 24 h : Phidre ; 21 h 30 : Apocalypse No.  
**VIEILLE GRILLE** (707-60-93) (D. L.), 20 h 30 : P. Mieret ; 23 h : Chez Paul-que.

## Les chansonniers

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (278-44-53), 21 h, dim. 15 h 30 : On perd les pétales.  
**DEUX-ANES** (606-10-26) (mer.), 21 h, dim. 15 h 30 : l'Impôt et les os.

## En région parisienne

**Amboiseville, T.C.A.** (833-16-16) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 17 h : Émile ne sera jamais plus ouïe par l'admonition.  
**Boulogne-Billancourt, T.B.B.** (603-60-44) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h : Mar-riage.  
**Chelles, C.A.C.** (421-20-36) les 27, 28 à 20 h 45 : le Prix Martin.  
**Colombes, M.J.C.** (782-42-70) à 20 h 30 : 28 : ballet du Grand Théâtre de Genève ; le 29 : le Chant général ; le 30 : Rick Odours Deux Explosions ; le 1<sup>er</sup> : Dalka Armand Lema.  
**Corbeil, Maisons pour tous** (333-63-52) le 27 à 21 h : M. Ogier, le 29 à 21 h : L. Lazma.  
**La Courneuve, C.C.J.** Houdoumont (838-92-60) le 29 à 20 h 30 : Fawzi Al Aledy.  
**Créteil, Maisons des Arts A. Mahnac** (699-94-30) le 27 à 14 h 15 : G. Midonet.  
**Gennevilliers, Théâtre** (793-36-30) voir Festival d'automne.  
**Ivry, Th. des Quartiers** (672-37-43) (Jeu., dim. soir) 20 h 30, dim. 17 h : Romance de Mexico, (dern. le 30).  
**Maakoff, Th. 71** (655-43-45) le 26 à 20 h 30 : J. Jovanovic, Agathe, Jagline, Djama, Trio Briaval, F. Calonge.  
**Mantes, C.A.C. Brancas**, le 28 à 20 h : 28 : ballet du Grand Théâtre de Genève ; le 29 à 20 h : G. Komlet, K. Kacel, Xalam.  
**Mosny, C.C.J. Luyat** (287-50-08) le 28 à 20 h 30 : J.-C. Fornabach Consorts.  
**Nanterre, Th. des Amériques** (721-18-81) (L.) 20 h ; jeu. 19 h 30 ; dim. 17 h : les Farvants.  
**Neuilly, Adalète** (624-03-83) (Dim. jeu., mar.) 21 h : le Remar.  
**Nogent-sous-Marne, Pavillon Bataud** (872-63-69) le 26 à 20 h 30 : Ballet Théâtre de Nancy.  
**Saint-Mesme, Ancien-Théâtre** (889-22-11) le 29 à 21 h : le Nerve de Rameau.  
**Sartroville, Théâtre** (914-23-77) les 22, 25, 26 à 21 h : Dispense d'affranchissement-moi n'annule pas moi.

**Centre Georges Pompidou**  
**VIDÉODANSE 2**  
**TIMES FIVE, FOR MERCE**  
 création de Charles Atlas  
 grand foyer du 19 octobre au 6 novembre 1983

**5 dernières**  
**THEATRE** 793.26.30  
**LA ROBE DE CHAMBRE DE GEORGES BATAILLE**  
**RICHARD FOREMAN**

**STUDIO CUJAS**  
 20 rue Cujas 75005 TÉL. 354.89.22

Mercredi, Jeudi, Vendredi, Samedi.  
**LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE** (1973)  
 Long Métrage  
**SUR LE PASSAGE DE QUELQUES PERSONNES A TRAVERS UNE ASSEZ COURTE UNITÉ DE TEMPS** (1959)  
 Court Métrage  
 Dimanche, Lundi, Mardi.  
**IN GIRUM IMUS NOCTE ET CONSUMIMUR IGNI** (1978)  
 Long Métrage  
**RÉFUTATION DE TOUS LES JUGEMENTS, TANT ÉLOGIEUX QU'HOSTILES, QUI ONT ÉTÉ JUSQU'ICI PORTÉS SUR LE FILM "LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE"** (1975)  
 Court Métrage  
**Films de GUY DEBORD**

**théâtre 13** mairie de Paris  
 24, rue Deval, Paris 13<sup>e</sup> - 588-16-30  
**C<sup>o</sup> JEAN BOIS**  
 en alternance :  
**LA FEMME INDOLENTE**  
**L'ÉMOI D'AMOUR**

**THÉATRE DE L'ESCALIER D'OR**  
**LOUISE/EMMA**  
 RENCONTRE FICTION  
 Une pièce d'Anne ROCHÉ  
 « Travail très habile, terriblement contemporain, fort bien joué par E. Istria et F. Chatoir » (France Culture). - E. Istria est bouleversante dans le rôle de Louise Michel ! - (Libération). - E. Istria et F. Chatoir donnent corps et chair aux deux personnages, avec la jubilation d'une complémentarité complice. (Monique Leroux, le Quinzaine littéraire).

**CHAILOT**  
**THEATRE NATIONAL**  
**TOMBEAUX DE POUPÉES**  
 De Jean-Bernard Moraly. Spectacle-exposition réalisé par Karen Abdelkader et Pierre Attrait  
**Grand Foyer** Création  
 Du 26 octobre au 19 novembre à 20 h 30.  
 Relâche dimanche et lundi. 727 81 15

**FESTIVAL INTERNATIONAL DE COMEDIE DELL'ARTE**  
 Sous le haut patronage du Conseil Général du Val-de-Marne.  
**Du 1<sup>er</sup> au 30 octobre 1983**  
 Réservations : 678.98.29

**Compagnia de Pantomima de l'Institut Théâtral de Barcelone (Création)**  
**PELL DE MASCARA**  
 Mise en scène de Pavel ROUBA

**Mercredi 26, Salle Jacques Brel, FONTENAY-SOUS-BOIS 877.75.00**  
**Jeudi 27 et Vendredi 28, Théâtre Romain Rolland, VILLEJUIF 678.98.29**

**Bouffonneries**  
**"MASQUES et BOUFFONS"**  
 Mise en scène de Patrick PEZIN

**Jeudi 27 et Vendredi 28, Salle Jacques Brel, FONTENAY-SOUS-BOIS 877.75.00**  
**Pierre Byland Cie Les Fusains**  
**L'HOMME A LA VALISE**  
 Mise en scène de Philippe GAUILLER

**Jacques LECOQ**  
**"TOUT BOUGE"**  
 Mise en scène de Jacques LECOQ

**Samedi 29, Dimanche 30, Théâtre Romain Rolland, VILLEJUIF 678.98.29**  
**Pupi et Fresdée de Florence**  
**"DON GIOVANNI ET VALET PULCINELLA"**  
 Mise en scène de A. SAVELLI

**14 à 21 heures : GRANDE EXPOSITION DE MASQUES EN CUIR ET STRUCTURE GESTUELLE** de Donato SARTORI, au Théâtre Romain Rolland, 18, rue Eugène Varlin, VILLEJUIF





du 26 au 30 octobre  
Les 7 films sur le Théâtre et la Vie  
(Les leçons d'Antoine Vitez,  
filmées par M. Koleva)  
passent le soir à 18 h 45.  
t. l. j. 2 films différents  
Stella Bernard, maître Duroc. Tél. : 783-64-66,  
face à l'hôpital Necker

**COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), le 26**  
à 22 h: M. Benin.

  
**Impérator Vidéo**  
 présente  
**BRUCE LEE**  
**LA REVANCHE DU DRAGON**  
 (VHS)  
 Vidéo 2000

١٥٥ من الألف

# ET DES SPECTACLES

## FESTIVALS

**CONSERVATOIRE DU V<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT**, le 27 à 20 h 15 : Société de musique ancienne de V<sup>e</sup>.  
**ESPACE CARDIN** (266-17-81), 20 h 30 : J. Gréco (dans le 29).  
**FORUM** (297-53-47) (D., L.), 21 h : Une Rampe.  
**GYMNASIE** (246-79-79) (D. soir., L.), 21 h, dim. 16 h 30 : G. Bédou.  
**MARIGNY** (256-04-41) (D. soir., L.), 21 h, dim. 15 h : Thierry Le Luron.  
**OLYMPIA** (742-25-49) (D. soir., L.), 20 h 30, dim. 17 h : G. Bécard.  
**PALAI DES CONGRES** (758-12-33) (D. soir., L.), 20 h 30, dim. et dim. 15 h 30 : Sylvie Vartan.  
**PALAI DES GLACES** (607-49-93) (D.), 21 h : Chappella.  
**THEATRE DE PARIS** (280-09-30), le 27 à 18 h 30 : Y. Tchernia, G. Dumas, col. L. Galeazzi.  
**85, RUE DE MOULIN-DES-PRÉS** (824-55-37), 19 h 30 : Les Beaux de Bégé (dans le 30).

### La danse

**MUSEE GUMMET** (723-64-83), le 26, 27 à 20 h 30 : Compagnie nationale de danse de Corée.  
**THEATRE 18** (226-47-47) (D. soir.), 20 h, dim. 16 h : Voyage méridien (dans le 30).  
**THEATRE DE PARIS** (280-09-30) (D. soir., L.), 20 h 30, dim. 15 h : Ballet national des Philippines.

### XXI<sup>e</sup> Festival international de danse de Paris

**THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (723-47-77), le 27, 28, 29 à 20 h 30 : Ballet Jazz de Montréal.

### FESTIVAL D'AUTOMNE

**Centre G. Pompidou** (274-42-19) (D. soir., Mar.), 20 h 30, dim. 16 h : Bosco.  
**Théâtre de la Boule** (257-42-14), les 27, 28, 29 à 18 h : C'est de théâtre comme il faut à expérimenter à l'opéra.  
**Th. Festival** (874-74-40) (D. soir., L.), 22 h, dim. 18 h : le Frigo.  
**Conservatoire**, Théâtre (793-26-30) (D. soir.), 20 h 45, dim. 17 h : La Robe de chambre de G. Bédou (dans le 30).  
**Théâtre de Paris** (280-09-30), - Petite salle (D. soir., L.), 20 h 30, dim. 15 h : Sordides.

**Concerts**  
**Théâtre de Châtelet**, salle Gaitier (727-81-15) (Mar., D. soir., L.), 20 h 30, Sam., Dim. 15 h : Une épopée musicale sur le diable (Kagel).  
**Expositions**  
**Art** (723-61-27) (L.), 13 h à 18 h : Leigh-Harris (à partir du 27).  
**Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière** (L.), 12 h à 20 h : A. et P. Forier.

### FESTIVAL DE JAZZ DE PARIS

**Théâtre de la Ville** (274-22-77), le 26 à 18 h 30 : M. Sola, F. Gaudin, J. Taylor, 20 h 30 : M. Sola, H. Merrill, G. Lewis, 20 h 30 : Zaka Percussions, D. Lockwood Quintet, le 28, à 18 h 30 : D. Burrell, C. Smith et les Barons Sitar, le 29, à 18 h 30 : L. Corryell, M. Ulanicki, U. Dudziak.  
**Théâtre Musical de Paris**, le 26, à 20 h 30 : Astor Piazzolla et ses quintet, le 28, à 20 h 30 : A. Hervé Big Band, W. Marsalis, le 29, à 20 h 30 : Modern Jazz Quartet, le 30, à 20 h 30 : Vieux Art Orchestra, G. Burton, Chick Corea, le 31 novembre, à 14 h 30 : Sun Ra Arkestra, 20 h 30 : Sun Ra All Stars, Art Blakey, F. Hubbard, A. Shepp, L. Bowie, R. Haynes, J. Gilmore, M. Allen, R. Workman, D. Moye.  
**Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris**, le 31, à 14 h : Ultramarina, H. Saff, L. Lash, S. Doreigh, B. Talon, E. Parker.

**1<sup>er</sup> FESTIVAL INTERNATIONAL DE COMEDIE DELL'ARTE DU VAL-DE-MARNE** (678-96-29)  
**Villejossy**, Th. R. Rolland (678-96-29), le 26, à 20 h 30 : Pall de Mascara, le 27, 28, à 20 h 30 : la Commedia dell'arte, le 29, à 20 h 30 : l'homme à la valise, Une belle journée.  
**Twy**, Théâtre (670-21-55), le 27, à 20 h 30 : Masques et bouffes.  
**Maisons-Alfort**, C.C. Charentonnais (376-25-77), le 27, à 20 h 45 : Pall de Mascara, le 28, à 20 h 45 : Tout bouge.  
**Gennevilliers**, H. Gaudier (412-85-89), le 1<sup>er</sup>, à 21 h : Cocoon en ré majeur pour une reine.  
**Montigny**, salle des fêtes (983-51-27), le 29, à 21 h : Langlois.  
**Sannois**, M.J.C. (981-80-55), le 29, à 21 h : le Sac à mensonge.  
**Taverny**, Théâtre du Cagibi (995-21-55), le 29, à 21 h : le 30, à 16 h : Les Chans de Malédor.

**2<sup>e</sup> FESTIVAL INTERNATIONAL DE COMEDIE DELL'ARTE DU VAL-DE-MARNE** (678-96-29)  
**Villejossy**, Th. R. Rolland (678-96-29), le 26, à 20 h 30 : Pall de Mascara, le 27, 28, à 20 h 30 : la Commedia dell'arte, le 29, à 20 h 30 : l'homme à la valise, Une belle journée.  
**Twy**, Théâtre (670-21-55), le 27, à 20 h 30 : Masques et bouffes.  
**Maisons-Alfort**, C.C. Charentonnais (376-25-77), le 27, à 20 h 45 : Pall de Mascara, le 28, à 20 h 45 : Tout bouge.  
**Gennevilliers**, H. Gaudier (412-85-89), le 1<sup>er</sup>, à 21 h : Cocoon en ré majeur pour une reine.  
**Montigny**, salle des fêtes (983-51-27), le 29, à 21 h : Langlois.  
**Sannois**, M.J.C. (981-80-55), le 29, à 21 h : le Sac à mensonge.  
**Taverny**, Théâtre du Cagibi (995-21-55), le 29, à 21 h : le 30, à 16 h : Les Chans de Malédor.

**3<sup>e</sup> FESTIVAL INTERNATIONAL DE COMEDIE DELL'ARTE DU VAL-DE-MARNE** (678-96-29)  
**Villejossy**, Th. R. Rolland (678-96-29), le 26, à 20 h 30 : Pall de Mascara, le 27, 28, à 20 h 30 : la Commedia dell'arte, le 29, à 20 h 30 : l'homme à la valise, Une belle journée.  
**Twy**, Théâtre (670-21-55), le 27, à 20 h 30 : Masques et bouffes.  
**Maisons-Alfort**, C.C. Charentonnais (376-25-77), le 27, à 20 h 45 : Pall de Mascara, le 28, à 20 h 45 : Tout bouge.  
**Gennevilliers**, H. Gaudier (412-85-89), le 1<sup>er</sup>, à 21 h : Cocoon en ré majeur pour une reine.  
**Montigny**, salle des fêtes (983-51-27), le 29, à 21 h : Langlois.  
**Sannois**, M.J.C. (981-80-55), le 29, à 21 h : le Sac à mensonge.  
**Taverny**, Théâtre du Cagibi (995-21-55), le 29, à 21 h : le 30, à 16 h : Les Chans de Malédor.

**4<sup>e</sup> FESTIVAL INTERNATIONAL DE COMEDIE DELL'ARTE DU VAL-DE-MARNE** (678-96-29)  
**Villejossy**, Th. R. Rolland (678-96-29), le 26, à 20 h 30 : Pall de Mascara, le 27, 28, à 20 h 30 : la Commedia dell'arte, le 29, à 20 h 30 : l'homme à la valise, Une belle journée.  
**Twy**, Théâtre (670-21-55), le 27, à 20 h 30 : Masques et bouffes.  
**Maisons-Alfort**, C.C. Charentonnais (376-25-77), le 27, à 20 h 45 : Pall de Mascara, le 28, à 20 h 45 : Tout bouge.  
**Gennevilliers**, H. Gaudier (412-85-89), le 1<sup>er</sup>, à 21 h : Cocoon en ré majeur pour une reine.  
**Montigny**, salle des fêtes (983-51-27), le 29, à 21 h : Langlois.  
**Sannois**, M.J.C. (981-80-55), le 29, à 21 h : le Sac à mensonge.  
**Taverny**, Théâtre du Cagibi (995-21-55), le 29, à 21 h : le 30, à 16 h : Les Chans de Malédor.

### FESTIVAL THEATRAL DE LA VALLEE DE MONTMORENCY

**Erment**, Théâtre P. Frumy (415-09-48), le 29, à 21 h : Ysa peut-être, le 30, à 16 h : Geneviève de Brabant.  
**Epiais**, H. Gaudier (412-85-89), le 1<sup>er</sup>, à 21 h : Cocoon en ré majeur pour une reine.  
**Montigny**, salle des fêtes (983-51-27), le 29, à 21 h : Langlois.  
**Sannois**, M.J.C. (981-80-55), le 29, à 21 h : le Sac à mensonge.  
**Taverny**, Théâtre du Cagibi (995-21-55), le 29, à 21 h : le 30, à 16 h : Les Chans de Malédor.

### DE SOIR SUSPENSE

**ça peut vous arriver**  
 Le meilleur choc de San Francisco, par une nuit de tempête en octobre...  
 Disponible dans tous les Vip Vidéo Clubs

### DEUXIEME CHAINE : A 2

**20 h 35** Les mercredis de l'information : spécial Liban.  
**21 h 40** Variétés : Vagabondages.  
**22 h 10** Journal.  
**23 h 10** Journal.

### TROISIEME CHAINE : FR 3

**20 h 35** Variétés : Cadence 3.  
**21 h 10** Émission de Guy Lux et Lella Milice.  
**22 h 10** Miroir des châteaux : château de Barbe-Bleue.

## RADIO-TÉLÉVISION

### Mercredi 26 octobre

#### PREMIERE CHAINE : TF 1

**20 h 35** Les mercredis de l'information : spécial Liban.  
**21 h 40** Variétés : Vagabondages.  
**22 h 10** Journal.  
**23 h 10** Journal.

#### DEUXIEME CHAINE : A 2

**20 h 35** Les mercredis de l'information : spécial Liban.  
**21 h 40** Variétés : Vagabondages.  
**22 h 10** Journal.  
**23 h 10** Journal.

#### TROISIEME CHAINE : FR 3

**20 h 35** Variétés : Cadence 3.  
**21 h 10** Émission de Guy Lux et Lella Milice.  
**22 h 10** Miroir des châteaux : château de Barbe-Bleue.

#### FR3 PARIS - ILE-DE-FRANCE

**17 h 6** Ciné 18 : La tenue de serments, de J.-C. Morin.  
**18 h 30** Vie régionale.  
**18 h 55** Informations.  
**19 h 10** Dessin animé : Ulysse 31.  
**19 h 15** Informations régionales.  
**19 h 35** Feuilletton : Les Mohicans de Paris.

#### FRANCE-CULTURE

**19 h 30** Perspectives scientifiques : les différents aspects de l'évolution, l'Océanie.  
**20 h** Concert de musique karatéka, par L. Subramaniam, violon, T. H. Subashchandran, mridangam et L. Shankar.  
**22 h 30** Nuits magiques : à la recherche du film prototype.

#### FRANCE-MUSIQUE

**20 h** Les chants de la terre.  
**20 h 30** Concert : (en direct du théâtre des Champs-Élysées à Paris) : Prélude à l'après-midi d'un faune de Debussy, Concerto pour violon et orchestre n° 1 de Prokofiev, Daphnis et Chloé, de Ravel, par l'Orchestre national de France, dir. L. Maazel, sol. I. Stern, violon.  
**22 h 30** Fréquence de nuit : la voix n'est pas un organe ; à 22 h 10, Miroir des châteaux : château de Barbe-Bleue.

#### FR3 PARIS - ILE-DE-FRANCE

**17 h 6** Ciné 18 : La tenue de serments, de J.-C. Morin.  
**18 h 30** Vie régionale.  
**18 h 55** Informations.  
**19 h 10** Dessin animé : Ulysse 31.  
**19 h 15** Informations régionales.  
**19 h 35** Feuilletton : Les Mohicans de Paris.

#### FRANCE-CULTURE

**19 h 30** Perspectives scientifiques : les différents aspects de l'évolution, l'Océanie.  
**20 h** Concert de musique karatéka, par L. Subramaniam, violon, T. H. Subashchandran, mridangam et L. Shankar.  
**22 h 30** Nuits magiques : à la recherche du film prototype.

#### FRANCE-MUSIQUE

**20 h** Les chants de la terre.  
**20 h 30** Concert : (en direct du théâtre des Champs-Élysées à Paris) : Prélude à l'après-midi d'un faune de Debussy, Concerto pour violon et orchestre n° 1 de Prokofiev, Daphnis et Chloé, de Ravel, par l'Orchestre national de France, dir. L. Maazel, sol. I. Stern, violon.  
**22 h 30** Fréquence de nuit : la voix n'est pas un organe ; à 22 h 10, Miroir des châteaux : château de Barbe-Bleue.

### Jeudi 27 octobre

#### PREMIERE CHAINE : TF 1

**11 h 30** Vision plus.  
**12 h** Le rendez-vous d'Annik.  
**12 h 30** Atout cœur.  
**13 h** Journal.  
**13 h 45** Objets d'art.  
**14 h 10** L'heure du spectacle.  
**16 h 30** Série vacances.  
**18 h** Série : Ton amour et ma jeunesse.  
**18 h 20** Le village dans les nuages.  
**18 h 40** Variétés.  
**18 h 55** 7 h moins 5.  
**19 h** Météorologie.  
**19 h 15** Émissions régionales.  
**19 h 35** Émission d'expression directe : l'Assemblée nationale.  
**20 h** Journal.  
**20 h 35** Téléfilm : On ne le dira pas aux enfants.  
**21 h** De Douceur, A. Belli, M. Constantin.  
**21 h 10** Émission de locaux reçoit un hold-up à des fins très louables.  
**22 h 10** Au-delà de l'histoire : Ces hommes du désert.  
**22 h 15** Émission de R. Clarke et J. Andrieu, réal. T. Patry.  
**22 h 30** Coproduction des télévisions francophones : Les mites de l'archéologie (télévision caennaise).  
**23 h 05** Journal.

#### DEUXIEME CHAINE : A 2

**10 h 30** ANTOPE.  
**12 h** Journal (à 12 h 45).  
**12 h 10** Jeu : L'académie des neuf.  
**13 h 35** Les amours romantiques.  
**13 h 50** Aujourd'hui la vie.  
**14 h** Le français langue vivante.  
**14 h 55** Téléfilm : Le transfuge.  
**16 h** De D. Lowell Rich. (Red.)  
**17 h 40** Un temps pour tout. La graphologie.  
**18 h 45** Récré A2.  
**18 h 50** C'est la vie.  
**19 h 45** Des chiffres et des lettres.  
**19 h 10** D'accord, pas d'accord.  
**19 h 15** Émissions régionales.  
**19 h 40** Le théâtre de Boulevard.  
**20 h** Journal.  
**20 h 35** Feuilletton : Martin Eden, réal. G. Battista.  
**21 h** L'un des plus beaux romans de Jack London : les aventures dramatiques de Martin Eden, l'archétype de l'individualisme américain, opposé aux valeurs bourgeoises.  
**21 h 40** Enquête publique : La science de la pub.  
**22 h** Émission de L. Broomhead.  
**22 h 10** Une émission en direct, avec la collaboration des télévisions régionales, organisée par un Laurent Broomhead plus sensible que jamais, assurant au public une avalanche de tableaux lumineux, de vidéos accidentées, d'écarts... un étalage de médias qui frise le délire.  
**22 h 50** Journal.

#### TROISIEME CHAINE : FR 3

**17 h** Télévisions régionales.  
**19 h 50** Dessin animé : L'inspecteur Gadget.  
**20 h** Les jeux.  
**20 h 35** Cinéma sans visa, de J. Lacouture et J.-P. Guillebaud.  
**20 h 40** Film vénézuélien : L'entreprise pardonne un moment de folie.  
**21 h** Film vénézuélien de M. Walerstein (1978), avec S. Diaz, E. Mondolfi, R. Brizeno, M. Escalona, A. Calderon (v.a. sous-titré).

#### Après vingt ans de bons services, un ouvrier spécialisé

brise des machines et appelle à la révolte. L'entreprise le fait « généralement » soigner par un psychiatre pour l'amener à se soumettre. Bien que présent au Festival de Cannes 1979 à la Quinzaine des réalisateurs, ce film politique et social sera une découverte.  
**22 h 10** Témoignages.  
**22 h 30** Nuits magiques : à la recherche du film prototype.

#### FR3 PARIS - ILE-DE-FRANCE

**17 h 6** Ciné 18 : La tenue de serments, de J.-C. Morin.  
**18 h 30** Vie régionale.  
**18 h 55** Informations.  
**19 h 10** Dessin animé : Ulysse 31.  
**19 h 15** Informations régionales.  
**19 h 35** Feuilletton : Les Mohicans de Paris.

#### FRANCE-CULTURE

**7 h 2** Matinales : le cinéma japonais.  
**8 h** Les chemins de la connaissance : des odeurs aux parfums ; à 8 h 32, exil-adhésion : à 8 h 50, les demeures de l'âme.  
**9 h 7** Matinales de la littérature.  
**10 h 45** Entretiens, avec Pierre Dumitriu.  
**11 h 2** Musique : les dernières nouvelles des origines (et à 13 h 30, 17 h 32).  
**12 h 5** Nuits magiques.  
**12 h 45** Panorama.  
**14 h** Sois.  
**14 h 5** Un livre, des voix : « Blanc cassé », de G. Rosset.  
**14 h 47** Les après-midi de France-Culture : Départementale à Villeneuve-d'Ascq, à 17 h, Raison d'être.  
**18 h 30** Feuilletton : l'Hotel Saint-Pol.  
**19 h 30** Les progrès de la biologie et de la médecine : adolescence et santé.  
**20 h** Procs pour l'ombre de l'âme, de F. Dürrenmatt, avec C. Nègre, P. Trabaud, Y. Clach, D. Patry.  
**21 h 45** Profession : spectateur, Guy Dumur.  
**22 h 30** Nuits magiques : la marche.

#### FRANCE-MUSIQUE

**6 h 2** Musiques du matin.  
**7 h 10** Concert : « Ainsi parlait Zarathoustra », de R. Strauss.  
**8 h 45** Le Journal de musique.  
**12 h** 12. Magazine.  
**9 h 2** L'oreille en collaboration.  
**9 h 28** Musiciens d'aujourd'hui : Henri Dutilleul : œuvres de Bartók, Webern, Stravinski, Debussy...  
**12 h 15** Les voyages de la musique.  
**12 h 35** Jazz : Bill Evans.  
**13 h** Concours international de guitare.  
**13 h 30** Poissons d'or.  
**14 h 30** Musique légère.  
**14 h 30** D'une œuvre à l'autre : œuvres de R. Strauss, Frescobaldi.  
**17 h 5** Répères contemporains : Nono.  
**18 h** L'imprévu.  
**19 h 5** Studio-concert : Le quartet du vibraphoniste C. Mack, le quintet du guitariste Serge Lazarevitch.  
**20 h** Concert (en direct du Théâtre royal de la Monnaie à Bruxelles) : la Passion de Gilles, opéra de P. Boesmans, interprété par l'Orchestre de l'Opéra de Bruxelles, dir. P. Bartholomée, sol. C. Farley, F. Gottlieb, C. Alliot-Laguz, A. Oliver.  
**23 h** Fréquence de nuit : les châteaux ; œuvres de Thierit, Fauré.

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J.-E. : convert jusqu'à... heures

### DINERS

RIVE DROITE	
<b>CAVEAU FRANÇOIS VILLON</b> , 64, rue de l'Arbre-Sec, 1 <sup>er</sup> , 236-10-92	Cours de XV, 64, Sup. 1. 21 h. Soirée musicale par traducteur. Cuvée de Saint-Jacques 1 h 15. Nbre de 100. ESCALOPES DE SAUMON FRAIS A L'ORANGE. F/fin, midi. P.M.R. 150 F.
<b>LE JARDIN DU LOUVRE</b> , 261-16-00, 1, pl. Palais-Royal, 1 <sup>er</sup>	Déj. Dîner. Soirée jazz. 0 h 30. Le Spectacle, la Politique, les CBBVins s'y retrouvent. CUISINE DE FÊTE et LÉGÈRE. VOUTURIER.
<b>LE POTAGER DES HALLES</b> , 15, rue du Cyprien, 1 <sup>er</sup> , 296-83-30	Dans un décor 1930, les ambiances, sals et her au 1 <sup>er</sup> étage. Cuisine traditionnelle. Ouvert de 12 h à 2 h du matin. Ambiance musicale.
<b>INDRA</b> , 359-36-72/359-46-40, 10, rue du Commerce-Rivière, 8 <sup>e</sup>	<b>GASTRONOMIE INDIENNE</b> . La cuisine des Maharajahs à Paris dans un décor authentique. Agréé par le MINISTRE DU TOURISME INDIEN. P.M.R. 120 F. Salle pour réception, cocktail, mariage. Fermé le dimanche.
<b>LES SARLADAIS</b> , F/fin, midi, dim., 2, rue de Vienne, 8 <sup>e</sup> , 222-23-62	J. 22 h. CUISINE PERGOURDINE. Menu 150 F. 1/2 vin de pays + café + alcool de prun, avec frites gras, cassoulet au confit. SA CARTE 150-160 F.
<b>LES TROIS MOUTONS</b> , 225-26-95, 63, av. F. Roosevelt, 8 <sup>e</sup>	Ouvert après le spectacle. Grillades d'AGNEAU et de Bœuf. P.M.R. 185/215 F. a.c. SALLE CLIMATISÉE. Menu 150 F. a.c.
<b>CHEZ DIEP</b> , 256-23-96, 22, rue de Ponthieu, 8 <sup>e</sup>	Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamienne. P.M.R. : 90 F.
<b>ÉTOILE DE L'YND</b> , 770-72-83, 12, rue de Trévise, 9 <sup>e</sup>	<b>DEJEUNERS, DINERS, Spécialités indiennes</b> : BIRYANI, boulettes de crabes, croquettes au curry, etc. Prudent de réserver.
<b>AUB. DE RIQUETVIER</b> , 770-62-39, 12, rue du Fg-Montmartre, 9 <sup>e</sup>	De 12 h à 2 h de matin. SPÉCIALITÉS ALSACIENNES. Vins d'Alsace. Sa CARTE DES DESSERTS. Soirée de 20 à 30 convertis. SON BANC D'HUITRES.
<b>PAGODA</b> , T.L.J. 874-81-48, 50, rue de Provence, 9 <sup>e</sup>	Prix « BAGUETTES D'OR » de la gastronomie chinoise. Médaille d'argent de Paris. Carte d'or Club Gink-Milla.
<b>AU PETIT RICKE</b> , 706-64, 706-60, 25, rue Le Peletier, 9 <sup>e</sup>	Son éminent MENU à 100 F. S.c. Ses vins de Loire. Dîner centenaire authentique. Soirée de 6 à 30 personnes. Déj., Dîner-Soirée de 19 h à 0 h 15. Parking Drusus.
<b>PALAI DU TROCADERO</b> , 727-03-02, 7, avenue d'Eylau, 16 <sup>e</sup>	Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor féerique. Cuisine faite par le patron. Air conditionné. Service et livraison à domicile. Plats à emporter.
<b>LE GRAND CHINOIS</b> , 723-98-21, 6, av. de New-York, 16 <sup>e</sup>	Prix « CRUSTACÉS DE VERMEIL » et « FOURCHETTE D'OR » de la gastronomie chinoise. Carte d'or Club Gink-Milla.
<b>LE GUILLAUME TELL</b> , 622-28-72, 111, av. de Villiers, 17 <sup>e</sup> F/fin, midi, dim.	<b>BANC D'HUITRES</b> . Spéc. POISSONS, CRUSTACÉS, BOUILLABAISSE et BOURRIÈRE. Cartes crédit. Parking assuré, 210, rue de Courcelles.
<b>LE SAINT-SIMON</b> , 380-88-68, 116, bd Pécroie, 17 <sup>e</sup>	Ses spécialités de poissons. MENU à 110 F. a.c. et CARTE. Propriétaire et chef de cuisine B. FERRAGU. Parking, 210, rue de Courcelles.
<b>EL PICADOR</b> , 387-28-87, 80, bd des Batignolles, 17 <sup>e</sup> F/fin, midi, dim.	Déjeuner, dîner, 22 h. SPÉC. ESPAGNOLES : sarrasins, gambas, bœuf, calamars, etc. P.M.R. 120 F. 2 formules : 62 F. a.c. 75 F. a.c. avec spécialités. SALONS pour banquets.
<b>L'ORÉE DU ROIS</b> , 747-92-50, Porte Maillot, Bois de Boulogne	Déjeuners d'affaires. Dîner-spectacle d'après-midi, jeudi, vendredi, samedi, menu 230 F. Orch. Jean SALA, Carlo NELL. Soirée pour réception 10 à 800 p. Parking assuré.
RIVE GAUCHE	
<b>LA FERME DU PÉRIGORD</b> , 1, rue des Fossés-Saint-Marcel, 5 <sup>e</sup>	<b>DEJEUNERS D'AFFAIRES, DINERS</b> . Commandes prises jusqu'à minuit. Tél. : 331-69-20. OUVERT TOUTS LES JOURS. Parking gratuit.
<b>LE MAHARADJA</b> , 325-12-84, 15, rue J.-Chaplain, 6 <sup>e</sup>	Jum'a 23 h 30. CARRÉFOUR MONTMARTRE/RASPAIL, vous dégustez les spés. de TANDOOR. Également 72, bd Saint-Germain, 354-26-07. F/fin, midi. Spéc. BURLANI.
<b>CHEZ FRANÇOISE</b> , 351-87-20/705-49-03, Allée des Invalides, 7 <sup>e</sup>	Menu à 90 F. Grande crûte de Bordeaux au cartouche. Dîner une table de verdure. Ambiance musicale. Ouvert dim. et déj. F/fin, soir et midi. Parking privé, entrée libre au 2, rue Pébar.
<b>LA BOURGOGNE</b> , 705-96-78, 6, avenue Boquet, 7 <sup>e</sup>	Cuisine traditionnelle. Spécialités régionales. Fois gras chaud aux rûlants et ses vins. Fermé samedi midi et dimanche. Ouvert le samedi soir.
<b>TAN DINH</b> , F/fin, dimanche, 60, rue de Verceuil, 7 <sup>e</sup>	Restaurant vietnamien. PRIX MARCO POLO 1979. 600 Grands Crus, dont 160 Pomerol. Service assuré jusqu'à 23 h 15. Parking : Buo-Montalembert.
HORS PARIS	
<b>SERILLON</b> , 624-71-31/71-32, 20, av. Ch. de Gaulle, Neuilly-sur-Seine	Porte

# COMMUNICATION

TROIS NOUVEAUX PROGRAMMES DE TÉLÉVISION

- R.F.E. et T.V. 5 en janvier
- Canal Plus pour Noël 1984

M. Georges Filloud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, a annoncé, mardi 25 octobre, le lancement de trois nouveaux programmes de télévision. La quatrième chaîne (payante), Canal Plus, commencera ses émissions à Noël 1984. Mais, dès le mois de janvier, la Régie française des espaces (R.F.E.) programmera les créneaux horaires disponibles sur les quatre premières chaînes (T.F. 1, A 2, FR 3, Canal Plus). Quant à T.V. 5, programme commun des télévisions francophones, ses émissions, retransmises par satellite, débuteront le 2 janvier prochain.

Après quinze mois d'études et de négociations, le gouvernement a donc donné son feu vert à Canal Plus, et précisé son profil. Société privée, la quatrième chaîne réunira le groupe Havas et un certain nombre de grosses entreprises, notamment du secteur bancaire. La décision gouvernementale devrait accélérer les négociations en cours sur la constitution du capital et éclairer les partenaires encore hésitants devant l'importance de l'investissement (on parle chez Havas d'un « ticket d'entrée » de 15 millions de francs). Le téléspectateur, lui, devra payer 120 F par mois s'il veut recevoir les émissions de Canal Plus. Cet abonnement de base, qui comprend la location du décodeur, lui donnera droit à six heures de programmes quotidiens, mais il pourra varier en fonction du programme proposé, selon des formules d'abonnement à la carte. La pose du décodeur donnera lieu à une taxe de raccordement, évaluée à 500 F environ. Ce ne sont pas là les seules ressources de Canal Plus, qui pourra faire appel au parrainage d'émissions. Des entreprises publiques ou privées pourront financer des programmes, à condition que leur contenu n'ait aucun lien avec l'objet social de ces sociétés. Seule publicité autorisée : la mention de l'entreprise au générique. Il faudra environ quinze mois aux industriels pour fournir des décodeurs en quantité suffisante.

Canal Plus commencera donc à émettre à Noël 1984 sur la région parisienne, la région Rhône-Alpes, puis progressivement sur le reste de la France, en commençant par le Nord et la Côte d'Azur. Au programme : au moins un film par jour, des retransmissions théâtrales et

musicales, des téléfilms, des jeux et des émissions pour enfants. Chaque jour, trois quarts d'heure d'émissions seront diffusés sans codage. Ce sera la vitrine de Canal Plus et, peut-être, l'heure d'un bref rendez-vous avec l'actualité.

Bénéficiant d'une concession de service public, Canal Plus est soumise comme les autres chaînes à un cahier des charges. M. Filloud en a révisé la partie essentielle, celle qui touche aux relations difficiles de la nouvelle chaîne avec la profession du cinéma. La quatrième chaîne voulait des films récents. Elle pourra les diffuser six mois après l'obtention du visa de censure pour les films de faible audience (moins de 110 000 entrées). Elle devra attendre neuf à dix-huit mois pour les autres. Pas de films le mardi et le vendredi avant 22 heures, le samedi avant 23 heures et le dimanche avant 20 h 30. Enfin, Canal Plus devra diffuser 50 % de films d'expression française, consacrer 25 % de ses recettes au cinéma et pourra être, comme les autres chaînes, co-productrice minoritaire.

## Une chaîne pour

la « communication sociale »

M. Filloud a arbitré le conflit entre Havas et le Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC), en espérant protéger le cinéma par des règles a minima, et ne pas hypothéquer la rentabilité de la quatrième chaîne. Peu satisfait par cette cote mal taillée, le BLIC considère que le délai de six mois met en danger la petite production en écartant les spectateurs des salles de cinéma. Il met en cause la toute-puissance de Canal Plus, nouveau circuit de cinéma intégrant la production, la programmation et la diffusion. Un certain nombre de producteurs ont déjà signé une charte, s'engageant à ne pas vendre leurs films à la quatrième chaîne avant douze mois. Havas semble peu inquiet de la création de ce « front du refus ». M. André Rousselet, son président, qui juge l'arbitrage raisonnable, s'apprête à rendre public d'ici trois semaines les dernières caractéristiques de Canal Plus et la constitution de son capital.

Si la quatrième chaîne va utiliser l'ancien réseau noir et blanc de TF 1 modernisé, la Régie française des espaces (R.F.E.) se servira de tous les créneaux disponibles sur les canaux occupés par TF 1, A 2, FR 3 et Canal Plus. Elle les louera, par

tranches de cinq minutes à une heure, à des éditeurs de programmes : entreprises, administrations, associations. Ceux-ci pourront diffuser des émissions et des magazines en télétexte, codés ou non suivant le public auquel ils s'adressent.

L'éventail des programmes est vaste : émissions de services, information sociale ou économique, formation ou communication interne, promotion de la vie associative. Un marché de la « communication sociale » que les études du secrétariat d'Etat évaluent à 500 millions de francs par an. De cet espace ouvert aux exclus, aux « maltraités » des médias traditionnels, sont encore écartés les syndicats, les partis politiques et les organisations confessionnelles ou idéologiques. R.F.E. sera gérée par un groupement d'intérêt économique réunissant les sociétés de programmes, Télédiffusion de France et l'Etat, et sera titulaire, comme la quatrième chaîne, d'une concession de service public. Une commission d'agrément,

organisée sur le modèle de celle de la Régie française de publicité, examinera les projets et les émissions pour faire respecter le règlement et la déontologie adoptés par un conseil d'administration.

M. Georges Filloud a confirmé enfin les grandes orientations de T.V. 5 (le Monde du 19 octobre). Cette chaîne - qui doit réunir les meilleures émissions des trois sociétés de programmes françaises, de la radiotélévision belge et de la société suisse romande de radiodiffusion - ouvrira l'antenne chaque soir à 19 heures avec une émission de variétés, suivie par des téléfilms, des magazines d'actualité et des concerts. Diffusée par le satellite E.C.S. 1, T.V. 5 ne sera accessible qu'aux installations communales (câble et antennes collectives) ou privées équipées d'une parabole de réception. Elle débordera largement les frontières nationales pour toucher l'ensemble des pays européens.

J.-F. L.

## Les décisions du gouvernement

(Suite de la première page.)

Sancionnée en tranches hétérogènes au hasard des locations d'antenne, comment parviendra-t-elle à acquérir une identité, à mener à bien des projets pédagogiques ou simplement à répondre à des besoins ?

A ceux qui doutaient des chances économiques d'un développement de l'audiovisuel en pleine rigueur budgétaire, M. Filloud oppose un argument de poids : les nouveaux programmes ne feront appel ni aux contribuables ni à la publicité. Ils viendront en demande nouvelle et solvable. Mais Canal-Plus n'a pas encore gagné son pari économique, surtout si le cinéma s'estime, à tort ou à raison, menacé. R.F.E. doit, dans l'esprit de gouvernement, dynamiser la production privée et compléter le plan de charge de la Société française de production, tâche qui devait être, il y a encore quelques mois, celle de la quatrième chaîne. Pourra-t-elle réaliser ses 500 millions de francs de chiffre d'affaires sans déstabiliser d'autres entreprises travaillant sur le même secteur (laboratoires de duplication, vidéo, imprimerie, presse spécialisée, etc.) ?

Enfin, que deviendra le service public, les trois « vieilles » chaînes de télévision, à la limite de

l'asphyxie bureaucratique, dans un environnement hautement concurrentiel ? M. Filloud affirme que l'exploitation rationnelle des réseaux, partagée par les nouveaux partenaires, fera baisser le coût de la diffusion. La facture de Télédiffusion de France (25 % environ du budget des chaînes) en serait allégée, ce qui permettrait au service public d'investir dans la création et la recherche. Sans compter les bénéfices tirés progressivement de l'exploitation de T.V. 5 à l'étranger.

Les trois « nouveaux-nés » de la télévision portent beaucoup d'espoir. Héritiers du monopole, ils ont la lourde mission de le faire oublier et de nous préparer à l'avènement du câble et du satellite. Mais ils ont aussi la fragilité de ces enfants tardifs et trop longtemps désirés sur le bœuf desquels ne se penchent pas que des bonnes fées.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 26 OCTOBRE

M. Charles Fiterman, ministre des transports, est l'invité de la rédaction de France-Inter, à 19 h 20.

JEUDI 27 OCTOBRE

M. François Guillaume, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, est reçu au « Plaidoyer » sur Radio-Monte-Carlo, à 8 h 15.

Dans le cadre des émissions consacrées à l'Assemblée nationale, T.F. 1 diffuse à 19 h 35 un reportage sur l'activité de député. Y participent : M<sup>me</sup> Véronique Niertz, députée socialiste de la Seine-Saint-Denis, Colette Goeufat, députée communiste de la Meurthe-et-Moselle, M<sup>me</sup> Philippe Seguin, députée R.P.R. des Vosges, et Pascal Clément, député U.D.F. de la Loire.

## SPORTS

UN PLAN DE PROMOTION DE L'ATHLÉTISME

Chute du nombre de jeunes licenciés (-50 % en quinze ans), absence de résultats internationaux (pas de médaille aux championnats du monde d'Helsinki) : l'athlétisme français a singulièrement besoin de redorer son blason. C'est l'objectif d'un rapport intitulé « Projet de schéma directeur pour la promotion de l'athlétisme en France » qui a été établi par le général Louet, organisateur des Vingt kilomètres de Paris, entouré d'anciens champions comme Denise Guénard, Nicole Ducloux, Jean-Jacques Béhan, Jean Cochard, Yves Brunet, Robert Bar, François Chatelet, Jean-Paul Gomez et Maurice Lurot.

L'ensemble des propositions qui vont être soumises au ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports, tendent à tripler le nombre des licenciés sur une dizaine d'années pour atteindre trois cent mille personnes. Il s'agit essentiellement d'améliorer les structures d'accueil, de former du personnel d'encadrement, d'améliorer l'entraînement et le suivi des athlètes, d'élaborer un statut du sportif de haut niveau.

La réussite de ces projets passe par un changement de l'état d'esprit de l'éducation nationale à l'égard du sport et par une augmentation des moyens matériels et financiers, autrement dit par une volonté politique.

De son côté, la fédération d'athlétisme devrait renforcer ses structures en rémunérant le président élu, en revalorisant les sélections nationales et en développant la participation aux grandes réunions internationales.

## La vente aux enchères de « Combat » est ajournée

De MM. Henri Frenay et Claude Bourdet, fondateurs du mouvement de Résistance dont ce journal fut l'organe, à la Fédération française des sociétés de journalistes, en passant par la Fédération nationale des amicales Combat et un groupe de journalistes anciens collaborateurs du quotidien aujourd'hui disparu, ils s'étaient tous retrouvés, ceux de Combat, pour cette action en référé tendant à voir ordonner qu'il ne pourra pas être procédé, mercredi 26 octobre, à la vente aux enchères d'un titre qui, pour eux, ne saurait être mis à l'encan.

En leur nom, et en présence de plusieurs d'entre eux, dont M. Frenay lui-même, M<sup>me</sup> Jean-Edouard Bloch et Charles Benfroid ont plaidé, mardi 25 octobre, devant M. Pierre Drai, président du tribunal de Paris, pour rappeler ce que fut Combat, celui de la clandestinité, celui d'Albert Camus, de Raymond Aron, de Pascal Pia et d'Albert Ollivier.

Ils ont rappelé aussi que, lorsqu'en 1947 Henry Smadja prit la responsabilité administrative et financière de la société éditrice du journal, qui devait être mise en liquidation de biens en 1975, une clause spécifique, sans équivoque, que dans le cas de liquidation relevant un passif supérieur à l'actif, la propriété du titre reviendrait au président de la fédération des amicales de Combat.

Or, après cette mise en liquidation de la société éditrice, le titre fut considéré comme devant être vendu à l'actif, ce qui devait assurer la vente aux enchères. La famille Smadja leur ayant fait une offre jugée trop peu importante.

Nous, ont dit ses représentants M<sup>me</sup> Bloch et Benfroid, ce titre ne peut être vendu comme une marchandise. Ceux qui ont fait ce journal au temps de l'Occupation, ceux qui ensuite y ont collaboré jusqu'à la fin dans la fidélité à son esprit de liberté et de pluralisme ont un droit moral inaliénable sur le sang et la souffrance et bien supérieur à celui de propriété.

An nom des syndics, M. Joseph Jobanet, tout en faisant valoir que ceux-ci, en décidant la vente, n'avaient fait que leur travail, a admis l'action en référé de ses adversaires, tandis que M. Stéphane Boitiaux, premier substitut, constatant qu'il existait sur la vente une « difficulté certaine », estimait qu'une bonne administration de la justice impliquait un ajournement de la vente.

M. Drai a rendu, le 26 octobre, son ordonnance : il est survenu des opérations de vente jusqu'à décision définitive de la juridiction compétente sur le problème de la propriété de ce « bien intellectuel ».

J.-M. Th.

## Le « Gai Pied hebdo » et la « censure » publicitaire

La Croix a refusé. Comme le Figaro, l'Humanité, le Parisien libéré. Ces quatre quotidiens n'ont pas voulu publier, mercredi 26 octobre, une publicité pour le journal homosexuel Gai Pied hebdo. Une publicité simple qui tient, seulement, en quelques lignes : Gai Pied hebdo, l'actualité homosexuelle chaque samedi en kiosque.

Les journaux sont parfaitement dans leur droit lorsqu'ils refusent la publication d'une publicité. La Cour de cassation l'a confirmé dans un arrêt du 3 octobre. La loi ne leur fait pas obligation de motiver leur décision. Dans le cas présent, le Gai Pied n'aurait pas pu donner écho à un hebdomadaire homosexuel, le Figaro a considéré que ce journal ne correspondait pas au goût de sa clientèle et l'Humanité a adopté une ligne qui lui est coutumière : pas de publicité pour les « concubins ».

Ces confrères ne sont pas confondus, répond en substance, un lien blessé par cette vexation : l'équipe du Gai Pied hebdo. Elle proteste contre certains organes de presse qui semblent avoir une notion de la

liberté d'expression très restrictive.

M. Frank Arnel, directeur du Gai Pied hebdo, confie que ce n'est pas la première fois que son journal se voit refuser une publicité. Il y a plusieurs mois, explique-t-il, la R.A.T.P. a repoussé un texte publicitaire tout aussi anodin que le dernier en date. Selon M. Arnel, la R.A.T.P. avait fait savoir que la publicité était écartée en raison de la publication par Gai Pied de petites annonces.

Lancé en 1979 par des militants homosexuels, le Gai Pied diffuse plus de vingt mille exemplaires. Si les crises rédactionnelles ne l'ont pas égaré - son fondateur, M. Jean Le Bihan, l'a quitté avec une partie de la rédaction en juillet - il illustre cependant avec d'autres titres comme Samourai, Masques et Homophobies, l'apparition en France d'une presse gay. Avec ses reportages, ses enquêtes, ses petites annonces et... ses excursions publicitaires, il est l'un des rares journaux homosexuels au monde à persister au rythme hebdomadaire.

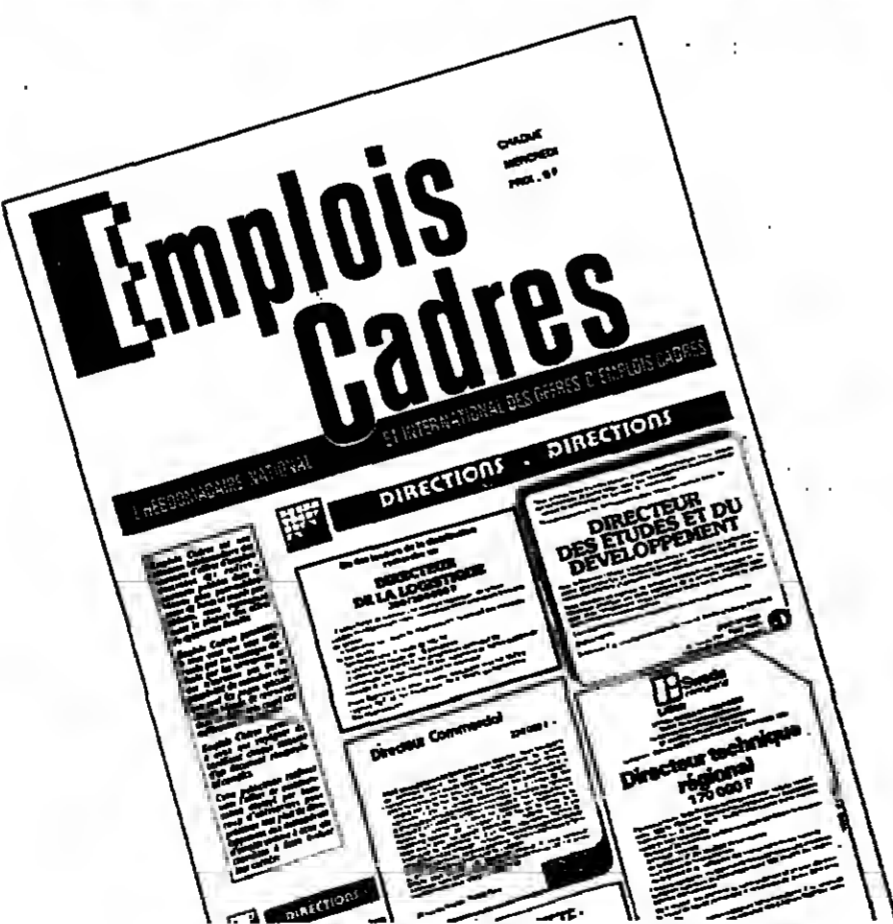
L.G.

« Max jeunes », nouveau mensuel pour les jeunes édité par Fleurbaey-Press, fait paraître son premier numéro (18 F). Ce titre - qui succède à Christiane et Turbulence - se donne comme objectif, au-delà des sujets communs aux quinze-vingt ans, de « faire un journal témoin de la recherche des jeunes dans leur propre foi, qui leur propose des éléments de réflexion et l'expérience des chrétiens ».

## Emplois Cadres

« EMPLOIS CADRES » est une sélection hebdomadaire des offres d'emplois destinées aux cadres regroupant les annonces publiées dans Le Monde la semaine écoulée.

Chaque semaine chez votre marchand de journaux, 6 F



Changez vos vieilles fenêtres pour des fenêtres en P.V.C.

- s'adaptent à tous les styles
- se posent en 1 journée
- n'exigent aucun entretien
- n'ont besoin d'aucune peinture
- isolent parfaitement contre le froid et le bruit

CREDIT GRATUIT 9 MOIS

Renseignements et Devis

Ile-de-France ☎ 468.18.10

Lyon ☎ (7) 835.29.96

USINE ET SIÈGE SOCIAL Paris Rénov 21 de LOUVRES 95 390

OFFRES D'EMPLOI	Le 1er	Le 1er/10
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	27,00
IMMOBILIER	52,00	51,57
AUTOMOBILES	52,00	51,57
AGENDA	52,00	51,57
PROF. COMM. CAPITAL	151,80	180,03

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le 1er/10	Le 1er/10
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,65
AUTOMOBILES	33,60	39,65
AGENDA	33,60	39,65

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emploi/ régionaux emploi/ régionaux emploi/ régionaux emploi/ régionaux

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DE PRESSE

#### UN CHEF DES VENTES

POUR SON ÉTABLISSEMENT DE

Bordeaux

VOUS possédez une formation commerciale supérieure (Bac + 2 ou 3) ;  
VOUS justifiez d'une première expérience réussie de quelques années dans la vente de produits de grande distribution ;  
VOUS êtes familiarisé avec l'informatique appliquée à des fins commerciales ;  
VOUS êtes dynamique et savez, tout à la fois, faire preuve d'initiative et de rigueur ;  
VOUS êtes disponible très rapidement.

Sous l'autorité du Directeur de l'établissement, vous assurerez l'organisation, l'animation et le contrôle d'une équipe commerciale d'environ 15 personnes, vous proposerez les objectifs (chiffre d'affaires, marge brute, etc.) et définirez les moyens permettant de les atteindre.

Vous rechercherez en permanence la répartition optimale des produits dont la commercialisation vous sera confiée ainsi que l'adaptation constante du réseau de distribution à la réalisation des objectifs.

SALAIRE MOTIVANT

NOMBREUX AVANTAGES SOCIAUX

Merci d'adresser votre C.V. avec photo, accompagné d'une lettre manuscrite indiquant vos prétentions sous le n° 042.846 M à REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

LA VILLE D'AMIENS recrute

### UN CHARGÉ DE LA COMMUNICATION SOCIALE ET DE L'INFORMATION

Dans le cadre d'une opération de développement social des quartiers. Maîtrise exigée.

Adresser candidature et curriculum vitae à :  
MAIRIE D'AMIENS  
Bureau du Personnel  
R.P. 2728  
80027 AMIENS Cedex  
AVANT LE 4 NOVEMBRE 1983.

## MATRA

Le Centre du Vaudreuil situé à 25 km de Rouen crée pour ses Services Contrôles un poste :

### Ingénieur Electronicien

Il aura la responsabilité de la coordination technique des actions de contrôle - technologique, fonctionnel et d'intégration - pour des matériels électroniques et électromécaniques.

Il est secondé par une équipe de techniciens dont il coordonne et organise l'activité.

Ingénieur diplômé, il apporte des compétences en électronique et informatique acquises par une expérience industrielle d'environ 2 ans.

Ecrire avec CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1105 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3, avenue du Centre - 78182 SAINT-QUENTIN - YVELINES CEDEX

### Administration du personnel

Une société industrielle du secteur télécommunications, en augmentation constante d'effectif - actuellement 1 850 personnes - consolide ses structures à la Direction du personnel et des relations sociales et crée une fonction de Responsable de l'administration du personnel.

De formation juridique supérieure (minimum licence), bien imprégné du milieu industriel, ce cadre assumera au départ du siège social, sous l'autorité du Directeur du personnel et en collaboration avec les autres responsables de la fonction, la mise en place et le développement des structures administratives liées à la gestion du personnel (assistance juridique, procédures, gestion sociale, statistiques...) pour l'ensemble des établissements.

Poste basé dans une ville côtière de Bretagne Ouest.

Adresser lettre + photo + C.V. à :  
A.C.P. ENTREPRISES - 12, r. Duplex - 29200 BREST - Tél. : (09) 46.20.78, sous réf. AP2443.

Entreprises

Transports Maritimes - Marseille

### Jeunes diplômés ESCAE, CSTM, IUT Tech. de co. ou eq.

Anglais courant, allemand souhaité

Débuteurs ou ayant une première expérience, ils seront progressivement chargés d'une activité commerciale auprès du développement de la clientèle ou tout des autres tâches.

Postes basés au siège à Marseille. Déplacements fréquents France (et étranger).

Envoyer dossier de candidature. Réf. M 624

SVP RESSOURCES HUMAINES 48 rue Grignan 13001 Marseille.

### LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU DOUBS

recherche

### COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU

PROFIL :

- Age minimum 35 ans ;
- formation supérieure (Droit, Sciences-Éco, Sciences-po) ;
- bonnes connaissances en Économie et Finances ;
- expérience professionnelle en entreprise de quelques années.

MISSION :

- Placé auprès du Secrétaire Général, il assiste dans ses diverses activités, reçoit de lui les instructions nécessaires pour mener à bien les tâches qui lui sont confiées, telles que :
- contrôle de gestion des services ;
- exécution de l'exécution des budgets ;
- préparation des dossiers pour les travaux de la Chambre ;
- élaboration des synthèses des travaux des services.

Adresser C.V., photo et prétentions à :  
Monsieur le Président  
de la Chambre de commerce et d'industrie du Doubs  
7, rue Charles-Nodder, 25042 Besançon Cedex.

### emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

### DIRECTIONS Nationales et Internationales

### DIPLOMES G DE ECOLE

ECP, A.M., SUP DE CO...

### DIRECTEURS D'AGENCE

GESTION DE L'ENERGIE

Fuite d'un très puissant groupe pétrolier français de haute internationale, notre société, dont l'activité est axée sur l'énergie, se diversifie sur des créneaux porteurs. Pour compléter nos équipes, nous recherchons 3 diplômés de grande école, âgés de 30 à 35 ans environ, ayant occupé un poste de responsabilité dans une entreprise industrielle ou de services (direction d'un département, d'un centre de profit, d'une agence...). Ils prendront, au départ, la direction d'une agence (Est, Centre, Sud-Est : effectif variant de 15 à 50 pers.). Leur responsabilité, très complète, comprend l'animation du personnel, le suivi et le développement de la clientèle, l'évolution des techniques, la gestion administrative et financière.

Notre société bien implantée et jouissant d'une solide réputation, elle bénéficie en outre, des puissants moyens de recherche mis en œuvre par le groupe dans le domaine de l'énergie, permettant aux agences de se situer à un haut niveau de performance technique.

En pleine expansion, la société offre des possibilités certaines d'évolution et de carrière.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions s/réf. 2988 M (Préciser la région qui vous intéresse) à D. DANGER CORT 65, av. Kléber 75116 PARIS. (Indiquez les sociétés auxquelles votre CV ne doit pas être transmis).

MEMBRE DE SYNTec

### La céramique technique a de l'avenir...

Nous sommes une P.M.I. à 130 km de Paris, employant 100 personnes et appartenant à un groupe céramique français. Notre technologie est évolutive, nos produits sont compétitifs. Nous sommes à la recherche de notre :

### Directeur d'usine

C'est un Sévigné, un A.M., qui a l'expérience de la fonction et qui souhaite trouver beaucoup d'autonomie dans son activité. Nous lui confierons la mission d'analyser, rentabiliser et développer l'affaire.

Nous vous remercions de manifester votre intérêt en adressant votre dossier à notre conseil, sous réf. 23 M 211, CPA, 3 rue de Liège 75009 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

### BANQUE ÉTRANGÈRE

recherche

### UN SOUS-DIRECTEUR ADJOINT AU DIRECTEUR

- Études supérieures exigées.
- Espagnol courant.
- Expérience de la profession bancaire.
- Possibilités de promotions futures.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous le n° 042.846 M à REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.



### Consultant recrutement informatique 200.000 F

Nantes - PA Conseil en Recrutement, dans le cadre de son développement régional sur Nantes, recherche un jeune professionnel de l'informatique, généraliste de bon niveau, pour prendre en charge son activité recherche et recrutement d'informaticiens. En collaboration avec l'équipe déjà en place, sa mission sera de développer ce département auprès d'une clientèle existante qu'il devra élargir tout en menant à bon terme les différentes recherches qui lui seront confiées. Il sera amené ultérieurement à intervenir dans d'autres domaines de la gestion du personnel. Ce poste convient à un cadre de l'informatique, âgé de 25 ans minimum, avec formation supérieure, ayant déjà exercé une activité commerciale de conseil auprès d'une clientèle industrielle, ou possédant une première expérience en recrutement d'informaticiens. La formation à nos techniques de travail est assurée. La réussite à ce poste implique une grande autonomie liée à un esprit de profession libérale, et autorisée de réelles perspectives d'évolution. La rémunération annuelle de départ pourra atteindre 200.000 francs à l'expérience et la valeur du candidat le justifiera. Ecrire à C. MINS. Réf. A062IM

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.  
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (49) 48.48.82

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon  
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

### INGENIEUR QUALITE

Le candidat que nous souhaitons engager est un diplômé mécanicien (Université de Technologie de Compiègne, A.M., INSA, ESTACA), ayant une première expérience de la qualité ou des études.

Rattaché au Directeur des Etudes, il fait partie de l'équipe constituant le Service Etudes Matériaux Nouveaux, pour :

- élaborer et mettre en œuvre les plans, programmes et procédures dans le cadre du système général d'Assurance-Qualité de la Division,
- garantir leur application aux différentes phases de l'étude et du développement des produits.

Le poste est basé à BOURGES.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 11295 M à PIERRE LICHOU S.A. - BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

### AGENCE DE PUBLICITE TOULOUSE/PARIS

recherche

UN CHÉF DE PUBLICITE

2 à 3 ans d'expérience en

agence pour poste à

TOULOUSE

Ecrire avec C.V. + photo

Proximité MONTAGNE

recherche pour renforcer son

équipe d'EXECUTION

AGRI COMMUNICATION

Immeuble Pén-Ouest

rue Jacques Sabatier

31100 TOULOUSE

CONSEIL GÉNÉRAL

DE LA HAUTE-VIENNE

RECRUTEURS SUR TITRES

D'UN

BIOLOGISTE MÉDICAL

- Lieu de travail : LI-

MOGES 87

- Profil recherché : Biolo-

giste médical qualifié, libéré

des obligations militaires,

formation : docteur en mé-

decine, pharmacie ou vétérin-

naire, expérience profession-

nelle souhaitée.

- Statut : agent contractuel

du département.

- Rémunération du départ :

indice brut : 587, soit au

1/7/1983 : 6.300 F envi-

ron mensuel.

- Dossier à constituer : cur-

riculum vitae et copie des di-

plômes à adresser au

Conseil général de la Haute-

Vienne - 42, avenue de la

Libération, 87000 LI-

MOGES.

- Date limite de dépôt des

dossiers : 1/12/1983.

Pour tous renseignements,

s'adresser : Laboratoire Dépar-

temental Le Chénou.

LIMOGES.

Téléphone : (05) 34-40-12.

### BANQUE RÉGIONALE

dynamique et performante

PROXIMITÉ MONTAGNE

recherche pour renforcer son

équipe d'EXECUTION

### ORGANISATEUR CONFIRMÉ

avec personnalité affirmée ;

formation souhaitée

(Sciences ÉCO ou ESS + ITS

ou CESS) ;

esprit logique de synthèse

et créatif ;

expérience 3 à 5 ans dans

une banque, si possible, ou

en cabinet de conseil.

réf. 1.900 M

C.V. et photo à :

M.M.V. 64, r. Rambuteau

75003 Paris.

### ORGANISATEUR DÉBUTANT

sortant d'une école de com-

merce ou autre ;

esprit logique, de synthèse

et créatif ;

libéré O.M. ;

acceptant formation in-

terne.

réf. 2.900 M

Adr. lettre manuscrite, C.V.

photo et prétentions en pré-

sant le réf. du poste choisi à

O.C.B.F. 68, r. de la Chaussée

d'Ant - 75008 PARIS.

### LA VILLE DE BREST envisage le recrutement d'un

### JOURNALISTE

chargé au sein d'un service

de presse rattaché au cabinet

du Maire de la rédaction d'un

Bulletin Municipal

et de divers articles

Env. curric. vitae et prétentions

à M. le Maire - Cabinet,

Hôtel de Ville

28278 BREST Cedex.

### ASSOCIATION TOURISME FAMILIAL

recherche à partir

NIVER 83/84

RESPONSABLE D'HÔTEL

FAMILIAL (Hte-Savoie)

(De préférence couple)

C.V. et photo à :

M.M.V. 64, r. Rambuteau

75003 Paris.

### ECOLE DES MINES SAINT-ETIENNE

cherche

### INGÉNIEURS

possédant DEA chimie ou génie

chimique pour thèse dans

domaine des échantillons

recyclables

Laboratoire G.E.B.

158, cours Fauriel

42023 SAINT-ETIENNE Cedex.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

PARIS  
NANCY

Développer l'informatique Rank Xerox dans votre région.  
Rank Xerox est un des leaders mondiaux de la communication et de la péri-informatique.  
Notre très forte croissance et la poursuite de notre développement nous conduisent à rechercher des

## Ingénieurs Support technique

Vous êtes attiré par les systèmes informatiques complexes (tels qu'ils se présentent dans notre réseau Ethernut).  
Votre formation en informatique et/ou en télécommunication et votre expérience de quelques années vous ont préparé à rejoindre aujourd'hui une entreprise de notre renommée où vous participerez à l'implantation de nos systèmes de communication. Vous travaillerez en étroite liaison avec l'ingénieur commercial.  
Votre rôle : avant la vente, étudier les problèmes techniques du client après la vente, mise en route des applications, formation des clients et suivi de l'évolution des comptes.

Nous vous offrons une solide formation à nos produits, un salaire très motivant selon expérience.  
Anglais nécessaire.  
D'autres postes seront à pourvoir dans les grandes villes de province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous réf. ET 40, à Edith Legrand, Rank Xerox, 4 rue Nicolas Robert, 93607 Aulnay-Sous-Bois.

### RANK XEROX



mobile-system

Société de Service Paris-Est  
recherche

### 1°) ingénieur informaticien

Formation supérieure (écoles d'ingénieurs, universitaires...).

### 2°) analyse programmeurs

Formation DUT ou équivalent.  
Expérience d'analyse-programmation de 1 à 2 ans.

Pour participer à la conception, la réalisation et la mise en place d'importants projets.

Merci d'adresser C.V. et date de disponibilité à  
OBJECTIFS CONSEIL  
160, rue de Bagnolet, 75020 Paris.

SOCIÉTÉ DE SERVICES  
EN MARKETING DIRECT

recherche

### ATTACHÉ COMMERCIAL CONFIRMÉ

Pour prospection et négociation  
de budgets de publicité directe.  
La réussite dans ce poste nécessite un tempérament de vendeur et une première expérience réussie dans la vente de services.  
Une connaissance du routage et de l'informatique est souhaitée.  
Rémunération motivante.

Envoyer C.V. + prétentions à : CIFEPA - DMK  
9, rue Gavarni, 75116 PARIS.

afnor

association française de normalisation

recherche pour sa revue mensuelle

Fryeux

### REDACTEUR H.F.

MISSION :

Au sein de la division Information-Communication, et en liaison étroite avec le Rédacteur en Chef de la Revue, il aura notamment en charge :

- la rédaction d'articles,
- des enquêtes et interviews auprès de responsables d'entreprises ou d'organismes divers,
- des travaux de rewriting.

PROFIL :

- diplôme d'études supérieures,
- première expérience professionnelle acquise au sein d'une revue économique ou technique,
- intérêt pour les problèmes industriels et économiques.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle (réf. 5480) à AFNOR - Direction du Personnel - Tour Europe - Cedex 07 - 92080 PARIS LA DEFENSE.

### Médecin Parfaitement Bilingue

Au sein du Service "Exportation de Produits Pharmaceutiques" il sera chargé de :

- Assurer la formation des Visiteurs Médicaux à l'étranger.
  - Organiser des réunions d'Enseignement Post-Universitaire.
  - Participer à des symposiums scientifiques ou médicaux.
  - Entretenir des relations avec les "Leaders locaux de la Médecine".
- Son activité se déroulera essentiellement en Afrique, Proche Orient, Asie du Sud Est.

Le candidat doit posséder des aptitudes et un goût prononcé pour l'enseignement à des interlocuteurs de niveaux divers. Il devra en outre présenter de grandes capacités d'entraînement pour dynamiser les équipes de Visiteurs Médicaux.

Le poste basé à PARIS nécessite de très nombreux déplacements de moyenne durée et exige donc une grande disponibilité.

Merci d'adresser votre candidature  
à Robert de Vitry ROUSSEL - UCLAF  
35, Bd des Invalides - 75007 - PARIS

ROUSSEL UCLAF

B BERTIN &amp; Cie

SPECIALISTES EN  
PETROCHIMIE

Vous avez une connaissance approfondie de ce secteur d'activité et des décideurs concernés.

Vous souhaitez valoriser votre acquis et devenir

### UN INGENIEUR RESPONSABLE DE CLIENTELE

chargé :

- d'identifier les besoins scientifiques et technologiques de l'industrie,
- de développer les contacts commerciaux et la prise de contacts par les équipes de nos diverses divisions.

Envoyer votre C.V. et rémunération souhaitée, sous référence 880 à



Christian LEMAIGNAN  
3 IN - CONSEILS ASSOCIES  
18, rue Blanche 75009 PARIS

### CONSULTANT-ANIMATEUR EN FORMATION

FORMATION CREATIVE, Conseillers en formation, recherche son 10ème Collaborateur.

NOTRE MARCHÉ ? Les 200 premières sociétés de France.

NOS SERVICES ? Des plans de formation sur-mesure depuis le diagnostic jusqu'au suivi. Des films pédagogiques exclusifs (7 prix nationaux et internationaux).

Deux domaines d'activité :

- management - perfectionnement des cadres, conduite de réunions d'expression, cercles de qualité,
- marketing - vente : politique commerciale, méthode de vente.

VOUS : 6 ans minimum d'expérience dans ces deux domaines, en entreprise, d'une part, en tant que consultant d'autre part. Formation supérieure indispensable.

Rémunération : + ou - 180.000 Francs, selon vos compétences.



formation créative

Ecrivez-nous (lettre manuscrite) avec  
photo et Numéro de téléphone  
22, rue de Turin - 75008 PARIS.  
Discrétion absolue assurée.

Pour chantiers France et étranger

Foster Wheeler  
World Services

recherche

### CONDUCTEURS DE TRAVAUX

Pour supervision d'installations électriques,  
de contrôle et régulation.

Adresser C.V. et prétentions à :  
Services de Personnel, B.P. 214  
75024 Paris Cedex 01.

### EDS NUCLÉAIRE

Société de haute technologie dans l'engineering nucléaire  
Recherche pour son bureau de Paris :

### RESPONSABLE ADMINISTRATION ET COMPTABILITÉ

Le poste proposé comporte la gestion administrative et comptable de la société, préparation des états financiers, rapports avec la maison mère des U.S.A., gestion de trésorerie et du personnel.

Les candidats devront avoir une formation technique et professionnelle H.E.C. ou équivalente et une expérience de 4 ans minimum dans des postes à responsabilité. Anglais apprécié.  
Envoyer C.V. au 10, rue du Colisée, 75008 PARIS.  
(Réf. 004).

URGENT PROFESSEURS  
MATHÉMATIQUES  
INFORMATIQUE  
vacances ou temps plein  
Tél. : 830-06-30, INSEM  
26, r. de Chembéry, PARIS-19.

précision mécanique  
**labinal**

7800 personnes, 20 usines  
C.A. : 1,8 Milliard de Francs  
pour faire face au développement rapide  
de la fonction informatique au sein de son groupe, recherche

### HOMME SYSTEME

Il aura un niveau MIAGE, 30 ans environ et une expérience de 5 ans minimum acquise sur un site IBM.

La connaissance de CICS/DL1 et/ou VTAM/NCP est souhaitée. Celle de MVS constitue un atout complémentaire pour aider le candidat à participer à l'évolution importante du système informatique.

Référence 1084

### ANALYSTE D'EXPLOITATION

Il aura une formation IUT, une solide connaissance de DL1, V/SAM et si possible celle de MVS.

Dépendant du Chef de Service, il encadrera les préparateurs techniques et sera le support technique de l'exploitation.

Il assurera la fonction logistique, sera chargé d'optimiser le fonctionnement du Centre de traitement par la mise au point de normes et de standards, la choix et l'installation d'outils d'aide à l'exploitation.

Référence 1085

EQUIPEMENT DU CENTRE INFORMATIQUE (50 PERSONNES) :  
IBM 4341 - 12/16 MEG - 130 TERMINAUX - VM/SP - DOS/VSE -  
CICS - DL1 - VTAM/VCP - MIGRATION AMVS PREVUE.

Merci d'adresser C.V. (et prétentions) sous référence correspondante à  
notre Conseil qui garantira la plus grande discrétion.



marie-alex bordes  
conseil 6, rue Pierre Sézard - 75009 PARIS

"Un intellectuel assis  
n'avancera jamais  
aussi vite qu'un  
c... qui marche."

Michel Audiard

Il nous faut des intellectuels qui courent :

- Pour intégrer la Force de Vente la plus performante de son marché.
- Pour investir le marché le plus exigeant de notre société.
- Pour répondre à « l'ardente obligation » de l'épargne longue, de la sécurité active ou de l'investissement productif.
- Pour réussir sa parole personnelle dans la vie active en assurant son épanouissement.
- Pour préserver à l'heure (ou à la femme) jeune - contraint - par la pression sociale - une chance d'avenir réellement individuelle.

Une adresse privilégiée, une véritable équipe dotée d'une vraie solidarité, des moyens réellement dimensionnés au niveau des plus ambitieux, un cycle de formation long, complet et indomitable, des situations matérielles rarement atteintes, une étonnante sécurité de l'emploi, un confort psychologique constant, une série cohérente de dispositions motivantes, un choix personnel d'orientation en fonction des seules vocations et dispositions naturelles...

...LES NÔTRES.

Si vous doutez, venez nous le dire - en face -  
Nous vous réserverons le même accueil  
que si vous nous croyez.

Mais ne venez pas seul : faites vous accompagner par ce  
que vous avez de plus cher :

votre personnalité, votre caractère, votre charisme,  
votre énergie, votre sociabilité, votre pugnacité et  
- si vous avez pu la mesurer - votre intelligence



Un C... qui marche avance  
tout de même moins vite  
qu'un intellectuel qui court.

24 au moins. Un bagage solide,  
des dispositions pour l'humour  
et une volonté irrépressible de  
s'en sortir.

Ecrire BANCE PUB 18 rue Léon 75018 Paris  
(par avance merci de préciser s/l'enveloppe réf. 261083)

B.O.O.

78, Champs-Élysées  
recherche  
**PROGRAMMEUR-  
ANALYSTE**

Pour maintenance  
et développements de produits  
de gestion sur réseaux IBM/AS400  
Télé. pour R.V. : 359-17-26

Etablissement scolaire

recherche

**RESPONSABLE  
INTERNAT GARÇONS**

5 nuits par semaine  
encadrement équipe  
éducateur surveillant

Expérience et C.V. exigées  
Ecrire sous le n° 042.850

RÉGIE-PRESSE  
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SILEC recherche pour son laboratoire d'acoustique un

### ingénieur acousticien

Ingénieur de formation ayant au moins une  
première expérience, il aura pour mission :

- d'étudier des produits acoustiques performants en phonie, sonorisation etc., en utilisant des moyens de calcul,
  - il suivra le développement de ces produits jusqu'à l'industrialisation en s'appuyant sur le bureau d'études.
- Ce poste nécessite une certaine capacité d'autonomie. Anglais souhaité.

Envoyer C.V., photo et rémunération actuelle à :  
Monsieur le Directeur Adjoint de la Division Signalisation  
Industrielle - SILEC - 69, rue Ampère - 75017 PARIS

السلامة

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

message N°3

## La réponse à l'annonce: une communication professionnelle

A quelque étape de votre carrière que vous soyez, les appels de l'économie vous concernent. Même si vous ne cherchez aucune situation, lisez les annonces comme vous lisez le journal : vous y trouvez une information quotidienne sur les mouvements des entreprises et les postes offerts. Si vous cherchez un emploi, examinez méthodiquement toutes les offres. Cette communication représente l'annonce d'un dialogue. Si vous décidez de répondre, sachez préparer vos arguments de vente.

### L'annonce d'un dialogue

L'annonce est le premier message de l'entreprise vers vous, votre lettre de réponse est votre première démarche vers elle. Vous devez y donner une image de vous-même qui s'accroche et reflète votre originalité.

Quand répondre ? Toutes les fois que l'annonce va dans le sens de votre projet professionnel et qu'il y a concordance entre ce que vous proposez et les critères énoncés. Mieux vaut sélectionner sévèrement les annonces et augmenter vos chances d'être reçu que tirer au hasard.

Comment répondre ? Ne répondez pas à toutes les annonces de la même façon. En professionnel, montrez et démontrez dans votre lettre de candidature que votre formation, votre expérience et surtout vos motivations correspondent bien aux attentes de l'entreprise. Soyez court et naturel, veillez à la forme. Votre dossier est votre ambassadeur.

### un argument de vente

Votre lettre manuscrite, d'une page environ, dit pourquoi vous répondez à l'annonce en donnant un argument qui justifie votre intérêt pour l'entreprise et le poste proposé. Exemple : «Voilà 5 ans que je maîtrise les fonctions de contrôleur de gestion proposées par votre annonce...».

Votre dossier de candidature (ou CV) : deux ou trois pages dactylographiées exposant la réalité des fonctions que vous avez occupées, principales missions, objectifs réalisés... Faites-en votre argumentaire : compétences, expériences, succès doivent être mis en valeur. Apportez des preuves, soulignez les temps forts de votre carrière, développez une réussite récente, détaillez vos dernières fonctions. Vous pouvez faire confiance aux consultants qui vont étudier votre candidature dans le respect de leur éthique professionnelle et leur rôle d'interface entre vos intérêts et ceux de l'entreprise.

Cependant, vous n'obtiendrez pas un rendez-vous à la suite de chaque envoi, une réponse négative ne doit pas vous décourager. Si vous vous êtes bien présenté, vous serez forcément invité un jour à participer à l'étape suivante : l'entretien.

Pour votre carrière, sachez répondre aujourd'hui aux appels de l'économie.

Prochain message : "L'étude des candidatures."

Toutes vos suggestions seront les bienvenues à Syntec-Recrutement : 3 rue Léon Bonnet - 75016 Paris.



Cette communication a été préparée par les adhérents de SYNTEC-RECRUTEMENT : Alexandre Tio S.A., Alpa, Aviso Conseil, Bernard Jullier Paycom, Chantal Baudron S.A., Cilas, Cog Hebert Conseil, Cort, C.P.A., Développement, Egor, Etap, Euroquip, Infoplan, Jacques Tixier S.A., P.A., Sefop, Sele-Cegos, Seme Sélection, Serifo, Sirca, Soderhu.

## Responsable de programmes

Groupement de Société de Crédit Immobilier, S.A. HLM et CIL, recherche un Responsable de programmes.

S'appuyant sur des services technique, administratif et commercial, il assure le développement de l'activité d'un secteur de construction (localité et accession).

Le candidat retenu devra avoir :

- une expérience similaire à cette fonction,
- une maîtrise de la construction sociale.

La rémunération sera fonction de l'expérience acquise et des résultats déjà obtenus.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :



GROUPE ARCADE - Service du Personnel  
63, rue de la Victoire - 75009 PARIS

Société d'Importation de motos européennes «MOTOS GUZZI» recherche un

## Cadre administratif

Sous l'autorité du Directeur Commercial, le (la) candidat(e) aura la responsabilité :

- de l'administration interne des commandes,
- de la facturation et du contentieux,
- du suivi des comptes clients.

Ce (cette) collaborateur(trice) devra être une personne de confiance motivée par l'activité.

Une connaissance des circuits commerciaux spécifiques aux revendeurs «motos» sera appréciée.

La pratique de la saisie sur terminal IBM 34 est souhaitable.

Salaire mensuel x 13 motivant.

Lieu de travail : ASNIERES

Poste à pourvoir le 1er novembre 1983.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 7961 à TELEX P.A. JONCTION

34, boulevard Haussmann 75009 PARIS qui transmettra.

LE CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE VILLEJUIF

organisé le 16 décembre 1983 un examen probatoire pour l'accès aux fonctions d'

ÉLÈVE-INFORMIER (I.E.R.)

Nationalité française exigée

- Age : minimum : 18 ans.

- Maximum : 45 ans.

- Jour des droits civiques.

- Scolarité en 33 mois à l'établissement en vue de l'obtention du diplôme d'informier de secteur psychiatrique.

- Traitement en cours de scolarité : salaire net : 4.462,73 F.

- Rémunération assurée 2 jours de repos par semaine.

- Avantages sociaux, cantine, crèche.

- Les candidats (es) titulaires du baccalauréat ou équivalent (C.F.E.S.) seront dispensés (es) de subir les épreuves écrites.

Adresser candidature avant le 15 novembre 1983 à :

Monsieur le Directeur Centre Hospitalier Spécialisé, 54, avenue de la République, 94508 VILLEJUIF CEDEX.

Centre d'Animation paritaire recherche

pour sa DIRECTION

Candidat (e) ayant une bonne expérience de l'animation au niveau urbain, intéressé (e) par les actions de formation (B.A.T.A.I.B.A.P.D.) et doté (e) de bonnes qualités de gestionnaire.

Envoyer C.V., manuscrit daté et prétentions.

Ecr. s/n° 2.241 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PETITE SOCIÉTÉ RECHERCHE POUR MICRO-INFORMATIQUE APPLIQUÉE A L'INDUSTRIE INGENIEUR

ou DUT EXPERIMENTÉ POUR ETUDES EN POINT MATERIEL ET LOGICIEL SUR MICROPROCESSEURS INTEL

ENVOYER C.V. A :

C.P.A. 41-51, rue JACQUARD-ZI 77400, LAGNY-S/MARNE.

Société importante d'Allemagne produits carbone pour applications industrielles

INGENIEUR

B.T.S. ou D.U.T. pour responsabilités commerciales. Alternance souhaitée, à début anglais.

Quelques années d'expérience. Minimum 25 ans.

Envoyer C.V. à Sté L.G.D. 25, rue de Valentin 94015 CRETEIL Cedex.

## MATRA

La Division Optique développe ses activités cristaux liquides et crée un poste :

### Ingénieur Physique - Chimie

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, il a la responsabilité des études théoriques et de modélisation de fonctionnement des cristaux liquides.

Il participe à la recherche de nouvelles applications technologiques et au développement de l'activité de ce labo.

Cette fonction concerne un ingénieur Grande Ecole (Chimie de Paris - ESPCI ou ENSI) orienté en chimie organique et propriété physique des cristaux, associée à des connaissances en programmation en langage évolué.

Une solide expérience des cristaux liquides peut compenser une formation théorique moins poussée.

Ref.A.

Pour ses labos de recherches et essais de matériaux, implanté à Vélizy, 2 postes sont à pourvoir :

Ingénieur Chimiste en chimie organique polymère

Au sein du laboratoire de chimie organique, il anime et organise l'activité d'une petite équipe chargée de l'évaluation et de la qualification de produits organiques.

Ce poste sera confié à un chimiste de formation (Chimie de Paris - ESPCI - EAHP) confirmé si possible par une première expérience industrielle.

Ref.B.

Ingénieur Physicien en sciences des matériaux

Il prend en charge la recherche de nouveaux matériaux et de nouvelles techniques d'analyses en infrarouge et en thermique en s'appuyant sur une petite équipe de techniciens.

Cette fonction sera confiée à un ingénieur Grande Ecole (ECP - Chimie de Paris, Option Physique - ESPCI) intéressé par la physique des matériaux, débutant à 2 ans d'expérience industrielle.

Ref.C.

Anglais courant.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en précisant la référence du poste choisi sous NO NK 1109 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3, avenue du Centre - 78182 SAINT-QUENTIN - YVELINES CEDEX

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT pour sa station de recherche de MARNE-VALLEE recrute

UN TECHNICIEN

DUT PHYSIQUE, CHIMIE OU MESURES PHYSIQUES intéressé par les problèmes de traitement d'eau et par l'analyse physico-chimique en général.

Possibilités de courts déplacements en France.

Adresser C.V., prétentions à : C.S.T.B. à l'attention de M. MAYDATCHEVSKI 84, avenue Jean-Jaures CHAMPS-SUR-MARNE, 77421 Mame-la-Vallée, Cedex 02.

Importante société Sud de Paris recherche

CHEFS DE CHANTIER EN ELECTRICITE INDUSTRIELLE

ayant une solide expérience en suivi de chantiers d'électricité industrielle.

Profil souhaité :

Sens du commandement, goût des responsabilités. Déplacements France et étranger. Formation complémentaire assurée.

Adresser C.V., photo et prétentions à SIETAM (service montage, réf. 12.45) 42-48, avenue du Président-Kennedy 91170 VIRY-CHATILLON.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT pour sa station de recherche de MARNE-VALLEE recrute

UN TECHNICIEN

DUT PHYSIQUE, CHIMIE OU MESURES PHYSIQUES intéressé par les problèmes de traitement d'eau et par l'analyse physico-chimique en général.

Possibilités de courts déplacements en France.

Adresser C.V., prétentions à : C.S.T.B. à l'attention de M. MAYDATCHEVSKI 84, avenue Jean-Jaures CHAMPS-SUR-MARNE, 77421 Mame-la-Vallée, Cedex 02.

## Important organisme Paris

recherche

### DEUX JURISTES HAUT NIVEAU

Spécialisés respectivement en :

- Sécurité sociale et droit du travail
- Droit Fiscal

Us participent à nos activités de conseil, d'études et de rédaction de brochures d'information.

Le premier poste pourrait déboucher rapidement sur l'animation et la coordination d'une équipe.

Les candidats devront être titulaires d'un diplôme de 3<sup>e</sup> cycle de droit ou de deux diplômes complémentaires de second cycle dont un obligatoirement juridique.

Une expérience professionnelle de 3 ans est indispensable.

Adresser candidature manuscrite, C.V. + photo sous N° T 275.360 M. Régis-Pressé 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.



Laboratoires SANDOZ recherchent un

## CHARGE D'ETUDES STATISTIQUES MARKETING

Il sera chargé d'analyser les panels pharmaceutiques, de les interpréter et de présenter les résultats dans des rapports de synthèse.

Ce poste conviendrait à un ou une jeune diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur en Sciences Economiques.

Expérience souhaitée mais pas indispensable.

Lieu de travail : Rueil Malmaison.

Merci d'écrire, en joignant C.V. (le plus rapidement possible) sous réf. 424 M à Brigitte PRISSARD

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 PARIS

Conseils en ressources humaines.

## CENTRE DE RECHERCHE APPLIQUEE DANS LE CADRE DE SES ACTIVITES

- MODELISATION.
- AUTOMATIQUE.
- INTELLIGENCE ARTIFICIELLE.

embauche

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Entrez avec C.V. à : ADERSA

2, avenue du 1<sup>er</sup> Mai - 91120 PALAISEAU.



10 ans de réussite en conception de logiciels de haute technologie recherche

futurs experts (HF)

sur HP 3000 ou IBM 38

Ingénieurs informaticiens : si vous avez une expérience en informatique de gestion, elle sera appréciée ; si vous êtes débutant et astucieux, vous avez aussi toutes vos chances.

Lieu de travail : RUNGIS 94

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :

S. CHARBIT C2S

12, rue le Corbusier, Silic 254

94568 RUNGIS Cedex

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 34 ans, INGENIEUR ayant expérience

MARKETING, INFORMATIQUE, PROMOTION

Vente d'espaces publicitaires

cherche le poste qui mette en valeur son expérience et ses qualités d'organisation, sa créativité, son sens des contacts humains, son réel dynamisme, dans une structure d'impulsion et d'évolution. Tél. : 808-2-42 ou écrire sous référence 8243 à ORGANISATION et PUBLICITE - 2, rue Maréchal - 75001 Paris qui transmettra.

PME - PMI

Je suis le cadre technique de direction que vous cherchez. 44 ans, ing. dipl., expérience. Aime travailler équipe, dispose de suite - 524-07-78 matin.

J.M. 28 ans, Bac. F5, cherche emploi. Etud. itas propositions. Très intéressé par l'ouvrage. E. Etienne S. J. Paul-Bodin 75017 Paris T. 283-25-60.

Etudiant gestion cher. que hras travail de bur. (cléss. comp.). Tél. 808-02-06, soir.

Il anglais. 43 ans, deux diplômes universitaires, peut enseigner l'anglais à vos enfants en échange d'un logement et quelques prestations. Ecr. s/n° 7.094 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Grand Voyageur

expérimenté, 28 ans, 3<sup>e</sup> Cycle diplôme, contact, adaptation, respect, analyse, rédaction, ch. missions, reportages.

Ecr. s/n° 2242 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 23 ans, lic. de lettres + spécialisation en document. angl. dynamique, sens des responsabilités et esprit d'initiative. Ch. emploi de service de documentation et édition publ. préss. M. LALLEMAND 1, imp. des Pinses - 94260 FRESNES Tél. : 702-58-31.

PIANISTE

diplôme Conservatoire sup. Genève. Exp. chef de chœur, accompagnement, enseignement. Ch. poste. Libre immédiatement. Tél. : 283-57-45.

J.F. 30 ans, pressé natl. littér. exp. libérale, not. dactylo, ch. place édition secrétariat littéraire, temps partiel FOU-CHET - 123, rue de la Glacière 75013 Paris T. 589-69-66.

Technicien 30 ans, niveau BTS 8 ans, d'exp. en vidéo professionnelle, rech. poste stable, permis V.L.

Ecrire sous le n° 042.851

RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGENIEUR DE L'EXPORTATION

RECH. CONTRAT A DURÉE DÉTERMINÉE

Langues : ESPAGNOL, ANGLAIS.

Tempérament : ACHETEUR COURAGE A REVENDRE

Env. propositions à : CENTRE DE PSYCHOLOGIE ET D'EFFICACITE

17, rue des Accoues Paris 17<sup>e</sup>.

J.M. 27 ans, O.E.S.S. Gestion (JAE) + O.E.S.S. Psycho du travail.

Exp. dir. en gestion personnel, recherche situation en France.

DOM TOM au même titre.

M. Agostino, 223, rue de Croux 68003 Lyon.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés. A toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur la revue spécialisée FRANCE CARRIERES IC 161 S.P. 402-08 PARIS.

Les emplois offerts à l'ÉTRANGER sont nombreux et variés. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (L.M.) S.P. 281-09 PARIS.

travail à domicile

J.F. exp. dactylo, bonnes réf. tape tous documents intérieurs ou extérieurs, thèses, romans. Délais respectés. Travail impeccable.

Tél. : 288-14-05, poste 828, le matin (demander Laurence).

CHERCHE TOUT TRAVAIL

Copies, vidéos, rapports, etc. Téléphonez au 305-08-88.

TRADUCTRICE INDÉPENDANTE

13 ans d'exp. export. machine-outil, dact. E.S.I.T., All. français, anglais. Tél. : 735-19-71.

traduction demande

TRADUCTEUR

Anglais, italien, russe, espagnol, allemand, japonais, etc.

Ecr. s/n° 2.238 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Vds Volkswagen 1303, modèle '75, bon état général.

Prix : 5.000 F + déduction.

T. : 836-88-68, de 18 à 20 h.

ingenieur acousticien

# L'immobilier

## appartements ventes

### 3<sup>e</sup> arrdt

PRÉS PL. RÉPUBLIQUE  
imm. p. de t. bal apt 215 m²  
1.005.000 F. Tél. : 526-69-60.

### 4<sup>e</sup> arrdt

MARAI. Living + chbrs.  
cuis., bain, w.-c. Refait tous.  
495.000 F. 526-64-61.

### 5<sup>e</sup> arrdt

CENSIER  
2-3 p. en duplex. 5<sup>e</sup> ét.  
imm. rav. 680.000 F.  
LERMS 535-14-40.

### 6<sup>e</sup> arrdt

PART. VEND. ROYAL-ROYAL  
superbe duplex 85 m². 6<sup>e</sup> ét.  
acc. asc. 640.000 F. 526-28-29.

### 7<sup>e</sup> arrdt

BD ST-MICHEL 3 p. et ch.  
dép. 530.000 F. 526-97-18.

### 8<sup>e</sup> arrdt

BD SAINT-GERMAIN  
65 m². 8<sup>e</sup> ét. enlail.  
780.000 F. Tél. : 526-73-14.

### 9<sup>e</sup> arrdt

NOTRE-DAME-DE-LORETTE  
STUDIO, cuis., w.-c. bain  
décorés et cave. Refait tous.  
170.000 F. Tél. : 286-26-23.

### 10<sup>e</sup> arrdt

RUE PAPILLON  
93 m². r.-d.-ch. 1<sup>er</sup> ét.  
studio occupé. 380-78-20.

### 11<sup>e</sup> arrdt

AV. DE LA RÉPUBLIQUE  
imm. ancien, 4 pièces et ch.  
cave, 90 m². 4<sup>e</sup> ét. zone sec.  
sola. 800.000 F. 523-26-52.  
de 11 h à 18 h (sauf week-end).

### 12<sup>e</sup> arrdt

15, r. N.-D.-DE-LORETTE  
2/3 pièces, refait, 61 m².  
4<sup>e</sup> étage, jadis 15 h à 17 h.

### 13<sup>e</sup> arrdt

CANAL ST-MARTIN (Prie)  
beau 2 pièces et ch. solai.  
cave, 90 m². 1<sup>er</sup> ét. 390.000 F.  
Tél. : 526-83-16 (après 18 h).

### 14<sup>e</sup> arrdt

AV. DE LA RÉPUBLIQUE  
imm. pierre de t. 4/5 pièces.  
bonne qualité, 145 m². situation  
exceptionnelle. 3<sup>e</sup> ét. et ch.  
Pz. 1.250.000 F. 367-74-31.

### 15<sup>e</sup> arrdt

M. RICHARD-LENOIR  
imm. récent, gd standing.  
appt. 2 pces, 58 m². et ch.  
cuis. équip. Balcon. (sola. pch.  
parking). Pz. 550.000 F.  
Téléphone : 367-74-31.

### 16<sup>e</sup> arrdt

M. SAINT-AMBOISE  
Belle 4 p. + 2 chbrs à aménage-  
ger, solai. Tél. : 272-40-18.

### 17<sup>e</sup> arrdt

PRÉS Bd BEAUMARCHAIS  
Belle 4 p. + 2 chbrs à aménage-  
ger, solai. Tél. : 272-40-18.

### 18<sup>e</sup> arrdt

VOLTAIRE-NATION  
imm. récc. gd stand. 3/4 pièces.  
90 m². 10<sup>e</sup> ét. sec. cave équip.  
dép. 200.000 F. 367-74-31.

### 19<sup>e</sup> arrdt

BO VOLTAIRE  
veste 4 p. bourgeois, balc.  
imm. Pierre de t. 390.000 F.  
LERMS 355-58-88.

### 20<sup>e</sup> arrdt

PLACE VOLTAIRE  
à prox. 2 p. et ch. bel imm.  
P. de t. 252.000 F.  
LERMS 355-58-88.

### 21<sup>e</sup> arrdt

PRÉS BASTILLE  
3 pièces à aménager 330.000 F.  
6<sup>e</sup> ét. sans escalier, solai.  
immeuble rav. 707-35-31.

### 22<sup>e</sup> arrdt

METRO SAINT-AMBOISE  
Dans imm. pierre de t. rav. gd  
3 p. et ch. 120 m². 10<sup>e</sup> ét.  
A. SAIER 550.000 F.  
SARMA 368-08-40.

### 23<sup>e</sup> arrdt

RÉPUBLIQUE  
Dans imm. pierre de t. beau  
3/4 pièces 75 m² à rénover.  
480.000 F. SARMA 368-08-40.

### 24<sup>e</sup> arrdt

NATION  
Gd 2 p. et ch. sur rue-cour.  
imm. récc. 287.000 F.  
LERMS 355-58-88.

### 25<sup>e</sup> arrdt

DAUMESNIL 3 p.  
Entée, cuis., bain, w.-c., re-  
fais tous. Immeuble bourgeois.  
345.000 F. 526-69-60.

### 26<sup>e</sup> arrdt

AV. MICHEL-BIZOT  
Dans imm. 1837 bptale vd  
2 p. et ch. occupé. bal. lav.  
libre 38 m². 500-54-00.

### 27<sup>e</sup> arrdt

EXCEPTIONNEL  
M. Mithal elzot imm. gd  
stand. 3 p. 71 m². et ch. dote  
serv. jadis 120 m² bourgeois.  
1.100.000 Copéim 347-67-07.

### 28<sup>e</sup> arrdt

AV. DE GRAVELLE face au  
boulevard. 4 p. + chbrs  
serv. jadis 120 m² bourgeois.  
1.100.000 Copéim 347-67-07.

### 29<sup>e</sup> arrdt

RECENT gd studio 4 pces.  
dép. 220.000 F.  
SEGOND 674-08-45.

### 30<sup>e</sup> arrdt

20 m. m. 8<sup>e</sup> ét. part.  
vend 3/4 p. 30 m² d'éd. imm.  
anc. solai. 365-11-32. pr. bols.

### 31<sup>e</sup> arrdt

AV. DE GRAVELLE face au  
boulevard. 4 p. + chbrs  
serv. jadis 120 m² bourgeois.  
1.100.000 Copéim 347-67-07.

### 13<sup>e</sup> arrdt

4.000 F le m²  
ATELIER LOFT à rénover  
Direct. Poirais. 525-39-08.

### 14<sup>e</sup> arrdt

ARAGO Living dble + 3  
chbrs, 2 w.-c., 2 bns. imm.  
Pierre de t. récent  
1.380.000 F. 336-22-30.

### 15<sup>e</sup> arrdt

UNIVERSITÉ DE TOLBIAC  
3 p. cuis., 45 m² à rénover, bal.  
imm. anc. 280.000 F. GABRI.  
567-22-88.

### 16<sup>e</sup> arrdt

13<sup>e</sup> CORVISART  
récent gd maison 180 m² + 2  
terrasses, 2 jardins, à prox. bal.  
rue, jadis 18 m². 12<sup>e</sup> ét. priv.  
Téléphone : 546-26-28.

### 17<sup>e</sup> arrdt

PTE ITALIE SUR KREMLIN  
imm. pierre de t. stand. et ch.  
2<sup>e</sup> s. sec. balc. sud-ouest.  
1.380.000 F. 546-26-28.

### 18<sup>e</sup> arrdt

BEAU 4-5 P. DENFERT  
imm. pierre de t. stand. et ch.  
2<sup>e</sup> s. sec. balc. sud-ouest.  
1.380.000 F. 546-26-28.

### 19<sup>e</sup> arrdt

M. PLAISANCE  
Livré janv. 84, vue dégagée  
plein sud, du 3 au 6<sup>e</sup> ét., dont un  
duplex, 280 m². 1.200.000 F.  
835.000 F. Tél. : 225-32-25.

### 20<sup>e</sup> arrdt

MONTMARNASSE  
Neuf 2 p. 47 m² sur jardin.  
640.000 F. Tél. : 225-32-25.

### 21<sup>e</sup> arrdt

AV. DE BRETEUIL  
Dans imm. récent, pte d'éd.  
studio et ch. 30 m² occupé.  
vue, solai. 500-54-00.

### 22<sup>e</sup> arrdt

M. PTE VERSAILLES (REV)  
5 p. 635.000 F.  
EXCEPTIONNEL 577-96-85.

### 23<sup>e</sup> arrdt

TRES BEAU STUDIO  
De imm. stand. entrée, penderie,  
living, cuisine équipée, cave.  
360.000 F.  
PARIMMO 554-70-72.

### 24<sup>e</sup> arrdt

SEGUR 327-62-40.  
Grand 180 m² lux. aménag.  
et ch. 200.000 F.

### 25<sup>e</sup> arrdt

BON 15<sup>e</sup> s/rue, beau  
2 P. EQUIPÉ  
340.000 pte 788-48-64.

### 26<sup>e</sup> arrdt

ÉGLISE D'AUTEUIL  
CHARMANTE MAISON  
Plein solai en façade s/rue,  
CALME, 7 p. (4/5 chbrs) gar-  
rage sur p. terre 2.100.000 F.  
ST-PIERRE 863-11-85.

### 27<sup>e</sup> arrdt

AUTEUIL 80 m²  
Imm. pierre de t. beau 3 p.  
cuis., bain, dressing-room.  
ch. sur 12, bd Exelmans.

### 28<sup>e</sup> arrdt

BATIGNOLLES  
87, pl. Dr. F. Lohgou.  
Programme 12, 23 appart.  
park. livable 10/84.  
5/Place 14/18 h. seul marc.  
dimanche. 226-65-65.

### 29<sup>e</sup> arrdt

PONT-CARONNET 100 m²  
séjour double, 2 chbrs, 3<sup>e</sup> ét.  
sec. vue dégagée  
PRIX 900.000 F.  
GABRI. 567-22-88.

### 30<sup>e</sup> arrdt

45 BIS, AV. VILLIERS  
M. MALESHERBES DUPLEX  
AVEC MEZZANINE 2-4-5 P.  
STUDIOS  
LUXUEUSE RÉHABILITATION  
Via. mercredi, jeudi 14/16 h.

### 31<sup>e</sup> arrdt

CHATEAU-ROUGE Pierre de  
t. 2 p. cuis., bain, w.-c., re-  
fais tous. 175.000 F. crédi.  
total. PPTARE 251-10-40.

### 32<sup>e</sup> arrdt

PROPRIÉTAIRES  
VOUS DESIREZ VENDRE  
un logement avec ou sans ch.  
Adressez-vous à  
IMMO MARCADET  
88, rue Marcadet, 75016 Paris  
Estimation gratuite, publiée à  
des frais, réalisation rapide  
252-01-82.

### 33<sup>e</sup> arrdt

CEUR DE LA BUTTE  
RUE PIETONNE  
récent gd bourgeois meublé,  
et ch. refait, solai. 139.000 F.  
Immo Marcadet 252-01-82.

### 34<sup>e</sup> arrdt

20<sup>e</sup> GAMBETTA  
Vole privée, atelier habitation  
110 m². 7 m sous plafond.  
Téléphone : 546-26-28.

### 35<sup>e</sup> arrdt

PRÉS NATION, imm. récent gd  
2 pièces tout confort, balcon,  
bel imm. rav. 139.000 F.  
Immo Marcadet 252-01-82.

### 36<sup>e</sup> arrdt

GAMBETTA, neuf, jadis ha-  
bité, veste 3 p. 680.000 F.  
COEPM 347-67-07.

### 37<sup>e</sup> arrdt

EXCEPTIONNEL COLOMBES  
PRÉS GARE, petit imm. ré-  
cent, très clair, 3 pces cuis.,  
bain, balcon. 300.000 F.  
Téléphone : 367-28-56.

### 38<sup>e</sup> arrdt

COURBEVOIE-BECON  
récent gd duplex apt.  
150 m². 240 m² terrain. Solai.  
vue. Téléphone : 526-69-60.

### 39<sup>e</sup> arrdt

Pte. vd Courbevoie centre  
5 p. sél. + 4 chbrs 115 m².  
2 s.-d.-b., parking dble, p. bon  
état. Pz. 1.500.000 F.  
Téléphone : 788-25-81.

### 40<sup>e</sup> arrdt

NEUILLY-SABLONS  
LUXUEUX DUPLEX ATELIER  
ARTISTE, solai. dble, 2 chbr.  
4750 cm². 77-34-73.

### 41<sup>e</sup> arrdt

AV. DE GRAVELLE face au  
boulevard. 4 p. + chbrs  
serv. jadis 120 m² bourgeois.  
1.100.000 Copéim 347-67-07.

### 94 Val-de-Marne

CHARENTON-ÉCOLES dans pa-  
ris résidences, 3 p., entrée,  
cuis., équip. bain, 2<sup>e</sup> ét. jardin.  
URGENT 534-13-18.

### 95 Seine-Saint-Denis

VITRY, derrière Mairie, part. vd  
F. 4<sup>e</sup> ét., bain vitrés, bel im-  
meuble, calms. 300.000 F.  
Tél. h. repas sur 364-84-41.

### 96 Paris

CRÉTÉL ÉGLISE  
Apprt dans imm. récent, 3, 4,  
5 p. Ch. ind. ass. v.-d. Pte  
conventuel A.P.L.  
MONTVIL 527-15-03.

### 97 Paris

CANNES, imm. stand. très bel  
appt. 5/5 pièces 160 m².  
4 chbrs, 3 bns, 3 w.-c. cuis.  
équip., refait à neuf, park. plein  
sud, vue mer, à 180 m plage.  
Prix très intéressant. Tél. :  
10 h 14 h (1) 632-45-70.

### 98 Paris

A VENDRE OUVILLE  
Appartement neuf, 50 m², obé  
CASINO, 880.000 F.  
Tél. 260-55-50, de 16 h à 18 h.

### 99 Paris

BEAUCAIRE (30300) F4  
(1980), 3<sup>e</sup> & 4<sup>e</sup> : 155.000 F.  
Entre : Augustin TISSIER  
23, rue Nationale, Boulogne  
(93000). Tél. : (69) 58-37-85.

### 100 Paris

URGENT APPTS  
PARIS, BONNE CANTIERES  
Paiement compt. 359-91-30.

### 101 Paris

URGENT APPTS  
PARIS, BONNE CANTIERES  
Paiement compt. 359-91-30.

### 102 Paris

URGENT APPTS  
PARIS, BONNE CANTIERES  
Paiement compt. 359-91-30.

### 103 Paris

URGENT APPTS  
PARIS, BONNE CANTIERES  
Paiement compt. 359-91-30.

### 104 Paris

URGENT APPTS  
PARIS, BONNE CANTIERES  
Paiement compt. 359-91-30.

### 105 Paris

URGENT APPTS  
PARIS, BONNE CANTIERES  
Paiement compt. 359-91-30.

### 106 Paris

URGENT APPTS  
PARIS, BONNE CANTIERES  
Paiement compt. 359-91-30.

### 107 Paris

URGENT APPTS  
PARIS, BONNE CANTIERES  
Paiement compt. 359-91-30.

### 108 Paris

URGENT APPTS  
PARIS, BONNE CANTIERES  
Paiement compt. 359-91-30.

### 109 Paris

URGENT APPTS  
PARIS, BONNE CANTIERES  
Paiement compt. 359-91-30.

### 110 Paris

URGENT APPTS  
PARIS, BONNE CANTIERES  
Paiement compt. 359-91-30.

### 111 Paris

URGENT APPTS  
PARIS, BONNE CANTIERES  
Paiement compt. 359-91-30.

### 112 Paris

URGENT APPTS  
PARIS, BONNE CANTIERES  
Paiement compt. 359-91-30.

### 113 Paris

URGENT APPTS  
PARIS, BONNE CANTIERES  
Paiement compt. 359-91-30.

### 114 Paris

URGENT APPTS  
PARIS, BONNE CANTIERES  
Paiement compt. 359-91-30.

### 115 Paris

URGENT APPTS  
PARIS, BONNE CANTIERES  
Paiement compt. 359-91-30.

### 116 Paris

URGENT APPTS  
PARIS, BONNE CANTIERES  
Paiement compt. 359-91-30.

### 117 Paris

URGENT APPTS  
PARIS, BONNE CANTIERES  
Paiement compt. 359-91-30.

### 118 Paris

URGENT APPTS  
PARIS, BONNE CANTIERES  
Paiement compt. 359-91-30.

### 119 Paris

URGENT APPTS  
PARIS, BONNE CANTIERES  
Paiement compt. 359-91-30.

### 120 Paris

URGENT APPTS  
PARIS, BONNE CANTIERES  
Paiement compt. 359-91-30.

### 121 Paris

URGENT APPTS  
PARIS, BONNE CANTIERES  
Paiement compt. 359-91-30.

### 122 Paris

URGENT APPTS  
PARIS, BONNE CANTIERES  
Paiement compt. 359-91-30.

### appartements achats

DÉPARTEMENT ÉTRANGER  
AGENCE DE L'ETOILE  
380-26-08  
rech. PIED-A-TERRA : APPTS  
GD STAND. HOTEL PARTIC.  
CLIENTÈLE ASSURÉE.

Jeudi 27 octobre 1983

La cause directe de nos difficultés provient du rôle de plus en plus marqué de l'état dans l'économie française.

# CONTRE L'ETATISATION RAMPANTE **LE PARTI PRIX**

propose

## **UNE CHARTE DES LIBERTES ECONOMIQUES**

### **Pour la liberté d'entreprendre**

Cette charte devrait exiger :

- La suppression des *numerus clausus* qui freinent l'installation des jeunes pharmaciens et valorisent les fonds de commerce des rentiers. La fin de la limitation du chiffre d'affaires par pharmacien devant l'évolution de la distribution.
- L'abolition de la loi Royer qui légalise les rackets pour obtenir les autorisations d'implantation en commission d'urbanisme, loi violant le traité de Rome.
- La suppression des ordres corporatistes instaurés sous le régime de Vichy dont les comportements sont remis en cause par la commission européenne.
- L'instauration d'une responsabilité pénale des actes administratifs, notamment quand ils prétendent freiner ou s'opposer à des initiatives économiques (modification de permis de construire, interprétation fiscale...).

### **Pour la liberté de concurrence**

Cette charte devrait assurer :

- L'abrogation des arrêtés limitant les rabais non artificiels sur les carburants afin de faire bénéficier les consommateurs de meilleurs prix.
- L'abrogation de la loi Lang instaurant un prix unique du livre qui fait payer à tous les consommateurs le prix fort pour favoriser l'élitisme : c'est du capitalisme intellectuel.
- L'affirmation légale de l'interdiction de refus de vente opposé par certains producteurs aux distributeurs les plus dynamiques. Il est possible de baisser de près de 20% le prix de certains produits notamment pour les textiles, la parapharmacie, les articles de sport, les cosmétiques.
- L'égalité des régimes fiscaux entre entreprises mutualistes ou coopératives et privées.

- L'obligation pour toutes les entreprises publiques de soumettre au Parlement leurs projets de rachats d'entreprises privées.

### **Pour la liberté des prix**

Cette charte devrait présenter :

- L'engagement solennel de l'administration des finances de ne pas bloquer autoritairement les prix tant au niveau de la production que de la distribution.
- La dotation en moyens financiers et informatiques des associations de consommateurs leur permettant d'effectuer ainsi leurs propres relevés de prix.

### **Pour la liberté de l'information économique**

Cette charte devrait assurer :

- La transparence de toutes les conditions d'achat et de vente avec obligation de publication. L'interdiction aux centrales d'achat, franchisées ou non, de conserver les ristournes obtenues des fournisseurs et l'obligation de faire appel à des cotisations exactes pour leur propre financement.
- La libre saisine par les associations d'usagers des cours des comptes régionales et de la commission de la concurrence.
- La publication des rapports de la commission de la concurrence et de tous les avis du conseil d'état sur les projets de loi et de décret. Publicité des débats.
- La révélation publique de tous les régimes de subventions, de bonification ou d'aide financière délivrés par l'état.
- La suppression des taxes parafiscales prélevées par les divers groupements interprofessionnels et leur transformation en cotisation avec transparence des comptes.

**Edouard Leclerc**

A suivre...



Pour une économie d'initiative et de créativité

## LE FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

## La Caisse des dépôts veut offrir à ses clients un service personnalisé et décentralisé

« La décentralisation avance, le Parlement discute du statut des fonctionnaires territoriaux. Comment la Caisse des dépôts, qui est un partenaire essentiel, financier notamment, pour les collectivités locales, conçoit-elle désormais son rôle dans ce nouveau cadre de la décentralisation des pouvoirs ? »

« La Caisse des dépôts est l'alliée des pouvoirs locaux ; elle est prête à aider les collectivités locales à assumer leurs nouvelles compétences. Ce rôle de la Caisse est traditionnel, mais, à l'heure de la décentralisation, il va être profondément renouvelé, conformément aux orientations fixées à la Caisse par son directeur général, M. Robert Lion.

« La Caisse compte rester, avec les caisses d'épargne, le principal banquier des collectivités locales, réaffirmant ainsi son engagement en faveur de leur équipement. Mais elle entend prendre en compte les nouvelles préoccupations des élus dans des domaines-clés comme la gestion des villes et la réhabilitation des quartiers, l'action économique locale, ou les technologies nouvelles et les systèmes locaux de communication. Il s'agit, en somme, de financer non plus seulement les équipements collectifs, mais le développement local sous toutes ses formes.

« Partenaire des collectivités, la Caisse ne créera pas une nouvelle tutelle qui se substituerait à celle de l'État.

« Nous jouerons cartes sur table. Ainsi, les critères d'attribution des prêts seront clairement affichés et présentés aux comités régionaux des prêts qui seront prochainement installés dans chacune des régions.

« La Caisse des dépôts ne jugera pas de l'opportunité d'une opération, mais des conditions de son équilibre financier.

« Réussir la décentralisation, c'est aussi obtenir des économies de gestion, à service rendu égal. Il suffit de rappeler que 100 francs d'économie,

par exemple en réduisant la consommation d'énergie dans les bâtiments publics, c'est en moyenne 25 francs de moins d'impôt prélevé sur les entreprises locales. Par notre assistance et nos conseils en matière de gestion locale, nous sommes prêts à faciliter une telle évolution.

« Cherchez-vous à avoir de nouveaux comportements avec vos clients que sont les communes, les départements et les régions ? »

« Nous passons d'une approche administrative à une approche bancaire des problèmes. La Caisse des dépôts ne se considère pas comme un simple distributeur administratif de prêts, appliquant des normes uniformes. Elle veut être un établissement financier à part entière au service des communes, des départements, des régions et des associations. Elle compte apporter à ses « clients » un service personnalisé, adapté à chaque situation. Dans ce but, les dossiers de financement sont désormais intégrés et traités au niveau de chaque délégation régionale de la Caisse.

« La négociation d'un prêt, fût-il de 200 millions de francs, est effectuée sur place, sans en référer à Paris.

« D'autre part, la Caisse des dépôts, en association avec les caisses d'épargne et la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (C.A.E.C.L.), aide les collectivités locales à « boucler » leurs plans de financement. Elle recherche, par exemple, des ressources nouvelles sur les marchés financiers, nationaux et internationaux, compte tenu du moindre développement de la collecte sur les livrets A et B des caisses d'épargne.

« Enfin, la Caisse propose des « produits nouveaux » à ses emprunteurs. Outre le prêt d'équipement à annuités constantes qui est son produit de base, elle développe, de plus en plus, des prêts adaptés aux investissements à réaliser : prêts

M. Pierre Richard, nommé fin décembre 1982 directeur général adjoint de la Caisse des dépôts et consignations, chargé de la direction du développement local, a présenté, le mardi 25 octobre, les orientations de l'établissement financier de la rue de Lille pour 1984, dans le cadre de la décentralisation. Il répond ici à nos questions en précisant que vis-à-vis des communes, des départements et des régions, la Caisse ne veut pas créer une nouvelle tutelle, mais au contraire « offrir à ses clients des collectivités locales un service personnalisé ».

à annuités progressives pour la réalisation de bâtiments industriels ; prêts avec différé d'amortissement pour le financement des réseaux de chaleur ; prêts de fonds de roulement ou de trésorerie pour les associations gestionnaires de services publics.

## Baisse des taux

« Quelles seront, en 1984, les disponibilités de la Caisse dans le domaine du développement local ? Si l'inflation recule, allez-vous aussi diminuer le taux des prêts que vous faites aux collectivités locales ? Celle-ci ne risque-t-elle pas de s'engager dans une politique trop imprudente, voire imprudente, d'emprunts ? A côté du rôle de banquier, il y a celui de conseiller, d'expert... »

« Les collectivités locales réalisent actuellement plus des deux tiers de la formation brute de capital fixe (autrement dit des investissements) des administrations ; ces investissements sont financés en moyenne à 60 % par l'emprunt, la Caisse des dépôts, les caisses d'épargne et la C.A.E.C.L., apportant environ 85 % de ces emprunts, soit 45 milliards de francs en 1983.

« Pour l'avenir, nous nous plaçons dans le cadre du Plan : un des programmes prioritaires d'exécution du projet de deuxième loi de Plan indique, en effet, que les collectivités devront être en mesure de disposer des ressources d'emprunt nécessaires pour maintenir leur effort d'équipement. La Caisse veillera donc à continuer de financer les

équipements indispensables des collectivités locales.

« S'agissant du coût des prêts, la distinction actuelle entre les « prêts à taux privilégiés » et les « prêts à taux du marché » devrait se réduire avec le recul de l'inflation et surtout la baisse du loyer de l'argent. En 1980, le « différentiel » de taux entre ces deux types de prêt dépassait 6 points ; aujourd'hui, il est inférieur à 3 points. Ainsi, la C.A.E.C.L. réduit régulièrement le taux de ces prêts à 15 ans : de 16,5 % en décembre 1982, il est passé aujourd'hui à 14,5 %.

« C'est la voie à suivre, car elle permet de modérer la charge de la dette. Les collectivités locales ne s'engageront pas, ce faisant, dans une politique trop lourde d'emprunt. L'idée qu'il est sain de financer une part non négligeable de l'investissement par des recettes définitives, c'est-à-dire par autofinancement, est partagée par les collectivités locales comme par les entreprises.

## Discussion et collaboration

« La Caisse des dépôts est prête à développer son rôle de conseiller financier des collectivités locales. Elle dispose d'une mine d'informations statistiques ; elle peut les mettre à la disposition des collectivités locales, apportant notamment des éléments de référence et de comparaison.

« Les collectivités locales peuvent-elles avoir une politique dynamique de développement économique et à l'exportation ? »

« Un champ d'action important est ouvert aux collectivités locales depuis la loi du 2 mars 1982. Celles-ci peuvent apporter des services multiples aux entreprises, allant de l'équipement d'une zone d'activité au financement de campagnes de promotion des productions locales. Elles peuvent juridiquement consentir des aides directes aux entreprises.

« Là où les collectivités locales voudront intervenir sur le plan économique, la Caisse des dépôts sera présente pour apporter sa connaissance du tissu économique local et ses conseils. Il faudra parfois avoir le courage de dissuader telle initiative qui se traduirait par un répit dans la vie d'une entreprise et non par un redressement durable.

« Dans le souci d'aider efficacement les collectivités locales et de disposer des informations finan-

cières nécessaires, la Caisse compte développer sa collaboration avec d'autres établissements financiers nationaux et les sociétés de développement régionales (S.D.R.).

« Des conseils, mais aussi des financements... Près de 1 milliard de francs de prêts ont été apportés aux collectivités locales en 1983 pour la réalisation de bâtiments industriels ou artisanaux ; ce chiffre était de 200 millions en 1982 : c'est dire l'intérêt des collectivités locales et des entreprises pour cette formule.

« De même, la Caisse est aux côtés des régions, lorsque ces dernières créent des instituts régionaux de participation, afin de faciliter l'apport en fonds propres des entreprises locales ».

Propos recueillis par  
FRANÇOIS GROSCHARD.

## UNE CONVENTION AVEC PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

## Le C.N.R.S. va travailler avec les régions

« Le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), décide récemment M. Pierre Papon, a décidé d'intégrer la dimension régionale dans sa politique scientifique (...). » « De leur côté, ajoutait-il, les régions sont désormais soucieuses de prendre en compte la dimension scientifique et technologique de leur avenir. »

Après les mots, les faits. Une première action en ce sens vient d'être accomplie avec la signature, mardi 25 octobre, d'une convention pluriannuelle entre le C.N.R.S. et le conseil régional de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Aux termes de ce texte, qui comprend huit articles, les deux parties s'engagent à assurer la coordination de projets et la mise en commun de moyens au profit d'équipes régionales ; à assurer une bonne collaboration entre les programmes de recherche nationaux définis par le C.N.R.S. et la demande sociale, culturelle et économique exprimée par la région ; à dynamiser la diffusion de l'information.

Une première opération devrait voir le jour dans le domaine des sciences de l'homme et de la société, avec la mise à disposition par le conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur d'un crédit annuel de 2 millions de francs. De son côté, le C.N.R.S. s'engage à débloquer une somme de 700 000 F sous la forme de crédits d'actions thématiques programmées ou de programmes interdisciplinaires, et à affecter deux postes de chercheurs par an.

J.-F.A.

## VÉRANDAS ALUMINIUM : DEMANDEZ LE PROGRAMME

Péchiney Bâtiment c'est l'expérience Péchiney au service du bâtiment. C'est d'ores et déjà un catalogue de 236 pages bourrées d'idées.

Des idées pour tous ceux, architectes, maîtres d'œuvre, maîtres d'ouvrage, entrepreneurs qui se battent pour bâtir dans la qualité.

Pour avoir gratuitement le catalogue Péchiney Bâtiment, renvoyer le coupon ci-dessous au 66, avenue Marceau - 75361 Paris cedex 8, ou rendez-vous au stand Péchiney Bâtiment à Batimat, (allée centrale).

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Profession : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Des idées ossatures.

Des idées bardages et couvertures.

Des idées façades.

Des idées fenêtres.

Des idées portes.

Des idées aménagement extérieur.

Des idées agencement intérieur.

Des idées réhabilitation.

PECHINEY bâtiment

L'EXPERIENCE ET LES IDEES.

Membre de l'Aluminium Conseil.

Jeudi 27

## ÉNERGIE

LA SEMAINE DE LA TECHNOLOGIE NUCLÉAIRE FRANÇAISE A PÉKIN

### La coopération franco-chinoise n'est plus seulement scientifique mais devient commerciale

Pékin. — Le nucléaire est à l'honneur, ces jours-ci, en Chine. Pour une part non négligeable, le mérite revient à la France. Jeudi 20 octobre s'est, en effet, ouverte à Pékin la Semaine de la technologie et de l'industrie nucléaires françaises, première manifestation de ce genre organisée par notre pays à l'étranger.

Parallèlement à cette présence française, les autorités chinoises ont ouvert, mercredi, une seconde

exposition, de caractère entièrement national, consacrée aux applications de la technologie nucléaire dans différents domaines : industrie, agriculture, santé, recherche scientifique. C'est dire l'intérêt que portent actuellement les dirigeants de Pékin à un secteur d'activités, destiné sans aucun doute à contribuer d'une façon croissante au développement économique du pays d'ici à la fin du siècle.

#### De notre correspondant

Si l'on peut faire remonter au milieu des années 50 le début des recherches menées par la Chine dans le domaine du nucléaire, force est de constater que l'essentiel de ces efforts, couronnés par l'explosion de la première bombe atomique chinoise en 1964, a été dirigé pendant longtemps vers des fins militaires. L'attention accordée par la Chine aux possibilités d'utilisation de la puissance de l'atome à des fins civiles, particulièrement dans le domaine de l'énergie, est relativement récente.

La présentation par la France des diverses technologies liées au nucléaire — tous les grands noms de ce secteur, une quarantaine de firmes en total, sont présents à Pékin — intervient donc à un moment crucial pour la Chine, comme l'atteste encore son curieux, en début de ce mois, après une longue expectative, à l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.).

#### De Saclay à Shanghai

La coopération scientifique entre la France et la Chine dans le nucléaire repose sur une tradition, puisque le premier accord en ce domaine entre les deux pays remonte à 1974. En près de dix ans, le champ du travail en commun s'est considérablement élargi et précisé.

Un accord, signé en novembre 1982 entre le C.E.A. et le ministère chinois de l'industrie nucléaire, prévoit un effort particulier pour la recherche et le développement de

réacteurs à eau pressurisée (P.W.R.) de petite et moyenne puissance (300 à 600 MW). Par ailleurs, une collaboration de plus en plus active s'est instaurée entre l'Institut de recherches fondamentales du C.E.A. et l'Académie des sciences chinoises (échanges de spécialistes, travaux sur le réacteur Ophée de Saclay, etc.).

De nature purement scientifique au départ, la coopération entre les deux pays a évolué, depuis quelques années, vers des fins plus commerciales. Les discussions, menées de longue date, par les sociétés françaises intéressées avec leurs interlocuteurs chinois ont débouché en mai dernier, à l'occasion de la visite de M. Mitterrand, sur la signature d'un mémorandum portant sur la construction par la France de quatre réacteurs nucléaires de 900 MW chacun, répartis en deux centrales, l'une près de Canton, l'autre près de Shanghai. Le mémorandum aborde également la question du transfert de technologie que la partie chinoise souhaiterait voir commencer à partir de la construction d'un cinquième réacteur nucléaire, ainsi que la possibilité de la fourniture de matériel conventionnel (turbines, générateurs) pour la future centrale de Shanghai de 1 800 MW.

Le projet le plus avancé — celui de Canton — ne paraît pas toutefois avoir beaucoup progressé depuis le printemps. L'une des difficultés actuelles réside dans l'indécision des autorités de Hongkong quant à

l'ampleur de leur engagement financier dans cette entreprise, étant entendu que la Chine compte sur la vente à la colonie d'une partie de l'électricité produite pour rembourser ses investissements dans cette affaire.

Un autre facteur d'incertitude réside dans la concurrence accrue que trouvent désormais les Etats-Unis à la France. La décision de Washington de libéraliser sa politique de transfert de technologie à l'égard de la Chine et l'entrée de cette dernière à l'A.I.E.A. ont donné un stimulant aux industriels américains. Un accord de coopération nucléaire est en négociation entre les deux pays et une forte délégation (vingt-cinq membres) de l'American Nuclear Society, dirigée par son président, M. Milton Levenson, vient de séjourner à Pékin.

Il semble toutefois que les Etats-Unis soient moins intéressés par la centrale de Canton que par les autres phases du programme nucléaire chinois ou la participation à la filière plus strictement nationale de ce programme. Pékin aurait ainsi signé récemment avec une société d'ingénierie américaine un accord pour l'expertise d'une étude de site d'une centrale de 300 MW, de conception chinoise, située près de Shanghai.

MANUEL LUCBERT.

## ÉTRANGER

### La dette marocaine sera rééchelonnée sur huit ans

Un communiqué du ministère français de l'économie, des finances et du budget annonce que les représentants de douze pays créanciers du Maroc, réunis rue de Rivoli au sein de l'officiel « Club de Paris », ont accordé des délais de paiement au royaume du Maroc pour les prêts et crédits qu'il a obtenus avec la garantie des gouvernements. Le rééchelonnement s'étalera sur huit ans avec une période de grâce de quatre ans. Il s'applique à la dette publique marocaine venant à échéance en 1983 et 1984 et dont le montant est évalué à quelque 600 millions de dollars (chiffre cité par des sources officielles marocaines, mais qui, selon l'usage, ne figure pas dans le

communiqué). Le total de la dette extérieure du Maroc s'élèverait à 11 milliards de dollars environ (contre 7 milliards en 1980).

Les pays créanciers, souligne le communiqué final, « ont noté avec satisfaction » l'élaboration par le gouvernement du royaume du Maroc « d'un programme économique et financier qui a bénéficié de l'appui d'un accord de confirmation du Fonds monétaire international ». Les principaux États créanciers du Maroc sont dans l'ordre : la France, l'Arabie Saoudite (non présente au Club de Paris), les États-Unis, la R.F.A., l'Espagne et l'Italie.

Le Maroc continue à discuter avec les représentants de 190 banques internationales créancières pour aboutir à l'aménagement de la dette non garantie venant à échéance en 1983 et 1984.

#### Aux États-Unis

### LES PRIX ONT AUGMENTÉ DE 0,5 % EN SEPTEMBRE

Washington (A.F.P.). — L'indice américain des prix de détail a augmenté de 0,5 % en septembre. Pour les neuf premiers mois de 1983, cet indice a enregistré une hausse de 3,7 % en rythme annuel, contre 3,9 % en 1982 et 8,9 % en 1981.

Le coût de la vie s'était accru de 0,4 % en août comme en juillet. Selon le département du travail, la hausse de septembre a été due principalement à une augmentation des prix des automobiles, de l'alimentation et des loyers.

#### Publicité

### Togo

#### Alimentation en eau de la ville de Lomé

##### AVIS DE PRESELECTION

Dans le cadre de l'alimentation en eau de Lomé, la Régie Nationale des Eaux du Togo (RNET) lance un avis de présélection des entreprises pour :

- LOT 1A : Sondages et forages d'exploitation au Maestrichtien ; Sondages et forages d'exploitation au Continental ;
- LOT 1B : Forages d'exploitation au Péloécène.

Les travaux sont confiés par : Lot 1A : l'Association Internationale de Développement (IDA) et l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) ; Lot 1B : la Caisse Centrale de Coopération Economique (CCCE).

La participation à la présélection est ouverte à toutes les personnes physiques et morales ou groupements ressortissant des pays membres de la Banque Mondiale et de la Suisse, pour le Lot 1A ; et du Togo ou de tout autre pays de la zone franc, pour le Lot 1B. Les dossiers de présélection seront envoyés, par avion, contre chèque de 40.000 francs CFA, soit 800 francs français par le premier et le deuxième adresse ci-dessous.

Les entreprises intéressées devront faire parvenir leur dossier de candidature, en langue française, en quatre exemplaires, par avion, recommandé avec accusé de réception ou dépôt contre accusé de réception à la première adresse ci-dessous, avant le 30 novembre 1983 à 11 h.

Renseignements complémentaires auprès de la première et de la troisième adresse ci-dessous.

Directeur Général : SAFEGE, Ingénieurs-Conseils  
La Régie Nationale des Eaux : 76, rue des Suisses  
du Togo B.P. 1301 - Lomé  
Togo : 92000 Nanterre - France  
Tél. : 21-38-25, 21-34-81.  
Tél. : 5004 RNET TO.  
Tél. : SAGETOL 61211 F

Direction de l'Hydraulique et de l'Energie B.P. 335 - Lomé - Togo  
Téléphone : 21-09-06, 21-11-01, posta 213

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base + haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
SE.U.	7,495	7,528 + 100	+ 195	+ 320 + 370 + 950 + 1700
Scm.	6,430	6,470 + 150	+ 195	+ 300 + 360 + 865 + 990
Yen (100)	3,410	3,410 + 160	+ 180	+ 315 + 345 + 970 + 1035
DM	3,090	3,055 + 100	+ 180	+ 325 + 350 + 955 + 1015
Flarin	2,715	2,710 + 135	+ 155	+ 270 + 295 + 805 + 860
F.R. (100)	14,975	14,920 + 370	+ 400	+ 655 + 815 + 1075 + 2020
F.S.	3,755	3,735 + 230	+ 275	+ 305 + 340 + 940 + 1040
L. (100)	5,015	5,020 + 130	+ 190	+ 460 + 490 + 1450 + 1535
E. (100)	11,900	11,910 + 275	+ 340	+ 550 + 650 + 1620 + 1840

### TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 3/8	9 3/4	9 3/8	9 3/4	9 3/8	9 3/4	9 3/8	9 3/4	9 3/8	9 3/4
SE.U.	9 3/8	9 3/4	9 3/8	9 3/4	9 3/8	9 3/4	9 3/8	9 3/4	9 3/8	9 3/4
DM	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4
Flarin	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4
F.R. (100)	14 9/16	14 9/8	14 9/16	14 9/8	14 9/16	14 9/8	14 9/16	14 9/8	14 9/16	14 9/8
F.S.	1 7/8	2 1/8	3 3/4	4 1/8	3 3/4	4 1/8	3 3/4	4 1/8	3 3/4	4 1/8
L. (100)	16	17	16 1/4	17 1/4	16 1/4	17 1/4	16 1/4	17 1/4	16 1/4	17 1/4
E. (100)	8 7/8	9 1/8	8 7/8	9 1/8	8 7/8	9 1/8	8 7/8	9 1/8	8 7/8	9 1/8
F. (100)	11 3/4	12 1/8	11 3/4	12 1/8	11 3/4	12 1/8	11 3/4	12 1/8	11 3/4	12 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DU COMMERCE ENAPEM (EX. SONACAT)

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 03/84 ENAPEM

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture de :

- Lot n° 1 : Piles électriques.
- Lot n° 2 : Ventilateurs.
- Lot n° 3 : Aspirateurs domestiques.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78.02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

A cet effet, les soumissionnaires étrangers doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la Chambre de commerce et d'industrie du lieu de leur résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricants ou de producteurs.

Les firmes intéressées pourront retirer le cahier des charges en s'adressant à ENAPEM (EX-SONACAT), Direction des approvisionnements, Route de Sidi-Moussa, Dar-El-Beida, Alger.

Contre la somme de : 100 DA le lot.

Les offres établies conformément aux exigences du cahier des charges doivent parvenir sous double pli anonyme cacheté à l'adresse indiquée ci-dessus.

Le délai de la remise des offres est fixé à QUARANTE-CINQ (45) jours à compter de la date de publication du présent avis.

Toute offre qui parviendra après cette date sera considérée comme nulle.

L'enveloppe extérieure devra comporter obligatoirement : La mention d'avis d'appel d'offres international n° 03/84/ENAPEM.

A NE PAS OUVRIR.

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de 90 jours.

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DU COMMERCE ENAPEM (EX. SONACAT)

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 04/84 ENAPEM

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture de :

- Lot n° 1 : Téléviseurs noir et blanc en kits.
- Lot n° 2 : Casserettes vierges.
- Lot n° 3 : Casserettes en kits.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78.02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

A cet effet, les soumissionnaires étrangers doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la Chambre de commerce et d'industrie du lieu de leur résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricants ou de producteurs.

Les firmes intéressées pourront retirer le cahier des charges en s'adressant à ENAPEM (EX-SONACAT), Direction des approvisionnements, Route de Sidi-Moussa, Dar-El-Beida, Alger.

Contre la somme de : 100 DA le lot.

Les offres établies conformément aux exigences du cahier des charges doivent parvenir sous double pli anonyme cacheté à l'adresse indiquée ci-dessus.

Le délai de la remise des offres est fixé à QUARANTE-CINQ (45) jours à compter de la date de publication du présent avis.

Toute offre qui parviendra après cette date sera considérée comme nulle.

L'enveloppe extérieure devra comporter obligatoirement : La mention d'avis d'appel d'offres international n° 04/84/ENAPEM.

A NE PAS OUVRIR.

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de 90 jours.

**la Plagne**

7 jours par an pour toujours.

Une belle Plagne, station d'une conception originale en plein cœur du massif du Mont Blanc, vous offre la plus belle des vacances d'hiver. Vous achetez seulement le temps que vous désirez passer à la montagne. Vous n'avez plus à subir la course aux locations. Votre appartement est entièrement équipé sans que vous ayez à vous en soucier. Vous n'avez pas de capital à investir. Enfin, c'est un capital-vacances transmissible à vos enfants.

Studio/2 pièces - 4 personnes\*  
1 semaine en janvier de 16 500 F à 37 000 F  
Vacances de Noël de 65 500 F à 99 500 F  
2 semaines en été de 19 500 F à 43 000 F

**la Plagne**

Toute la montagne en 10 stations

Tél. (1) 727.62.82  
poste 27

MAISON DE LA PLAGNE  
62, avenue Kleber  
75116 Paris



## SOLDES INCROYABLES MOINS 30, 40, 50 %

Fauteuils, chaises dactylo. Bureaux, bibliothèques. Armoires métalliques et bois.

**ROGER H. FRANCE**  
SPÉCIALISTE DU MOBILIER

BUREAU DIRECTION  
59-61, rue La Fayette, 75009 Paris.  
Tél. : 285-42-41. Métro Cadet.  
Parking gratuit de 9 h à 18 h 30  
du lundi au samedi sans interruption.  
Expédition dans toute la France.

(Publicité)

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES  
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUIXS

### Avis de prorogation de délai

L'Entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug, Côte-Rouge, Hussein-Dey, Alger (Algérie), informe les sociétés concernées que l'appel d'offres international n° 1057/DIV. pour la fourniture de matériel électrique pour atelier froid, dont la date de clôture était initialement prévue au 8 octobre 1983, est prorogée jusqu'au 12 novembre 1983.

(Publicité)

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DU COMMERCE ENAPEM (EX. SONACAT)  
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL  
N° 01/84 ENAPEM

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture de :

- Lot n° 1 : Cuisinières.
- Lot n° 2 : Réfrigérateurs électriques.
- Lot n° 3 : Réfrigérateurs à gaz.
- Lot n° 4 : Congélateurs.
- Lot n° 5 : Réchauds lessiveuses.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78.02 du 11 février 1978, portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

A cet effet, les soumissionnaires étrangers doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la Chambre de commerce et l'industrie du lieu de leur résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricants ou de producteurs.

Les firmes intéressées pourront retirer le cahier des charges en s'adressant à ENAPEM (EX. SONACAT) Direction des Approvisionnements, Route de Sidi-Moussa, Dar-El-Beïda, Alger.

Contre la somme de : 100 DA le lot.

Les offres établies conformément aux exigences du cahier des charges doivent parvenir sous double pli anonyme cacheté à l'adresse indiquée ci-dessus.

Le délai de la remise des offres est fixé à QUARANTE-CINQ (45) jours à compter de la date de publication du présent avis.

Toute offre qui parviendra après cette date sera considérée comme nulle.

L'enveloppe extérieure devra comporter obligatoirement : La mention d'avis d'appel d'offres international n° 01/84/ENAPEM.

A NE PAS OUVRIR.

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de 90 jours.

(Publicité)

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DU COMMERCE ENAPEM (EX. SONACAT)  
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL  
N° 02/84 ENAPEM

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture de :

- Lot n° 1 : Radiateurs à gaz butane.
- Lot n° 2 : Radiateurs à gaz naturel.
- Lot n° 3 : Poêles à mazout.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78.02 du 11 février 1978, portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

A cet effet, les soumissionnaires étrangers doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la Chambre de commerce et l'industrie du lieu de leur résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricants ou de producteurs.

Les firmes intéressées pourront retirer le cahier des charges en s'adressant à ENAPEM (EX. SONACAT) Direction des Approvisionnements, Route de Sidi-Moussa, Dar-El-Beïda, Alger.

Contre la somme de : 100 DA le lot.

Les offres établies conformément aux exigences du cahier des charges doivent parvenir sous double pli anonyme cacheté à l'adresse indiquée ci-dessus.

Le délai de la remise des offres est fixé à QUARANTE-CINQ (45) jours à compter de la date de publication du présent avis.

Toute offre qui parviendra après cette date sera considérée comme nulle.

L'enveloppe extérieure devra comporter obligatoirement : La mention d'avis d'appel d'offres international n° 02/84/ENAPEM.

A NE PAS OUVRIR.

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de 90 jours.

# SOCIAL

## LES NÉGOCIATIONS PATRONAT-SYNDICATS SUR LA FORMATION ALTERNÉE

### Le projet d'accord présenté par le C.N.P.F. pourrait concerner 400 000 jeunes

Les négociations entre le patronat et les organisations syndicales sur la formation alternée pour les jeunes, commencées le 12 septembre, pourraient s'achever sur un accord ce 26 octobre. Le C.N.P.F. a remis aux syndicats un texte qui, s'il permet un accord, concernerait 400 000 jeunes dépourvus de toute qualification ou ayant une formation insuffisante.

La principale divergence avec la C.G.T. porte sur l'introduction, par le C.N.P.F., d'un contrat de travail particulier pour l'insertion des jeunes dans l'entreprise. « Cela ressemble trop aux anciens stages pratiques en entreprise », s'inquiète M. Oswald Calvetti, le responsable de la délégation cégétiste qui regrette, en outre, que cette formule ne soit pas dissociée des autres propositions. « C'est un peu du charitage, dit-il, on nous lâche tout cela comme un tout, comme un bloc et nous butons là-dessus ». Pour la C.G.T., le risque existe de voir de plus en plus de jeunes en situation précaire face à l'emploi.

Moins opposées que la C.G.T., les autres organisations sont aussi préoccupées par ce danger. Elles envisageraient cependant que ce contrat d'insertion ou d'initiation à la vie professionnelle offre des garanties qui n'existent pas, d'autant que le C.N.P.F. serait plus impliqué que pour les stages en entreprise, puisqu'il s'agit d'un dispositif conventionnel.

Ce contrat durerait de trois à six mois et aurait pour objectif de donner l'occasion à un jeune de mettre un pied dans l'entreprise avec l'assurance de recevoir une rémunération forfaitaire. Pour accentuer ce « facteur de socialisation », selon son expression, le C.F.D.T. souhaiterait que le contrat de travail, bien que différent, soit signé également par un organisme tiers s'occupant de

formation, qui deviendrait ainsi cocontractant et servirait de garant.

Sur les autres points de la négociation, les choses sont plus avancées. Le cadre juridique des contrats de travail de type particulier, proches des contrats d'apprentissage, a été défini, en même temps que les objectifs. Pour l'adaptation à l'emploi, il pourrait s'agir de contrats à durée indéterminée, garantissant donc l'emploi du jeune, mais aussi, par dérogation demandée par le C.N.P.F., de contrats à durée déterminée (cent cinquante heures de stage) soumis alors à l'avis de la commission paritaire de l'emploi. Pour la qualification en entreprise, liée à une formation, le contrat pourrait être à durée déterminée (de quatre mois à deux ans), au moins 25 % du temps étant consacré à la formation dans l'entreprise et dans un organisme. Dans l'un et l'autre cas, un « tuteur » prendrait en charge le jeune pendant son séjour dans l'entreprise. Le comité d'entreprise et les sections syndicales de l'entreprise pourraient émettre des avis sur le dispositif de formation en alternance, ce qui est l'un des objectifs du projet de loi sur la formation professionnelle continue. Le mode de rémunération et le financement de la formation en alternance doivent encore être définis. Cependant, certains principes sont acquis, comme celui de la proportionnalité entre le temps passé au travail dans l'entreprise et le salaire qui sera calculé, non sur le

SMIC, mais sur la base du minimum conventionnel. Un accord existe également pour considérer que la rémunération du jeune de moins de dix-huit ans doit être alignée sur le salaire du jeune en apprentissage. Pour le financement, les partenaires sociaux ont admis à l'unanimité que l'entreprise pourrait prélever 0,2 % sur la contribution de 1,1 % de la masse salariale due pour la formation professionnelle continue. Il s'y ajouterait le 0,1 % représentant la taxe d'apprentissage fiscalisée. Ce 0,3 % encaissé à la formation en alternance devrait faire l'objet d'un accord dans les branches professionnelles. Si un accord intervenait, ces sommes seraient ensuite restituées aux entreprises.

En l'état actuel, la négociation sur ce volet du dispositif paraît bien avancée, même si la C.G.T., pour sa part, espère encore obtenir plus de garanties sur les rémunérations et davantage d'assurances pour « des débouchés sur l'emploi ». Il n'est pas encore acquis que l'accord global puisse se réaliser à temps, en raison, là encore, de l'opposition de la C.G.T. à la formule du contrat d'insertion. Mais les autres partenaires souhaitent aboutir à une conclusion rapide, quitte à accepter un projet incomplet qui figurerait dans le projet de loi et qui serait ensuite peaufiné par des accords de branches précisant les modalités d'accueil des jeunes. — A. Le.

## Les élections à la Sécurité sociale

### LA C.F.T.C. ATTRIBUE SON SUCCÈS À LA PRATIQUE D'UN « SYNDICALISME DE VÉRITÉ »

La C.F.T.C. a présenté le mardi 25 octobre, au cours d'une conférence de presse, les enseignements qu'elle tire des élections du 19 octobre à la Sécurité sociale. Se fondant sur une comparaison entre ce scrutin et les élections provinciales de 1982, M. Jean Bernard, président de la centrale chrétienne, a estimé que « le transfert de quelque 14 % des voix de la C.G.T. et de la C.F.D.T. aux autres syndicats résulte pour une très large part du contre-coup de la politisation de ces organisations plutôt que de la prise de position de quelques personnalités. (...) Les organisations qui n'ont jamais nié la réalité de la crise et qui ont équilibré leur langage — en n'ignorant pas les réalités économiques — sans pour autant perdre leur sens critique aujourd'hui, ont incontestablement recueilli davantage la confiance des électeurs ».

Pour M. Bernard, le succès de la C.F.T.C., dû à la mobilisation « très forte » de ses militants, « a été construit par le syndicalisme de vérité qu'elle a pratiqué et par le fait qu'elle est restée fidèle à son tout à sa vocation syndicale ». Considérant que le risque d'une bipolarisation syndicale « analogue à la bipolarisation politique » dépend du comportement des syndicats, la C.F.T.C. s'est déclarée prête dans la gestion des caisses à « toutes les coopérations à condition que ses partenaires évitent toute politisation et ne changent pas de langage suivant les gouvernements en place ». Elle a-t-elle cependant conservé la présidence de la Caisse nationale d'allocations familiales.

## AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

### M. Bérégovoy propose une concertation sur la refonte de certaines allocations familiales

M. Pierre Bérégovoy, ministre des Affaires sociales et de la solidarité nationale, a annoncé, mardi 25 octobre, devant le Conseil économique et social que le gouvernement « propose à la concertation des partenaires sociaux la refonte de certaines allocations liées à la naissance en une prestation au jeune enfant servie dès le premier enfant ».

Une telle mesure est selon M. Bérégovoy de nature à « faciliter l'accueil » d'un enfant, et à « encourager les familles à réaliser leurs souhaits d'en avoir un second puis un troisième ». Pour ce dernier le ministre a jugé « le congé parental rémunéré, dont le principe a été décidé par le gouvernement, de loin préférable à la prime au troisième enfant ». Comme l'aménagement du temps de travail et les équipements collectifs, l'aide financière ne suffit plus et « l'arrêt temporaire de l'activité d'un des deux parents est les jours ».

### ALSTHOM-ATLANTIQUE EST CONdamnÉE POUR DÉFAUT D'INFORMATION D'UN COMITÉ D'ENTREPRISE

(De notre correspondant)

Belfort. — Saisi en référé par le comité d'établissement de l'usine Alsthom-Atlantique, le tribunal de grande instance de Belfort a rendu, le lundi 24 octobre, un jugement qui constitue l'une des premières applications des lois Auroux sur l'information des salariés.

Les cinq organisations syndicales de l'usine, saisies dans cette affaire, estimaient que le comité d'entreprise d'Alsthom avait pas reçu d'informations précises et écrites propres à lui permettre d'exprimer un avis motivé sur un projet de restructuration industrielle visant notamment à transférer, au 1<sup>er</sup> novembre, un atelier de Belfort à Nancy. Le président du tribunal de grande instance leur a donné raison, ordonnant à la société Alsthom-Atlantique de fournir « des informations écrites et complémentaires plus précises » dans un délai de quinze jours et de « respecter un délai minimum de huit jours avant de consulter à nouveau le C.E. sur ce point ». Les informations réclamées devaient répondre aux questions des syndicats sur « les modalités pratiques du transfert, son calendrier, le reclassement des personnels concernés ».

Dans ses attendus, le juge a considéré que, « si les membres du comité d'établissement légalement tenus de donner leur avis ne se sont pas refusés à le faire, c'est en l'assortissant de telles réserves qu'il n'est pas possible de considérer, comme le fait plaider la direction, qu'il s'agit de l'avis motivé prévu » par la loi.

PATRICE MALINA.

## L'épargne au secours de la retraite ?

### « Mettre son argent à gauche »

« Mettre son argent à gauche ». Cette expression populaire va-t-elle prendre un nouveau sens ? Au cours du forum des Échos et de l'Association ARCAPI, consacré, le 25 octobre, à l'avenir des retraites ou à l'avenir des économies et des responsables socialistes prôner le recours à l'épargne — la retraite par capitalisation (1) — à la fois pour compléter le système actuel de retraite et pour appuyer le développement économique.

« Le salarié qui le souhaite peut compléter, à titre individuel, sa retraite, en faisant appel à des mécanismes de capitalisation », a ainsi déclaré M. Pierre Bérégovoy, ministre des Affaires sociales et de la solidarité. Selon lui, « épargner pour sa retraite et épargner pour investir relèvent d'une même démarche, tournée vers l'avenir », démarche qui peut se traduire par une épargne « individuelle » ou « collective » (assurances de groupes, adhésions à des fonds communs de placement de l'entreprise, ou « fonds salariaux » en préparation). « Nous ne pourrions distribuer plus que si nous créons les conditions d'une nouvelle croissance économique... Il nous faut investir dans le progrès et donc épargner ».

A l'appui de cette thèse, des arguments d'ordre démographique et économique à la fois ont été avancés. A terme l'accroissement du poids des retraités — vers 2020, on aurait seulement deux personnes d'âge actif pour un inactif — risque de mettre en danger la formule de retraite par répartition. La « capitalisation » ne permettrait pas seulement de compléter les pensions dont le montant serait difficile à maintenir, mais de « conforter » le système même de retraite par répartition — voire de le sauver — en assurant le maintien de l'activité. Selon M. Dominique Strauss-Kahn, chef du service du financement au Plan, elle aurait des vertus anti-inflationnistes : en fournissant une « épargne longue », elle donnerait le moyen de « ne pas financer l'investissement par la création monétaire ». En apportant sa pierre à la restructuration industrielle, elle pourrait aider à sortir de la crise. Une argumentation que reprend par ailleurs M. Pierret, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, dans son rapport sur le projet de loi de finances.

Cette redécouverte des traditionnelles vertus de l'épargne pour assurer les vieux jours a sans doute été faite avec prudence par le ministre des Affaires sociales : la retraite par capitalisation ne pourrait être qu'un « troisième pilier », complétant la retraite de base et les régimes complémentaires. M. Bérégovoy a souligné que le gouvernement restait

« extrêmement attaché aux régimes de retraite complémentaires et à leur autonomie », et que toute modification se ferait en concertation avec les partenaires sociaux.

Ceux-ci ont, en effet, accueilli avec quelque réticence, au cours du forum, l'idée de recourir à l'épargne, même « s'ils l'acceptaient » comme « troisième pilier » ou « troisième étage » des retraites. Au-delà des discussions sur les avantages respectifs des deux systèmes répartition et capitalisation, deux problèmes se posent pour les futurs retraités : celui de la « délimitation des territoires » entre les deux et celui du mode de gestion, et donc de contrôle : la formule serait-elle individuelle ou collective, dans le cadre de contrats négociés au niveau des entreprises ou des branches professionnelles ? On comprend que M. Neidinger, secrétaire général de la commission sociale du C.N.P.F., se soit montré encore plus réticent que les syndicalistes : « Pas question, a-t-il dit, d'introduire l'obligation par convention collective », compte tenu des charges des entreprises.

GUY HERZLICH.

(1) La capitalisation est le résultat d'une épargne individuelle, tandis que la répartition est une sorte de partage entre les retraités des cotisations versées par les personnes en activité.

## CONJONCTURE

### LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DEVRAIT LÉGÈREMENT FLÉCHIR, selon la Banque de France

« Les chefs d'entreprise s'attendent à un nouveau resserrement de leurs débouchés », écrit la Banque de France dans sa dernière analyse de conjoncture. « De ce fait, la production devrait légèrement fléchir au cours du dernier trimestre ».

La Banque de France note que « la demande interindustrielle s'est légèrement détériorée, accusant notamment la baisse des commandes passées par l'industrie automobile à ses fournisseurs et sous-traitants ; les ordres de bâtiment et du génie civil se sont maintenus à un niveau très bas. (...) Des perspectives d'investissement peu favorables continuent de peser sur la demande intérieure de biens d'équipement ».

« Le redressement de la demande étrangère s'est confirmé dans la plupart des branches : sur les marchés européens, l'amélioration a été plus nette qu'avant les congés ».

« De manière générale, les industriels jugent leurs marges trop faibles, le renchérissement des matières premières importées n'ayant pu être totalement répercuté sur les prix au cours des derniers mois ».

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES  
sur film ou sur papier photo Ilford Cibachrome  
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12e ☎ 347.21.32

البيان 1550

# AFFAIRES

## Quel avenir pour l'industrie chimique ?

La parole est à l'Etat

Quel avenir pour la grande famille de l'industrie chimique française, pas seulement pour la chimie de base (pétrochimie, engrais, matières plastiques) et la chimie de transformation mais aussi pour la chimie de la santé, la chimie de la pharmacie, qui se porte bien, et celle qui est en voie de développement : chimie fine, spécialités.

Dans le cadre de la mission d'études que lui a confiée le commissariat général au Plan, la nouvelle loi de l'Etat, le G.S.I. (groupe de stratégie industrielle), après avoir soigneusement analysé la situation dans chaque secteur, en est arrivé à la conclusion que la chimie française était déprimée si rien n'était fait, après les restructurations, pour l'aider à surmonter ses difficultés.

Le G.S.I. a bûché trois scénarios, un noir, un rose, un scénario idéal, enfin.

Dans la première version, les experts supposent que rien n'est

entrepris. La situation continue de pourrir et, à la fin du IX<sup>e</sup> Plan, la chimie française sort très diminuée. Au rythme des investissements actuels, en cinq ans, 29,4 milliards de francs auront globalement été dépensés. Mais l'hémorragie (moins 6 milliards de pertes en 1982) ne sera pas stoppée et, cumulée, les déficits atteindront 18 milliards de francs (14 milliards dans la pétrochimie, 4 milliards dans les engrais). En outre, 22 100 emplois auront disparu.

La situation sera très désastreuse selon les branches. Elle aura entraîné dans la chimie lourde à faible valeur ajoutée, qui valorise moins bien ses produits que les grands groupes étrangers. Certes, l'équilibre financier sera retrouvé au bout de cinq ans, mais à quel prix ? Ainsi l'industrie des engrais continuera, chaque année, de perdre 800 emplois et une part de 8 % du

mercé national (12 milliard de francs) pour n'en conserver que 20 %. A terme, cette industrie est condamnée.

La pétrochimie ne sera pas mieux lotie. Mais l'immobilisme causera aussi de sérieux dégâts à la chimie amont, créatrice de valeurs ajoutées, à la pharmacie en particulier. Seule la chimie dite fine et des spécialités progressera, mais à faible allure.

Dans le scénario numéro deux, fondé sur un remodelage volontariste, le changement de décor est radical. Dans la chimie lourde, les pertes se réduisent rapidement, et la stabilité de l'emploi est vite obtenue. L'équilibre est retrouvé en 1985 dans les engrais et en 1986 dans la pétrochimie, avec une stabilité de l'emploi à la clé. Des parts de marchés sont même regagnées. Ailleurs, la situation s'améliore et, au bout du compte, pour des investissements accrus de 18 % à

34,7 milliards de francs, le déficit n'atteint plus, à l'issue du IX<sup>e</sup> Plan que 9 milliards de francs.

Le scénario numéro trois est idéal. Il prend en compte un redéploiement accéléré. Les projections ne sont pas modifiées s'agissant de la chimie lourde et de la pharmacie. Mais la chimie fine, la transformation des plastiques et l'industrie du caoutchouc industriel se développent. Ce retour à l'expansion et à une relative prospérité est réalisé avec 35,7 milliards de francs d'investissements et, la plus surprenant, avec un moindre apport des actionnaires : 9 milliards et 13 milliards respectivement, au lieu de 14,4 milliards dans le premier scénario.

Mais il n'y a pas de miracles : ces résultats sont obtenus au moyen d'une réduction des capacités, de la masse salariale (donc des emplois), d'une remontée des

prix et, dans le cas des engrais, d'une suppression du handicap d'un gaz trop coûteux.

Ces sacrifices sont payants, puisque, à terme, les effectifs recommenceront à augmenter (+ 11 900 personnes en 1993 dans le deuxième scénario, + 17 100 dans le troisième).

Le G.S.I. se défend d'avoir fait un plaidoyer pour la chimie. Son président, M. Alain Heilbrunn, affirme avoir seulement voulu « chiffrer la sensibilité » de cette industrie. Désormais, de deux choses l'une : ou la France veut se doter d'une industrie chimique forte et dans ce cas s'offre le luxe d'un léger dérapage prix-emploi, quel que soit M. Delors, ou prend le risque de laisser décliner la chimie au nom de la priorité à la lutte contre l'inflation. La parole est au ministre, mais le choix devrait être fait rapidement.

ANDRÉ DESSOT.

A Paris

## LA MISE EN CHANTIER DE 8 000 LOGEMENTS EN DEUX ANS

Dans le compte rendu des travaux du Conseil de Paris (le Monde du 26 octobre), une erreur de transmission nous a fait écrire que la municipalité se proposait de favoriser la mise en chantier de 4 000 logements en deux ans. Or c'est 8 000 logements par an pendant deux ans, soit 16 000 en tout. Or c'est 4 000 logements par an pendant deux ans, soit 8 000 en tout.

Leur réalisation paraît d'autant plus plausible que, de son côté, M. Paul Quilès, ministre de l'Urbanisme et du logement et président du groupe socialiste au conseil municipal, propose à Paris de l'aider à lancer 10 000 logements sociaux en 1984 et 1985.

## RÉFORME BUDGÉTAIRE

### Le poids croissant de M. Fabius

Petite révolution dans les finances publiques : les dotations en capital des entreprises publiques du secteur concurrentiel seront désormais inscrites au budget du ministère de l'Industrie et de la Recherche. Jusqu'à présent, elles relevaient des « charges communes », c'est-à-dire de la direction du Trésor du ministère de l'Économie et des Finances.

Le budget 1984 ayant été préparé selon la présentation classique, cette nouvelle disposition fera l'objet d'un amendement à la loi de finances. En 1985, ces dotations seront directement inscrites dans le projet de budget au chapitre du ministère de l'Industrie.

Cette réforme vient de faire l'objet d'un échange de lettres entre les ministres intéressés, MM. Delors et Fabius. Ce dernier l'a annoncé, mardi 25 octobre, devant la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale.

Une certaine ambiguïté demeure quant à la gestion quotidienne de ces sommes qui représenteront, en 1984, 11,25 milliards de francs sur les 12,85 milliards prévus pour l'ensemble du secteur public concurrentiel (1). Le ministère de l'Industrie estime que l'échéancier de versements relèvera, désormais, de sa responsabilité, en concertation avec la direction du Trésor par laquelle transitent de toutes façons tous les versements de l'Etat. Rue de Rivoli, on craint d'inverser les facteurs en raison même du rôle du Trésor,

gestionnaire du fonds de roulement de l'Etat.

Cette réforme peut apparaître comme plus symbolique que réelle, puisque la fixation du montant global des dotations en capital relèvera, après discussion avec le ministre de l'Industrie, des services de la Rue de Rivoli, c'est-à-dire de la direction du budget. En réalité, ce changement — toujours repoussé depuis des années — va modifier sensiblement les rapports de force au sein de l'administration. L'industrie pourra présenter un budget singulièrement accru, témoignant ainsi de la priorité donnée par le gouvernement au développement industriel. A l'intérieur même des services de la Rue de Rivoli, on peut se demander si le poids du « budget » ne va pas croître au détriment de celui du Trésor, grand ordonnateur jusqu'à présent des dotations aux entreprises publiques. En filigrane de cette réforme, c'est bel et bien la volonté de réduire les prérogatives de la direction du Trésor qui transparaît en même temps que l'influence grandissante de M. Fabius.

Il reste maintenant au ministère de l'Industrie et de la Recherche de faire un bon usage sur le terrain des nouvelles responsabilités qui lui incombent. — J.-M. Q.

(1) La différence vient des dotations à des entreprises comme la SNECMA, la C.G.M., Air France, dont le ministère de l'Industrie n'a pas la tutelle.

## La « rentrée » discrète de M. Chalandon

Un homme seul, un brin amer, un peu désemparé, mais indépendant. Un industriel « sans travail », mais « pas tout à fait à l'âge de la retraite » et qui entend « ne pas se rouiller ». Un homme public, proche encore du R.P.R., mais « pas un opposant systématique », bien qu'appartenant à l'opposition. Tel est apparu, mardi 25 octobre, M. Alain Chalandon, ancien président d'Elf-Aquitaine, qui se faisait, lors d'un dîner-débat organisé par le Comité national de l'organisation française (CNOF), « l'occasion de parler pour la première fois depuis sept ans en toute liberté ». Une « rentrée » discrète, sans ostentation.

Critique, M. Chalandon l'est à coup sûr, contre les excès de l'intervention publique, qui « vont à l'encontre de la compétitivité », contre le poids des prélèvements sociaux et du financement du chômage, qui pénalisent les entreprises et devraient faire l'objet d'une solidarité nationale, contre la réglementation des prix, qui « infantilisent les agents économiques », contre la politique industrielle — « je ne connais pas de plan industriel conçu par la puissance publique qui ait réussi, sauf dans des secteurs particuliers comme le nucléaire, l'espace ou, à la limite, les télécommunications » — et contre l'importance excessive du secteur nationalisé, « victime de son propre poids », et qu'il faudra réduire « par dénationalisation partielle ou recherche de formule plus souple ».

Mais critique bienveillant et tous azimuts, se gardant bien de

centrer le tir sur la seule majorité au pouvoir. « Ce n'est pas le gouvernement d'aujourd'hui, mais les gouvernements de la République, qui, par leur interventionnisme, ont constamment géré la compétitivité des entreprises. »

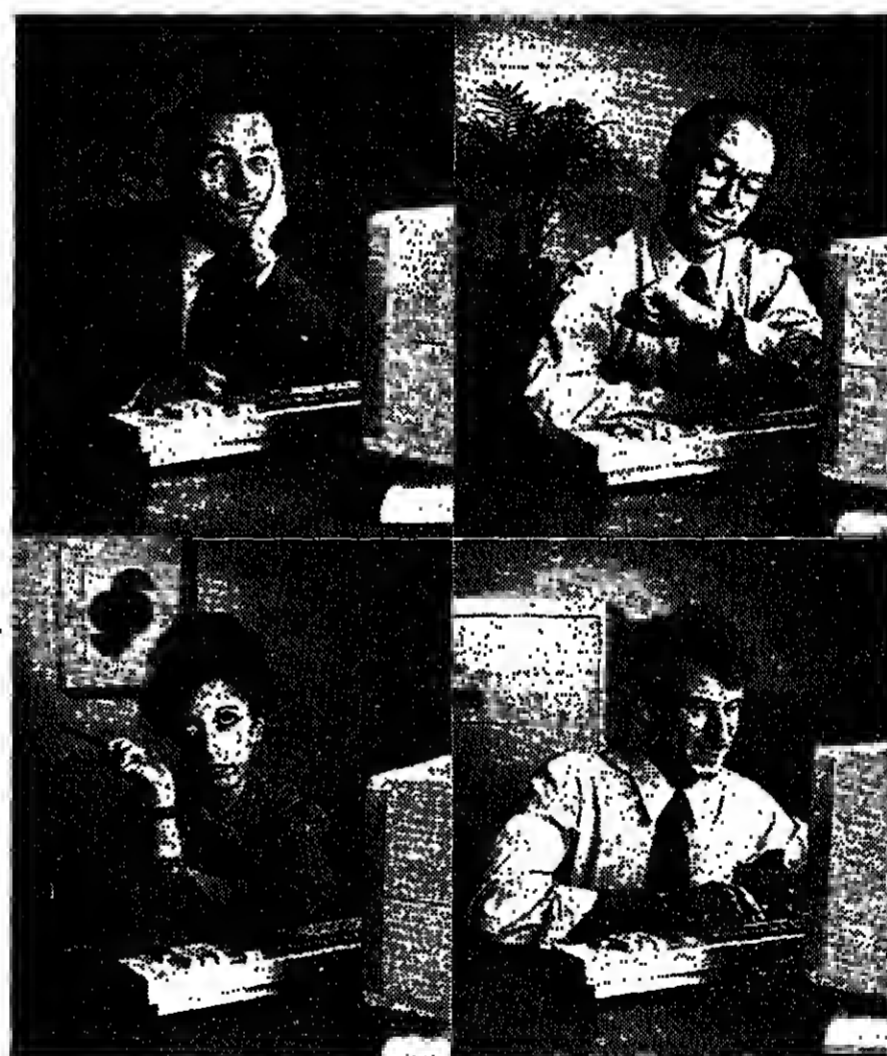
Partisan de la rigueur appliquée aujourd'hui, qui, mise en œuvre dès 1981, aurait permis à la France d'être « dès à présent sur le chemin de la reprise alors qu'elle est pour plusieurs années sur celui de la stagnation », M. Chalandon dénonce aussi les rigidités trop nombreuses, en matière d'emploi notamment — « il y a aujourd'hui 500 000 hommes ou femmes en sur-nombre dans les entreprises françaises » — et surtout les méfaits de l'intervention étatique, dans le secteur industriel en général, et dans le secteur nationalisé en particulier : « L'Etat est un mauvais actionnaire, incapable de dire exactement ce qu'il veut. Ses entreprises publiques doivent-elles faire des profits ou remplir une mission, garder du personnel en sur-nombre ? On leur demande les deux. Je souhaite bonne chance à ceux qui en ont la responsabilité... »

Mais c'est pour préciser aussitôt qu'il « serait stupide de dénationaliser par idéologie », et que la dénationalisation, dont il est un partisan de longue date, « est à l'époque par l'ancienne majorité, et y compris par ceux qui aujourd'hui s'en font les héros », doit être faite « à condition qu'elle soit conçue de façon raisonnée ». — V. M.

● Construction navale : les syndicats « profondément déçus ». — L'ensemble des représentants syndicaux se sont déclarés « profondément déçus », le 25 octobre, après leur réunion avec M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer, à propos des mesures gouvernementales relatives à la construction navale (le Monde du 26 octobre). La

C.G.T. reproche au gouvernement d'agir « au coup par coup », et la C.F.C.T. parle de « soupouillage ». La C.F.D.T. estime qu'« il faudrait 2 milliards de francs de subventions supplémentaires et non 650 millions de francs » et que le plan social doit être élaboré et discuté par l'ensemble de cette branche industrielle et non entreprise par entreprise.

# LE B20 DE BURROUGHS POUR CEUX QUI VEULENT LA BONNE INFORMATION DISPONIBLE AU BON MOMENT



Partager des données entre plusieurs micro-ordinateurs est une bonne idée. Malheureusement, ils n'ont pas été conçus pour. Résultat : l'information n'est accessible qu'à un seul utilisateur. Les autres n'ont plus qu'à attendre.

Heureusement, il y a le B 20 de Burroughs. Spécialement conçu pour travailler aussi bien en partageant les ressources communes à une grappe de B 20 qu'en poste de travail autonome.

Avec le B 20, plusieurs personnes d'un même service peuvent utiliser (et actualiser) la même information, en même temps. Essayez donc avec la plu-

part des micro-ordinateurs actuels : l'écran vous répondra poliment « Votre demande est irrecevable. »

Et, puisqu'il s'agit de partager, le B 20 va encore plus loin. Non seulement il partage les données, mais aussi les périphériques : une imprimante branchée sur l'un des postes de travail est à la disposition de l'ensemble.

Le B 20 de Burroughs n'a pas fini de vous étonner. Pour connaître les autres raisons qui en font le choix le plus judicieux en micro-informatique, renvoyez simplement le bon ci-contre.

## Burroughs

LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.

Le petit système de gestion B 20 m'intéresse. Veuillez m'envoyer de plus amples informations.

Nom : \_\_\_\_\_

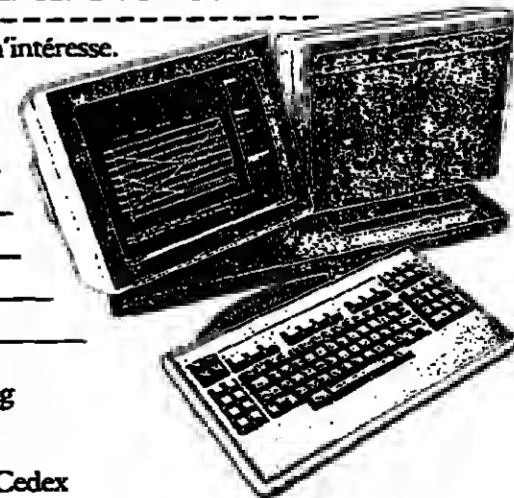
Fonction : \_\_\_\_\_

Société : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

A envoyer : Direction du Marketing  
Système B20  
S.A. Burroughs  
95015 Cergy-Pontoise Cedex



LM 10273

© 1983 BURROUGHS CORPORATION

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SCHLUMBERGER

Le bénéfice net de Schlumberger pour le troisième trimestre est de 279 millions de dollars, soit une baisse de 15 % par rapport au bénéfice réalisé pour la même période de l'an dernier. Le bénéfice net par action est de 0,96 dollar, comparé à 1,12 dollar. Le chiffre d'affaires pour le troisième trimestre est de 1,42 milliard de dollars, soit une baisse de 6 %.

Pour les neuf premiers mois de 1983, le bénéfice net est de 824 millions de dollars, soit une diminution de 21 %. Le chiffre d'affaires est de 2,83 milliards, il était de 3,54 dollars. Le chiffre d'affaires a régressé de 10 %. Il est de 4,31 milliards de dollars.

Le chiffre d'affaires du secteur services pétroliers pour le troisième trimestre est de 825 millions de dollars, soit une diminution de 17 %.

En Amérique du Nord, le nombre des tours de forage en activité a progressé lentement mais de façon continue depuis le mois d'avril, période à laquelle il avait atteint son point le plus bas. Cependant, la reprise a surtout lieu dans les régions où les puits de pétrole sont peu profonds. L'activité offshore et dans les régions de réservoirs profonds de gaz continue de décliner. En dehors de l'Amérique du Nord, l'activité ralentit dans certaines régions.

Le chiffre d'affaires du secteur mesure, régulation et composants est de 522 millions de dollars, soit une progression de 7 %.

Le chiffre d'affaires de Fairchild semi-conducteurs a augmenté de 26 %, et les commandes ont enregistré une progression de 75 %.

## L'ORÉAL



Pour le premier semestre 1983, le chiffre d'affaires consolidé de L'ORÉAL et de ses filiales françaises et étrangères s'est élevé à 6,8 milliards de francs. A données comparables, c'est-à-dire, à taux de change identique et sans les sociétés nouvellement entrées ou sorties de consolidation, la progression a été de 16,6 % par rapport au premier semestre 1982.

La situation provisoire consolidée au 30 juin 1983 fait ressortir un bénéfice d'exploitation de 680 millions de francs, contre 558 millions de francs au 30 juin 1982 et un bénéfice net (après élimination des plus-values et de l'incidence des provisions pour investissement) de 314 millions de francs contre 262 millions de francs au 30 juin 1982.

Pour les neuf premiers mois de 1983, le chiffre d'affaires consolidé de L'ORÉAL et de ses filiales françaises et étrangères, s'est élevé à 9 963 millions de francs au 30 septembre 1983, contre 8 189 millions de francs. A données comparables, la croissance a été de 16,9 % par rapport à la période correspondante de 1982.

## SADE

Société de Développement Régional d'Alsace

Résultats de l'exercice 1982-1983 et prochains assemblés

Dans sa réunion du 20 octobre 1983, le conseil d'administration de la SADE a examiné les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1983. Le bénéfice net ressort à 13 799 941 F, en progression de 15 % sur celui de l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'assemblée générale, qui se tiendra à Strasbourg le 9 décembre 1983, un dividende de 12,70 F identique à celui de l'exercice précédent, assorti d'un avoir fiscal de 3,01 F, contre un avoir fiscal de 2,45 F, soit un coupon total de 15,71 F contre 15,15 F en 1982, correspondant à un rendement supérieur à 10 % par rapport au cours actuel du titre.

En cours de cette période, la SADE a poursuivi son action de collecte de l'épargne et de renforcement des capitaux permanents des entreprises d'Alsace qui investissent.

Elle a procédé, notamment, à une augmentation de son capital social de 72 733 000 F à 101 826 200 F, avec jouissance au 1<sup>er</sup> juillet 1983. A l'issue de cette opération, la structure du capital a peu changé. Les personnes physiques maintiennent leur position à environ 17 % du capital social. La part des personnes morales - banques, investisseurs institutionnels et entreprises - a légèrement fléchi, ce qui a permis à la région et aux deux départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, en étroite concertation avec la SADE, d'acquiescer 4 % du nouveau capital, position qu'ils devraient porter progressivement jusqu'à environ 6 %.

Sur les douze mois de l'exercice, la SADE est intervenue auprès de cent soixante-sept entreprises, pour un montant de 374 millions de francs, en retrait de 20 % par rapport au niveau de 474 millions de francs réalisés en 1981-1982. Ce montant se situe, néanmoins, nettement au-dessus du volume moyen des cinq dernières années. (Documents d'assemblée et invitations sur simple demande adressée à la SADE.)

## locafinancière

Le conseil d'administration, réuni le 18 octobre 1983, a nommé M. Jean-Pierre Lecoq, président.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1983, Loca-financière a pris une participation de 35 millions de francs dans le parc d'activités du Moulin-à-Vent, à Lyon-Vénissieux. Il s'agit d'un engagement supplémentaire de nature patrimoniale.

Le résultat provisoire au 30 juin 1983 s'élève à 23,79 millions de francs contre 18,87 millions au 30 juin 1982.

Le résultat prévisionnel au 31 décembre 1983 devrait permettre, sans imprevu, la distribution d'un dividende en progression de plus de 10 % sur celui de 1982 qui s'élevait à 20,50 francs (plus un crédit d'impôt de 0,04 franc).

## SOVABAIL-MUTUABAIL

Réunis le 21 octobre 1983 en assemblées générales extraordinaires, les actionnaires de MUTUABAIL et ceux de SOVABAIL, filiales du groupe SOVAC, ont approuvé la convention, intervenant entre les deux sociétés le 12 juillet 1983, prévoyant leur fusion par voie d'absorption de MUTUABAIL par SOVABAIL.

Le principe de cette fusion a également été approuvé par les porteurs d'obligations de MUTUABAIL.

En rémunération de l'actif net apporté par MUTUABAIL, SOVABAIL a augmenté son capital de 40 millions de francs, le portant ainsi à 130 millions de francs, par la création de 400 000 actions nouvelles de 100 F chacune, attribuées aux actionnaires de MUTUABAIL à raison de quatre actions SOVABAIL pour cinq actions MUTUABAIL. Ces actions nouvelles feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle de la Bourse de Paris.

MUTUABAIL se trouve dissout du fait de la réalisation définitive de la fusion.

A la suite de ces opérations, dont l'effet rétroagit au 1<sup>er</sup> janvier 1983, les fonds propres de SOVABAIL s'élèvent à près de 200 millions de francs.

L'encours net de crédit-bail s'élève, au 30 septembre 1983, à plus de 750 millions de francs et le patrimoine locatif à environ 86 millions de francs.

Le montant du bénéfice net s'établit à cette date à 53 millions de francs et s'inscrit dans une projection de l'ordre de 70 millions de francs pour l'exercice 1983.

Le nouveau conseil d'administration de SOVABAIL après fusion est constitué de :

André WORMSER, président ;  
Crédit foncier de France, vice-président, représenté par M<sup>re</sup> André MARLIN ;  
Gérard ATTARD, administrateur, directeur général ;  
Claude BLANKSTEIN ;  
André BONNARD ;  
Georges GAY ;  
Jean-Claude HAAS ;  
François VOGS ;  
Assurances générales de France-Vie, représentées par M. François SIMONNET ;  
Banque de financement immobilier SOVAC, représentée par M. Paul TOUCHON ;  
Banque régionale d'escompte et de dépôts, représentée par M. Raymond BODARD ;  
Caisses des dépôts et consignations, représentée par M. Michel HERMAY ;  
Compagnie pour le crédit à moyen terme, représentée par M. Antoine BERNHEIM ;  
Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur, représentée par M. Francis GRANGETTE ;  
Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises, représentée par M. Pierre SARRAZIN ;  
Crédit mobilier industriel SOVAC, représenté par M. Bernard PETIT ;  
La Mondiale, représentée par M<sup>re</sup> Martine PERRET ;  
Société française d'assurances pour favoriser le crédit, représentée par M. Yves DELARUE ;  
Union des assurances de Paris-Vie, représentée par M. Michel PARIAT.

## COLLEGE DE CENSEURS

André de BONA  
Georges CAILLAUD  
Claude CLEMENT

Mario LUZZATTO  
Michel MERY  
Robert MORICE

Il sera proposé au prochain conseil, qui se réunira le 1<sup>er</sup> décembre 1983, la nomination de la Banque régionale d'escompte et de dépôts et du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises, précédemment vice-présidents de MUTUABAIL, en qualité de vice-présidents de SOVABAIL, aux côtés du Crédit foncier de France.

## GROUPE SCREG

COLAS

La situation au 30 juin 1983, non consolidée, fait apparaître une perte de 29,5 millions de francs contre 40,7 millions à la même date en 1982.

Pour l'ensemble de l'exercice en cours, la société espère, sans variations importantes intervenant dans son secteur d'activité, au cours du quatrième trimestre, parvenir à un résultat consolidé équilibré.

## Lisez

Le Monde  
classés et documents

## GROUPE ROBECO

Les actions Robeco toujours très recherchées

La demande permanente d'actions Robeco a entraîné un accroissement de plus d'un million d'actions du capital émis, qui, au cours du premier semestre de l'exercice 1983-1984 (du 1<sup>er</sup> mars à fin août), a atteint 24,7 millions d'actions.

En dépit de la hausse des taux d'intérêt enregistrée depuis avril 1983, dans la majorité des pays et de la pression que celle-ci exerce sur le cours des obligations, Robeco a encore réalisé une plus-value de 2,9 %.

Un début de l'exercice - soit en mars 1983 - des réajustements de parts ont eu lieu dans le cadre du S.M.E. : ceux-ci n'ont pas permis au florin de suivre tout à fait le mouvement de la devise allemande. Ayant anticipé cette évolution, Robeco avait arbitré des florins contre des dépôts et des obligations en DM. Estimant en même temps que le dollar U.S. était largement surévalué, la société avait couvert la quasi-totalité de ses placements dans cette monnaie, en faveur du yen, du deutschemark et de la livre sterling. En raison de cette couverture, Robeco n'a pas pleinement profité de l'appréciation continue du dollar. En revanche, la hausse que les monnaies japonaise et britannique ont enregistrée par rapport au florin, a eu une influence positive sur ses résultats.

Les intérêts réels servis dans les différents pays où la société est active, ainsi que le réajustement de l'inflation constituent deux facteurs positifs pour les perspectives de placements obligataires. Même si, par suite de la reprise économique, l'inflation augmentait quelque peu, le niveau des taux d'intérêt permettrait d'en amortir suffisamment une légère accélération. Il est possible que la demande de plus en plus forte de capitaux stimule la hausse des taux d'intérêt, et que le marché obligataire en subisse l'influence négative. C'est pourquoi, en dépit des intérêts réels attrayants servis sur les obligations, Robeco continuera de veiller à une réduction des échéances le moment venu. Depuis la fin du semestre considéré, Robeco a apporté des modifications importantes à la répartition monétaire de ses positions :

Position monétaire de Robeco			
31/8/1983		15/10/83	
\$ U.S.	10 %	\$ U.S.	38 %
DM	26 %	DM	38 %
Yen	29 %	Yen	22 %
DM	12 %	F.F.	2 %
F.F.	2 %		
F.F.	1 %		

(Publicité)

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL  
RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE ISLAMIQUE DES COMORES

La République fédérale islamique des Comores annonce son intention d'appel d'offres international pour la construction du dépôt pétrolier de Mitsoudou, à Anjouan.

Le projet comprend : la réhabilitation des réservoirs existants, la construction à terre de trois réservoirs d'hydrocarbures de 1 500 m<sup>3</sup>, les travaux de génie civil, mécanique, tuyauterie et électricité associés, et la construction off-shore d'amarrage de tanker, sea-line pour déchargement des produits ainsi qu'une jetée et dock pour navires inter-îles.

Le financement de ce projet est assuré par la Banque islamique de développement (Djeddah, Arabie Saoudite) et le Fonds de l'OPEC (Vienne, Autriche).

Les dossiers d'appel d'offres seront disponibles pour les entreprises intéressées à partir du 31 octobre 1983, à l'ambassade des Comores, 15, rue de la Nèva, Paris, contre paiement de 3 000 francs français.

Les offres sous pli cachetés devront être remises au plus tard le 30 novembre 1983, à 12 heures, à l'ambassade des Comores à Paris, et l'ouverture des plis aura lieu le 30 novembre 1983, à 14 heures, en présence des entreprises soumissionnaires.

(Publicité)

DÉPARTEMENT DES HAUTES-SEINES - DIRECTION DE L'ÉQUIPEMENT  
COMMUNE DE CHATENAY-MALABRYCHEMIN DÉPARTEMENTAL N° 63 - RUE J.-B. CLEMENT  
AMÉNAGEMENT ENTRE LA RN 385 ET LA RUE DES GRILLONS  
ENQUÊTES CONJOINTES D'UTILITÉ PUBLIQUE ET PARCELLAIRE

Le Préfet, commissaire de la République  
du département des Hauts-de-Seine,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code de l'urbanisme pour cause d'utilité publique,  
Vu le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant  
réforme de la publicité foncière et notamment ses articles 5 et 6,

Vu la liste départementale des commissaires-enquêteurs pour  
1983 établie par arrêté préfectoral du 28 décembre 1982,  
Vu la délibération en date du 5 mai 1983 par laquelle le  
Conseil général des HAUTES-SEINES a adopté le projet  
d'aménagement du chemin départemental n° 63, rue Jean-Baptiste  
Clement, entre la R.N. 385 et la rue des Grillons sur le  
territoire de la commune de CHATENAY-MALABRY et a  
autorisé l'engagement des procédures foncières nécessaires à  
l'acquisition des parcelles situées dans l'emprise de l'opération,

Vu les pièces du dossier transmis par l'ingénieur en chef des  
Ponts-et-Chaussées, Directeur Départemental de l'Équipement,  
pour être soumis à l'expertise préalable à la déclaration d'utilité  
publique de cette opération, dossier comprenant les pièces dont la  
liste est fournie en 1<sup>er</sup> de l'article R.11-3 du code susvisé,  
Vu le plan parcellaire des terrains à acquiescer sur le territoire  
de la commune de CHATENAY-MALABRY, ainsi que la liste  
des propriétaires dressée en application de l'article R.11-19 du  
code précité.

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la  
préfecture,

## ARRÊTE

DISPOSITIONS COMMUNES AUX DEUX ENQUÊTES

ARTICLE PREMIER. - Il sera procédé dans la commune de  
CHATENAY-MALABRY :

1) à une enquête sur l'utilité publique de l'aménagement du  
chemin départemental n° 63, rue Jean-Baptiste-Clement, entre la  
R.N. 385 et la rue des Grillons ;

2) à une enquête parcellaire en vue de délimiter exactement les  
immeubles à acquiescer pour permettre la réalisation du projet.

ARTICLE 2. - Monsieur P. CUSINIER, Directeur Départemental  
des P.T.T. (B.R.), 14, rue Mozart 92700 COLOMBES, est  
désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

DISPOSITIONS CONCERNANT  
L'ENQUÊTE PRÉALABLE

A LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

ARTICLE 3. - Les pièces du dossier d'enquête préalable à la  
déclaration d'utilité publique ainsi qu'un registre d'enquête  
seront déposés à la mairie de CHATENAY-MALABRY pendant  
19 jours, du lundi 7 novembre 1983 au vendredi 25 novembre  
1983 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance, sauf  
cas de force majeure et jours fériés :

- du lundi au vendredi sauf jours fériés : de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30 ;

- le samedi après-midi : de 13 h 30 à 19 h 30 ;

et consigner éventuellement ses observations sur le registre prévu  
à cet effet, ou les adresser par tout autre moyen, au maire ou au  
commissaire-enquêteur qui les transmettra au registre.

ARTICLE 4. - A l'expiration du délai fixé à l'article 3, le  
registre d'enquête sera clos et signé par le maire de CHATENAY-  
MALABRY et transmis par ce dernier dans les vingt-quatre heures  
avec le dossier d'enquête au commissaire-enquêteur.

ARTICLE 5. - Le commissaire-enquêteur examinera les obser-  
vations consignées ou adressées au registre, entendra s'il y a lieu

toute personne susceptible de réclamer et émettra un avis sur  
l'utilité publique de l'opération dans un délai de quinze jours à  
compter de la clôture de l'enquête.

ARTICLE 6. - A l'expiration du délai fixé à l'article 5, le  
commissaire-enquêteur transmettra le dossier, le registre  
d'enquête et ses conclusions au sous-préfet, commissaire adjoint  
de la République de l'arrondissement d'ANTONY qui émettra  
de même un avis sur l'utilité publique de l'opération avant de  
faire suivre l'ensemble de ces pièces au préfet, commissaire de la  
République du département des HAUTES-SEINES, Direction  
Départementale de l'Équipement, subdivision des Études fon-  
cières et de topographie, 32, quai Guillemin, 92151 SURESNES  
CEDEX.

- Ces opérations dont il est dressé procès-verbal devront être  
terminées dans un délai de trente jours à la clôture de l'enquête.

ARTICLE 7. - Copies des conclusions du commissaire-  
enquêteur sur l'utilité publique du projet seront tenues à la  
disposition du public à la mairie de CHATENAY-MALABRY, à la  
sous-préfecture d'ANTONY et à la préfecture des HAUTES-  
DE-SEINES, Direction Départementale de l'Équipement, accueil  
du public, niveau +1.

DISPOSITIONS CONCERNANT  
L'ENQUÊTE PARCELLAIRE

ARTICLE 8. - Le dossier d'enquête parcellaire ainsi qu'un  
registre d'enquête seront déposés à la mairie de  
CHATENAY-MALABRY pendant la période fixée à l'article 3 afin que  
chacun puisse en prendre connaissance, sauf cas de force majeure  
et jours fériés :

ARTICLE 9. - A l'expiration du délai d'enquête fixé à  
l'article 3, le registre d'enquête parcellaire sera clos et signé par  
le maire de CHATENAY-MALABRY qui le transmettra dans  
les vingt-quatre heures avec le dossier au commissaire-enquêteur.

Celui-ci donnera son avis sur l'impact des ouvrages projetés et  
dressera procès-verbal de l'opération après avoir entendu toutes  
personnes susceptibles de réclamer.

ARTICLE 10. - La transmission du dossier d'enquête parcellaire,  
du registre et de l'avis du commissaire-enquêteur se fera  
ensemble dans les mêmes formes et dans les mêmes délais que ceux  
prévus aux articles 5 et 6.

DISPOSITIONS CONCERNANT LA PUBLICITÉ

DES ENQUÊTES CONJOINTES

ARTICLE 11. - Le présent arrêté sera publié par voie d'affiches  
qui seront apposées avant le début de l'enquête et le resteront  
pendant toute la durée de celle-ci, et éventuellement par tous autres  
procédés en usage dans la commune de CHATENAY-  
MALABRY.

L'accomplissement de cette formalité d'affichage sera justifié par  
un certificat du maire qui sera annexé au dossier à la clôture de  
l'enquête.

Cet avis sera, en outre, inséré en caractères apparents HUIT  
JOURS au moins avant le début de l'enquête et réapparaîtra dans les  
HUIT PREMIERS JOURS de celle-ci dans deux journaux  
publiés dans tout le département.

ARTICLE 12. - MM. le secrétaire général de la préfecture, le  
sous-préfet, commissaire adjoint de la République de l'arrondis-  
sement d'ANTONY, le maire de CHATENAY-MALABRY, le  
Directeur Départemental de l'Équipement et le commissaire-  
enquêteur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution  
du présent arrêté.

Fait à NANTERRE, le 20 septembre 1983.

Le préfet, commissaire de la République.

Signé : DIEUDONNÉ MANDELKERN.

EMPRUNT INTERREGIONAL  
AUVERGNE-BOURGOGNE-LIMOUSIN

24 Octobre 1983  
405 millions de F.  
**14,60 %**

Emission de 81.000 obligations de 5.000 F.  
Prix d'émission : le pair.  
Jouissance, règlement :  
7 Novembre 1983.  
Durée de l'emprunt : 12 ans.  
Amortissement : 12 annuités constantes (demi-tirage, demi-rachat).

Taux de rendement  
actuel brut : 14,60 %.

Souscriptions dans les Banques, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste et les Caisses d'Épargne.

Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5.000 F par an.

Une note d'information (vise COB n° 83 293 du 18 10 83) peut être obtenue sans frais auprès de la CAECL.

56, rue de Lille - 75007 PARIS, et des établissements chargés du placement

Auvergne Bourgogne Limousin



Avec le concours de la CAECL



## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. AVANT LE CONGRÈS DU P.S. : « L'évent-garde et l'armée », par Maurice Desverger ; « La crise : un défi pour les socialistes », par Jean-Pierre Worms et Joseph Menges ; « Pour une autre rigueur », par Pierre Uri.
11. Les Prétendants, d'Alain Duhamel.

### ÉTRANGER

- 3 à 5. L'INTERVENTION AMÉRICAINE À L'ÎLE DE LA GRENADINE.
7. DIPLOMATIE : « De Barberousse aux euro-missiles », par André Fontaine.
- 8-9. APRÈS LE DOUBLE ATTENTAT DE BEYROUTH ET SES RÉPÉRISSONS.
11. AFRIQUE : « L'AFGHANISTAN : plusieurs centaines de civils auraient péri sous des bombardements au nord de Kaboul ».

### POLITIQUE

12. La préparation du congrès du P.S.
13. La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale.
14. Les travaux du Sénat.

### SOCIÉTÉ

15. Le procès des « grâces médicales ».
16. EDUCATION : le débat sur l'enseignement privé.
18. MÉDECINE : la vente aux enchères de Combar et ses répercussions.
32. SPORTS

### SUPPLÉMENT

- 19 à 21. La Tunisie ou l'art de rester solennel.

### ARTS ET SPECTACLES

23. EXPOSITIONS : gravures de Munch à la galerie Berggruen ; Yves Saint-Laurent à New York.
23. CINÉMA : retour du Voleur de bicyclette, de Vittorio De Sica.
- 24-25. VOYAGE EN CHINE : le cinéma chinois ; un entretien avec le peintre Zao Wou Ki ; les Chinois de Paris.
26. Une sélection.
- 27 à 31. Programmes des spectacles.

### ÉCONOMIE

38. La Caisse des dépôts veut offrir à ses clients un service personnalisé et décentralisé.
39. ÉNERGIE : la Semaine de la technologie nucléaire française à Pékin.
40. SOCIAL : les négociations patron-syndicat sur la formation alternée.
41. AFFAIRES.

- RADIO-TÉLÉVISION (31) : Informations « SERVICES » (22) : Maison : « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
- Amusements classés (33 à 36) : Carnet (18) ; Programmes des spectacles (27 à 31) ; Marchés financiers (43).

Le numéro du « Monde » daté 26 octobre 1983 a été tiré à 526 341 exemplaires

**Halte au Vol**

1 serrure à 5 points  
IZIS - LAPERCHÉ ou PICARD  
Garanti 5 ans  
+ 1 blindage acier 15/10°  
+ 4 goulons d'acier anti-dégondage  
+ renforcement du châssis par 1 cornière en acier  
+ 3 cornières anti-pince à l'extérieur sur le pourtour de la porte  
+ Une barre de seuil

OFFRE EXCEPTIONNELLE (limitée)  
(au lieu de 3.350 F)  
**3.200 F TTC**  
Pose et dépi. compris  
PARIS-BANLIEUE  
**Sté S.P.P.**  
92130 Issy-les-Moulineaux  
☎ 554.58.08  
☎ 554.41.95

CREDIT GRATUIT 3 Mois

A B C D E F G

## AU CONSEIL DES MINISTRES

- L'embauche de chômeurs, pour une durée déterminée, sera autorisée
- Pas de pré-retraite à 55 ans pour les personnes privées d'emploi

Alors que la publication des chiffres du chômage pour le mois de septembre est toujours retardée depuis plus de dix jours maintenant, par la grève des centres de tri postal dit-on, le conseil des ministres de ce 26 octobre devrait être consacré, une nouvelle fois, aux mesures visant à améliorer l'emploi.

MM. Bérégovoy et Rallat, respectivement ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale et ministre délégué chargé de l'emploi, devraient présenter une communication qui reprendra, dans ses grandes lignes, les travaux des conseils des ministres du 6 juillet et du 3 août, qui avaient déjà été qualifiés d'« exceptionnels » et n'avaient en définitive dégagé que quelques orientations...

Depuis, des mesures ont été prises, telles que le congé parental, ou le congé pour la création d'entreprise, tandis que des réunions inter-ministérielles précisaient d'autres projets et en abandonnant d'autres.

Ainsi en est-il, et c'est l'abandon le plus important, de l'idée de la pré-retraite à 55 ans pour les chômeurs de longue durée ayant exercé un métier pénible qui n'a résisté, ni aux critiques du C.N.P.F., de la C.F.D.T. et F.O., ni à l'analyse, notamment parce qu'il aurait fallu l'étendre aux actifs exerçant les mêmes métiers pénibles. On lui avait préféré le versement d'une allocation, d'un montant de 2 000 à 2 200 francs, qui permettrait d'attendre l'âge de la retraite. Cette mesure concernait 50 000 chômeurs de longue durée, qui seraient sélectionnés après des entretiens individualisés, et coûterait 1 milliard de francs.

De même, le gouvernement avait évoqué la possibilité de modifier, dans le sens de la souplesse, les contrats de travail à durée déterminée. Cette solution n'a finalement pas été retenue, en raison de l'opposition des organisations syndicales. En revanche, seraient autorisées les embauches de chômeurs, et ceux seuls, avec des contrats à durée déterminée qui pourraient alors atteindre des périodes de 12 à 18 mois et

dont la « gestion » serait confiée à l'A.N.P.E. De cette façon, pense-t-on, on répondrait à deux difficultés : les besoins temporaires des industriels qui souhaitent davantage de flexibilité, d'une part, et le souci de maintenir les chômeurs de longue durée au contact avec le monde du travail, d'autre part.

Le gouvernement s'efforcera également de développer le recours aux actions de formation dans le cadre du F.N.E. avec un objectif de 10 000 à 15 000 stages, pour faciliter l'adaptation aux mutations technologiques des travailleurs menacés dans leur emploi.

Un autre volet de mesures - le travail à temps partiel, le travail à temps choisi, le congé parental, ont donné lieu à des consultations préliminaires avec les organisations syndicales. Celles-ci ont parfois vigoureusement réagi.

Il semble que M. Bérégovoy ait retenu quelques-unes des critiques qui ont été formulées. Alors qu'il se préparait à prendre des mesures législatives, il aurait accepté le principe de négociations, se réservant de légiférer au printemps.

### « Un temps plein réduit »

Ainsi, au cours de ce conseil des ministres, seul un cadre général serait fixé. Pour le travail à temps partiel ou « temps choisi », deux durées seraient envisagées. L'une, égale à trente heures de travail hebdomadaire, correspondrait à un « temps plein réduit ». L'autre, inférieure à vingt-huit heures hebdomadaires, correspondrait au travail à temps partiel. Dans les deux cas, les heures supplémentaires pourraient être refusées par le salarié et ne devraient

## TROIS JOURS DE COLLOQUE A LA SORBONNE

### « Science et paix : la réponse des Nobel »

Sur le thème « Science et Paix : la réponse des Nobel », la FNAC et l'université Paris-I (Paris-Sorbonne) organisent un colloque réunissant, les 26, 27 et 28 octobre au grand amphithéâtre de la Sorbonne (47, rue des Ecoles, Paris-5), une vingtaine de lauréats du prix Nobel.

La première séance, mercredi 26 à 17 heures, portera sur « Technologie : illusion ou progrès », avec la participation de MM. Pavel Cerenkov (physique, 1958), Leon Cooper (physique, 1972), Allan Cormack (médecine, 1979), William Golding (littérature, 1983), Czesław Miłosz (littérature, 1980), Louis Néel (physique, 1970), George Wald (médecine, 1967), Gérard Wolf (représentant l'Organisation internationale du travail, prix Nobel de la paix, 1969). Présidé par M. Samuel Pisar, le débat sera animé par M. Serge July et quatre « médiateurs » : MM. Jean Couture, Thierry Gaudin, Bruno Latour et Maurice Papo.

La deuxième séance, jeudi 27 à 17 heures, traitera de « la science face à la morale », avec MM. Baruch Blumberg (médecine, 1976), Carl Cori (médecine, 1947), M<sup>me</sup> Dorothy Crowfoot Hodgkin (chimie, 1964), MM. Ernst Otto Fischer (chimie, 1973), Yves Malecot (représentant l'UNICEF, prix Nobel de la paix, 1965), Peter Medawar (médecine, 1960), Abdo Salam (physique, 1979), William Shockley (physique, 1956). Débat présidé par M. Henri Laborit et animé par M. Patrick Poivre d'Arvor, avec, pour « médiateurs »,

pas exposer, respectivement, trois heures et deux heures par semaine. Il restera encore à préciser les seuils d'effectifs, à définir les contrats de travail, les moyens d'un contrôle du fonctionnement, le gouvernement, de son côté, s'engageant à consentir des exonérations pour les cotisations UNEDIC des salariés et des employeurs.

Le congé parental, qui est déjà ouvert aux hommes, serait étendu aux salariés des entreprises de moins de cent salariés. Ceux-ci pourraient également choisir un mi-temps et prendre ce congé pour une durée d'un an, renouvelable une fois, alors qu'actuellement ce congé est de deux ans. La seule objection syndicale concerne la possibilité, qui est laissée à l'employeur, de refuser le congé parental, et qui amène la C.F.D.T., par exemple, à imaginer que cette possibilité soit contrôlée par le comité d'entreprise ou les délégués du personnel.

Enfin, pour favoriser le développement des contrats de solidarité liés à la réduction du temps de travail, dont le gouvernement a fait l'une de ses priorités pour l'emploi en 1984 (confirmée par le programme prioritaire d'exécution du IX<sup>e</sup> Plan), il pourrait être décidé des aides spécifiques. Sur ce point, en effet, le gouvernement dit et répète qu'il souhaite avancer vers les trente-cinq heures par semaine, mais que ces mesures ne pourront être mises en œuvre que si elles sont financées par le budget de l'État.

Ce conseil des ministres n'arrêtera que des mesures ponctuelles, parfois en retrait sur les intentions, à l'exception de la pré-retraite à cinquante-cinq ans pour les travailleurs ayant exercé des travaux pénibles.

ALAIN LEBEAUE.

## LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DEVANT L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### La déclaration de M. Mauroy sera suivie d'un débat

M. Pierre Mauroy devait faire une déclaration sur le Liban, au nom du gouvernement, suivie d'un débat, mercredi 26 octobre, à l'Assemblée nationale. Cette déclaration devait être lue, au même moment, au Sénat par M. Claude Cheysson.

En décidant ainsi de s'exprimer, le gouvernement est allé au-devant du souhait des parlementaires. M. Jean François, sénateur communiste des Bouches-du-Rhône, et M. Charles Pasqua, président du groupe R.P.R. du Sénat, avaient demandé une telle intervention.

Ce souhait n'avait été exprimé par aucun député. Mais l'initiative du gouvernement a été bien accueillie. Par le groupe socialiste, bien évidemment, auquel M. Pierre Jone l'a annoncé, avant que M. Charles Heru ne lui fasse le récit de son voyage à Beyrouth, écouté dans une atmosphère « tendue », tant la description du ministre de la défense était « extrêmement poignante ». Par M. Gaudin, président du groupe U.D.F., aussi, qui se félicitait que le Parlement soit ainsi tenu informé.

A l'U.D.F., il est vrai, on a été particulièrement sensible au voyage du président de la République au Liban : « Un geste humanitaire et courageux, que nous ne pouvons que saluer », a dit, à plusieurs reprises M. Gaudin. Le R.P.R. se montre moins enthousiaste. M. Claude Labbé, président de son groupe, a simplement déclaré : « Ce voyage de M. Mitterrand, qui est un geste et pas un acte, ne suffira pas à lever toutes les ambiguïtés ». Il ne veut pas donner l'impression qu'il puisse y avoir un consensus autour du gouvernement, « qui n'en a ni les responsabilités et qui est le seul à les avoir ».

L'U.D.F. finit cependant des réserves. « Il faut définir clairement la mission de nos troupes au Liban ; elles ne doivent pas rester l'arme au pied, mais soutenir clairement le gouvernement légitime et démocratique de ce pays et intervenir pour éviter les massacres », a expliqué M. Jean-Marie Daillet, président de

la commission de la défense de l'U.D.F. M. Marcel Bigard, est, d'ailleurs, parti dès le mardi 25 octobre à Beyrouth, apporter le soutien de l'U.D.F. aux troupes françaises et à M. Gemayel.

M. Daillet trouve la position des États-Unis tout aussi ambiguë que celle de la France : « Il est temps que le monde libre se réveille », a-t-il proclamé. Est-ce la semaine de ce réveil qui a sonné à Grenade ? Il n'en est pas convaincu, lui qui n'est « jamais favorable a priori à une intervention militaire » et qui « n'oublie pas le mauvais exemple de la baie des Cochons ». Mais il se souvient du rôle joué par l'ancien gouvernement de l'île dans « la déstabilisation des Caraïbes ».

Son collègue de l'U.D.F., M. François d'Amboise, est moins bésigé : « Il ne faut pas d'ailleurs faire d'angélisme ; je préfère voir s'étendre la zone d'influence américaine plutôt que celle de Cuba ». Aussi, pour lui, il ne faut pas comparer Grenade et l'Afghanistan. M. Yves Lanciau, le spécialiste de la défense au R.P.R., ne partage pas cette opinion. « Chacun défend ses glaces », constate-t-il.

Grenade, c'est bien plus loin que le Liban. Les événements sont trop récents. La plupart des députés, même socialistes, préfèrent rester prudents en attendant d'en savoir plus, ne serait-ce que grâce à l'intervention, ce mercredi, de M. Claude Cheysson devant la commission des affaires étrangères. Même M. Fiterman ne fait que poser la question : l'intervention américaine est-elle compatible avec les règles de non-ingérence et de respect de la souveraineté des États ?

THIERRY BRÉHER.

## M. MITTERRAND A PRÉSIDÉ L'OUVERTURE DE LA XXX<sup>e</sup> CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'UNESCO

C'est un discours de M. Mitterrand qui a ouvert le mardi 25 octobre, à Paris, la XXX<sup>e</sup> conférence générale de l'UNESCO, la septième assistée quelque deux mille délégués des cent soixante États membres de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

Au-delà du prestige de sa récente visite à Beyrouth, le chef de l'État a été l'animateur principal de la conférence, assisté par M. Mitterrand, l'UNESCO a rempli sa mission au-delà des frontières nationales qu'il a fait sans réserves de l'œuvre d'une organisation de plus en plus critique pour sa bureaucratie et sa politisation croissantes. En trente-huit ans, a affirmé M. Mitterrand, l'UNESCO a rempli sa mission au-delà des frontières nationales qu'il a fait sans réserves de l'œuvre d'une organisation de plus en plus critique pour sa bureaucratie et sa politisation croissantes. En trente-huit ans, a affirmé M. Mitterrand, l'UNESCO a rempli sa mission au-delà des frontières nationales qu'il a fait sans réserves de l'œuvre d'une organisation de plus en plus critique pour sa bureaucratie et sa politisation croissantes.

Mais, a-t-il souligné, au cours des deux dernières décennies du siècle, le monde aura à affronter « des forces centrifuges venues déranger notre confort. Une nouvelle donne scientifique vient tout bouleverser. La culture peut couler le monde en deux, car plus la science progresse plus l'écart entre les peuples s'accroît ». M. Mitterrand a donc pressé l'UNESCO d'œuvrer à l'avenir « pour accorder le développement scientifique aux capacités de formation des hommes ».

Les délégués vont maintenant poursuivre leurs travaux prévus jusqu'en 29 novembre et au cours desquels doit être notamment fixé le montant du budget 1984-1985 de l'UNESCO. — J.-P. P.-H.

**TISSUS COUTURE**  
L'ORIGINALITÉ ET L'ESPRIT DE LA MODE  
**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

(Publicité)  
Sec, léger, très léger  
**CHAMPERLÉ**  
La perle des vins pétillants.  
**un semestre aux USA**  
de janvier à mai 84 (cours des inscriptions 1<sup>er</sup> oct.) immersion linguistique sur le campus d'une grande université de Floride. Tous niveaux. Bac. Sup. Maîtrise. également. Préparation annuelle au B.A. ou MASTER en septembre 84.  
FLORIDA E.U. C.O. CEPES, 57, rue Ch.-Lafitte, 92 NEUILLY, 722-84-94

**Piano Center**  
PIANOS : 71, rue de l'Aigle, 92250 LA GARENNE (La Défense), 781.93.11  
PIANOS, ORGUES, SYNTHÉS : 122-124, rue de Paris, 93100 MONTREUIL (Mairie de la Défense) 857.93.38  
Rue Hélène-Boucher, Z.I. 78350 BUC (Versailles), 956.06.22

**RENDEZ-VOUS SUR LE RHIN OU LE REVE DEVIENT REALITE**  
Partir pour une croisière... Réaliser le rêve de la plupart de vos amis, collègues, collaborateurs, clients - c'est un privilège pour celui qui organise une croisière sur le Rhin. Croquis pour recevoir dans la meilleure tradition jusqu'à 200 personnes, les bateaux de la KD vous offrent tout ce que l'on peut souhaiter : un grand confort. Et un accueil comme vous souhaitez le retrouver ailleurs. Pour programmer l'admission total ou partielle d'un bateau pour votre congrès, séminaire, voyage de stimulation etc., c'est maintenant qu'il faut prendre contact.

Recommandez dans votre agence de voyage ou :

Remplissez et renvoyez ce bon à :

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Société : \_\_\_\_\_ Fonction : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Lieu : \_\_\_\_\_  
Retournez ce bon à : **KD German Rhine Line**  
9 rue Rue St-Honoré 75008 Paris - Tél. : 742.52.37

42/110 155A